

**Rassemblement écologique autour du Super-Phénix allemand**  
Des dizaines de milliers de manifestants ont attendu...

La manifestation prévue à Karlsruhe...  
Le mouvement écologiste allemand...  
Des dizaines de milliers de manifestants ont attendu...

**AUX ÉLECTIONS SÉNATORIALES**  
VAL-DE-MARNE : quatre listes pour...

**NOUVELLES**  
M. Suarez n'a pas cependant perdu son temps...  
Le parti étant fait à l'écag...

**Les belligérants renforcent leurs positions au Sud-Liban**  
LIBRE PAGE 3

**Le malaise espagnol**

Où en est la démocratie espagnole ? Trois mois après les élections législatives...  
Arrivé en tête du scrutin (mais avec seulement un peu plus du tiers des voix)...

On dispose quelques semaines, une bonne partie de la presse et des milieux politiques se demandent si M. Adolfo Suarez est toujours l'homme de la situation...

« CONCORDE »  
POURRA-T-IL CONTINUER A ATTEINDRE A WASHINGTON ?  
(Lire la suite page 34.)

**Le Monde**  
Fondateur : Hubert Beuve-Méry  
Directeur : Jacques Fauvet

1,60 F  
Abonnés : 1,20 F...  
Tarif des abonnements page 40

**Le second échec du «sommet» de la gauche**  
Socialistes et communistes réaffirment leur attachement au programme commun mais continuent de s'affronter

La semaine de réflexion que le P.C., le P.S. et le M.R.G. s'étaient accordée après la suspension de leurs négociations, le 14 septembre, n'aura servi à rien : le second «sommet» de la gauche s'est achevé dans la nuit de jeudi à vendredi par un constat de carence...

a été convoqué pour vendredi après-midi, et ceux du P.S. affirment les uns et les autres leur fidélité au programme commun de 1972 et à la stratégie de l'union de la gauche...

socialistes d'être infidèles au contrat signé il y a plus de cinq ans. Les dirigeants socialistes, qui se sont réunis dans la nuit de jeudi à vendredi au domicile de M. Mitterrand...

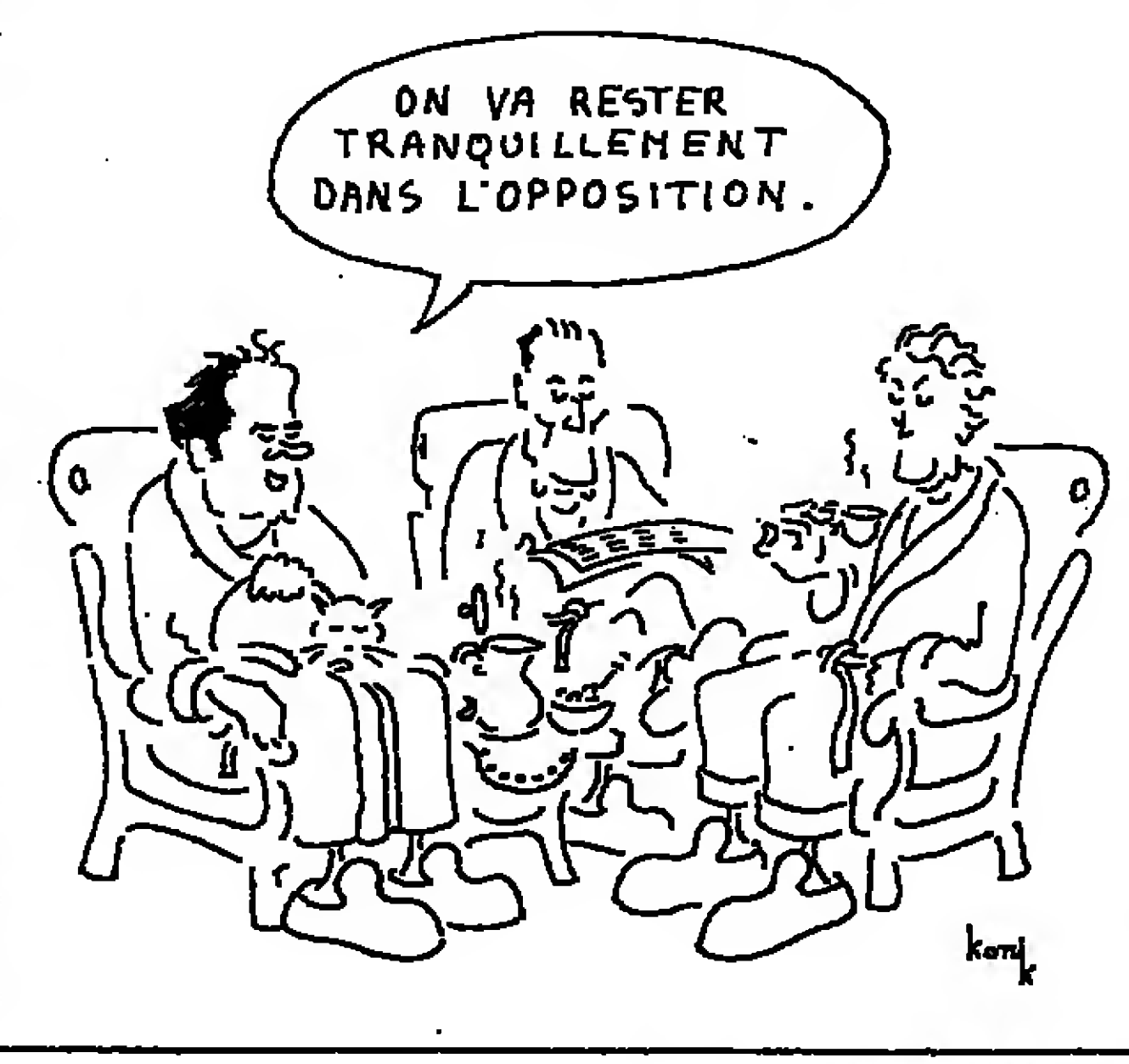
**L'irréparable ?**

Le moment est-il des maintenant venu d'établir, dans l'affliction pour les uns, dans la joie pour les autres, le bilan nécrologique d'une union de la gauche...

**Le vrai dossier économique des nationalisations**

Quelle place exacte tient le dossier des nationalisations dans la difficile négociation entre partis de la gauche ? On le saura sûrement un jour.

Pour l'instant, on en est réduit aux conjectures. A s'en tenir aux faits, il est difficile de savoir actuellement si le dossier des nationalisations est le principal motif d'achoppement du débat ou s'il s'agit simplement d'un élément parmi d'autres d'un différend beaucoup plus politique...



GILBERT MATHIEU.  
(Lire la suite page 10.)

**AU JOUR LE JOUR TOUT EN COMMUN**

Tandis que M. Georges Marchais exprime une fois de plus sa fidélité au programme commun de 72, M. François Mitterrand jure ses grands dieux que rien ne lui est aussi précieux que le programme commun de 72...

**Une question fondamentale**

Comment les trois alliés ont-ils pu en venir là et perdre de vue que le système politique, et notamment électoral, qui est celui de la France depuis 1958 et surtout depuis 1962, voue la gauche à sa perte...

**UN ENTRETIEN AVEC M. ANDRÉ BERGERON**

« Nous refusons que, demain, les entreprises nationales soient soumises en permanence à la pression des masses » nous déclare le secrétaire général de Force ouvrière

Si le nombre des nationalisations est actuellement la pierre d'achoppement entre les partis de l'union de la gauche, pour les syndicats — à l'exception importante de la C.G.T. — c'est le contenu des nationalisations qui prime. M. Edmond Maire rappelle, dans l'édition de l'hebdomadaire de la C.F.D.T. Syndicalisme, publiée le 22 septembre, que la constitution de conseils d'atelier et de service, élus par les travailleurs et disposant d'un pouvoir de décision sur l'organisation du travail, est pour la C.F.D.T. « un préalable à l'accord que nous pourrions donner aux propositions gouvernementales sur la structure des entreprises nationalisées ».

**FABRE-LUCE**  
Les **CENT JOURS** de Mitterrand  
Le livre qu'on attendait.  
Le livre qui dérange  
JULLIARD

**RÉFORMES A LA R.T.L.N.**

**Un nouvel Opéra de Paris**

M. Michel d'Ornano, ministre de la culture et de l'environnement, a présenté jeudi au cours d'une conférence de presse la nouvelle organisation de la Réunion des théâtres lyriques nationaux et annoncé la nomination de M. Jacques Darmon, inspecteur des finances, à la présidence du conseil d'administration.

مكتبة الأصيل







Le Monde

## étranger

## LE CONFLIT ISRAËLO-ARABE ET LA TENSION AU SUD-LIBAN

## M. Arafat accepterait une nouvelle résolution de l'ONU reconnaissant l'existence d'Israël

M. Yasser Arafat, chef de l'Organisation de libération de la Palestine, a déclaré, jeudi 22 septembre, qu'il accepterait une nouvelle résolution des Nations unies reconnaissant à la fois le droit à l'existence d'Israël et le droit à l'existence d'un Etat palestinien. « Nous cherchons à mettre au point une nouvelle résolution qui prendrait en considération tous les droits — le droit de retourner sur notre terre et le droit d'y établir un Etat indépendant », a-t-il ajouté. Le chef de l'O.L.P. lors d'une interview diffusée par la chaîne de télévision américaine A.B.C.

Interrogé sur le point de savoir si, au cas où serait présentée au Conseil de sécurité « une telle résolution », il appartiendrait aux Palestiniens de décider eux-mêmes comment ils entendraient être représentés à Genève, le chef de la diplomatie égyptienne a ainsi laissé entendre que le Caire ne verrait aucun inconvénient à ce que les maîtres du Jifjif (la région de Jérusalem) défendent les intérêts palestiniens à la conférence, à la condition que l'O.L.P. accepte cette formule. — (A.F.P.)

## Nous espérons que la France aidera plus activement les Palestiniens déclare M. Kaddoumi devant le colloque euro-arabe

L'Association de solidarité franco-arabe et le comité Eurabia (1) ont organisé à Paris, du 20 au 22 septembre, un colloque international sur le thème : « L'Europe peut-elle contribuer à un règlement de paix au Proche-Orient ? ». De nombreuses personnalités du monde diplomatique, politique et universitaire, y ont participé.

Beaucoup d'orateurs ont souligné la nécessité de reconnaître les droits nationaux des Palestiniens et de leur permettre de créer un Etat souverain. La déclaration du 29 juin 1977, leur servit de cadre d'argument, de même que les résultats d'un sondage I.P.O.P. selon lequel 71 % des personnes interrogées estimaient que les Palestiniens avaient le droit de vivre dans un Etat souverain.

En général, les orateurs arabes ont mis l'accent sur le chemin qui restait à parcourir plutôt que sur celui déjà parcouru. L'un des moins sceptiques sur le rôle éventuel de l'Europe dans le conflit du Proche-Orient fut M. Farouk Kaddoumi, chef du département politique de l'O.L.P., qui déclara au cours d'une conférence de presse tenue jeudi dans le cadre du colloque après une entrevue avec M. de Guiringaud, ministre des affaires étrangères, qu'il « espérait que la France serait plus active pour aider les Palestiniens ». « L'Europe affirmait-il encore, peut jouer un rôle décisif dans la solution du conflit car elle est l'axe-garde du monde occidental et elle peut faire pression sur les Etats-Unis pour qu'ils cessent d'appuyer Israël et de lui fournir des armes ».

Interrogé sur la résolution 242, le chef du département politique de l'O.L.P. a déclaré que les Palestiniens voulaient une nouvelle résolution qui serait ajoutée à la résolution 242 et qui porterait sur les droits nationaux des Palestiniens. En ce qui concerne la conférence de Genève, M. Kaddoumi a dit que l'O.L.P. entendait recevoir une « invitation séparée », mais « la question de savoir si elle participerait à la conférence en tant que délégation indépendante ou à l'intérieur d'une délégation arabe unique était une affaire qui serait réglée entre Arabes ».

M. Kaddoumi a déclaré attendre du président Carter « qu'il tranche entre ces deux positions en ces termes : ou qu'il précise sa notion de homeland pour les Palestiniens ».

Après cette conférence de presse, le colloque a adopté, au cours d'une séance finale, une résolution affirmant que « la reconnaissance des droits nationaux du peuple palestinien et son établissement en Etat indépendant et souverain constituent la clé du problème ». Si la conférence de Genève ne devait pas se tenir dans un proche avenir, le colloque a suggéré que les neuf pays européens membres du Marché commun prennent l'initiative de réunir, à Paris, une conférence « à laquelle seraient invitées toutes les parties concernées par la situation au Proche-Orient, dont l'O.L.P. ». Il a proposé aussi que les pays européens mettent à l'ordre du jour de l'Assemblée générale des Nations unies la question de sanctions éventuelles contre Israël dans le cas où l'Etat juif ne renoncerait pas à coloniser les territoires occupés.

ROLAND DELCOUR.

(1) Association de solidarité franco-arabe, 12-14, rue Augereau, 75006 Paris. 16, rue Augereau, 75007 Paris.

(2) Dans leur déclaration du 29 juin 1977, les neuf pays de la C.E. ont annoncé que la première fois la création d'une « patrie » pour le peuple palestinien.

## Les belligérants ont mis à profit la « trêve » du Yom Kippour pour renforcer leurs positions

L'intensité des combats a nettement diminué, jeudi 22 septembre, dans le Sud-Liban, où les différentes parties ont mis à profit cette accalmie relative, due au Yom Kippour célébré en Israël, pour renforcer leurs positions. Selon un journaliste libanais se trouvant sur place, les palestino-progressistes, renforcés par des éléments de la Saika (organisation d'obédience pro-syrienne), ont remis en batterie, au Chateau-Beaufort, les pièces

d'artillerie qui en avaient été retirées il y a quelques semaines.

Les unités israéliennes, pour leur part, ont pénétré dans un quatrième village libanais, le bourg de Tallet-Oueida, dans le secteur central de la région frontalière. Des concentrations de troupes ont d'autre part été signalées sur le versant israélien de Tallet-Labouma, dans la région de Naqoura. Mercredi soir, l'artillerie israélienne avait étendu son champ de tir à tous les villages du secteur central, bombardant Bent-Jbeil, Hadassé et Ainata. Les forces conservatrices, qui contrôlent le village d'Ain-Ebel, ont participé aux tirs d'artillerie.

Ce vendredi matin, des roquettes Katioucha ont été tirées à deux reprises sur la ville israélienne de Kiryat-Shmoneh, en Haute-Galilée, proche de la frontière libanaise, faisant deux blessés.

## La drôle de guerre...

De notre envoyé spécial

Bayada (Sud-Liban). — Du haut du promontoire de Bayada on voit distinctement les obus tomber sur Kham, point central de la bataille qui se déroule depuis une semaine au Sud-Liban.

Il est 16 heures et le soleil bas découpe parfaitement le relief de ce paysage tout en collines et vallées, lorsque l'accalmie qui dure depuis l'aube est rompue. En un peu moins de deux heures on comptera vingt-huit obus tirés de part et d'autre. Ce n'est pas un duel d'artillerie très dense mais tous les habitants évoquent le « déluge de feu » qui s'est abattu sur la région les trois premiers jours de la bataille, à la fin de la semaine dernière.

Nous ne sommes pas loin du champ de bataille lorsqu'un milicien

jeunes disciples. Tout ce monde n'est guère habillé que de non-initiés en ces lieux sacrés, car Hasbaya est un sanctuaire druze.

De là, on embrasse tout le champ de bataille, et la majeure partie de l'Arakoub où la résistance palestinienne est tenue, et elle applaudit ses accords avec l'Etat libanais, de regrouper ses combattants. En face de nous, le minaret de Kham se découpe sur une ligne de crête. Ibi-Ei-Saki est à droite; entre les deux se trouve la colline de Tallet-Charki, occupée par l'ennemi (conservateurs chrétiens ou israéliens), qui tient sous son feu la route de Kham, désormais impraticable. A gauche, au pied du mont

On se rend bien compte ici que si les fedayin perdent Kham, s'ils se retirent des secteurs central et occidental de la frontière, en application des accords du Caire et de Chitara, si de plus ils évacuent Nabatieh, s'ils continuent enfin de respecter la volonté des Druzes de Hasbaya qui leur ont demandé de ne pas s'approcher à moins de cinq kilomètres de leur village, ils seraient pratiquement délogés du Sud.

Pourquoi donc cette terre intéressante-t-elle tant de monde ? nous demande le chef Abou Ahmed, la barbe fleurie, appuyé sur sa canne, debout parmi d'autres chefs presque aussi vieux que lui. « Nous ne la quitterons jamais. On ne tuit pas la mort », ajoute-t-il.

Cette détermination fataliste nous le retrouvons chez tous les Druzes de Hasbaya qui vivent en parfaite harmonie avec les chrétiens et les musulmans du village, ici la localité

musulmans du village, ici la localité n'a pratiquement pas perdu un habitant. Sâlim, notre jeune milicien, druze lui-même, qui a renoncé à son examen de « math. élém. » pour prendre les armes, est formel : « Il n'y a pas un Palestinien ici. » Bien que progressiste et allié de la Résistance, il admet que la terre druze et Hasbaya doivent être tenus à l'écart. Paradoxe...

Pour les Druzes, la terre de Hasbaya et surtout de Bayada, toute proche, est sacrée. D'ailleurs on voit ce jeudi soir, au soleil couchant, hommes et femmes se rendant au sanctuaire pour une veillée de prières. L'attachement à la terre est viscéral. Il y a deux semaines, deux obus ont explosé dans la rue centrale de Hasbaya et ont fait onze morts. « Nous ne quitterons jamais ces lieux », affirment pourtant les habitants qui conservent presque tous leur habit du XVIII<sup>e</sup> siècle, le « cherwal », sorte de pantalon boutonné accompagné d'une veste brodée et d'un turban.

## « Nous tenons ferme »

C'est la deuxième constatation de la journée. Le réflexe « anti-exode » qui contraste avec le vide qui s'est fait dans le secteur central de la frontière.

La troisième constatation, c'est que cette bataille du Sud est bien plus importante par ses implications politiques que par ses effets sur le terrain. « Nous avons dénombré cinq morts, tous des combattants, et une quinzaine de blessés, combattants et civils », nous affirme le docteur Ahmed El Sayed, qui tient le poste sanitaire principal palestinien à Qasouba. Toutes les victimes, après avoir été recueillies sur le champ de bataille, sont transportées chez lui, d'où les blessés sont ensuite évacués si nécessaire sur les hôpitaux de Khorbat-Rohs, Hoche et éventuellement Beyrouth. Des délégués du Comité international de la Croix-Rouge qui se trouvent là refusent de confirmer ou d'infirmer ces chiffres. Pour le médecin palestinien, ce faible nombre de victimes s'explique par le fait qu'il n'y a plus de civils à Kham et Ibi-Ei-Saki : « A peine une cinquantaine de vieillards », dit-il.

Arrive alors un combattant venant en droite ligne de Kham : Salah Mansour (vingt-deux ans). Il apporte un message au médecin : « Nous tenons ferme », affirme-t-il. « Nous avons des stocks de vivres et de munitions et nous en recevons par des routes sûres. Il faut maintenant marcher une heure et demi en quittant Kham avant de trouver une voiture, mais il est toujours possible de sortir de Kham et d'y

revenir. La preuve... » Et il fait immédiatement demi-tour.

Selon le docteur Sayed et les Palestiniens qui l'entourent, sept blindés israéliens se trouveraient à Tallet-Charki, d'autres seraient en position à Marj, au pont d'Abou Zabié et à Sahel-el-Kham; enfin, chaque jour à la nuit tombée une vingtaine de blindés israéliens se rendraient à Marjayoun, place forte des conservateurs chrétiens, et y retourneraient à 4 heures du matin.

« Nous nous attendons à une trêve pour le Yom Kippour, mais après une accalmie, voilà que les tirs reprennent », conclut-il.

LUCIEN GEORGE.

Monseigneur Pierre-Aniole Khorach, patriarche maronite de tout l'Orient, s'est entretenu pendant une heure, jeudi 22 septembre, en fin de matinée, avec M. de Guiringaud, avant d'être son hôte à déjeuner. Le conflit libanais et la situation actuelle au Sud-Liban ont été au centre des conversations. A la sortie du déjeuner, le chef de la diplomatie française a indiqué que la France soutenait « l'intégrité territoriale, l'unité et la souveraineté territoriale » du Liban, et « ferait tout ce qu'elle était en mesure de faire pour que les instances internationales, pour appuyer le Liban ».

De son côté, le patriarche a mis l'accent sur la nécessité de travailler sans relâche à faire cesser les combats au Sud-Liban, qui, a-t-il dit, « ne sont dans l'intérêt de personne, ni des Libanais ni des Palestiniens ».

## A TRAVERS LE MONDE

## Brésil

UN MILIER D'ETUDIANTS ONT ETE ARRETES dans la soirée du jeudi 22 septembre, alors qu'ils manifestaient près de l'université catholique de Sao-Paulo. Le rassemblement avait été organisé par les quelque cent vingt dirigeants étudiants brésiliens, qui s'étaient réunis secrètement le même jour, malgré l'interdiction des autorités de l'Etat, pour leur troisième rencontre internationale à l'université catholique. Ils avaient, au cours de cette réunion, décidé la création d'une commission chargée de réorganiser l'Union nationale des étudiants (U.N.E.), dissoute en 1964 par le gouvernement fédéral, qui l'estimait trop politisée. — (A.F.P.)

## Cuba

UNE TRENTAINE DE CITOYENS AMERICAINS, installés à Cuba depuis la révolution de 1959, et une vingtaine de membres de leurs familles, de nationalité cubaine, sont partis pour les Etats-Unis. C'est la première fois qu'un groupe aussi important de Cubains est autorisé à quitter le pays depuis les « vols de la liberté » qui avaient permis, de 1965 à 1975, de re-

mener plus de deux cent cinquante mille personnes aux Etats-Unis. Au total, quatre-vingt familles d'Américains Cubains devraient, aux termes d'une promesse faite en août dernier par M. Fidel Castro au sénateur Frank Church, pouvoir quitter l'île. — (A.F.P., Reuters.)

## Ouganda

UN FORTE-PAROLE GOUVERNEMENTAL a annoncé, jeudi 22 septembre, à Kampala, que M. Bob Scanlon, homme d'affaires d'origine britannique, arrêté en juin dernier pour « espionnage », était échappé de prison « enlevé par des agents secrets britanniques ». A Londres, où l'on craint pour la vie de M. Scanlon, les accusations ougandaises ont été qualifiées par le Foreign Office d'« absurdes ». Par ailleurs, le maréchal Amin a annoncé la découverte d'un nouveau « complot », dont les instigateurs — quatre officiers — seront traduits en cour martiale. — (A.F.P., Reuters.)

## Pays-Bas

LE TRIBUNAL D'ASSEN a condamné jeudi 22 septembre sept Sud-Moulois, auteurs de la prise d'otages de juin der-

nier dans un train et dans une école près de Groningue, à des peines allant de six à neuf ans de prison. Un huitième inculpé a été condamné à un an de prison.

Les inculpés avaient été faits prisonniers le 11 juin, après que les fusiliers marins néerlandais eurent pris d'assaut le train et l'école, libérant cinquante-trois passagers et quatre professeurs, qui étaient retenus en otages depuis près de trois semaines. Deux passagers du train et six terroristes avaient été tués dans l'opération. — (U.P.I.)

## Philippines

UN COMLOT COMMUNISTE a été déjoué à Manille, a-t-on appris, de source militaire, le jeudi 22 septembre. Selon cette source, le P.C. (interdit) voulait organiser, vendredi, des manifestations de rue, avec l'appui « des religieuses et des prêtres radicaux », et les faire dégénérer, par des provocations, en troubles de nature à ébranler le régime. Selon les autorités, dix-sept arrestations ont été opérées. De source religieuse, on affirme que vingt-huit personnes ont été « inquiétées » en raison de cette affaire. — (A.F.P.)

## Thaïlande

QUARANTE-CINQ PERSONNES ONT ETE BLESSEES lors de l'explosion d'une bombe de fabrication artisanale pendant le défilé de scouts villageois présidé par le roi Bhumibol et la reine Sirikit, jeudi 22 septembre à Yala, dans le sud du pays. Les souverains sont indemnes. — (A.F.P., U.P.I.)

## Tunisie

L'EQUIPEMENT DE L'ARMEE TUNISIENNE en matériel militaire français et le développement de l'assistance technique militaire française à la Tunisie ont été au centre des entretiens de M. Jean-Jacques Bendor, secrétaire d'Etat auprès du ministre français de la défense, avec les responsables tunisiens.

M. Bendor, qui est arrivé jeudi matin à Tunis pour une visite officielle de trois jours, a été reçu jeudi après-midi par M. Abdelhak Farhat, ministre tunisien de la défense nationale. Il a également tenu une séance de travail avec son homologue tunisien, M. Ahmed Bannour, en présence des délégués des deux pays. — (A.F.P.)

حکومت الاصل



# EUROPE

## Italie

AVANT L'OUVREURE DU "COLLOQUE CONTRE LA RÉPRESSION"

### La municipalité de Bologne a demandé que les forces de l'ordre soient discrètes

De notre envoyé spécial

Bologne. — Climat à la fois calme et tendu à Bologne ce vendredi 23 septembre, quelques heures avant l'ouverture du colloque contre la répression, prévu dans l'après-midi. Vingt à trente mille participants y sont attendus par les organisateurs, qui se sont heurtés à de difficiles problèmes matériels. Une sorte de modus vivendi a été trouvé avec la municipalité communiste mais, jusqu'au dernier moment, plusieurs questions délicates (le logement, les repas) restaient en suspens. Il est difficile de savoir à l'avance et le colloque prendra l'aspect d'un grand happening pacifique, comme le souhaitent les principaux mouvements d'extrême gauche, ou s'il dégènera en bataille rangée sous l'impulsion de petits groupes violents. Prêt à toute éventualité, le ministère de l'Intérieur a mobilisé six mille hommes. Tous les bâtiments publics seront gardés. La municipalité a néanmoins demandé — et obtenu, semble-t-il — que la présence des forces de l'ordre soit très discrète pour ne pas altérer l'image de « Bologne, ville répressive ».

Nombre de commerçants préfèrent sans doute fermer leurs magasins. En revanche, les « partis

démocratiques » tiendront portes ouvertes avec un service d'ordre constant.

Le maire, M. Renato Zangheri, fait état de deux messages de soutien reçus de France : l'un émane d'intellectuels communistes, parmi lesquels Mme Hélène Furber et M. Stelio Lorenzi ; l'autre lui a été adressé par M. Gérard Legrand, secrétaire de la section des écrivains du parti communiste, lequel — à titre personnel — a déposé une protestation contre la répression des intellectuels français (c'est une allusion à l'appel de M. Félix Guattari) sur les événements survenus ces derniers mois dans votre ville.

De son côté, M. Enrico Berlinguer a écrit au quotidien turinois la Stampa pour répondre à un article du philosophe Norberto Bobbio. Le secrétaire général du P.C.I. se défend d'avoir traité de fascistes, dans un récent discours, tous les militants d'extrême gauche. Mais il s'en grand vigoureusement « aux autonomes », ceux qui conçoivent la lutte politique selon des formes aberrantes. Ceux-là, affirme-t-il, sont sans conteste « de nouveaux fascistes ».

## DANS UNE INTERVIEW A "LOTTA CONTINUA"

### M. Jean-Paul Sartre exprime sa solidarité aux manifestants

M. Jean-Paul Sartre et Mme Simone de Beauvoir ne participent pas au colloque de Bologne, auquel ils avaient été invités. Ils s'en expliquent dans une longue interview qu'il a publiée le 19 septembre le quotidien d'extrême gauche Lotta Continua.

« Ce qui devra arriver à Bologne concerne les Italiens », affirme Jean-Paul Sartre. Il évoque, au passage, la possibilité que se produisent de graves événements avant de manifester sa « solidarité » et celle de Mme Simone de Beauvoir « aux milliers de jeunes » qui seront présents.

À propos du communiqué des intellectuels français contre la répression en Italie, M. Jean-Paul Sartre précise : « J'ai signé, bien que n'approuvant qu'en partie les considérations contenues dans cet appel. Je trouve imprécise, en particulier, la définition de « répression du compromis historique » mais je n'ai pas attaché une grande importance aux définitions parce que je ne peux accepter qu'un jeune militant soit assassiné dans le rue d'une ville gouvernée par le parti communiste. (...) Chaque fois que la police d'un Etat tire sur un jeune militant, je suis du côté de celui-ci ».

Pour M. Sartre, le parti communiste italien « n'est pas celui de l'extrême gauche ». Son voisinage avec la démocratie chrétienne lui a fait retrouver « une tendance à l'autoritarisme ». Hier, affirme-t-il, un communiste italien était spontané, le différenciant d'un communiste français, « qui n'est jamais lui-même ». Ce n'est plus le cas.

M. Jean-Paul Sartre et Mme Simone de Beauvoir regrettent vivement qu'un colloque ait été organisé aux « nouveaux philosophes ». « Ils n'ont rien à voir avec moi, je les considère opposés à mes concep-

(1) N.D.L.R. — M. Jean-Paul Sartre connaît une municipalité communiste de Bologne et le gouvernement régional également communiste. Il n'a aucune compétence dans le maintien de l'ordre. La « répression » armée relève directement du gouvernement de Rome.

## UN NOUVEL APPEL D'INTELLECTUELS FRANÇAIS

Un nouvel appel contre la répression en Italie a été lancé par des intellectuels français qui s'affirment « très conscients du caractère très particulier des problèmes italiens ». Ils déclarent notamment :

« Nous n'avons jamais comparé l'Italie et le Congo. Nous n'avons jamais prétendu mener une action systématique contre le P.C.I. (...) Nous constatons seulement que le P.C.I. est le premier parti communiste en Europe de l'Ouest à ne plus être dans l'opposition : dès lors, sa politique vis-à-vis d'une opposition de gauche prend valeur exemplaire, et nous craignons tout, (...) »

« Un des caractères propres de la situation italienne nous semble être l'importance et la force de gauche de ces minorités, les possibilités créatrices de ces minorités en Italie. (...) La question de savoir quel genre de dialogue « le P.C.I. envisage avec de tels mouvements, indépendamment d'une répression brutale, nous paraît essentielle ».

Ont signé ce texte : MM. Roland Barthes, Thierry Baudouin, Christian Bourgeois, François Chatelet, Mme Catherine Clancy, Michèle Collette, Guy Deleury, Jean-Pierre Faye, Gérard Fromanger, Roger Guez, Félix Guattari, Daniel Guillemin, Léonard, Jean-Jacques Lévy, Mmes Sylvie Lévy, Maria-Antonietta Maciocchi, MM. Yvonne Moulier, Denis Rouché, Gérard Soulier, Philippe Tancolin, Jean-Pierre Vigier.

Plus précisément, nous voulons reconstruire en ce moment toute une pensée théorique non marxiste, tenant compte cependant du marxisme, qui est un grand phénomène de pensée. (...) Sartre précise plus loin : « Nous pensons qu'il y a une tendance à la dégradation progressive du pouvoir. Cela est l'un des éléments essentiels de la nouvelle révolution qui se prépare. (...) La liberté ne va pas de pair avec le pouvoir : entre eux, il y a une contradiction évidente ».

ROBERT SOLÉ

## Espagne

### M. CARRILLO SE RENDRA A MOSCOU POUR L'ANNIVERSAIRE DE LA RÉVOLUTION

Un porte-parole du parti communiste espagnol a déclaré qu'un voyage d'abord annoncé par l'agence Yougoslave Tanjug, selon laquelle M. Santiago Carrillo, secrétaire général, visitera la délégation du parti qui a été invitée à Moscou à l'occasion du soixantième anniversaire de la révolution d'Octobre.

D'autre part, notre correspondant d'Espagne nous informe qu'un fonctionnaire de l'ambassade d'Union soviétique s'est entretenu avec MM. Alfonso Guerra et Javier Solana, membres de la direction nationale du parti socialiste ouvrier espagnol (P.S.O.E.), et leur a demandé si leur parti serait disposé à organiser à Madrid la célébration de l'anniversaire de la révolution d'Octobre. Les dirigeants socialistes ont répondu négativement.

« Les négociations en vue de l'ouverture d'un régime d'autonomie au Pays basque ont commencé le jeudi 22 septembre entre M. Manuel Clavero, ministre d'Etat chargé des régions, et une commission composée de parlementaires basques. D'autre part, les deux principales formations politiques basques, le parti socialiste ouvrier espagnol (P.S.O.E.) et le parti nationaliste (P.N.V.), ont condamné l'organisation séparatiste ETA, qui a enlevé une lettre à une centaine d'hommes d'affaires et d'industriels basques, leur ordonnant de payer un «impôt révolutionnaire ».

(A.F.P.)

« Les journaux de Barcelone n'ont pas paru le jeudi 22 septembre, en signe de protestation contre l'attentat commis le 20 septembre dans la capitale catalane par une organisation d'extrême gauche, l'Alliance anticommuniste apostolique contre l'hebdomada satirique El Popsu. Cette action avait fait un mort, A. Madrid, les journaux et les ouvriers du livre ont fait grève jeudi, empêchant la parution des quotidiens de ce vendredi matin. — (A.F.P.)

« RECTIFICATIF. — Dans l'article que le Monde du 22 septembre a consacré aux débats de Cortes sur la politique étrangère espagnole, il fallait évidemment lire : « Les engagements pris par le gouvernement franquiste sur le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui » et non « le gouvernement français », comme une coquille nous l'a fait écrire. En outre, M. Marcelino Oreja, ministre des affaires étrangères, a déclaré que le gouvernement espagnol était disposé « à collaborer avec toutes les parties intéressées à la solution du conflit », et non avec « tous les partis ».

## Union soviétique

### Le psychiatre Ernst Axelrod a été arrêté et serait inculpé de « parasitisme »

Moscou (A.F.P., Reuters). — Le psychiatre soviétique d'origine juive Ernst Axelrod a été arrêté, mercredi 21 septembre, à Moscou, annoncé ses amis. Il a été présumé à sa famille qu'il était poursuivi pour « parasitisme » et que le juge d'instruction chargé de cette affaire prendrait une décision dans les trois jours. Si l'inculpation est en fin de compte, il sera passible d'une peine d'un an de prison.

M. Axelrod avait travaillé pour le programme spatial soviétique jusqu'en 1970, puis enseignant à la faculté de psychologie de l'université de Moscou.

## Danemark

### LE PREMIER MINISTRE A ÉTÉ RÉÉLU PRÉSIDENT DU PARTI SOCIAL-DÉMOCRATE

(De notre correspondant.)

Copenhague. — Le parti social-démocrate danois a tenu, pendant quatre jours à Copenhague, son congrès annuel. Le premier ministre Jens Otto Krag, qui a été réélu président du parti, a été élu président du parti.

Deux sujets ont dominé les débats, dominant lieu à de vives controverses entre le chef du gouvernement, M. Anker Jørgensen, président du parti, et un nombre important de militants : le cumul de postes de responsabilités au sein de l'appareil des partis et de portefeuilles ministériels, et l'appartenance du Danemark au Marché commun.

Sur le premier point, M. Jørgensen a refusé à faire triompher son point de vue et a obtenu que son ministre des transports et des travaux publics, M. Ejler Jensen, soit réélu à la vice-présidence du parti. Il a lui-même été réélu président.

En revanche, il a dû s'incliner devant la volonté de ceux qui ont exigé, par 131 voix contre 111, que le gouvernement crée une commission chargée d'étudier les avantages et les inconvénients politiques, économiques, sociaux et culturels, qu'a apportés au Danemark son adhésion au traité de Rome. Un congrès extraordinaire sera convoqué en 1978 pour désigner les candidats sociaux-démocrates aux élections directes du Parlement européen. Il devra aussi préparer un nouveau programme de principe faisant suite à ceux de 1913-1914 et de 1961-1977 et élaborer un programme de travail valable jusqu'au prochain congrès de 1981. — C.O.

## Suisse

### Les électeurs vont se prononcer sur la libéralisation de l'avortement

De notre correspondant

pour un chrétien un défi sans espoir.

Si les Églises protestantes se montrent moins catégoriques, les évêques catholiques ont ouvert, au projet, notamment dans une lettre pastorale lue dans toutes les églises. Même le pape est intervenu dans la campagne, en invitant le peuple suisse à « respecter les valeurs supérieures de la vie ».

Les partisans de la révision constitutionnelle reconnaissent eux-mêmes que l'interdiction légale de la grossesse n'est pas une solution, mais un « mot d'ordre ». Ils dénoncent l'« hypocrisie » de la loi actuelle, diversement appliquée selon les cantons et favorisant le « tourisme gynécologique ». Même dans les cantons réputés libéraux, l'autorisation d'interruption de grossesse doit être livrée par une commission d'avortement clandestin. La solution proposée est d'un médecin et d'un psychiatre. Actuellement, vingt mille interruptions légales sont pratiquées chaque année en Suisse, mais il y a aussi encore près de cinquante mille avortements clandestins.

Pour les auteurs du projet, ce dernier signifierait une plus grande égalité de traitement, et permettrait d'éviter les dangers de l'avortement clandestin. Ils estiment aussi que leur proposition est indissociable du développement de la contraception et d'une véritable politique familiale. L'issue du scrutin demeure incertaine. D'après un sondage réalisé par la télévision, 55 % des personnes interrogées seraient favorables à l'initiative et 41 % s'y opposeraient ; mais le nombre des partisans semble en diminution par rapport à des enquêtes précédentes. De surcroît, pour entrer en vigueur, le projet ne devrait pas seulement être approuvé par la majorité des citoyens, mais aussi par plus de la moitié des cantons. Or, depuis la dernière guerre, une seule initiative populaire a réussi à franchir ce double cap.

Parmi les cinq autres projets sur lesquels les Suisses doivent se prononcer dimanche, deux portent sur l'exercice du référendum et de l'initiative populaire, ces deux piliers de la démocratie semi-directe helvétique. Trancher sur la multiplication des scrutins de toutes sortes et de l'accroissement du corps électoral, le gouvernement propose de relever le nombre des signatures requises pour susciter l'organisation d'une consultation populaire.

Il faut actuellement réunir cinquante mille signatures pour demander une révision constitutionnelle par voie d'initiative populaire et trente mille pour solliciter, dans un délai de quatre-vingt-dix jours après son adoption, un référendum sur une nouvelle loi, un arrêté fédéral urgent (décret gouvernemental) ou un traité international.

À l'exception des socialistes, tous les grands partis — radical, démocrate-chrétien et Union démocratique du centre — sont d'accord avec le Conseil fédéral pour porter ces chiffres à cinquante mille pour le référendum et à cent mille pour l'initiative populaire. Outre les socialistes, les adversaires de la proposition gouvernementale se recrutent parmi les petites formations, de gauche comme de droite. Invoquant les droits des minorités, ils soupçonnent les autorités fédérales de chercher à couper l'herbe sous le pied des mouvements faibles et disposant de ressources restreintes, au profit des grandes organisations.

Les trois autres projets soumis aux électeurs suisses portent sur la protection des localités, le sujet de laquelle deux textes différents seront soumis, et sur la lutte contre la pollution atmosphérique causée par les véhicules à moteur.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

## République d'Irlande

### SECON LE SÉNATEUR O'BRIEN La majorité des Irlandais sont opposés à la réunification de l'île

De notre correspondant

Dublin. — L'un des hommes politiques les plus connus de la République d'Irlande, M. Conor Cruise O'Brien, qui après avoir perdu son siège de député aux élections de juin, a été élu au Sénat le mois dernier, vient de démissionner du groupe parlementaire travailliste et du comité exécutif du parti.

Le discours qu'il avait prononcé dimanche 18 septembre devant une réunion de journalistes et d'hommes politiques irlandais et britanniques à Oxford, a été mal accueilli par les milieux gouvernementaux de Dublin ainsi que par le parti catholique modéré d'Irlande du Nord, le S.D.L.P. (travailliste social-démocrate). S'appuyant sur une enquête récente qui montre que 57 % seulement de la population de la République d'Irlande est en faveur de la réunification de l'île, et la majorité des habitants de l'Irlande du Nord, M. O'Brien estime que la majorité de la population de l'Irlande n'est pas actuellement favorable à la réunification. Selon lui, l'idée de la réunification de l'île a plus de partisans en Grande-Bretagne qu'en Irlande.

## Roumanie

### A Bucarest UN FONCTIONNAIRE ROUMAIN DE L'UNESCO EST CONDAMNÉ AUX TRAVAUX FORCÉS

Réuni en séance plénière ce jeudi 23 septembre, le conseil exécutif de l'Unesco a entendu la lecture d'une communication faisant état de la condamnation aux travaux forcés d'un fonctionnaire roumain de l'Organisation, M. Sorin Dumitrescu, retenu en Roumanie depuis plus d'un an.

(Fonctionnaire de l'Unesco depuis novembre 1969, M. Sorin Dumitrescu est titulaire du poste de directeur des sciences de l'eau. Il a été envoyé en mission officielle en différents pays d'Europe en juin 1974, mais il a depuis été empêché de rejoindre son poste à Paris. Selon certaines indications, encore non confirmées, M. Dumitrescu aurait été accusé par les autorités roumaines d'avoir gardé pour lui l'essentiel de son salaire, au lieu d'en reverser une partie au gouvernement de Bucarest, comme il est d'usage dans les pays socialistes.

Le cas de M. Dumitrescu a déjà fait l'objet de plusieurs réunions restreintes du conseil exécutif de l'Unesco, et le directeur général M. M. How a multiplié les démarches pour obtenir sa libération et son retour à Paris.]

Jon lui, l'idée de la réunification de l'île a plus de partisans en Grande-Bretagne qu'en Irlande.

M. O'Brien est au cœur de nombreuses controverses dans la République depuis qu'il est entré sur la scène politique en 1969 comme ministre des affaires diplomatiques et universitaires. Partisan d'une société pluraliste libérale dans la République, il s'oppose aux attitudes extrémistes nationalistes à l'égard de l'Irlande du Nord. Ses idées sur les relations de l'Irlande avec la République, exposées dans un livre intitulé « Deux États d'Irlande », lui ont attiré beaucoup de critiques en Irlande du Sud de la part du parti Fianna Fail, qui est actuellement au gouvernement, et en l'Union, du S.D.L.P. et de l'Alliance pour l'Irlande.

La politique du parti travailliste irlandais pour ce qui concerne l'Irlande ne diffère pas sensiblement de celle que préconise M. O'Brien, mais le leader du Labour, M. Cluskey, ne peut plus tolérer les controverses provoquées par son collègue, particulièrement après la récente défaite travailliste aux urnes et au moment où la crise politique du nord-est de l'île semble de nouveau s'aggraver.

Un document mal reçu par les unionistes d'Ulster.

Les leaders du parti S.D.L.P. ont rencontré, jeudi 22 septembre à Dublin le premier ministre, M. Lynch, sept jours avant la visite que celui-ci doit faire à M. Callaghan à Londres. Les discussions ont porté sur la politique du S.D.L.P. telle qu'elle est exposée cette semaine dans son document, « Faisons face à la réalité ». Le parti demande aux gouvernements de Londres et de Dublin de prendre des initiatives communes en Ulster.

Le document du S.D.L.P. a été mal reçu par les partis unionistes d'Ulster. Ceux-ci lui reprochent de mettre l'accent sur le rôle du gouvernement de la République. Le parti interconfessionnel de l'Alliance a, lui aussi, condamné l'attitude du S.D.L.P. qui, déclare-t-il, répond au refus des unionistes de former un exécutif interconfessionnel que par l'intransigeance.

À Belfast, des rumeurs font état de contacts entre M. Paddy Devlin, l'un des leaders du parti S.D.L.P. qui en a été exclu la semaine dernière (le Monde du 20 septembre), et des dirigeants loyalistes, en vue de former un parti ouvrier non confessionnel favorable à un Ulster autonome.

JOE MULHOLLAND.

هكذا من الأصل







# ASIE

## LES PROBLÈMES DE L'APRÈS-GUERRE D'INDOCHINE

### LAOS : appel à l'aide internationale pour éviter la famine

De notre correspondant

Bangkok. — Deux ans après la fin d'une longue guerre, le Laos est menacé par un nouveau fléau : la famine. La récolte de riz du mois de novembre sera catastrophique, à cause, notamment, d'une longue période de sécheresse. Le gouvernement de Vientiane vient de lancer un appel à la communauté internationale afin qu'elle l'aide à réaliser la « soudure », entre les deux récoltes, qui sera très difficile à réaliser.

Cet appel à l'aide est contenu dans un document intitulé « Programme de secours d'urgence pour la sécheresse 1977 », qui a été remis récemment aux missions étrangères accréditées au Laos. Le gouvernement a chargé le PNUD (Programme des Nations unies pour le développement) de la coordination des aides gouvernementales et non gouvernementales.

Le simple énoncé des chiffres officiels donne la mesure du drame. Dans la province de Savannakhet (1321 villages) la production annuelle de riz est normalement de 118 000 tonnes, dont 75 000 sont utilisées pour la consommation locale. A cause des mauvaises conditions climatiques, on estime qu'il ne faut pas compter sur une récolte supérieure à 30 000 tonnes. L'année 1976 avait déjà été marquée par une vague de sécheresse suivie d'inondations qui avait réduit la production rizicole de moitié (le Monde du 3 décembre 1976).

#### L'imprévoyance des cadres

Le rapport note aussi l'imprévoyance des cadres locaux « qui n'ont pas jugé utile de prendre des mesures préventives du fait du caractère exceptionnel de la sécheresse ». Il mentionne « l'absence quasi totale de moyens de semences et celle d'insecticides ».

L'aide technique et matérielle de l'Union soviétique, dont l'in-

fluence n'a cessé de croître au Laos depuis deux ans, n'a apparemment pas suffi à pallier ces carences. Le rapport n'en fait d'ailleurs pas mention.

« Pour éviter la famine qui résulterait de la sécheresse », le gouvernement s'est donc décidé à faire appel à « une aide extérieure d'urgence ». Il a pris parallèlement des mesures pour encourager immédiatement les cultures alimentaires de substitution : maïs, soja, haricots. Selon ses estimations « les besoins alimentaires de la population pourraient être satisfaits jusqu'en mars 1978 ». Mais il aura alors besoin de 367 000 tonnes de céréales pour lui permettre d'attendre, sept mois durant, la récolte de riz de novembre. Les autorités ont demandé que le tiers de ce tonnage leur soit fourni en farine de blé destinée aux besoins des populations urbaines et suburbaines — estimées à un million d'habitants, sur quelque trois millions de Laotiens.

On apprend d'autre part, à Bangkok, que la F.A.O. a mis en place six projets d'urgence, d'une valeur globale de quelque 350 000 dollars, pour venir en aide au Laos. Ces projets portent sur l'envoi d'experts et la formation de cadres locaux. Le Centre de coordination des opérations de secours de la F.A.O., qui avait été mis sur pied pour coordonner les aides internationales lors de la sécheresse au Sahel, a été chargé d'une nouvelle mission au Laos.

R.-P.P.

### THAILANDE : inquiétude devant l'afflux continu de réfugiés

De notre correspondant

Une centaine de réfugiés ayant fui les pays de l'ancienne Indochine depuis la victoire des communistes en 1975 ont quitté Bangkok pour les Etats-Unis il y a quelques jours. Environ quatre-vingt-dix mille réfugiés vivent actuellement en Thaïlande dans des camps créés avec l'aide du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (H.C.R.). Les Laotiens sont les plus nombreux : soixante-dix mille environ. Mais les Vietnamiens continuent d'arriver par bateaux dans des conditions dramatiques. Outre les drames humains, l'afflux des réfugiés crée de sérieux problèmes pour la Thaïlande, principal — mais provisoire — pays d'accueil.

La légendaire solidarité des gens de mer semble souvent sombrer au large des côtes de l'Indochine. Depuis plus de deux ans, on ne compte plus le nombre de cargos qui ont passé leur route, sans que l'équipage s'émue des signaux de détresse lancés par des fugitifs perdus sur l'océan. En août, seize Vietnamiens ont dérivé pendant vingt-cinq jours à la suite d'une avarie de moteur. Pas moins de vingt-sept navires battant pavillon de toutes nationalités sont passés à proximité de leur barque sans s'arrêter, ont-ils ensuite raconté. Le vingt-huitième, un cargo indonésien, les a conduits à Djakarta. Combien n'auront pas cette « chance » ?

Bangkok. — Les personnes qui ont quitté Bangkok le 19 septembre constituent l'avant-garde d'un nouveau contingent de quinze mille réfugiés indochinois que Washington a récemment décidé d'accueillir. Depuis 1975, les Etats-Unis en ont accueilli quelque cent quarante-six mille. Les trois quarts avaient fui Saigon en avril 1975, lors de l'évacuation de la ville par les Américains. Selon le nouveau programme fédéral, dix mille réfugiés seront « sélectionnés » en Thaïlande (1). Les cinq mille autres seront essentiellement des Vietnamiens ayant fui par voie de mer dans les pays proches (Malaisie, Indonésie, Singapour, Philippines, Japon, Hongkong), où ils continuent à débarquer au rythme d'environ cinq cents par mois, selon M. Thomas Barnes, chargé de la coordination du programme des réfugiés à l'ambassade des Etats-Unis à Bangkok.

Les pays riverains de la mer de

Chine du Sud s'inquiètent de plus en plus de ces « naufragés à problèmes » que les courants portent jusqu'à leurs rives. Pour s'en débarrasser, à diverses reprises, ils les ont fait remorquer en haute mer après leur avoir fourni des vivres et du carburant. Aujourd'hui, après les protestations suscitées par ces pratiques, la plupart des gouvernements concernés tolèrent les réfugiés lorsqu'ils ont obtenu de l'Organisation internationale l'assurance qu'elle participera à leur frais d'hébergement et qu'elle les dirigera au plus tôt vers des pays tiers.

communisme et de ses méfaits. C'est une bonne opération de guerre psychologique, surtout pour la Thaïlande et pour la Malaisie, aux prises avec les maquis communistes.

C'est la Thaïlande qui supporte le fardeau le plus lourd. Même avec les douze millions et demi de dollars votés par les Nations unies cette année au H.C.R., le fait d'accueillir, bon gré mal gré, près de cent mille réfugiés sur son territoire pose des problèmes d'organisation.

Lundi dernier, alors que leurs compatriotes admis aux Etats-Unis

parlaient pour San-Francisco soixante-quinze Vietnamiens recueillis en mer par un cargo norvégien, arrivèrent à Bangkok. D'autres sont venus ce jour-là par voie de terre, du Laos et du Cambodge. Pour endiguer ce flot dont on ne voit guère la fin, et dont une partie échappe aux filières officielles pour se perdre dans les campagnes, le gouvernement thaïlandais s'efforce de mettre sur pied des mesures dissuasives. Mais quels résultats peut-on en attendre, alors que plus de mille réfugiés arrivent encore chaque mois du Laos ? Ils n'ont qu'à traverser le Mékong, qui forme la frontière sur plusieurs centaines de kilomètres, dans des régions boisées et peu peuplées, difficiles à contrôler.

Le gouvernement de Bangkok soulève le problème dans chaque forum international. Il l'a fait lors de la conférence « au sommet » de l'ASEAN à Kuala-Lumpur, au début août. Il compte recommencer en octobre à l'ouverture de la trente-deuxième session de l'Assemblée générale des Nations unies. Il n'est pas impossible que le ministre des affaires étrangères thaïlandais, M. Upadit, saisisse l'occasion pour s'entretenir avec les représentants du Vietnam, du Laos et du Cambodge de cette question.

La Thaïlande ne saurait garder indéfiniment sur son territoire des milliers de réfugiés venus de pays dont traditionnellement la population a peu de points communs avec celle de l'ancien Siam. Aussi fait-elle appel à la communauté internationale et plus particulièrement aux pays riches « qui ont de l'espèce », l'Australie et le Canada, par exemple.

Jusqu'à présent, les Etats-Unis et la France ont fourni l'effort le plus important, acceptant chacun, depuis août 1975, environ vingt-cinq mille réfugiés. L'Australie vient d'annoncer son intention d'en recevoir de mille cinq cents à deux mille. Le Canada étudie quatre cent cinquante « cas » ; la Nouvelle-Zélande a « sélectionné » quatre cent vingt personnes ; le Danemark cinquante. Cependant, même avec le nouveau programme américain, et en supposant que la France continue à accorder l'asile à un millier de réfugiés par mois environ, on reste loin du compte.

#### Mauvaise humeur à l'égard de Washington

« Les Etats-Unis paient, « sélectionnent », mais nous laissons l'essentiel sur les bras », dit-on fréquemment au sujet des réfugiés dans les milieux dirigeants de la région, agacés par les critiques de l'administration Carter sur la question des droits de l'homme. On fait remarquer, avec humour, que sans l'intervention des Etats-Unis au Vietnam, au Laos et au Cambodge, puis leur « lâchage » des régimes qu'ils avaient mis en place dans ces trois pays, le problème des réfugiés n'existerait pas aujourd'hui.

L'homme fort du régime de Bangkok, le général Kriangsak, a ainsi esquissé devant la presse internationale, en juillet dernier, l'état d'esprit de la Thaïlande — et celui d'autres gouvernements de la région — à l'égard de Washington sur ces questions : « Les Etats-Unis n'ont rempli leurs obligations à l'égard des réfugiés que dans une mesure limitée et de pure forme. L'Amérique ne doit pas oublier que le problème des réfugiés en Thaïlande est un problème qui concerne aussi les droits de l'homme et la liberté. »

ROLAND-PIERRE PARINGAUX.

(1) Ceux qui ont des parents aux Etats-Unis, ceux qui ont travaillé avec le gouvernement de Washington ou avec des firmes américaines, ceux qui ont occupé des postes importants dans leurs gouvernements, ceux qui ont été formés par les Etats-Unis soit aux Etats-Unis, soit dans un pays tiers.

(2) Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande.

Accédez  
au club du  
6  
cylindres

DATSUN 200L 37900 F.T.C.

VENTE ET APRÈS-VENTE S.M. RICHARD

10, AV. NARBONNE - 92100 CLAMART - 10, RUE DE LA VILLE - 92100 CLAMART



DATSUN

REPRESENTATION EN FRANCE : 4446 RUE MOULIN - 75101 PARIS 13E - TEL. 197 36 30

PROPRIETAIRES ET AGENTS DANS TOUTE LA FRANCE : LISTS, SUD-REIMS

CONCESSIONNAIRES : 10, AV. NARBONNE - 92100 CLAMART - 10, RUE DE LA VILLE - 92100 CLAMART

collection automne-hiver

Chloé

3, RUE DE GRIBEAUVAL (7<sup>e</sup>) BAC-ST-GERMAIN

Culturisme. Athlétisme. Tennis. Golf.  
Judo. Karaté. Aïkido. Volley. Basket.  
Randonnée. Gymnastique. Football. Rugby.  
Sportswear. Atelier de réparation.

MI-TEMPS

Le premier libre-service du Loisir, Sport, Détente.  
Centre Gaîté. Métro Gaîté. Angle avenue du Maine. Rue du Commandant Mouchotte.

LECTURE RAPIDE

Pacile.

OTO

هكذا من الأصل



# DIPLOMATIE

## Le désarmement sera désormais un des thèmes de la politique française déclare M. Giscard d'Estaing

M. Giscard d'Estaing a présidé jeudi 22 septembre une réunion de travail consacrée au désarmement, à laquelle participaient notamment MM. Barre, de Guiringaud, ministre des Affaires étrangères, Bourges, ministre de la Défense, et les généraux Méry, chef d'état-major des armées et Rhenner, secrétaire général de la défense nationale. Le communiqué déclare : « Le président de la République a indiqué, au cours de l'année 1977, que la politique extérieure de la France serait marquée par des initiatives dans deux domaines : les problèmes liés aux dangers de la prolifération nucléaire, la contribution de la France à une politique générale de désarmement. »

Sur le second point, la question du désarmement, elle aussi, été évoquée lors des entretiens du président de la République avec M. Brejnev et le président Carter, et le conseil des ministres du 24 août 1977 a été, en partie, consacré à l'examen de la position française en vue des prochaines réunions internationales sur ce sujet. C'est à la définition précise de cette position qu'a été consacrée la réunion de travail du jeudi 22 septembre 1977. Le président de la République a déclaré : « La France apportera sa contribution réfléchie à l'action internationale de réduction des armements. Ce sera un des thèmes de la politique extérieure de la France dans les mois à venir. »

M. Simonet, ministre belge des Affaires étrangères, est arrivé jeudi 22 septembre en visite à Belgrade en tant que président en exercice du Conseil de la Communauté européenne. — (A.F.P.)

## Le président de la République reçoit les lettres de créance des nouveaux ambassadeurs du Mexique, de Malaisie, du Nigeria et du Libéria

Le président de la République a reçu, jeudi 22 septembre, les lettres de créance des ambassadeurs du Mexique, de Malaisie, du Nigeria et du Libéria.

### Mexique

A l'allocution de l'ambassadeur du Mexique, M. Horacio Flores de la Pena, M. Giscard d'Estaing a répondu en soulignant le désir de la France de promouvoir une politique d'indépendance nationale et de renforcer la coopération bilatérale.

Le Monde a daté 19-20 juin a publié un biographe de M. de la Pena.

### Malaisie

Le Raja Tan Sri Anwar, ambassadeur de Malaisie, s'est félicité « des efforts faits par la France pour faire naître le dialogue entre les nations du monde et pour chercher à résoudre les problèmes par des solutions politiques et économiques plutôt que par des solutions militaires. »

Né à Perak en 1924, M. Anwar a fait ses études à l'université de Cambridge (Angleterre). Entré dans la carrière diplomatique en 1957, il a été en poste en Thaïlande, au Cambodge et à la direction des affaires politiques et de l'information du ministère des Affaires étrangères. Avant de représenter son pays aux Nations unies (1967), haut commissaire en Inde (1969), ambassadeur au Japon (1971), il était, avant d'être nommé à Paris, ambassadeur à Moscou (1974) et également accrédité en Bulgarie, en Roumanie, en Mongolie, en Pologne et en Yougoslavie.

### Nigeria

L'ambassadeur du Nigeria, M. George Doyin Adeniji, a déclaré : « Nous attendons avec un vif esprit de collaboration la prochaine visite de M. de Guiringaud à Lagos. » Le début de sa mission coïncide avec l'ad-

MM. SAUVAGNARGUES ET DE LEUSSE ÉLEVÉS A LA DIGNITÉ D'AMBASSADEUR DE FRANCE

MM. Jean Sauvagnargues, ancien ministre des Affaires étrangères, ambassadeur à Londres, et Bruno De Leusse, ambassadeur à Moscou, ont été élevés à la dignité d'ambassadeur de France, au cours du conseil des ministres réuni le 21 septembre.

M. DE GUIRINGAUD SE RENDRA EN VISITE OFFICIELLE AU CANADA LES 5 ET 6 OCTOBRE

M. de Guiringaud, ministre des Affaires étrangères, qui partira le 25 septembre pour New-York, où il participera à l'Assemblée de l'ONU, se rendra en visite officielle au Canada les 5 et 6 octobre. A Ottawa, l'entrevue avec son collègue canadien, M. Jamieson, et avec M. Trudeau le 6 octobre, il se rendra au Québec avant de regagner New-York.

D'autre part, M. W.R. Bennett, premier ministre de la Colombie britannique, la province la plus occidentale du Canada, accompagné des ministres provinciaux des finances et du développement, M. Alf et Phillips, est arrivé jeudi 22 septembre en visite officielle à Paris, au terme d'un voyage en Europe qui l'a conduit à Londres, Bruxelles, Bonn et Genève. Ses entretiens ont un caractère principalement économique, la Colombie désirant accroître ses ventes de matières premières à l'Europe. M. Bennett rencontre notamment MM. Rost, ministre du commerce extérieur; Taittinger et Rufenacht, secrétaires d'Etat aux affaires étrangères et à l'Industrie; F. Ceyrac, président du C.N.P.F. et, samedi matin, M. Barre.

Rappelons que le premier ministre du Québec, M. René Lévesque, viendra en visite officielle à Paris les 3 et 4 novembre.

## Bonn se félicite de la visite de M. Poniatowski

M. Michel Poniatowski, représentant personnel de M. Giscard d'Estaing, s'est rendu à Bonn jeudi 22 septembre. Il a eu un entretien avec le chancelier Helmut Schmidt à propos de l'affaire Schleyer.

Au cours de la visite officielle qu'il effectue en Suisse, M. Walter Scheel, président de la R.F.A., a évoqué, jeudi, à Berne, l'enlèvement du patron ouest-allemand. « Même dans sa lutte contre les démons du négativisme, a-t-il déclaré, la République fédérale d'Allemagne reste l'Etat le plus libéral jamais réalisé en Allemagne. »

D'autre part, M. Helmut Kohl, président de la C.D.U. (démocrates-chrétiens), a estimé, au cours d'une réunion à Berlin-Ouest, qu'il faudrait envisager de modifier la Loi fondamentale de la R.F.A. si un amendement doit permettre de lutter plus efficacement contre le terrorisme. Il a accusé les libéraux et les sociaux-démocrates d'avoir « relâché leur vigilance face aux ennemis de l'intérieur. »

De notre correspondant

Bonn. — En faisant, jeudi 22 septembre, une visite éclair dans la capitale fédérale, M. Poniatowski a sans doute contribué à dissiper les nuages qui obscurcissaient, depuis l'enlèvement de M. Schleyer, l'image des relations franco-allemandes dans de nombreux esprits ouest-allemands. La semaine dernière, le coup de téléphone de M. Giscard d'Estaing au chancelier Schmidt avait déjà réconforté les dirigeants de Bonn. La visite de l'ancien ministre de l'Intérieur, envoyé personnel du président français, renforce encore la satisfaction que l'on éprouve dans la capitale fédérale devant la sympathie manifestée par Paris.

M. Poniatowski s'est entretenu non seulement avec le ministre de l'Intérieur, M. Maibohm, mais aussi avec le chancelier Schmidt. La déclaration, que le représentant de la France a remise à la presse avant de se rendre à la chancellerie, laisse clairement apparaître le double but de cette visite.

Il s'agissait, tout d'abord, d'un geste de solidarité à l'égard de la République fédérale, au moment où celle-ci est confrontée aux problèmes posés par le terrorisme. Au même temps, il convenait de réaffirmer clairement la résolution des autorités policières françaises de coopérer avec l'Allemagne de l'Ouest dans le combat contre les groupes terroristes. « Ce que l'on doit savoir en République fédérale, dit-on dans la déclaration de M. Poniatowski, c'est que le gouvernement français met tout en œuvre pour appuyer l'action des autorités allemandes. »

Cette prise de position est naturellement interprétée à Bonn comme la confirmation que les autorités françaises s'efforcent de retrouver M. Croissant, dont l'Allemagne fédérale a demandé l'extradition. Encore

certains commentateurs ouest-allemands se demandent-ils eux-mêmes si, dans l'état actuel de l'affaire Schleyer, Bonn et Paris ont vraiment intérêt à mettre immédiatement la main sur l'avocat, auquel on reproche une complicité avec les organisations terroristes.

Les Allemands continuent, d'autre part, d'être surpris et choqués par des commentaires de la presse française présentant leur pays comme un Etat oppresseur et antidémocratique. La déclaration de M. Poniatowski vient donc aussi à consolider le public d'outre-Rhin qu'il ne s'agit là que de « quelques prises de position individuelles en France », et de « quelques articles isolés ». En fait, a affirmé M. Poniatowski, « l'immense majorité des Français partage l'émotion et comprend la réprobation du peuple allemand devant les événements récents. »

Une autre hypothèse encore a pu être évoquée au cours de la visite de M. Poniatowski dans la capitale ouest-allemande : certains journaux de la République fédérale suggèrent, en effet, que M. Schleyer, dont la police allemande semble avoir été incapable de retrouver trace, aurait été détenu par ses ravisseurs sur le territoire français. Dans les milieux officiels, on déclare toutefois qu'il ne s'agit là que d'une hypothèse dépourvue pour l'instant de tout fondement.

JEAN WEIZ.

## La question de Mayotte a été inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée de l'O.N.U.

Le Cambodge sera privé de son droit de vote à l'ONU, en application de l'article 19 de la Charte, qui stipule qu'un Etat membre n'ayant pas payé sa cotisation pendant deux années consécutives est suspendu de ses droits. Le Cambodge refuse de payer les 36 984 dollars qui lui sont réclamés, faisant valoir que cette dette a été contractée par une délégation « illégitime », celle de la République khmère qui avait représenté le pays à l'ONU de 1970 à 1975. M. Waldheim espère toutefois qu'il sera possible d'aboutir à un compromis avec le ministre cambodgien des Affaires étrangères, attendu à New-York le 7 octobre.

Jeudi, d'autre part, le bureau de l'Assemblée générale de l'ONU a adopté une liste de cent vingt-six sujets qui seront débattus au cours de la session. Trois questions seront pour la première fois évoquées : une proposition de Grande Venise à la création d'un organisme des Nations unies chargé d'étudier les objets volants non identifiés, une proposition de révision du processus de conclusion des traités multilatéraux, et une question proposée par l'Egypte concernant « les récentes mesures israéliennes illégales visant à modifier le statut juridique, la nature géographique et la composition démographique des territoires arabes occupés ». —

Deux des cent vingt-six questions inscrites ont fait l'objet d'un vote : la question de Timor a été inscrite par 9 voix pour et 1 voix contre (Indonésie) et 10 abstentions (Colombie, Danemark, Equateur, France, Guatemala, Iran, Etats-Unis, Pays-Bas, Pérou et Royaume-Uni). La question de Mayotte a été inscrite par 19 voix pour (France) et 8 abstentions (Danemark, Guatemala, Pays-Bas, Etats-Unis et Royaume-Uni).

Le débat sur la Namibie a été déclaré prioritaire et interrompra en 1978 la session plénière après le débat général, qui s'ouvrira le 26 septembre et sera clos le 13 octobre. La session se terminera le 20 décembre.

D'autre part, notre correspondant, Louis Wintzinger, nous câble qu'une étude, concernant la course aux armements et les dépenses militaires, préparée par les experts de temps pays dont la France, a été remise à M. Waldheim. Elle affirme que ni les accords SALT ni ceux d'Helsinki n'ont freiné la course aux armements. Elle critique l'ONU elle-même « dont les efforts dans ce domaine ont été inadéquats ». M. Bjornested, secrétaire général adjoint, a déclaré que ce rapport n'incitait pas à l'optimisme quant à la possibilité de ralentir la course aux armements à court terme.

**LECTURE RAPIDE**  
Méthode TELEC : amélioration vitesse de lecture et CONCENTRATION INTELLECTUELLE  
3 heures par semaine du 4/10/77 au 13/12/77  
Possibilité de prise en charge par l'employeur  
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS  
CPM Centre Malesherbes - 103 Boulevard Malesherbes  
Paris 75017 - Tél : 766.51.34

**Facile,**  
Vous pouvez jouer toute la semaine jusqu'à mardi après-midi précédant le tirage du mercredi.


**LOTO**

au cœur du Quartier Latin  
IPEC 46 Bd St Michel  
633.81.23 633.45.87

**MEDECINE PHARMACIE**  
octobre à juin  
Encadrement annuel parallèle à la Fac.  
P.C.E.M. et Pharmacie  
Année "O"  
Cours par Prof. de Fac.  
groupes de 15 étudiants par CHU  
au cœur du Quartier Latin  
IPEC 46 Bd St Michel  
633.81.23 633.45.87

# Breguet

## LIVRE A 18 KM A L'EST DE PARIS



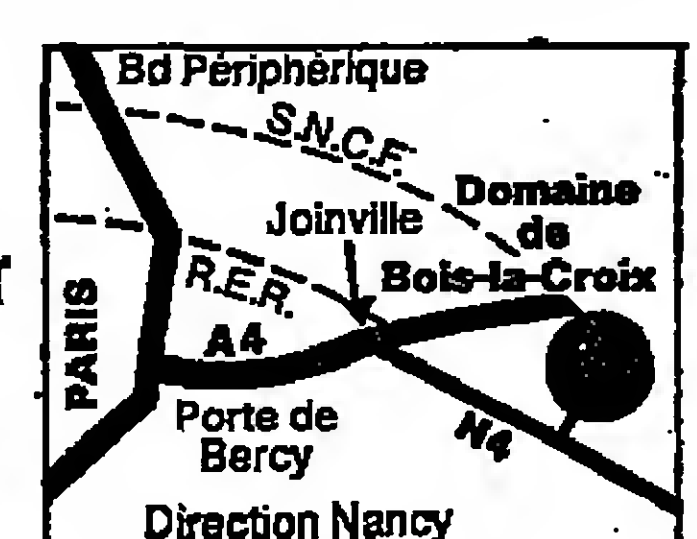
Chelsea, 139 m², 6 pièces. Autres modèles plain-pied ou à étage.

## le Domaine du Bois la Croix

### DES MAISONS DURABLES.

Un parc boisé et privé de 18 ha, le grand calme, la vraie campagne : c'est le Domaine du Bois la Croix, où Breguet réalise 5 modèles de très élégantes maisons de 93 à 155 m², de 4 à 7 pièces, entourées de grands jardins. Certaines sont livrables immédiatement. Le Domaine se trouve au centre de Pontault-Combault, près des rues commerçantes, et à 1/4 d'heure à pied de la gare (40 trains par jour AR pour Paris). Sur le Domaine même : écoles, centre commercial, tennis.

**18 KM DE PARIS PAR L'AUTOROUTE DE L'EST ET LA N.4**  
(Par l'A.4, sortir à Val Maubré et se diriger vers Emerainville).



**VISITE DES MAISONS MODELES TOUS LES JOURS DE 10 A 19 H.**

**DOMAINE DU BOIS LA CROIX 77340 PONTAULT-COMBAULT (TEL. 028.64.63).**

محکمات الامم



Le Monde

# politique

## LE NOUVEL ÉCHEC

### Le symbole de l'union de 1972 est devenu

Il y a plusieurs mois, lorsque M. François Mitterrand était interrogé sur la nécessité d'actualiser le programme commun, il évoquait la jante de Pandore (1). Il craignait qu'en ouvrant les discussions sur ses objectifs l'union de la gauche ne vole en éclats. On constate aujourd'hui combien ses craintes étaient fondées. Faut-il regretter l'épisode actuel ou se féliciter, au contraire, que la crise se soit ouverte avant que la gauche n'ait eu à assumer les responsabilités de la gestion gouvernementale ?

(1) Pandore, personnage de la mythologie grecque, a été envoyé aux hommes par Zeus comme châtiment, après que Prométhée eût dérobé le feu au ciel. Elle est en possession d'une jarre contenant tous les maux. Après avoir épousé Épiméthée, le frère de Prométhée, elle souleva la couverture de la jarre, répandant tous les maux sur la terre.

MM. Fabre, Marchais et Mitterrand sont totalement dans l'impasse, aucun des dirigeants des trois partis de gauche ne veut conclure à la rupture de l'alliance. Chacun veut espérer que les discussions vont pouvoir reprendre.

De fait, il semble que si un compromis pouvait être dégagé sur le chapitre des nationalisations les autres dossiers en suspens trouveraient une solution sans trop de difficultés. Le cas de la défense est, à ce propos, particulièrement frappant. Les négociateurs communistes affirment que le P.S. cherche à imposer l'idée d'un référendum sur la nucléaire alors que les députés socialistes jurent leurs grands dieux qu'il n'en est rien et rappellent que M. Mitterrand, mercredi sur Antenne 2, a publiquement renoncé à maintenir sa proposition. Autant dire que le P.S. soupçonne le P.C.F. d'avoir cherché l'échec.

On peut aussi penser que les communistes, qui avaient le sentiment d'être bloqués dans une impasse, ont voulu maintenir un nombre maximum de divergences afin d'être plus à l'aise pour expliquer dans le pays et surtout dans le parti le nouvel échec des négociations.

Depuis quarante-huit heures, en effet, les négociateurs avaient une attitude ambivalente. D'une part ils manifestaient leur volonté de parvenir à un accord, d'autre part ils se préparaient à une campagne d'explication en cas d'échec.

Comment a-t-on pu en arriver là ? Le programme commun, qui était le symbole de l'union, apparaît aujourd'hui comme un piège. Ceux qui l'ont signé découvrent cinq ans plus tard qu'ils ne font pas la même lecture du contrat. Pourtant, ce contrat n'a pas changé (il n'a pas eu le temps de changer). Ce sont les

intentions des signataires qui ont évolué. En 1972, l'objectif essentiel était de s'unir. Cette volonté politique l'emportant sur les autres considérations et la question des nationalisations fut réglée relativement facilement, compte tenu de l'écart existant déjà entre les propositions communistes qui en voulaient beaucoup et celles des socialistes qui n'en voulaient pas, ou presque pas.

L'union s'est faite sur un programme qui n'était perçu alors que comme un constat d'alliance pour le présent et pour l'avenir. A partir de là, et en raison de l'énorme propagande faite par le P.C., le programme commun en est devenu un des éléments-clés de la politique française. Cependant, dans ce document-symbole, c'était encore l'adjectif « commun » qui primait. Il signifiait que les socialistes et les

## LE FILM DE LA JOURNÉE

Les trente négociateurs se retrouvent, jeudi 22 septembre, à 10 heures, au siège du comité central du P.C.F., place du Colonel-Fabien. Ils décident de conserver la méthode de travail adoptée depuis le début de leurs rencontres : au sein d'un comité de travail, ils ont convenu de relire le projet de programme actualisé élaboré durant l'été par le « groupe des quinze ». Le dossier des nationalisations, sur lequel les désaccords persistent, est, en conséquence, réservé.

L'accord ne se réalise pas pour autant sur les nouveaux sujets en discussion. Communistes et socialistes ne parviennent à s'entendre ni sur l'assiette, ni sur le taux de l'impôt sur le capital et les grandes fortunes. MM. Marchais et Kéroug reprochent à leurs interlocuteurs socialistes de vouloir protéger le grand capital. Un autre accrochage oppose le secrétaire général du P.C.F. à

M. Pierre Mauroy lors de la discussion sur le mode de scrutin. Le maire de Lille explique que l'application de la représentation proportionnelle n'a pas de sens pour des élections cantonales, puisqu'il s'agit d'un scrutin uninominal tendant à désigner un représentant du canton à l'assemblée départementale. Il se fait rebrousser par M. Marchais.

En revanche, quelques accords sur des points mineurs interviennent. M. Crépeau, vice-président du M.R.G., fait accepter l'introduction d'un chapitre sur les problèmes de la mer, chapitre qui reste cependant à rédiger. Le P.S. approuve un texte sur la propriété privée qui avait été présenté par le « groupe des quinze » par le M.R.G. et le P.C.F. et que les socialistes avaient réservé dans un premier temps. Sur les DOM-TOM, le P.S. retient le projet de texte qu'il avait élaboré afin qu'il puisse être amélioré.

« On se retrouve, c'est vrai, dans des positions assez figées. Jusqu'au dernier moment tout est possible. »

**M. MARCHAIS : Il dépend de vous, François Mitterrand qu'un accord soit signé**

Au même moment, dans le cadre du journal d'Antenne 2, M. Georges Marchais déclare à propos des négociations de l'après-midi : « François Mitterrand n'a rien proposé de tout. Sa proposition est la même que celle effectuée par le P.S. dans le cadre du « groupe des quinze ». Elle aboutit à un abandon des positions qui nous paraissent défensives. Il ne s'agit donc pas d'une surenchère du parti communiste. Toute la discussion porte sur la défense du programme commun. Le parti communiste renonce au programme commun sur le plan des nationalisations. Il ne veut plus les appliquer en ce qui concerne les neuf grands groupes. »

« Je suis encore plus inquiet qu'hier. Le P.S. et le M.R.G. n'ont pas répondu à notre appel. Nous sommes allés à la limite des compromis que nous pouvions faire. Le P.S. dit qu'il n'a aucune proposition nouvelle à faire. Ceux qui n'ont pas la volonté politique d'aboutir sont ceux qui ne cherchent pas à compromettre. La décision du P.S. de revenir en arrière est totalement incompréhensible pour moi. »

« Le problème de l'unité n'est pas nouveau. Tout a commencé il y a treize ans. J'ai été le premier intermédiaire du parti socialiste. À l'époque, c'était Guy Mollet. J'ai travaillé ensuite des années avec Alain Savary. »

« Tous ces efforts de plusieurs années que j'ai faits avec mon parti, avec des centaines de milliers de communistes qui ont diffusé des tracts, fait des discours, moi qui ai parcouru la France pendant les élections législatives lors de l'élection présidentielle, quand nous avons fait de François Mitterrand le candidat unique de la gauche, vous oubliez que le secrétaire général du parti, la direction de mon parti, le parti tout entier, acceptent si facilement de remettre en cause tant d'années d'effort ? »

Il dépend de vous, François Mitterrand, qu'un accord soit signé ce soir ou demain et pour cela il vous suffit d'être fidèle à l'engagement que vous avez signé avec moi en signant le programme commun en 1972 : que soient nationalisées les filiales des neuf groupes dont nous avons convenu ensemble, que soit nationalisée cette sidérurgie où il y a de la vie d'une région, d'une certaine de milliers d'hommes. Je suis sûr que si nous déboulonnons la situation sur ce terrain capital, alors nous pourrions à résoudre d'autres problèmes mais au moins que Mitterrand fasse un pas, un geste. »

« Jamais, moi et mon parti, ne renoncerais à l'unité. Je suis sûr qu'elle triomphera. Nous voulons aller dans l'union à la bataille législative sur un bon programme commun. »

M. Georges Marchais indique ensuite qu'il a « eu avec effarement » une interview de M. De-

ferre, dans laquelle le maire de Marseille « envisage froidement d'aller aux élections sans les communistes ». Après avoir rappelé que la veille, sur la même chaîne de télévision, M. Mitterrand a lancé un appel aux militants et aux électeurs communistes « par-delà le parti », le secrétaire général du P.C.F. déclare :

« Je m'adresse aux membres du P.S. et aux électeurs socialistes, et je leur demande : Reprenez et lisez le programme commun du parti communiste, reprenez et lisez le programme commun, comparez ces deux documents à ce qu'est, aujourd'hui, l'attitude du P.S. sur le problème des nationalisations. (...) Est-ce moi qui ai changé ou François Mitterrand ? »

« Nous n'avons pas, nous communistes, de stratégie de rechange. Il faut nécessairement l'union. J'espère que les dirigeants socialistes vont réfléchir. Est-ce que le P.S. a, lui, une stratégie de rechange ? C'est une question grave, mais je suis bien obligé de la poser ce soir. Le P.S. peut faire la démonstration qu'il n'a pas de stratégie de rechange. Il suffit, pour cela, qu'il fasse un pas pour l'accord. »

**M. DEFFERRE : le P.S. passerait peut-être à 40 % des voix**

L'interview évoquée par le secrétaire général du P.C.F. est publiée dans *Paris-Match* à 15 heures. M. Gaston Defferre, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, à Marseille, déclare :

« C'est vrai que les communistes effrayent beaucoup d'électeurs radicaux et même certains électeurs socialistes. Leur offensive récente, l'aspect répété de leurs attaques a créé, en outre, un climat désagréable qui rendrait leur nature ? Un parti socialiste coupé du parti communiste ne serait-il pas condamné à faire tout ou tard, ne fût-ce que pour ne pas perdre ses nouveaux électeurs, une politique sensiblement différente de celle du programme commun de gouvernement de la gauche ? »

Pour l'immediat, le P.S. se trouve dans une sorte d'impasse et l'on peut se demander ce que serait demain l'attitude de son électoral, non pas virtuel, mais actuel, s'il acceptait d'aller au-delà des concessions qu'il a faites jeudi et que ses partenaires communistes ont jugées dérisoires, voire inexistantes.

Une autre question se pose qui concerne la gauche tout entière : comment ses divers chefs de file ont-ils pu ne pas comprendre que la première de leurs obligations

## DE LA GAUCHE en piège en 1977

**Le premier incident sérieux**

Le premier incident sérieux surgit avec l'examen du chapitre consacré à la défense. Jean Kanapa, membre du bureau politique du P.C.F., défend le rapport qu'il avait présenté le 11 mai devant le comité central de la formation. Il explique que ses partenaires n'ont pas bien compris la position du P.C.F. et il reproche à M. Mitterrand d'avoir qualifié « d'ubuesque » son rapport lors du comité directeur du P.S. du 19 septembre. Le premier secrétaire du parti socialiste répond que le rapport Kanapa « remet en cause la présence de la France au sein de l'alliance atlantique, et que si tel n'est pas son objectif, alors il est « ubuesque ».

M. Marchais rappelle que c'est à contrecœur que le P.C.F. a accepté la force de discussion nucléaire. Il reproche aux socialistes d'avoir porté des jugements sur la manière dont le parti communiste a modifié sa position sur ce sujet et leur demande de ne pas se mêler de la vie interne du P.C.F.

Évoquant l'idée d'un référendum sur la nucléaire lancée par M. Mitterrand, M. Marchais la trouve démagogique, car il n'est pas, explique-t-il, possible de répondre par oui ou par non à de tels problèmes.

M. Mitterrand rappelle qu'il ne fait pas de ce référendum la condition d'un accord et qu'il l'a dit publiquement la veille sur Antenne 2. M. Luchaire, membre de la délégation radicale de gauche, observe que les Français sont mal informés sur les questions nucléaires et propose que la gauche ait un pouvoir développe une campagne dans ce sens. M. Piterman lui reproche alors de vouloir « réintroduire par la fenêtre l'idée de référendum ». M. Marchais juge qu'il y a, là encore, désaccord et il fait réserver ce chapitre.

Les négociateurs terminent leur tour d'horizon général par le Proche-Orient et reconnaissent le droit à l'existence d'un Etat palestinien. Ils n'arrivent toutefois pas à libérer ces dispositions.

**M. FABRE : pas d'accord à n'importe quel prix**

Invité à 20 heures, du journal de TF1, M. Robert Fabre réaffirme le désir des radicaux de gauche de parvenir à un accord, mais ajoute-t-il, « si nous avons demandé, il y a huit jours, une suspension des travaux, c'est parce que nous avions immédiatement touché du doigt le problème. Il ne faut pas parler simplement de nationalisations, il faut parler du secteur privé. Le problème est celui d'un choix de société. Le parti communiste, c'est vrai, a fait quelques pas. Il n'en reste pas moins très loin de ce que nous souhaitons. Il ne s'agit pas d'étendre à l'infini les nationalisations. Nous avons accepté la nationalisation de quelques filiales qui répondent à la définition constitutionnelle et sont donc des services publics, soit des monopoles de fait. Il existe un autre système que la nationalisation, c'est la prise de participation.

A la demande de M. Marchais, les trente députés reviennent à la question des nationalisations.

M. Fabre envisage une nouvelle suspension des travaux pour quelques jours. Les socialistes devant le comité central de la formation de nuit et annoncent qu'ils ont des propositions à faire.

A 18 h 30, les négociateurs décident de suspendre leurs travaux jusqu'à 21 h. M. Luchaire, Piterman, membre du secrétariat du P.C.F., rend compte, schématiquement, aux journalistes des discussions qui se sont déroulées. Il déclare : « Les chefs de chefs de délégations ont confirmé que nous avons raison d'être inquiets hier soir. Nous avons accepté des propositions nouvelles, effectué un important effort de conciliation et fait preuve du maximum de bonne volonté. Nos partenaires continuent d'avancer leurs propositions, mais ils ne sont en retrait sur le programme commun. Nous attendons des propositions nouvelles. »

Interrogé sur l'évolution des positions en matière de défense, M. Piterman ajoute : « La discussion semblait pouvoir aboutir à un accord. Au dernier moment, nous nous sommes heurtés à l'opposition d'insertion dans le texte, sous une forme ou sous une autre, l'idée de référendum. Cette idée nous la rejetons. Il n'y a pas d'accord. »

De son côté, M. Claude Estier, membre du secrétariat du P.S., indique : « Nous sommes persuadés que Georges Marchais veut l'union de la gauche. Il ne peut dire que nous ne le voulons pas. Nous n'avons pas changé nos positions. (Celles-ci sont) l'œuvre de l'effort de la gauche et nous espérons un résultat positif des conversations. »

Répondant aux questions des journalistes, M. Estier, qui se refuse à parler de « rupture », souligne : « Nous ne pouvons pas accepter que l'on dise que nous sommes en retrait par rapport au programme de 1972. Nous sommes partisans des nationalisations des neuf groupes inscrits dans ce programme. »

« En se ralliant aux propositions du P.S., le M.R.G. a fait un pas. C'est une proposition nouvelle en ce qui nous concerne. »

Évoquant le problème de la clause du programme commun qui permet aux salariés de demander la nationalisation de leur entreprise, M. Robert Fabre déclare : « Nous avons fait un nouvel effort. Nous acceptons une nouvelle rédaction. » Les radicaux de gauche sont disposés à admettre cette clause si le champ des nationalisations reste clairement limité aux entreprises en situation de monopole de fait ou assurant un service public.

Le président du M.R.G. ajoute qu'au cours de la négociation des progrès semblaient avoir été effectués en matière de politique étrangère et de défense. « Nous nous sommes heurtés, explique-t-il, aux positions du P.C. Ce qui nous a surpris, c'est que les

## L'irréparable ?

(Suite de la première page.)

Si les radicaux de gauche se sont imposés une modération de langage, les communistes n'ont pas été les seuls, pendant les quatre mois d'escalade dont nous avons récemment publié la chronologie (le Monde du 15 septembre) à oublier que si « l'union est un combat », comme on aime à dire au P.C., elle ne doit surtout pas dégénérer en guerre de harcèlement. Cette attitude, que le P.C.F. nourrit à son égard, M. Mitterrand, a-t-il été habile et bien inspiré d'évoquer, mercredi soir, à la télévision, le lointain mois de mai 1947 où Paul Ramadier s'était séparé de ses ministres communistes ?

La question fondamentale n'en reste pas moins posée ou plutôt relancée de savoir si le parti communiste est ou non désireux de reconstruire l'accord qu'il avait signé le 27 juin 1972. Le comportement de ses dirigeants au cours de la journée de jeudi, que Thierry Flister raconte et commente d'autre part, autorise les doutes les plus sérieux. N'est-il pas pour le moins étrange, par exemple, que M. Piterman ait relancé la querelle provoquée par le projet d'un référendum sur la politique de défense alors que la veille M. Mitterrand avait clairement indiqué, devant des millions de téléspectateurs, qu'il ne faisait de cette affaire ni un préalable ni une condition sine qua non ?

Tout ayant été dit au cours des dernières semaines, et notamment dans ces colonnes, sur les raisons ou les arrière-pensées électorales respectives des frères ennemis de la gauche, les perspectives qui s'offrent à eux, s'ils ne parvien-

ent pas à éviter la rupture, n'apparaissent guère souriantes.

En affirmant, depuis plusieurs semaines, que la gauche ne pouvait se permettre d'aller aux élections sans dire clairement ce qu'elle ferait en cas de victoire, et en se refusant à remettre en cause un programme qui était, depuis plus de cinq ans, celui de toutes ses composantes, le P.C.F. s'était placé sur une position forte, parce que claire et raisonnable. Il n'en est pas moins apparu, à travers divers sondages, que la responsabilité d'une rupture serait imputée à M. Marchais plus qu'à M. Mitterrand et, dans l'esprit de l'opinion publique, plus au P.C. qu'au P.S. Pourquoi se dissimuler qu'une fraction non négligeable de l'électorat de gauche, y compris de l'électorat socialiste, ne considère pas comme une catastrophe le retour du parti communiste dans le ghetto d'où il était parvenu à s'évader il y a une petite quinzaine d'années ? Lorsqu'il affirme, avec force, qu'il n'a pas de « stratégie de rechange », M. Marchais ne fait que dire la vérité, si ce n'est l'évidence. Le P.C.F. voudrait-il avoir une telle stratégie qu'il ne le pourrait pas. Il le choit qu'entre l'union et l'isolement.

**Une stratégie de rechange**

Le parti socialiste, qui s'est enrichi au cours des cinq dernières années, d'une clientèle très vaste, mais quelque peu composite, n'est évidemment pas dans la même posture. M. Gaston Defferre n'exclut pas, dans une interview à *Paris-Match* qu'il n'a pas du tout plus aux communistes, l'hypothèse de la mise en œuvre d'une stratégie de rechange. Si les partis de gauche allaient en ordre dispersé à la bataille électorale, expli-

que-t-il, « l'union de la gauche serait globalement handicapée, mais le parti socialiste verrait peut-être ses voix passer de 30 à 35 ou 40 % ». D'où viendraient ces voix supplémentaires et quelle serait leur nature ? Un parti socialiste coupé du parti communiste ne serait-il pas condamné à faire tout ou tard, ne fût-ce que pour ne pas perdre ses nouveaux électeurs, une politique sensiblement différente de celle du programme commun de gouvernement de la gauche ?

Pour l'immediat, le P.S. se trouve dans une sorte d'impasse et l'on peut se demander ce que serait demain l'attitude de son électoral, non pas virtuel, mais actuel, s'il acceptait d'aller au-delà des concessions qu'il a faites jeudi et que ses partenaires communistes ont jugées dérisoires, voire inexistantes.

Une autre question se pose qui concerne la gauche tout entière : comment ses divers chefs de file ont-ils pu ne pas comprendre que la première de leurs obligations envers leurs électeurs était de ne pas étaler leurs divergences sur la place publique avec le concours, fort peu innocent, de médias que l'on n'avait jamais vus aussi bien disposés à leur égard ?

Trop de mystère auit assurément, et peut nourrir la suspicion, mais comment ne pas s'étonner de la frénésie avec laquelle les leaders de la gauche se sont précipités, jour après jour, heure après heure, depuis plus d'une semaine, vers les stations de télévision où les attirait ? Une heure et demie, avant la reprise des négociations de jeudi, n'aurait pas vu M. Marchais et M. Fabre tomber respectivement dans les pièges d'Antenne 2 et de TF1 ? Les pauvres !

Évoquant le face-à-face télévisé du 15 septembre organisé dès le

lendemain du premier échec du « sommet », M. Gaston Defferre livre dans son interview à *Paris-Match* une impression qui fut sûrement celle d'innombrables concitoyens du maire de Marseille : « Quand j'ai vu l'autre soir Georges Marchais et Robert Fabre se disputer à la télévision, je n'ai pu m'empêcher de penser : « La gauche est en train de perdre dix mille voix par minute. »

Ne fallait-il pas y penser plus tôt ? Que le P.C., le P.S. et le M.R.G. parviennent ou non à éviter que l'échec ne débouche sur la rupture, l'irréparable n'est-il pas consommé sur le plan électoral, à six mois du renouvellement de l'Assemblée nationale ?

**RAYMOND BARRILLON.**

**M. ESTIER (P.S.) : nous n'avons pas l'intention de changer de programme.**

M. Claude Estier, membre du secrétariat national du parti socialiste, a indiqué, vendredi 23 septembre, au micro de France-Inter : « Nous avons été étonnés par le refus du parti communiste de s'entendre sur les conditions d'un accord dans la dialogue, sur la défense, alors que les bases d'un accord existent. Le P.C.F. a fait semblant de croire que nous voulions maintenir le référendum sur le nucléaire alors que François Mitterrand avait dit publiquement qu'il n'en fait pas la condition d'un accord. Pourquoi faire croire qu'il existe des divergences là où il n'y en a pas ? »

M. Estier a conclu : « Le programme commun est toujours le programme commun. Il a été actualisé et amélioré. C'est notre programme. Nous n'avons pas l'intention de changer de programme et encore moins de changer d'alliance. »



# LE NOUVEL ÉCHEC 1972 est devenu

Le 24 septembre 1977, le parti communiste français a tenu son congrès. C'est un événement majeur, car c'est la première fois depuis 1972 que le P.C.F. se réunit en congrès. Le congrès de 1972 avait été marqué par une victoire électorale sans précédent, mais aussi par une crise interne. Le congrès de 1977 a-t-il permis de surmonter cette crise ?

Le congrès a débuté par une séance de travail. Les délégués ont discuté de la situation du parti et du pays. Ils ont adopté une déclaration de principes qui réaffirme l'engagement du P.C.F. dans la lutte pour la révolution sociale.

Le congrès a également adopté une résolution sur la situation internationale. Elle souligne la nécessité d'une coopération internationale entre les peuples pour la paix et la justice.

Enfin, le congrès a élu son comité central. Ce dernier est composé de représentants de toutes les tendances du parti. Il a pour mission de préparer le prochain congrès et de mener la politique du parti.

## DU « SOMMET » DE LA GAUCHE un piège en 1977

communistes voulaient et pouvaient gouverner ensemble.

En 1977, cette perspective leur est offerte et, du coup, tout craque. C'est la notion de programme qui, désormais, va l'emporter. La nécessité d'actualiser le document de 1972 s'impose mais elle fait apparaître des divergences profondes sur la manière dont les alliés envisagent une gestion de gauche. Du programme commun, il ne reste que des ambiguïtés et chacun des partenaires tente de faire céder l'autre en imposant son interprétation, sa stratégie.

Électorale pour le P.S., qui est assuré d'avoir par là une position dominante, de contrôler de l'appareil économique pour le P.C., qui est bien armé pour cela si le champ des nationalisations est assez large.

Socialistes et communistes ont abouché sur cette dualité d'intentions et de stratégie.

Il reste que le risque pris par le P.C. de ne pas aller au pouvoir après avoir tant œuvré pour cela et tant fait de concessions demeure, pour une part, inexplicable.

Déjà, le P.S. envisage qu'une crise interne, à la direction du parti communiste, a provoqué le raidissement constaté. Tout se passe comme si M. Marchais était obligé d'égayer de ses pairs, d'obtenir beaucoup plus qu'il n'apparaissait nécessaire il y a seulement trois mois. Face à cette situation, le P.S. va tenter de prouver sa bonne foi en se présentant sous la bannière du programme commun actualisé, qu'il considère toujours comme sien tandis que le P.C. l'accusera de l'avoir trahi.

Un programme commun qui, après avoir symbolisé l'union, incarne le divorce.

P. et A. L.

### Comment affronter la crise de l'emploi

Stages de six soirées  
organisés par les spécialistes de  
**CADR' OFFICE**

**PROGRAMME**

Les causes profondes de la crise - La crise va-t-elle durer ? - Peut-on y échapper ou la surmonter ? - Réflexions nécessaires avant la recherche de l'emploi - Comment garder le moral - Méthodes dynamiques de prospection - Les erreurs à éviter dans les entretiens - Faut-il accepter toute proposition ? - Nécessité de changer de cap et de comportement - Comment décrocher un emploi et le garder ?

**INSCRIPTIONS :**  
3, rue de Penthièvre - 75008 PARIS.  
Tél. : 266-33-01 - 265-28-50.

### HINDMOTO un petit tracteur qui a du punch !



le champion des tracteurs compacts  
FABRICATION JAPONAISE  
de 12 à 17 CV - moteur 4 temps

CONVIENT À TOUS LES USAGES  
ET PEUT-ÊTRE ÉQUIPÉ TOUS  
ACCESSOIRES : labour,  
bêcheuse, remorque, tondeuse  
frontale - barre de coupe -  
lampe bull - pulvérisateur -  
pelle retro - tranchéeuse - etc...

BON POUR DOCUMENTATION GRATUITE  
TRACTEUR HINDMOTO

**YVAN BEAL & Co**  
IMPORTATEUR  
21, avenue de l'agriculture  
93016 CLERMONT-CD Cedex  
Tél. (01) 31.93.51 - Telex 380809  
NOM  
ADRESSE

Le congrès du P.C.F. a-t-il permis de surmonter la crise ?

Le congrès a été marqué par une victoire électorale sans précédent, mais aussi par une crise interne. Le congrès de 1977 a-t-il permis de surmonter cette crise ?

Le congrès a débuté par une séance de travail. Les délégués ont discuté de la situation du parti et du pays. Ils ont adopté une déclaration de principes qui réaffirme l'engagement du P.C.F. dans la lutte pour la révolution sociale.

Le congrès a également adopté une résolution sur la situation internationale. Elle souligne la nécessité d'une coopération internationale entre les peuples pour la paix et la justice.

Enfin, le congrès a élu son comité central. Ce dernier est composé de représentants de toutes les tendances du parti. Il a pour mission de préparer le prochain congrès et de mener la politique du parti.

bout du compte, il serait plus difficile de gouverner.

Question. — Supposons que le parti socialiste arrive effectivement au pouvoir en 1981, avec 50 % des voix et que M. Cressat d'Estang demande à M. Mitterrand d'être premier ministre. Quel serait alors le jeu des alliés, compte tenu du fait qu'il n'y aurait pas de programme commun ?

M. Delferre. — Le parti socialiste, de toute façon, aura fait campagne contre les formations de l'actuelle majorité. Il serait immoral qu'il gouverne avec elles. Nous serions donc amenés à nous tourner vers les communistes en leur disant : « Mettons-nous d'accord sur un contrat de législature. »

Question. — Et ils accepteraient ?

M. Delferre. — Je l'espère.

#### Les ultimes propositions du P.S.

Durant la suspension des négociations, M. François Mitterrand se concerta avec M. Gaston Defferre tandis que d'autres membres de la délégation socialiste s'appliquaient à rédiger un document rassemblant les ultimes propositions du parti. Ce document est soumis aux deux autres délégations à la reprise des négociations, à 21 h. 30, au siège du P.C.F. Ce document est le suivant :

« Le parti socialiste confirme sa volonté de mettre en œuvre les dispositions contenues dans le chapitre II de la deuxième partie du programme commun, signé en 1972, et intitulé : La démocratisation et l'extension du secteur public.

« En ce qui concerne l'industrie :

1) Le gouvernement procédera à la nationalisation et au transfert au programme commun, à la nationalisation des neuf groupes suivants : a) Basse-Normandie, Rhône-Poulenc ; b) T.T.F. France, Thomson-Brandt, C.I.L., Honeywell-Bull, Pechiney-Ugine-Kuhlmann, Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, Compagnie générale d'électricité.

« En conséquence, la totalité des biens appartenant à ces neuf groupes, leurs actifs comme leurs participations dans quelques sociétés qui se sont vu transférées à la collectivité nationale.

2) Toutes les sociétés dans lesquelles un ou plusieurs de ces neuf groupes possèdent 98 % du capital ou moins, deviendront des sociétés nationales. Cela va, à notre connaissance, à la date du 1<sup>er</sup> janvier 1977, cent trente-huit sociétés industrielles et quatre-vingt-neuf sociétés à vocations diverses.

« La liste de ces sociétés sera annexée au programme commun.

3) La totalité des participations tant majoritaires que minoritaires détenues par les neuf groupes et qui touchent près de mille cinq cents entreprises, deviendront propriété de la collectivité nationale. Ainsi sera nationalisée, dans le strict respect du programme commun, tout ce que possèdent ces sociétés industrielles. Les actions, détenues par des groupes ou des personnes non visés en 1972, ne sont pas concernées.

4) Seront également nationalisées, par rétrocession dans le champ d'application du programme commun, les sociétés qui, par des modifications de structure, ont voulu s'y soustraire.

Il s'agit du groupe Alsthom-Atlantique et ses filiales, le Carbone Lorrain, L.M.T. et la

travailleurs dans le secteur public seront applicables.

« Des lois spécifiques précéderont les conditions d'application de ces dispositions selon les différents secteurs d'activité.

9) L'ensemble des nationalisations industrielles et des prises de participation, appuyé par la nationalisation du crédit, représentera l'essentiel de l'instrument pour la politique économique du gouvernement de la gauche.

« Au texte des propositions socialistes s'ajoute la liste des sociétés concernées. Comme la délégation du P.S. n'a pu faire dactylographier ses documents, les négociateurs perdent du temps à faire taper et tirer les listes. La délégation communiste et celle du M.R.G. consacrent ensuite une vingtaine de minutes à lire et à étudier le texte. La reprise réelle des discussions ne se fait qu'à 23 heures.

M. Herzog (P.C.F.) estime que le texte du P.S. représente un certain progrès mais qu'il n'est pas très nouveau et ne correspond en tout cas pas au programme commun de 1972.

M. Marchais l'interrompt pour affirmer que le P.S. n'apporte aucun élément nouveau et que le texte ne mérite pas d'être discuté. Il reproche aux délégués socialistes de trahir leurs engagements.

Les radicaux de gauche expliquent que les propositions socialistes ne sont pas acceptables par eux car elles vont au-delà du texte de 1972.

M. Mitterrand remarque la contradiction qui existe entre les appréciations communistes et radicales, et demande que l'on discute du texte en détail.

M. Marchais répond qu'il n'y a rien à ajouter sur ce plan, et il demande que l'on plébiscite le texte en faveur de l'union de la gauche, rappelant la part qu'il a prise au succès de cette politique.

M. Fabre, qui préside la séance, demande aux chefs de délégations quelle suite ils entendent donner à ces échanges d'arguments et, d'un commun accord, ils décident de suspendre sine die les négociations.

#### La suspension des négociations

Vendredi 23 septembre, à 1 h. 20, MM. Claude Estier et Pierre Bérégovoy, membres du secrétariat du P.S., se rendent devant les journalistes rassemblés dans le premier sous-sol du bâtiment du comité central du P.C.F. M. Estier déclare que les trois délégations ayant constaté qu'il ne leur est pas possible de parvenir à un

accord dans la soirée ont décidé d'interrompre leurs travaux. Il précise qu'aucun nouveau rendez-vous n'a été fixé et donne ensuite lecture du document déposé par la délégation socialiste à la reprise de la séance, à 21 h. 30. Il conclut : « La délégation communiste n'a pas pu donner son accord à ces propositions. »

#### M. FITERMAN : une mise en forme de dernière heure

Quelques minutes plus tard, MM. Charles Fiterman et Philippe Herzog, respectivement membres du secrétariat et du comité central du P.C.F., s'adressent aux journalistes. M. Fiterman déclare : « Notre délégation attendait du P.S. et du M.R.G., sur le dossier des nationalisations, des propositions nouvelles susceptibles de déboucher la situation et correspondant à une application sérieuse du programme commun. Le court document qui nous a été remis n'est qu'une mise en forme de dernière heure des propositions que le P.S. fait depuis trois mois.

« En ce qui concerne la sidérurgie, le P.S. s'en tient toujours à une prise de participation majoritaire. En ce qui concerne les neuf groupes industriels, le P.S. s'en tient à la nationalisation des sociétés-mères et des filiales à 98 %, ce qui fait que le capital privé restera installé dans la plupart des entreprises. Si on s'en tenait là, ne seraient pas nationalisées, par exemple : C.T.F.-Alcatel, C.O.E.-Alstom, la C.G.R., Océanic, Naphtal-Chimie, l'Institut Mérieux, Comurhex.

« Cela n'a rien à voir avec une application sérieuse des dispositions définies par le programme commun en 1972. A la nationalisation réelle des neuf groupes le P.S. continue à substituer, pour l'essentiel, une prise de participation minoritaire. Ces propositions ne peuvent constituer une base de discussion sérieuse, et

moins encore une base d'accord. Le parti communiste demande à ses partenaires de réviser leur position.

« Il y a suspension des travaux. Pour ce qui nous concerne nous restons, à toute heure du jour et de la nuit, disponibles pour reprendre la discussion sur la base de propositions sérieuses. Nous ne raisonnons pas en termes d'épreuve de force. Il s'agit de savoir si les ports de gauche se donneront de l'instrument dont ils ont besoin. C'est notre seul objectif. L'accord ne peut pas conduire à une actualisation qui ne correspondrait pas aux nécessités du pays et qui, pis encore, constituerait une mise en cause de dispositions fondamentales du programme commun. »

Analysant le document du P.S., M. Philippe Herzog estime que les socialistes se sont bornés à ajouter à leurs précédentes propositions quelques dizaines de sociétés de services « d'une importance tout à fait secondaire ». Ces corrections découlent, explique-t-il, du fait que le P.C.F. avait, dans la négociation, fait apparaître des « incohérences » dans la première liste du P.S. rédigée, selon lui, « à la hâte ».

Les négociateurs socialistes se rendent alors rue de Bièvre et se réunissent durant une bonne heure dans le bureau de M. François Mitterrand. A leur sortie, ils s'abstiennent de toute déclaration nouvelle.

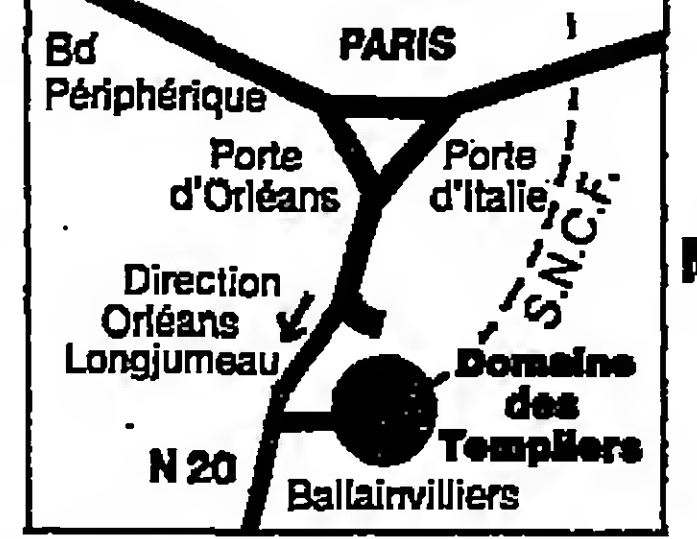
#### M. BÉREGOVOY (P.S.) : le P.C. était décidé à ne pas examiner nos positions.

M. Pierre Bérégovoy, membre du secrétariat du parti socialiste, a déclaré vendredi 23 septembre au micro d'Europe 1 : « Le parti communiste, jeudi soir, était décidé à ne pas examiner nos positions. » M. Bérégovoy, répondant à la question : « Le P.C. a-t-il changé ? », a affirmé : « Le P.C. avait changé. Mais est-il maintenant en train de changer à nouveau ? Est-il en train de prouver être le plus fort au sein de la gauche plutôt que d'acquiescer de prendre, avec un grand parti socialiste, les responsabilités du pouvoir ? Telle est, effectivement, la question qui se pose. Et c'est au P.C. qu'il appartient d'y répondre. »

## le Domaine des Templiers

**DES MAISONS DURABLES.**

C'est le dernier-né des 8 programmes Breguet autour de Paris. Il se trouve à Ballainvilliers, un charmant petit village en lisière du Bois historique des Templiers. C'est la vraie campagne, avec tous les avantages de la banlieue sud. Des trains très fréquents relient Paris-Austerlitz à la gare de Gragny (à 1,5 km du Domaine). Au Domaine des Templiers, vous trouverez 4 modèles de grandes et luxueuses maisons de 135 à 278 m<sup>2</sup>, 5 à 8 pièces, toutes dans de grands jardins.



A 21 KM DE PARIS  
PAR L'AUTOROUTE DU SUD  
ET LA N.20

VISITE DES MAISONS  
MODELES TOUS LES JOURS  
DE 10 A 19 H.

DOMAINE DES TEMPLIERS 91160 BALLAINVILLIERS LONGJUMEAU (TEL. 909.89.22).

مكتبة الأمل



هكذا من الأصل



## DE LA GAUCHE

### Les réactions

**Le P.C. (C.F.T.)** : les nationalisations ne peuvent exclure telle ou telle filiale

Le P.C. (C.F.T.) a réagi à la proposition de loi sur les nationalisations. Il estime que celle-ci ne peut exclure telle ou telle filiale. Le parti communiste considère que la nationalisation doit être totale et ne pas laisser de place à des intérêts particuliers. Il s'agit d'une question de principe, selon lui.

**Le P.C. (C.F.T.)** : les propositions du P. sur les nationalisations ne justifient pas une rupture de la part du P.C.

Le P.C. (C.F.T.) a réagi à la proposition de loi sur les nationalisations. Il estime que celle-ci ne peut exclure telle ou telle filiale. Le parti communiste considère que la nationalisation doit être totale et ne pas laisser de place à des intérêts particuliers. Il s'agit d'une question de principe, selon lui.

M. SOISSON

Mémoire avant le 10 octobre

Le P.C. (C.F.T.) a réagi à la proposition de loi sur les nationalisations. Il estime que celle-ci ne peut exclure telle ou telle filiale. Le parti communiste considère que la nationalisation doit être totale et ne pas laisser de place à des intérêts particuliers. Il s'agit d'une question de principe, selon lui.

# LE PHOTOCOPIEUR SCM 110 B. IL FAIT BEAUCOUP DE CHOSES.

## IL PHOTOCOPIE RECTO.

Le photocopieur SCM 110 B est un nouveau photocopieur de la gamme Smith-Corona Marchant. Sa nouveauté n'est évidemment pas qu'il photocopie recto. Comme vous pouvez le voir dans cette page, il fait bien d'autres choses.

## IL PHOTOCOPIE VERSO.

Le SCM 110 B peut photocopier sur le recto et le verso de la même feuille, ce qui représente une appréciable économie de papier.

## IL PHOTOCOPIE SUR PAPIER COULEUR.

Le SCM 110 B peut photocopier sur n'importe quel papier. Il peut donc photocopier sur du papier de couleur. Utilisation : tarifs, notes de service, publicité directe.

## IL PHOTOCOPIE SUR PLAQUES OFFSET.

Si vous avez une machine offset, vous pouvez utiliser le 110 B pour photocopier sur plaques offset les documents à tirer en plusieurs centaines d'exemplaires.

## IL PHOTOCOPIE SUR ETIQUETTES ADHESIVES.

Il suffit de taper les adresses sur un original. Le SCM 110 B les photocopie sur une feuille ou un rouleau auto-adhésif et pré-découpé. Vous obtenez ainsi 24 étiquettes par feuille A4 (21x29,7 cm).

## IL PHOTOCOPIE SUR VOTRE PAPIER A EN-TÊTE.

Avec le SCM 110 B, vous pouvez vous servir de votre propre papier à lettre, pour y photocopier des circulaires en feuille à feuille.

## IL PHOTOCOPIE SUR D'AUTRES CHOSES.

• Le SCM 110 B peut photocopier sur papier calque pour tirages de plans en diazo-copie.  
• Avec le SCM 110 B, vous pouvez obtenir des copies sur transparents pour votre rétro-projecteur.



## IL PHOTOCOPIE PETIT COMME ÇA.

Le SCM 110 B est alimenté non pas par cassette, mais par rouleau. Avantage pratique : pour changer de format, pas besoin de changer de cassette. Un curseur vous permet de régler la longueur de coupe désirée. Si vous voulez le format minimum, vous réglez sur la longueur de coupe minimum (178 mm). Avantage financier : vous photocopiez chèques, documents administratifs, fichiers, etc., à leurs formats réels. Autant de photocopies, autant d'économies.



## IL PHOTOCOPIE GRAND COMME ÇA.

Par contre, si vous voulez le format maximum, vous réglez le curseur sur la longueur de coupe maximum (425 mm), indispensable pour photocopier états comptables, maquettes, plans, feuilles d'ordinateurs. Le curseur vous permet, bien entendu, d'obtenir tous les formats entre 178 mm et 425 mm de long.

# ET VOUS, PAS GRAND CHOSE.



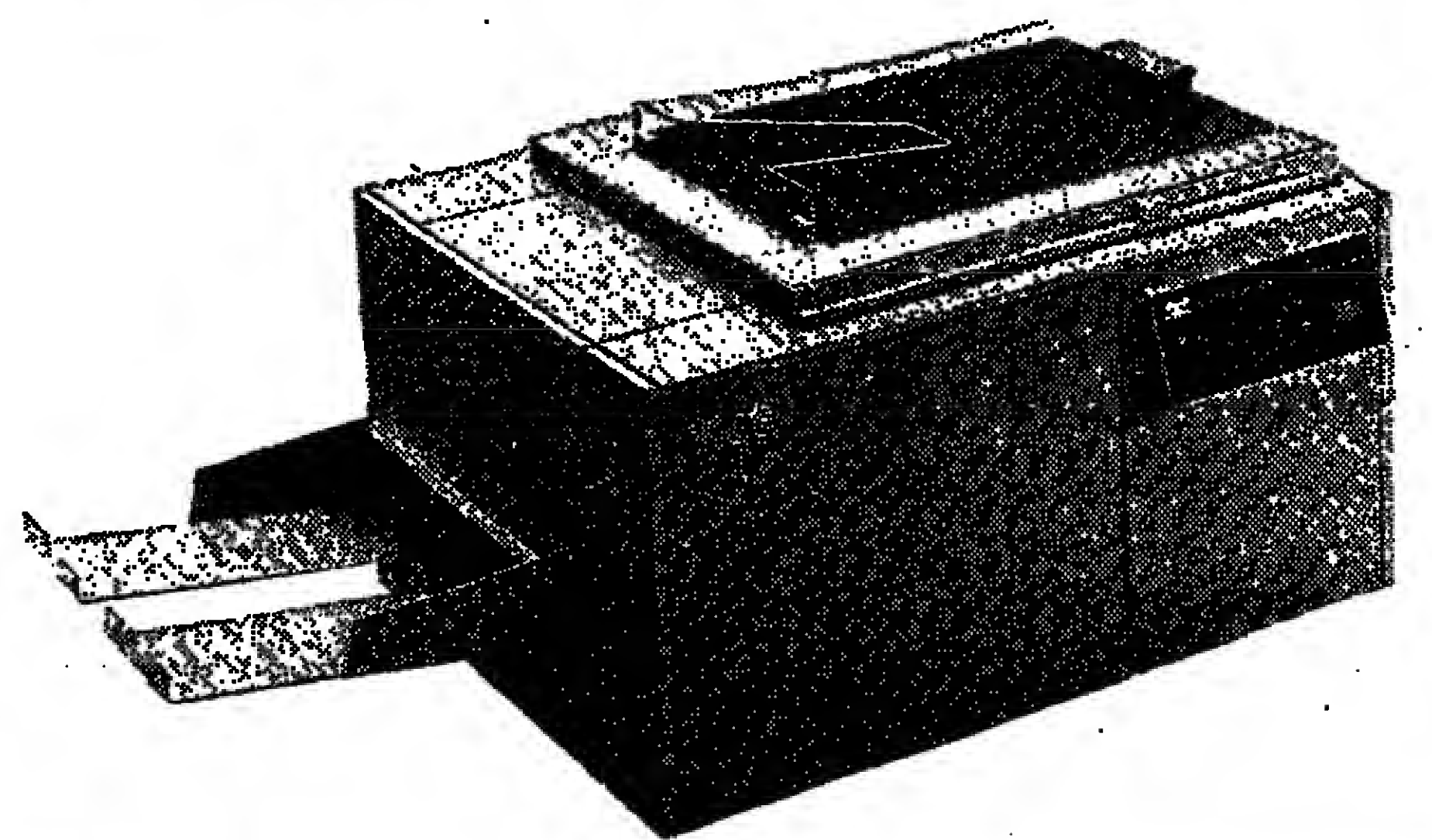
Autant les performances du SCM 110 B sont nombreuses, autant son fonctionnement est simple. Deux boutons : un pour le nombre de photocopies, un pour la mise en route. Vous réglez le curseur sur la longueur de coupe désirée et c'est parti pour 600 copies sans problème. Sans problème, puisque le SCM 110 B est alimenté par rouleau. Il ne risque donc pas d'y avoir de bourrage dû à des feuilles mal déramées ou humides, qui viennent stopper la machine, exigent la venue d'un dépanneur, et rendent la machine indisponible juste au moment où l'on en a besoin.

Le photocopieur SCM 110 B fait ce que font plusieurs photocopieurs réunis mais rassurez-vous, il vaudrait plutôt moins cher que ses concurrents : 29.365 F T.T.C. A ce prix, cela vaut la peine de se renseigner. D'autant plus qu'il fait partie de toute une

gamme de photocopieurs disponibles en vente ou location. Il y a donc sûrement un photocopieur Smith-Corona Marchant, qui correspond à vos besoins.

## PHOTOCOPIEUR SMITH-CORONA MARCHANT 110 B.

Ne laissez pas votre entreprise prendre du retard dans le domaine du matériel de bureau. Découpez ce bon.



Monsieur \_\_\_\_\_  
Société \_\_\_\_\_  
Fonction \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_

Tél. : \_\_\_\_\_  
Désirerait en savoir plus sur le photocopieur SCM 110 B.

Renvoyez ce bon à : Division SFR Photocopieurs Smith-Corona Marchant, B.P. 93, 2 et 4 avenue de l'Europe 78140 Vélizy. Tél. 946.96.38

## SMO SFR SAM

Premier groupe français de matériel de gestion et de communication.



Photocopieurs Smith-Corona Marchant

محرك من الأمل



## POLITIQUE

### Un entretien avec M. André Bergeron

(Suite de la première page.)

Il est arrivé que nos représentants aient rencontré des difficultés de cette sorte. Ce n'est pas facile d'exprimer une opinion lorsque d'autres ont « chauffé à blanc » une assemblée, lorsqu'on procède par des votes à main levée. A l'instar du vote, c'est la passion qui l'emporte le plus souvent sur la raison.

« A notre avis, lorsqu'un problème se pose, il faut en discuter dans les syndicats, et ceux-ci, candidatisés par leurs adhérents, doivent exprimer leur opinion, soit au comité d'entreprise, soit dans les organismes nouveaux qui pourraient être créés.

#### « La nationalisation de la sidérurgie ne résoudra pas la crise »

— Que pensez-vous de la discussion sur le rôle de la gauche sur la nationalisation des entreprises ?

— Nous ne porterons pas de jugement sur le nombre des nationalisations qu'il faut faire. C'est la responsabilité du pouvoir politique dans le cadre de la politique économique qu'il appliquera. Nous ne prendrons pas position pour savoir s'il faut ou non nationaliser telle entreprise. Mais je répète que, contrairement à ce que disent les communistes, la nationalisation de la sidérurgie, par exemple, ne résoudra pas la crise de cette industrie car cette crise est européenne et mondiale.

— Dans la sidérurgie nationalisée, les conditions de travail ne seraient-elles pas changées ?

— Je n'en sais rien. Mais la crise proprement dite n'est pas liée aux conditions de travail. C'est un autre problème. Il est faux d'affirmer que la nationalisation de la sidérurgie va aplanir toutes les difficultés sociales.

« Je ne dis pas que les dirigeants actuels de la sidérurgie française sont bons ou mauvais. Je n'en sais rien, ce n'est pas un problème de gestion mais de crise européenne et mondiale; comme, malheureusement, dans bien d'autres secteurs.

— Avec la nationalisation, le reclassement des travailleurs ne se ferait-il pas dans de meilleures conditions ?

— Peut-être, on verrait à la pratique. Mais la nationalisation, encore une fois, n'efface pas la crise. Bernard Mourges, secrétaire des métallurgistes F.O., qui revient des conseils des mineurs de l'Allemagne de l'Ouest, me dit qu'on est frappé, à l'étranger, par la valeur des accords que nous avons signés avec les maîtres de forges. Les syndicats allemands n'ont pas obtenu autant que nous.

— Les droits des électriciens ou des cheminots, dans les entreprises nationales telles qu'elles fonctionnent actuellement, vous paraissent-ils satisfaisants ?

— A l'heure actuelle, des représentants syndicaux siègent dans le conseil d'administration, dans des commissions mixtes à la S.N.C.F. et dans d'autres organismes similaires ailleurs. Nous ne disons pas que ces pouvoirs ne soient accablés de ces représentants.

« Mais nous redoutons les assemblées de travailleurs, plus ou moins responsables, aux contours mal définis, dont il est question dans les plates-formes C.G.T. et C.F.D.T. et d'une autre manière, dans le programme commun. Les attributions du syndicat doivent être préservées et non dissoutes dans de telles assemblées.

« Nous refusons que demain les directions des entreprises nationales, les syndicats, les institutions qui existeraient, soient soumises en permanence à la pression des masses. Nous savons très bien que cette pression, on l'organise par des groupes, des cellules, communistes ou autres. Je connais l'influence très réelle de la C.G.T. et du P.C. dans les entreprises inscrites sur la liste des nationalisations.

« Pour nous, il y a d'autres votes. Prenons un exemple pratique : les conditions de travail :

## RAPATRIÉS

« M. Abdelhamane Habchi, président du Rassemblement national des Français musulmans, demande au gouvernement « d'intervenir énergiquement auprès des autorités algériennes pour obtenir l'application effective des accords d'Evian en matière de libre circulation des personnes ». Il affirme, notamment, que « trois mille cinq cents Français musulmans sont encore aujourd'hui dans les prisons algériennes ».

M. Abdelhamane Habchi demande également la dissolution de l'Armée des Algériens en Europe, dont il affirme qu'elle est « contrôlée par des officiers de la sécurité militaire algérienne ».

on peut en discuter dans des comités d'entreprises peuvent en débattre, comme de tout autre sujet intéressant la vie des salariés : il suffit d'en décider par la loi.

« Je le répète, nous ne sommes pas systématiquement hostiles aux projets qui concernent le prolongement des nationalisations. Mais la C.F.D.T. est allée plus loin que l'importer qui, et ses opinions ne concordent pas avec les nôtres.

— Mettez-vous vos conceptions noir sur blanc, et quand ?

— Il faut d'abord savoir ce qui va se passer avec l'actualisation du programme commun, et attendre la liste définitive des entreprises à nationaliser pour regarder la situation dans chacune d'elles. Nous pourrions ensuite préciser nos positions lors de notre comité confédéral national, qui siégera en décembre à l'occasion du trentième anniversaire de la naissance de la C.G.T.-F.O.

« Nous exprimons notre opinion sur les droits nouveaux, mais nous ne citerons aucun chiffre sur le S.M.I.C., les allocations familiales, les rentes vieillesse ou la hiérarchie.

« Nous sommes profondément convaincus que, pour les salariés, ce qui compte, c'est le pouvoir d'achat. Or tous ces problèmes ne peuvent être traités que dans un contexte économique donné, à un moment donné.

« La gauche l'ayant emporté, le gouvernement (comme François Mitterrand nous l'a confirmé quand nous l'avons vu) organisera une réunion avec les syndicats où nous viendrons défendre nos positions. Mais nous savons, dès maintenant, et nous n'avons aucun mérite à le dire, que le

gouvernement d'alors ne pourra pas sortir l'économie française des réalités européennes et mondiales. Nous ne voulons pas nous avancer dans des chiffres qui n'auraient pas de sens.

« J'ai moins le goût que d'autres de dire « on va faire ça » à tel moment ou dans de telles conditions. Je ne sais pas quelle sera la situation économique au moment où la gauche prendra le pouvoir. Elle devra alors tenir compte de certaines réalités qui ne sont peut-être pas perceptibles aujourd'hui.

#### « Il y aura des lendemains aux lendemains... »

— Au sujet des salaires dans le secteur public et dans le secteur nationalisé, vous avez déclaré, avant les vacances, que l'écart allait se réduire entre les demandes des syndicats et les propositions du gouvernement. Pourtant, un seul accord a été signé jusqu'à présent à la S.A.T.P.

« Il y avait eu un premier accord, avant l'été, que F.O. avait signé en de bonnes conditions dans les tabacs et allumettes. Depuis notre meeting de la rentrée, la situation a évolué dans le bon sens.

« Mes amis de l'E.G.F. sont pratiquement décidés à signer, aux Charbonnages et à la S.N.C.F., les difficultés sont plus grandes, bien que la marge entre les propositions de la direction et nos demandes ne soit pas énorme. Dans la fonction publique, un obstacle supplémentaire vient de la FEN qui a dit qu'elle ne signerait pas. Les syndicats ont d'ailleurs l'impression d'avoir affaire au gouvernement. Ils lui reprochent de

ne pas avoir maintenu le pouvoir d'achat, puisque le rattrapage des prix se fait après coup. De plus, lors du premier relèvement des salaires, au printemps, le gouvernement a abaissé le taux d'environ 0,40 % qu'il considérait comme trop perçu au titre de l'année précédente.

« Les accords sont plus difficiles à conclure en raison des difficultés économiques présentes. Pourtant, nous y sommes attachés, non seulement pour maintenant mais encore pour demain.

— Vaut-il mieux un accord médiocre que pas d'accord du tout ?

« Les accords qui sont signés ne sont pas médiocres. Pour les apprécier complètement, il faut les décontextualiser comme mes amis l'ont fait. Ils n'ont pas signé n'importe quoi. C'est vrai que la période actuelle est plus difficile. Mais, aux mesures sur le maintien et la progression du pouvoir d'achat, il faut ajouter ce qui est obtenu pour l'amélioration de la retraite, et aussi, certaines dispositions dont on ne parle pas trop. C'est la vie.

« Je voudrais, d'autre part, ajouter ceci. Nous sommes entrés dans une période électorale. Les candidats, sans être de mauvaise foi, seront portés à promettre tout et un peu plus.

« Mais, nous ne sommes pas dans une situation ordinaire : notre économie est liée à la situation internationale. Ceux qui vont tenir l'avant-scène en ayant le souci d'être élus devraient se dire : « Il y aura des lendemains aux lendemains », et s'efforcer de ne pas décevoir. Je crois que l'opinion publique attend un tel langage.

Propos recueillis par  
JOANINE ROY.

Les députés communistes jugent M. Barre :

### « Le Joffre de l'économie a perdu la bataille sur tous les fronts »

Les députés communistes ont tenu, jeudi 22 septembre au Palais-Bourbon, une journée d'études au cours de laquelle ils ont examiné la situation politique et économique à la veille de la dernière session de la législature.

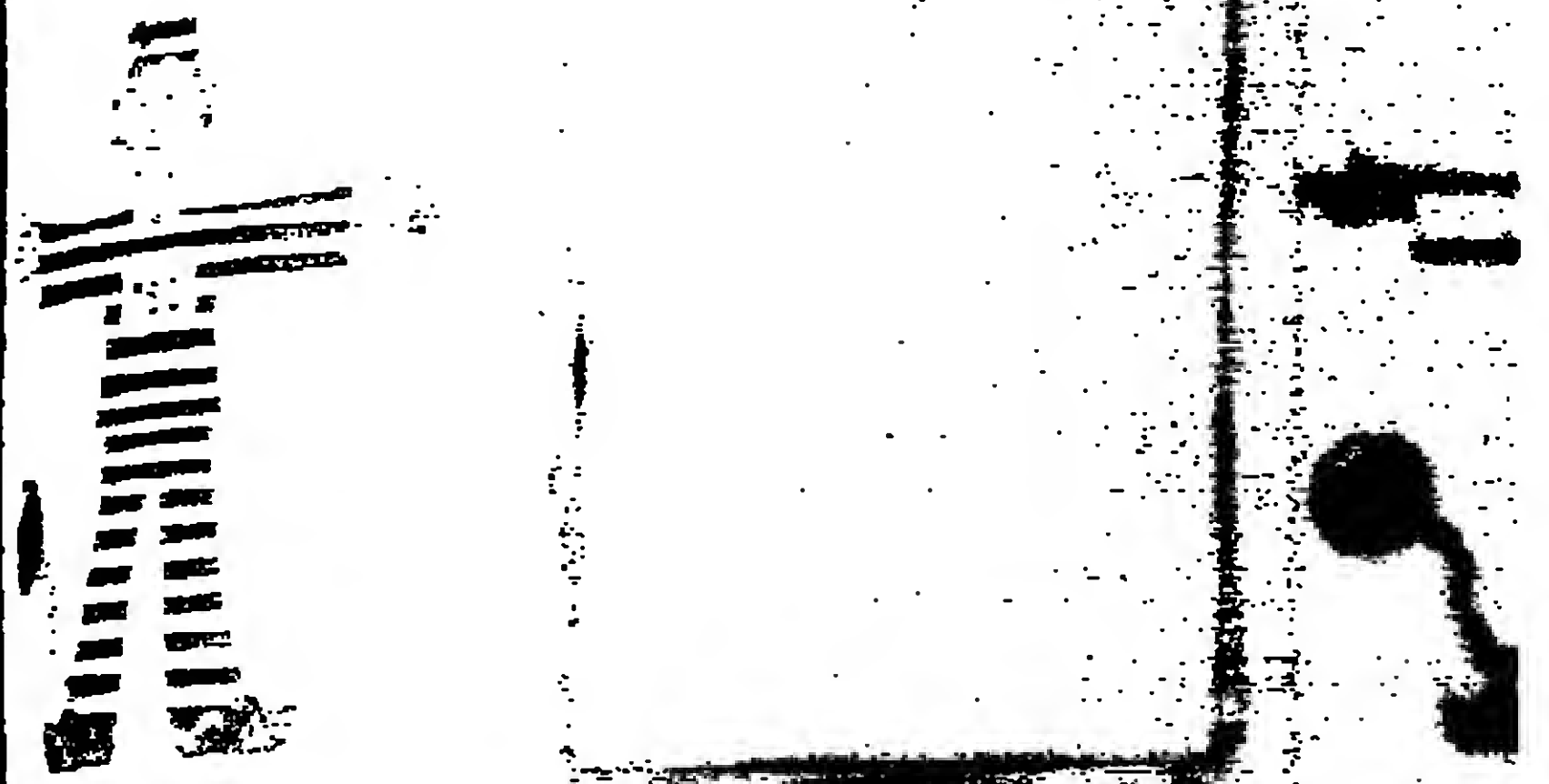
« La discussion générale, les témoignages de l'ensemble de nos députés, a rapporté M. Robert Ballanger, président du groupe, au cours d'une conférence de presse, ont mis en lumière la dégradation des conditions d'existence des Français, leur colère contre la politique actuelle, leur œuvre d'une autre politique ainsi que la reconnaissance, par l'opinion, du rôle des communistes comme artisans efficaces d'un changement fondamental. »

Puis il a affirmé : « Ce serait une déception immense pour les Français et la gauche arrivait au pouvoir pour gérer la crise et reprendre à son compte l'héritage déplorable de la droite. Cela ne l'accepteraient pas ». Dressant ensuite le bilan de la politique menée depuis plus d'un an par le premier ministre, M. Ballanger a relevé le « gâchis économique considérable » qui, à son avis, en résulte (il a particulièrement insisté sur la sidérurgie) et l'« abandon de pans entiers de notre économie ».

Affirmant que le plan Barre favorise la fuite des capitaux, « qui accentue le déficit de la balance des comptes », il a déclaré : « La politique du premier ministre est une politique de démission nationale. (...) Le Joffre de l'économie a perdu la bataille sur tous les

# AVEC LE SMO VOUS ÊTEZ DE FAIRE CE QUE

Après d'un original, vous pouvez édifier



Vous pouvez édifier



Vous pouvez édifier

Vous pouvez édifier

Vous pouvez édifier

Vous pouvez édifier

Vous pouvez édifier

Vous pouvez édifier

Vous pouvez édifier

Vous pouvez édifier

Vous pouvez édifier

Vous pouvez édifier

Vous pouvez édifier

Vous pouvez édifier

Vous pouvez édifier

Vous pouvez édifier

Vous pouvez édifier

Vous pouvez édifier

Vous pouvez édifier

Vous pouvez édifier

Vous pouvez édifier

Vous pouvez édifier

Vous pouvez édifier

Vous pouvez édifier

Vous pouvez édifier



Les députés communistes jugent M. Barre.  
« Le Joffre de l'économie a perdu la bataille sur tous les fronts ».

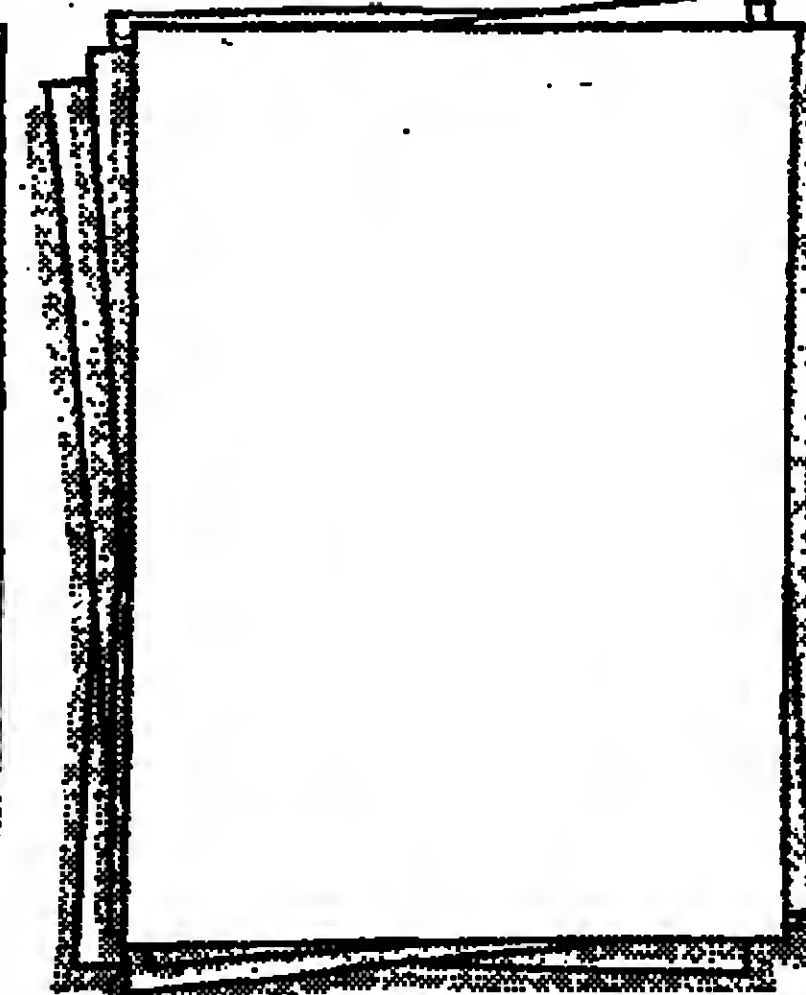
Les députés communistes ont voté, mardi 20 septembre, à l'Assemblée nationale, une motion de censure contre le ministre de l'Économie, Jacques Foccart. Cette motion, présentée par le député communiste de la Seine-Saint-Denis, Jean-Pierre Proust, a été adoptée par 251 voix contre 197. Elle exprime le mécontentement des députés communistes à l'égard de la politique économique menée par le gouvernement de M. Barre. La motion souligne que la politique économique du gouvernement a échoué sur tous les fronts, notamment en matière de lutte contre l'inflation, de développement de l'industrie et de création d'emplois. Elle demande au ministre de l'Économie de remettre en question sa politique et de prendre des mesures concrètes pour améliorer la situation économique du pays.

# AVEC LE SMO MASKOPRINT 750 VOUS ÊTES LIBRE DE FAIRE CE QUE VOUS VOULEZ.

A partir d'un original, vous pouvez éditer en sélectionnant les lignes.



Votre original.



Vous prenez des feuilles  
"papier ordinaire" de votre choix.



Vous pouvez sauter des lignes.



Vous pouvez n'éditer que  
les lignes du centre.

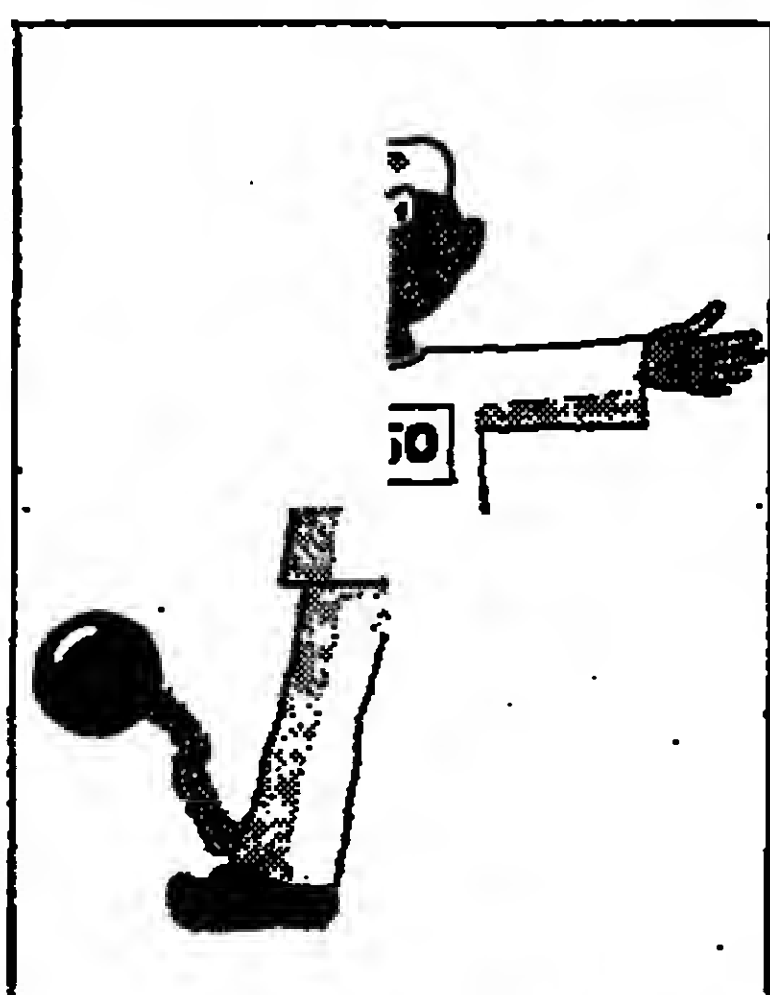


Vous pouvez supprimer toutes  
les lignes et ne garder que le dessin.

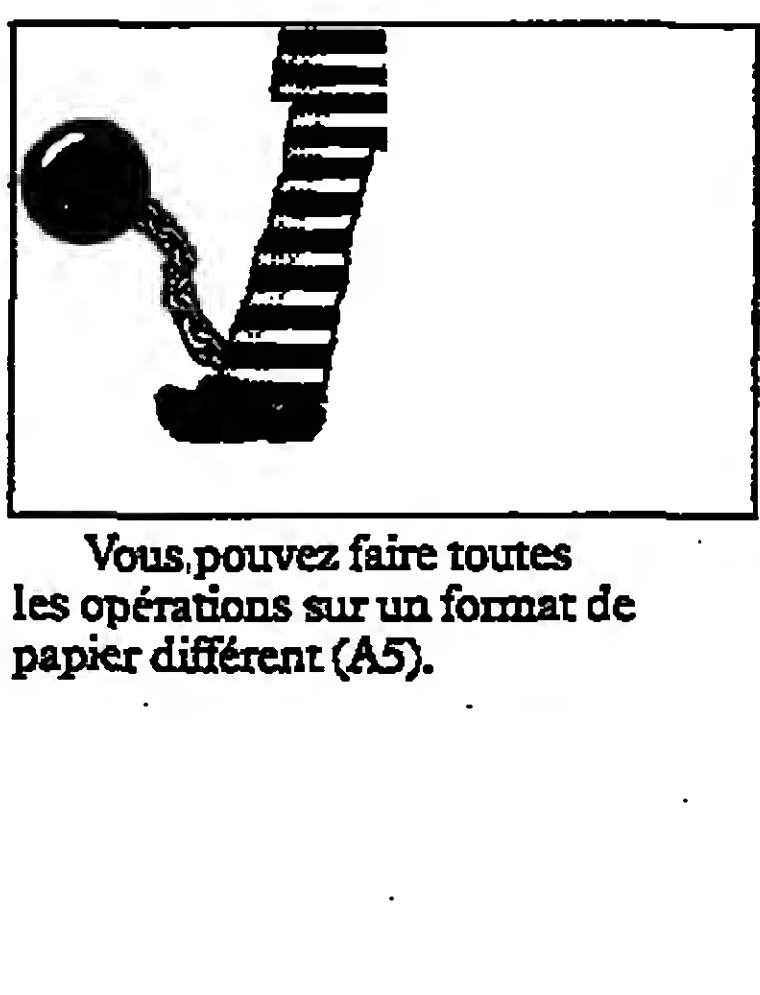
Vous pouvez éditer en changeant le dessin.



Vous pouvez garder les lignes  
et cacher une partie du dessin.



Vous pouvez supprimer les lignes  
que vous voulez et cacher plusieurs  
parties du dessin.



Vous pouvez faire toutes  
les opérations sur un format de  
papier différent (A5).



Vous pouvez regrouper  
le haut et le bas.



Vous pouvez bien entendu supprimer  
des chiffres à l'endroit que vous voulez.  
Et voilà!

**Applications :**  
lancement de fabrication, d'achat, de dossiers d'assurance,  
de dossiers commerciaux ; sans utiliser de pré-imprimés.  
A partir d'un document original, nombreux sont ceux  
qui ont besoin d'une grande variété de copies reprenant tout ou  
partie du document original selon le destinataire.  
Avec le Maskoprint, vous pouvez obtenir, à partir d'un  
seul original, 40 copies différentes dans leur contenu, dessin  
et format (A4 et A5), le tout en 2 minutes avec une qualité  
excellente et sur le papier de votre choix.  
Plus besoin de formulaires pré-imprimés, la machine  
les édite elle-même au fur et à mesure. Plus de mains sales. Plus  
d'erreurs possibles : tout peut être programmé.  
Ainsi, par exemple, à partir d'un original décrivant  
les opérations nécessaires au lancement d'une fabrication, vous  
pouvez éditer les bons de retour extérieurs, les bordereaux de  
livraison, les bons de contrôle, les bons de sortie matière, les  
bons de sortie outillage, les bons de travail pour chaque poste  
de travail et les bons de planning.  
Chacun reçoit sa fiche dans le nombre d'exemplaires  
voulus. Il en va de même des dossiers d'assurance, des dossiers  
commerciaux, desancements d'achat.

**Le principe :**  
la juxtaposition d'une bande de films et d'un système de  
sélection et regroupement de lignes.  
La combinaison des deux systèmes permet une variété  
énorme de possibilités, le tout pouvant se faire manuellement ou  
automatiquement, à l'aide de deux programmes en cassette qui  
sont incorporés sur l'appareil.

**SMO SFR SAM**

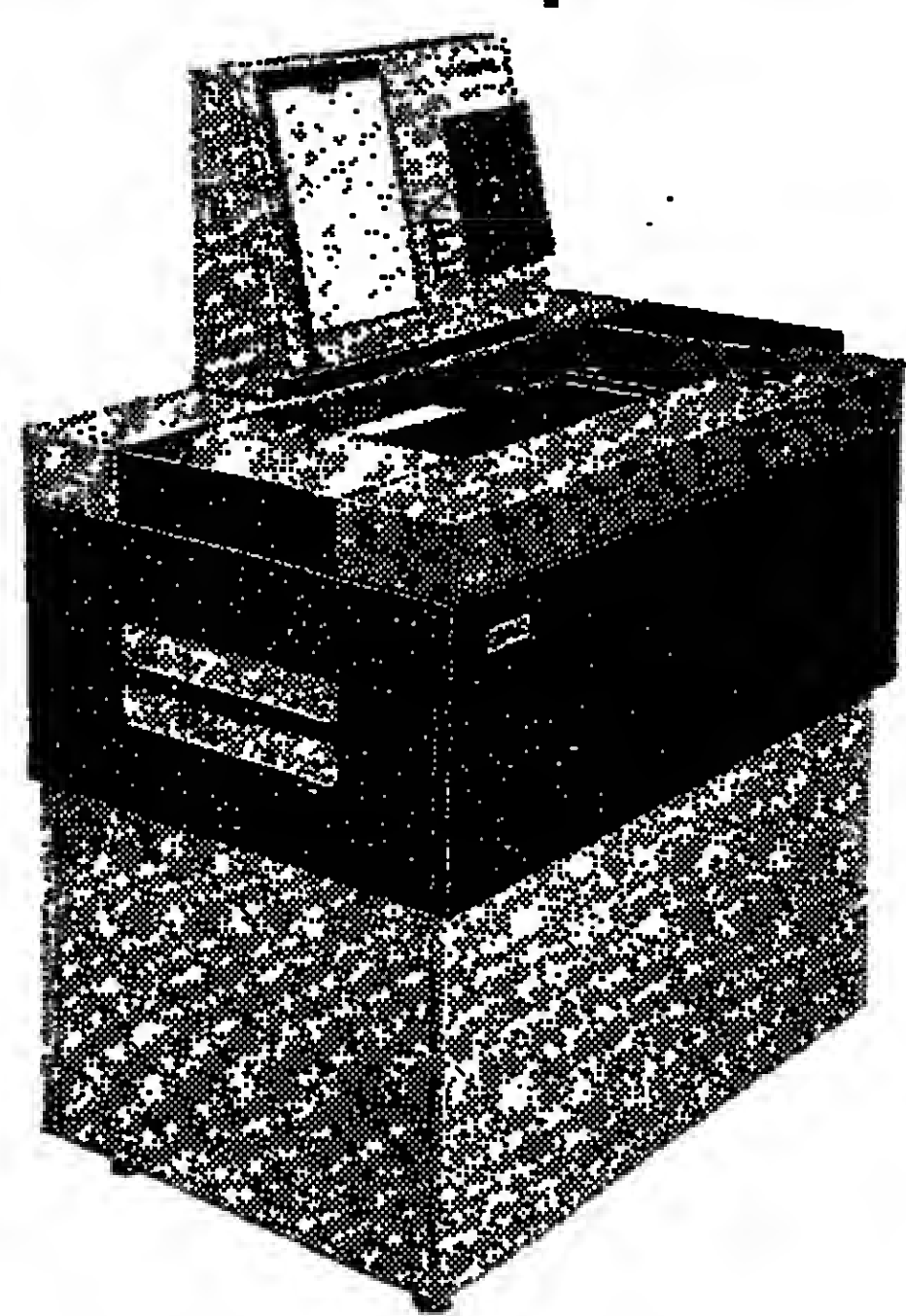
Premier groupe français de matériel de gestion et de communication.



Les programmes sont faits spécialement selon vos  
besoins. Ce sont eux qui permettent d'éditer 40 documents  
différents, sans possibilité d'erreurs, en 2 minutes.

**SMO MASKOPRINT 750.**

Ne laissez pas votre entreprise prendre du retard  
dans le domaine du matériel de bureau. Découpez ce bon.



Monsieur \_\_\_\_\_

Société \_\_\_\_\_

Fonction \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Tél. : \_\_\_\_\_

Désirez en savoir plus sur le SMO Maskoprint 750.

Renvoyez ce bon à : Division SMO  
2 et 4 avenue de l'Europe, B.P. 93 - 78140 Vélizy, Tél. 946.96.38

مركز أمن الأمل



# POLITIQUE

M. PEYREFITTE A TF 1

## Le candidat

On attendait Grouchy... Depuis Napoléon et Victor Hugo, chacun connaît la suite. A l'heure même où les partis de gauche cahotaient sur les chemins de l'unité, on s'attendait que le deuxième personnage du gouvernement (bien sûr de l'Académie française) tirât sur eux à boulets rouges. Pensez donc ! Si le parti communiste restait, par lui, promis aux ténérailles extérieures (au gouvernement) parce qu'il n'est pas tout à fait comme les autres... M. Alain Peyrefitte n'avait que séduction et sourires pour le parti socialiste appelé, avec quelle insistance ! à participer à un « gouvernement d'union nationale » ou « de salut public ». Dirigé par qui ?

La vraie cible du ministre de la Justice a paru jeudi soir 22 septembre, au cours de « L'événement » sur TF 1, être ailleurs et M. Raymond Barre être son oblique. Comme si son poste était déjà vacant et qu'un discret (?) acte de candidature à la succession...

Certes, pour la bonne règle, les brocards ont fusé contre les partis de gauche dont les débats rappelaient « singulièrement ceux de la IV<sup>e</sup> République, une crise ministérielle à blanc ». Au point que M. Peyrefitte s'est payé le luxe, assez facile, de s'en dire empilé d'une certaine tristesse. Certes, le programme commun s'est trouvé ramené à « un cartel électoral » qui se caractérisait par des « activités étonnantes ». Tout cela ne pouvait étonner.

Mais il était moins prévu que M. Peyrefitte déclinât si fort et

sans y paraître M. Raymond Barre. Avec le sourire de celui qui feint de gémir sur sa violence.

Comme s'il ne suffisait pas de dire que les socialistes seraient utiles pour que la France sorte de la crise (n'est-ce pas de la cas ?), le premier ministre aura pris connaissance avec plaisir des prévisions de son ministre sur le... plan Barre : « Les choses ne sont jamais comme on souhaiterait qu'elles soient. » Puis ces autres gracieuses tout empreintes de commission : « Bien sûr, il y a le chômage », « Il y a deux postes moins satisfaisants (que le trainage des salaires), l'emploi et les prix ». Donc, a surré le garde des sceaux, réussite sur les salaires, mais échec sur les prix, échec sur l'emploi, échec sur le chômage : heureusement qu'il existe la solidarité gouvernementale !

On s'en sera douté, il restait peu de place pour « causer boutique », c'est-à-dire de la justice, malgré de courtoises questions de Roger Faulstich sur la peine de mort. Fallait-il s'en étonner ? C'était ramener la justice à sa stricte place dans les préoccupations de l'Etat. Il est dommage que ce rappel à l'ordre de l'importance de la justice ait été fait de l'homme chargé d'élaborer le rang d'Etat plus dommage que M. Peyrefitte continue de donner l'impression que son département n'intrigue Serail-ce un mirage ?

PHILIPPE BOUCHER.

## Notre économie est ultradirigiste mais n'est pas dirigée

AFFIRME M. CHIRAC

« La situation économique reste préoccupante malgré les efforts déployés par le gouvernement », a déclaré M. Jacques Chirac, jeudi 22 septembre, au cours du déjeuner offert au maire de Paris par l'association des journalistes économiques et financiers (AJEF). Enumérant les motifs de préoccupations, M. Chirac a notamment cité la tendance mondiale à « l'affaiblissement d'une croissance déjà plus modérée », l'instabilité monétaire entretenue par la progression de 20 % par an des euro-marchés, la dégradation du marché de l'emploi et le plafonnement « désespérant » de la production industrielle.

Pour l'ancien premier ministre, « aucun des grands problèmes économiques internationaux n'a trouvé de solution (sauf de volonté politique) ». En France, il aurait fallu lever le plus tôt possible l'hypothèque politique en avançant la date des élections. Sur le plan économique, a ajouté M. Chirac, les mesures de relance prises par le gouvernement sont encore trop modérées et une relance sectorielle s'impose, le risque que celle-ci stimule l'inflation lui paraissant faible. Après avoir fait observer que cette analyse de la situation et des remèdes à apporter ne différait de celle du gouvernement, que sur des nuances, M. Chirac s'est refusé à commenter l'action de son successeur, dont il a voté les propositions et dont il soutiendra le projet de budget pour 1978.

M. Chirac a particulièrement insisté sur le problème de l'emploi, déclarant notamment : « Dès 1948, la Constitution avait inscrit le droit au travail. C'est le seul domaine, en matière sociale, où nous n'avons pas progressé. Cela s'explique aisément : le chômage reste, pour le capitalisme libéral, un élément essentiel de régulation conjoncturelle, un moyen de rééquilibrer l'économie. Or cela n'est plus supportable. (...) Quand on pense à ce que la France dépense, gaspille même, notamment en matière d'éducation nationale, il est évident qu'un pays riche comme le nôtre peut se donner les moyens d'affirmer le droit au travail. Seule une planification véritable pourrait permettre de l'atteindre. »

« Pas d'impôt sur la fortune avant une refonte complète de la fiscalité »

Répondant ensuite aux questions qui lui étaient posées par les journalistes, M. Chirac a notamment précisé ses intentions en matière de réforme fiscale. L'ancien premier ministre a tout d'abord indiqué qu'il était favorable à un relèvement nouveau et substantiel des limites d'exonération de l'impôt sur le revenu à un niveau représentant au moins le montant du SMIC. Il a également précisé qu'il était partisan d'une véritable indexation du barème de l'impôt sur le revenu en fonction de la hausse des prix, « au moins pour les plus

basses tranches du barème ». Pour ces raisons, le projet de budget 1978 déposé par le gouvernement auprès du Parlement « ne nous donne pas entière satisfaction et nous proposerons des amendements », a ajouté M. Chirac.

Pour ce qui concerne les propositions d'impôt sur le capital, M. Jacques Chirac les a qualifiées d'« intéressantes » mais de confuses, y compris celles provenant de son propre groupe. Dire qu'il n'y a pas en France d'impôt sur le capital est une erreur. Les plus-values — y compris la partie de la lot qui n'est pas encore appliquée — sont déjà un impôt sur le capital. Ce qu'il faut c'est faire table rase de notre fiscalité, comme on l'a fait il y a quelques années à propos d'impôts sur la dépense avec la TVA. Si la décision était prise de faire effectivement table rase de ce qui existe en matière fiscale, alors, oui, je serais favorable à un impôt sur la fortune des personnes physiques, mais pas avant. Ce qui constitue une sorte de désaveu de l'action menée ces dernières années par M. Fanon et quelques députés gaullistes pour instituer dès à présent un impôt sur la fortune (1).

Pour M. Chirac, cet impôt sur la fortune des personnes physiques ne devrait s'exercer qu'à partir d'un certain seuil de fortune, fixé approximativement à 2 millions de francs par contribuable (majorité de quelque 500 000 F par enfant à charge). Il faudrait également imaginer un système qui évite d'avoir à recenser chaque année la valeur vénale des biens, car de telles opérations « empoisonneraient tout le monde ». De même, a précisé l'ancien gaullien ministre, le taux de l'impôt sur la fortune des personnes physiques devrait être modéré, en toute hypothèse inférieur à 1 %. Enfin, cet impôt devrait être déductible de l'assiette de l'impôt sur le revenu.

**HIERARCHIE DES REVENUS.** — « L'objectif actuel est tout à fait excessif, et la politique fiscale a pour objet de le réduire. » Mais la hiérarchie des salaires, sur laquelle M. Chirac n'a cité aucun chiffre d'objectif, doit rester du

(1) En octobre 1976, par exemple, onze députés U.D.R. avaient déposé un amendement au projet de loi de finances visant à instituer une imposition annuelle sur les fortunes supérieures à 2 millions de francs, détenues par les personnes physiques. Cet amendement approuvé par le P.S., le P.O. et dix-sept députés U.D.R., parmi lesquels M. Guion et Fanon, avait été repoussé (le Monde du 23 octobre 1976).

domaine contractuel, le maire de Paris étant opposé à tout autre processus, qui serait « bureaucratique et autoritaire ».

**NATIONALISATIONS.** — « Derrière les chiffres dont débattent les partis de la gauche, il y a tout autre chose : la stratégie communiste de collectivisation complète de l'économie. Je ne vois d'ailleurs pas avec quelles ressources les partis du programme commun indemniseront les actionnaires des firmes nationales. »

**ACCORD MONETAIRE DE LA JAMAÏQUE.** — « Nous restons plus que réservés sur cet accord. Si sa ratification parlementaire est demandée par le gouvernement, nous verrons ce que nous ferons. »

## LE PRÉSIDENT DU R.P.R. VISITERA HUIT DÉPARTEMENTS PENDANT LE MOIS D'OCTOBRE

M. Jacques Chirac, président du R.P.R., commencera sa tournée des circonscriptions législatives, le 7 octobre, en se rendant dans le département des Landes. Il tiendra une réunion publique le soir, à Mont-de-Marsan.

M. Chirac visitera sept autres départements dans le courant du mois d'octobre : les 11 et 12 octobre, il sera à Grenoble (Isère), le 14 à Melun (Seine-et-Marne), le 18 à Mazamet (Tarn), les 19 et 20 à Metz (Moselle), le 25 à Avignon (Vaucluse), le 26 à Digne (Alpes-de-Haute-Provence), et le 27 à Gap (Hautes-Alpes).

M. Chirac participera, le 23 octobre, à la maison de la Mutualité à Paris, à la kermesse organisée par la fédération R.P.R. de Paris.

● M. Raymond Barre a reçu jeudi 22 septembre, à l'hôtel Matignon, M. Claude Labbé, président du groupe R.P.R. de l'Assemblée nationale, avec lequel il s'est entretenu de l'ordre du jour de la prochaine session parlementaire. Le député des Hauts-de-Seine a assuré le chef du gouvernement de l'appui de son groupe et a précisé qu'il s'était notamment entretenu avec le premier ministre du projet de loi d'indemnisation des rapatriés et des grandes lignes du projet de budget pour 1978. « Sur tout cela nous nous sommes mis d'accord », a-t-il indiqué.

● Mme Valéry Giscard d'Estaing se rendra, lundi 26 septembre, en Touraine. Dans la matinée, elle inaugurera à Luyne une maison de cure médicale et de réadaptation fonctionnelle pour personnes âgées et, à Chambourcy-Tours, l'école d'infirmières du C.E.U. de Tours. Dans l'après-midi à Tours, elle visitera la Maison de la Touraine et des quartiers sauvegardés et s'entretenra avec les membres d'une association qui accueille à Tours les personnes isolées et les nouveaux venus.

Mardi 27 et jeudi 29 septembre, Mme Giscard d'Estaing se rendra dans la Manche. Le 28 elle participera à des cérémonies au monument à la 2<sup>e</sup> D.B. à Saint-Martin-de-Varreville et ensuite à Sainte-Marie-du-Mont (Utah-Beach). Elle sera reçue à la préfecture de Saint-Lô, où elle passera la nuit. Le lendemain, elle visitera notamment le Mont-Saint-Michel, ainsi que, à Avranches, l'institut médico-éducatif et le service d'accueil pour les personnes âgées de l'hôpital.

# Les Peugeot compétitives à l'achat le sont encore plus quand elles roulent.

## 22, 23, 24 Septembre

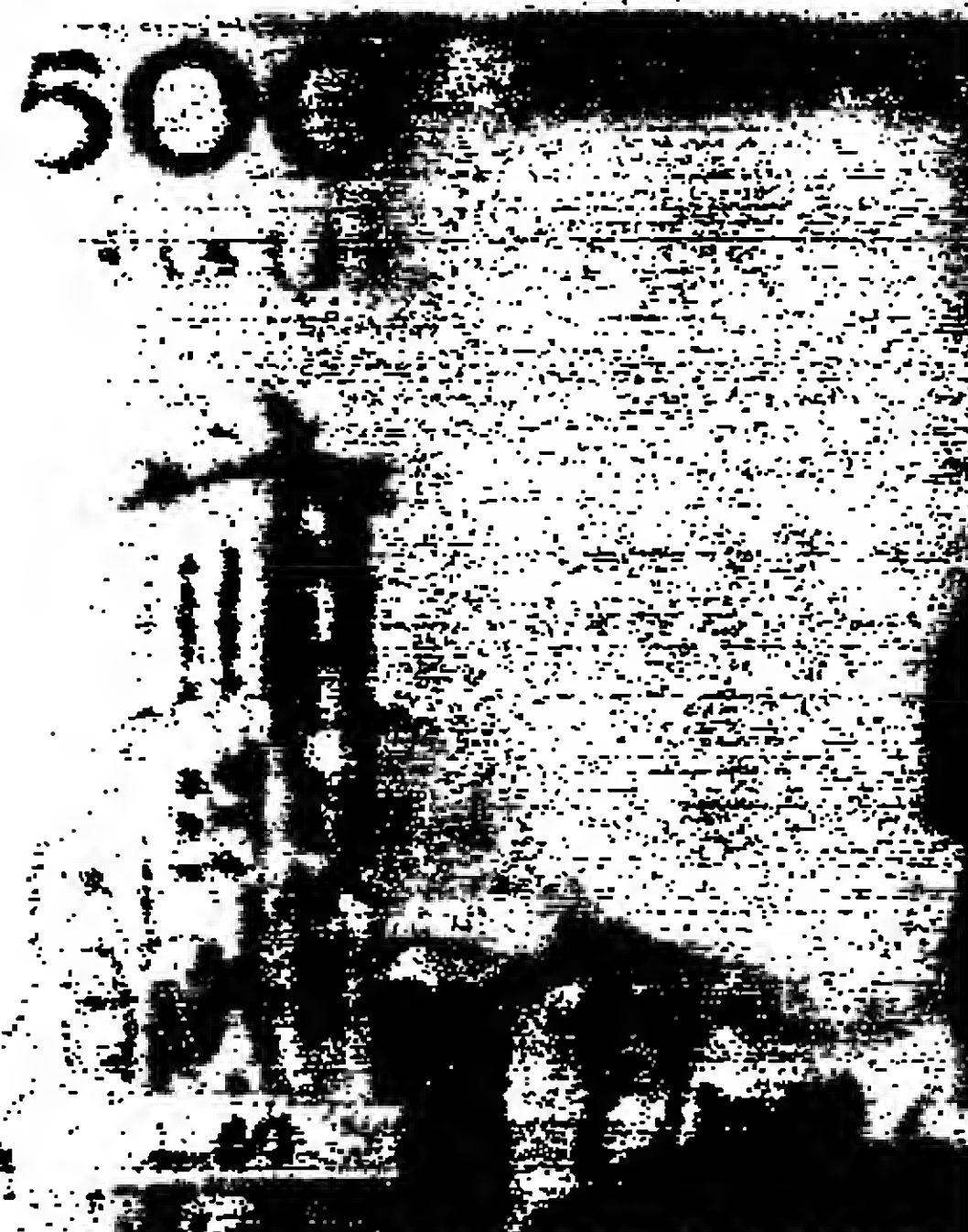
### Venez le vérifier vous-même chez les 3000 concessionnaires et agents Peugeot.

Peugeot fait confiance à 

هكذا من الأصل

SMO SFR SAM

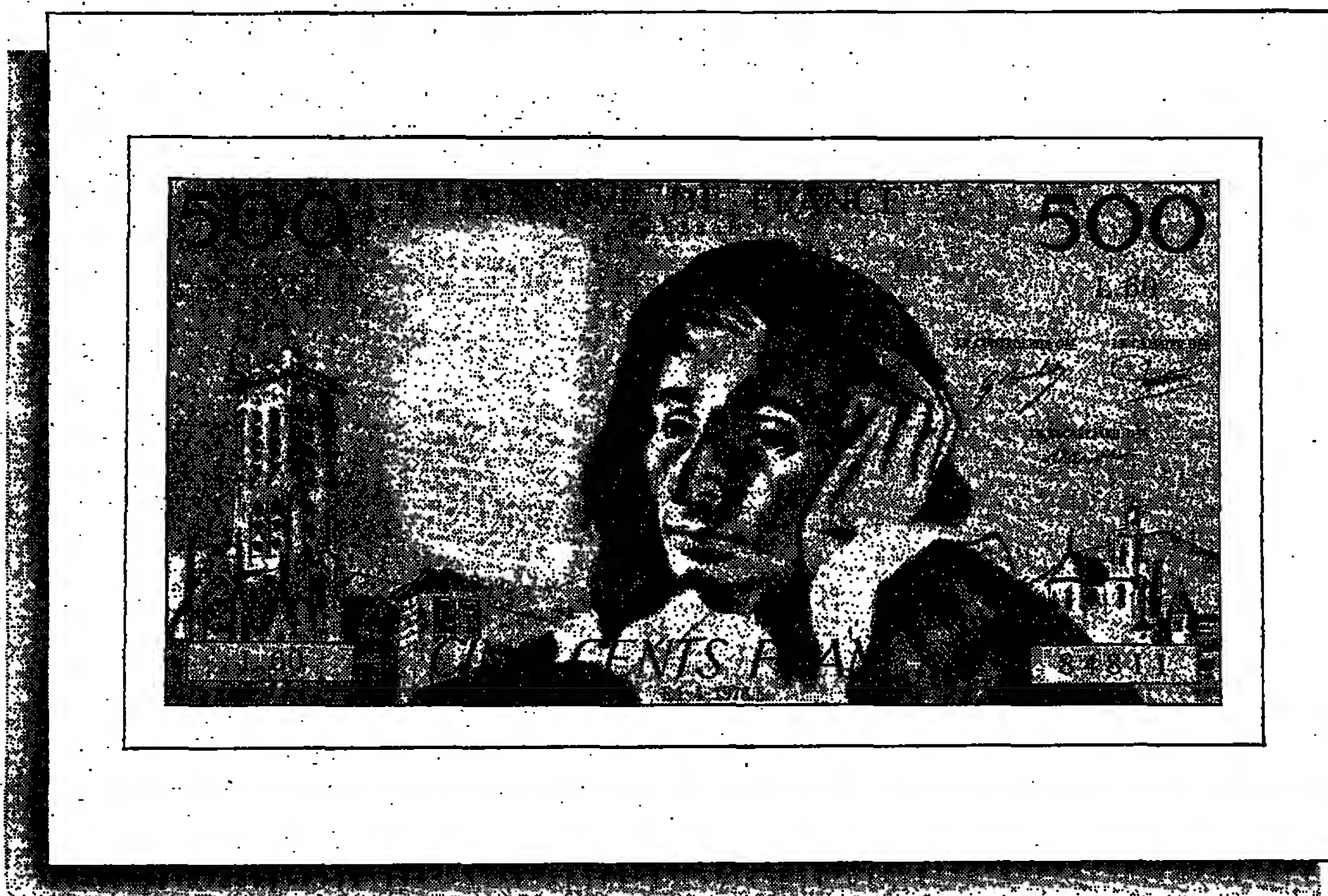
# VOICI LA VOUS POUVEZ FAIRE DU PLUS GR



# POUR LE PRIX DE



# VOICI LA SAM 9000 SET. VOUS POUVEZ FAIRE UNE COPIE PARFAITE DU PLUS GROS DES BILLETS



## POUR LE PRIX DE LA PLUS PETITE PIECE.



Nombreux sont ceux qui ont besoin de copies de qualité, en grande quantité et à un prix économique.

C'est pourquoi ils ont choisi l'offset. Cependant les machines de table n'offrent pas une fiabilité suffisante. Quant aux machines professionnelles, elles sont beaucoup trop chères.

La solution, c'est la SAM 9000 SET : une machine qui, pour un prix très proche des machines de table offre des avantages qu'on ne trouve que sur les machines professionnelles.

Ainsi la SAM 9000 SET peut imprimer à une cadence de 9000 copies à l'heure sans problème, car elle est munie d'une alimentation de papier par succion, ce qui évite de prendre plusieurs feuilles à la fois et facilite l'impression de papiers de tous grammages.

La SAM 9000 SET est équipée d'un très puissant système d'encrage qui favorise la qualité d'impression.

Tout sur la SAM 9000 SET a été étudié pour vous faciliter le travail. Un affichage digital permet de programmer le déroulement complet des tirages quel que soit le nombre de copies. Un écran de visualisation vous permet de suivre le décompte des copies imprimées.

Le lavage du blanchet est automatique, ce qui permet de passer très vite d'un travail à l'autre. Le lavage ultra-rapide du bloc d'encrage facilite au maximum le changement de couleur.

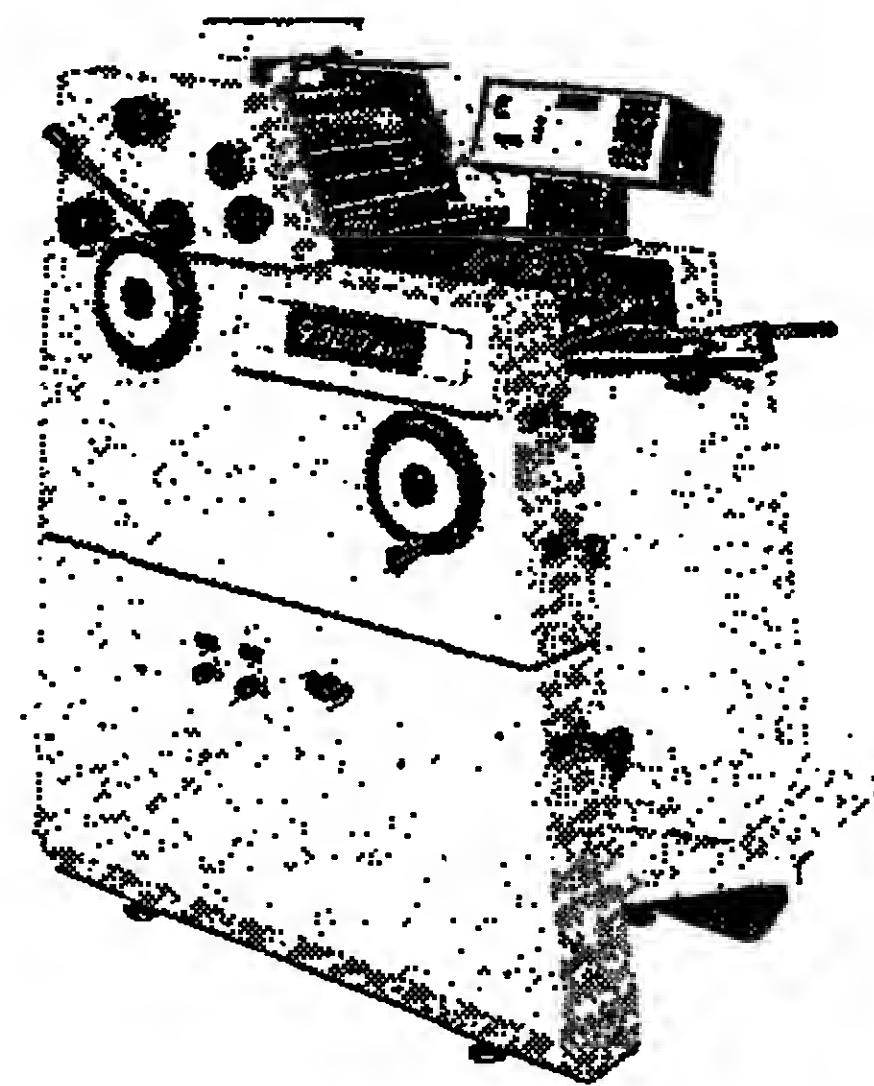
Économique à l'usage (la copie du billet de notre exemple a coûté moins de 1 centime sur papier A 5), la SAM 9000 SET

est d'un prix raisonnable à l'achat (45.747 F TTC). Elle peut être livrée avec un clicheur automatique.

Elle forme alors un système de copieur duplicateur de haute qualité à un prix abordable. Une secrétaire saura très vite s'en servir.

**MACHINE OFFSET. SAM 9000 SET.**

Ne laissez pas votre entreprise prendre du retard dans le domaine du matériel de bureau. Découpez ce bon.



Monsieur \_\_\_\_\_  
Société \_\_\_\_\_  
Fonction \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Tél. : \_\_\_\_\_

Désirerait en savoir plus sur la SAM 9000 SET.

Renvoyez ce bon à : Division SAM  
2 et 4 avenue de l'Europe. B.P. 93 - 78140 Vélizy - Tél. 946.96.38

**SMO SFR SAM**

Premier groupe français de matériel de gestion et de communication.



© Photocopies Smith-Gervais Marjoux

مركز من الأعمال



## OFFICIERS MINISTÉRIELS et ventes par adjudication

**VENTE sur saisie immobilière au Palais de Justice à Paris, le samedi 10 octobre 1977, à 15 h., en la salle de la Grande Salle d'audience.**  
LES LOTS 490 493 - 490 494 - 490 495 et 490 496 constant en une chambre de service, ch. serv. av. et eau.

**UNE CAVE** 1 ch. serv. av. et eau.

**UN APPARTEMENT** principal à GRIGNY II (91)  
5, rue Lavoisier  
Bat. N 6, escalier unique au 2<sup>e</sup> étage  
MISE A PRIX : 20.000 FRANCS  
Consignation préalable pour enchères  
Etude de M<sup>re</sup> TRUQUET et AROUN, avocats, 51, rue Champollion, tél. 496-30-26, 496-31-18.

**VENTE sur saisie immobilière au Palais de Justice à Paris, le samedi 10 octobre 1977, à 14 h.**  
**PAVILLON D'HABITATION**  
Situé sur sous-sol, cave, chauff., rez-de-chaussée, s. de séj., cuis., dégr. douche, w.-c., 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> ch., 1 p. p. jardinet. Cont. tot. : 100 m<sup>2</sup> env.  
**à FONTENAY-SS-BOIS (94)**  
16, rue André-Tessier  
MISE A PRIX : 50.000 FRANCS  
S'adr. M<sup>re</sup> GASTINEAU, avoc. à Paris (19<sup>e</sup>), 23, r. des Pyrénées (92-45-79); le s. av. pr. Trib. de Gde Inst. Paris, Bobigny, Nanterre, Créteil; S. la pr. vis.

**VENTE sur saisie immobilière au Palais de Justice à Paris, le samedi 10 octobre 1977, à 14 h.**  
**D'UN APPARTEMENT**  
à BOUSSY-SAINT-ANTOINE  
(Essonne), dans la résidence « Le Parc des Thibaudières », lieudit « Les Thibaudières », s. de séj., cuis., dégr. douche, w.-c., 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> ch., 1 p. p. jardinet. Cont. tot. : 100 m<sup>2</sup> env.  
MISE A PRIX : 50.000 FRANCS  
Consignation préalable et ministère d'avocat du Barreau d'Evry obligés pour enchères. S'adr. M<sup>re</sup> FRITZ-VATIN, avoc. pour la vie, 22, rue des Chevaliers-Saint-Jean, 91100 Corbeil-Essonnes (92-45-33), et au Greffe du Trib. de Gde Inst. Paris, Bobigny, Nanterre et Créteil; sur place pr. visit.

**VENTE sur saisie immobilière au Palais de Justice à Paris, le samedi 10 octobre 1977, à 14 h.**  
**4 RESSERRES**  
à LEVALLOIS-PERRET (92)  
32 bis, rue Cassini-Péris  
MISE A PRIX : 5.000 F chaque lot  
TOTAL des MISES A PRIX : 20.000 F  
Avec faculté de Réunion  
S'adr. M<sup>re</sup> F. FETTERMANN, avoc. Paris (18<sup>e</sup>), 11 bis, r. Fontaine; la avoc. pr. Trib. de Gde Inst. Paris, Bobigny, Nanterre et Créteil; sur place pr. visit.

**VENTE sur saisie immobilière au Palais de Justice à Paris, le samedi 10 octobre 1977, à 14 heures**  
**UN APPARTEMENT**  
à CLICHY-LE-GARENNE (92)  
42, rue du Landy  
MISE A PRIX : 20.000 FRANCS  
S'adr. M<sup>re</sup> F. FETTERMANN, avoc. Paris (18<sup>e</sup>), 11 bis, r. Fontaine; la avoc. pr. Trib. de Gde Inst. Paris, Bobigny, Nanterre et Créteil; sur place pr. visit.

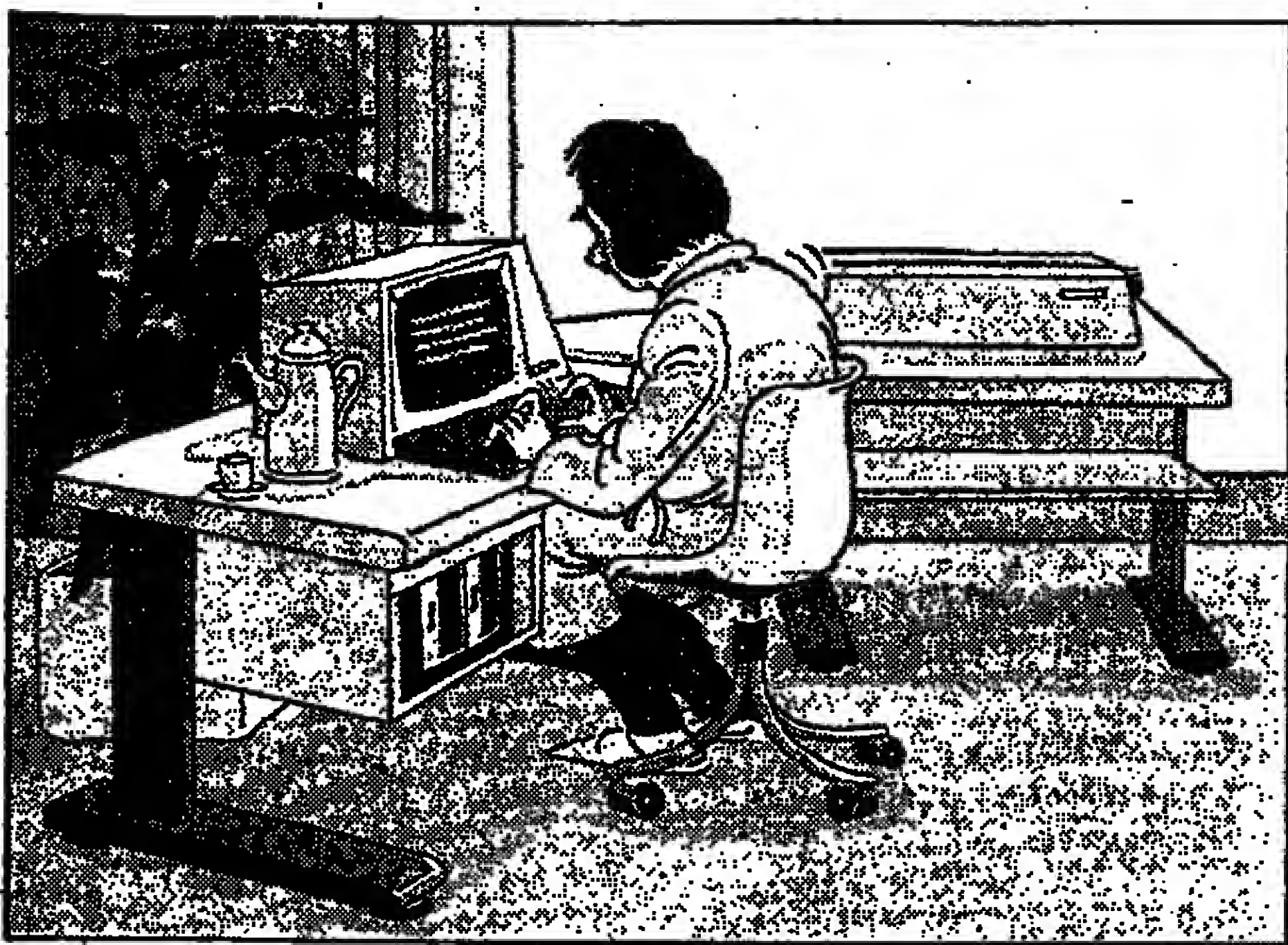
**VENTE sur saisie immobilière au Palais de Justice à Paris, le samedi 10 octobre 1977, à 14 heures**  
**2 TERRAINS A PARIS (20<sup>e</sup>)**  
**1 ET 3, RUE DE SAVIES**  
d'une SUPERFICIE TOTALE de 700 m<sup>2</sup> environ  
sur lesquels est édifiée une construction à hauteur des fondations  
permis de construire n° 33.7.30.43 daté du 16-11-1972 par M. le Préfet de Paris, pour un bâtiment de 6 étages à usage d'habitation, sur un rec-de-chaussée et un sous-sol à usage de caves et parkings)  
**MISE A PRIX : 1.000.000 DE FRANCS**  
S'adr. M<sup>re</sup> André LAVIEG, avoc. à Paris (10<sup>e</sup>), 22, avenue de l'Opéra, 75001 Paris, tél. 226-04-08  
M<sup>re</sup> Remy BOISSEL, avoc. à la Cour, 36, rue des Petits-Champs 75002 Paris, tél. 078-32-33; à tout avocat près les Trib. de Grande Instance de Paris, Bobigny, Nanterre, Créteil; au Greffe du Trib. de Grande Instance de Paris, bd du Palais; et sur les lieux pour vis.

**VENTE sur saisie immobilière au Palais de Justice à Paris, le samedi 10 octobre 1977, à 14 h.**  
**D'UNE PROPRIÉTÉ A BRUNOY (ESSONNE)**  
36, route de Brie - Comprenant : MAISON D'HABITATION et petit bâtiment sur lequel est édifiée une construction à hauteur des fondations permis de construire n° 33.7.30.43 daté du 16-11-1972 par M. le Préfet de Paris, pour un bâtiment de 6 étages à usage d'habitation, sur un rec-de-chaussée et un sous-sol à usage de caves et parkings)  
**MISE A PRIX : 200.000 F**  
S'adr. M<sup>re</sup> Remy BOISSEL, avoc. à la Cour, 36, rue des Petits-Champs 75002 Paris, tél. 078-32-33; à tout avocat près les Trib. de Grande Instance de Paris, Bobigny, Nanterre, Créteil; au Greffe du Trib. de Grande Instance de Paris, bd du Palais; et sur les lieux pour vis.

**VENTE au Palais de Justice à Paris, le jeudi 5 octobre 1977, à 14 heures**  
**LOGAUX**  
Jouissance exclusive et partielle de la cour de l'immeuble principal cour. Bâtiment A  
rec-de-chaussée dans Bâtiment B  
à usage de bureaux au premier étage au fond de la cour dans Bâtiment B  
Formant les lots 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 610, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 626, 627, 628, 629, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679, 680, 681, 682, 683, 684, 685, 686, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 708, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 717, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 727, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755, 756, 757, 758, 759, 760, 761, 762, 763, 764, 765, 766, 767, 768, 769, 770, 771, 772, 773, 774, 775, 776, 777, 778, 779, 780, 781, 782, 783, 784, 785, 786, 787, 788, 789, 790, 791, 792, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 805, 806, 807, 808, 809, 810, 811, 812, 813, 814, 815, 816, 817, 818, 819, 820, 821, 822, 823, 824, 825, 826, 827, 828, 829, 830, 831, 832, 833, 834, 835, 836, 837, 838, 839, 840, 841, 842, 843, 844, 845, 846, 847, 848, 849, 850, 851, 852, 853, 854, 855, 856, 857, 858, 859, 860, 861, 862, 863, 864, 865, 866, 867, 868, 869, 870, 871, 872, 873, 874, 875, 876, 877, 878, 879, 880, 881, 882, 883, 884, 885, 886, 887, 888, 889, 890, 891, 892, 893, 894, 895, 896, 897, 898, 899, 900, 901, 902, 903, 904, 905, 906, 907, 908, 909, 910, 911, 912, 913, 914, 915, 916, 917, 918, 919, 920, 921, 922, 923, 924, 925, 926, 927, 928, 929, 930, 931, 932, 933, 934, 935, 936, 937, 938, 939, 940, 941, 942, 943, 944, 945, 946, 947, 948, 949, 950, 951, 952, 953, 954, 955, 956, 957, 958, 959, 960, 961, 962, 963, 964, 965, 966, 967, 968, 969, 970, 971, 972, 973, 974, 975, 976, 977, 978, 979, 980, 981, 982, 983, 984, 985, 986, 987, 988, 989, 990, 991, 992, 993, 994, 995, 996, 997, 998, 999, 1000, 1001, 1002, 1003, 1004, 1005, 1006, 1007, 1008, 1009, 1010, 1011, 1012, 1013, 1014, 1015, 1016, 1017, 1018, 1019, 1020, 1021, 1022, 1023, 1024, 1025, 1026, 1027, 1028, 1029, 1030, 1031, 1032, 1033, 1034, 1035, 1036, 1037, 1038, 1039, 1040, 1041, 1042, 1043, 1044, 1045, 1046, 1047, 1048, 1049, 1050, 1051, 1052, 1053, 1054, 1055, 1056, 1057, 1058, 1059, 1060, 1061, 1062, 1063, 1064, 1065, 1066, 1067, 1068, 1069, 1070, 1071, 1072, 1073, 1074, 1075, 1076, 1077, 1078, 1079, 1080, 1081, 1082, 1083, 1084, 1085, 1086, 1087, 1088, 1089, 1090, 1091, 1092, 1093, 1094, 1095, 1096, 1097, 1098, 1099, 1100, 1101, 1102, 1103, 1104, 1105, 1106, 1107, 1108, 1109, 1110, 1111, 1112, 1113, 1114, 1115, 1116, 1117, 1118, 1119, 1120, 1121, 1122, 1123, 1124, 1125, 1126, 1127, 1128, 1129, 1130, 1131, 1132, 1133, 1134, 1135, 1136, 1137, 1138, 1139, 1140, 1141, 1142, 1143, 1144, 1145, 1146, 1147, 1148, 1149, 1150, 1151, 1152, 1153, 1154, 1155, 1156, 1157, 1158, 1159, 1160, 1161, 1162, 1163, 1164, 1165, 1166, 1167, 1168, 1169, 1170, 1171, 1172, 1173, 1174, 1175, 1176, 1177, 1178, 1179, 1180, 1181, 1182, 1183, 1184, 1185, 1186, 1187, 1188, 1189, 1190, 1191, 1192, 1193, 1194, 1195, 1196, 1197, 1198, 1199, 1200, 1201, 1202, 1203, 1204, 1205, 1206, 1207, 1208, 1209, 1210, 1211, 1212, 1213, 1214, 1215, 1216, 1217, 1218, 1219, 1220, 1221, 1222, 1223, 1224, 1225, 1226, 1227, 1228, 1229, 1230, 1231, 1232, 1233, 1234, 1235, 1236, 1237, 1238, 1239, 1240, 1241, 1242, 1243, 1244, 1245, 1246, 1247, 1248, 1249, 1250, 1251, 1252, 1253, 1254, 1255, 1256, 1257, 1258, 1259, 1260, 1261, 1262, 1263, 1264, 1265, 1266, 1267, 1268, 1269, 1270, 1271, 1272, 1273, 1274, 1275, 1276, 1277, 1278, 1279, 1280, 1281, 1282, 1283, 1284, 1285, 1286, 1287, 1288, 1289, 1290, 1291, 1292, 1293, 1294, 1295, 1296, 1297, 1298, 1299, 1300, 1301, 1302, 1303, 1304, 1305, 1306, 1307, 1308, 1309, 1310, 1311, 1312, 1313, 1314, 1315, 1316, 1317, 1318, 1319, 1320, 1321, 1322, 1323, 1324, 1325, 1326, 1327, 1328, 1329, 1330, 1331, 1332, 1333, 1334, 1335, 1336, 1337, 1338, 1339, 1340, 1341, 1342, 1343, 1344, 1345, 1346, 1347, 1348, 1349, 1350, 1351, 1352, 1353, 1354, 1355, 1356, 1357, 1358, 1359, 1360, 1361, 1362, 1363, 1364, 1365, 1366, 1367, 1368, 1369, 1370, 1371, 1372, 1373, 1374, 1375, 1376, 1377, 1378, 1379, 1380, 1381, 1382, 1383, 1384, 1385, 1386, 1387, 1388, 1389, 1390, 1391, 1392, 1393, 1394, 1395, 1396, 1397, 1398, 1399, 1400, 1401, 1402, 1403, 1404, 1405, 1406, 1407, 1408, 1409, 1410, 1411, 1412, 1413, 1414, 1415, 1416, 1417, 1418, 1419, 1420, 1421, 1422, 1423, 1424, 1425, 1426, 1427, 1428, 1429, 1430, 1431, 1432, 1433, 1434, 1435, 1436, 1437, 1438, 1439, 1440, 1441, 1442, 1443, 1444, 1445, 1446, 1447, 1448, 1449, 1450, 1451, 1452, 1453, 1454, 1455, 1456, 1457, 1458, 1459, 1460, 1461, 1462, 1463, 1464, 1465, 1466, 1467, 1468, 1469, 1470, 1471, 1472, 1473, 1474, 1475, 1476, 1477, 1478, 1479, 1480, 1481, 1482, 1483, 1484, 1485, 1486, 1487, 1488, 1489, 1490, 1491, 1492, 1493, 1494, 1495, 1496, 1497, 1498, 1499, 1500, 1501, 1502, 1503, 1504, 1505, 1506, 1507, 1508, 1509, 1510, 1511, 1512, 1513, 1514, 1515, 1516, 1517, 1518, 1519, 1520, 1521, 1522, 1523, 1524, 1525, 1526, 1527, 1528, 1529, 1530, 1531, 1532, 1533, 1534, 1535, 1536, 1537, 1538, 1539, 1540, 1541, 1542, 1543, 1544, 1545, 1546, 1547, 1548, 1549, 1550, 1551, 1552, 1553, 1554, 1555, 1556, 1557, 1558, 1559, 1560, 1561, 1562, 1563, 1564, 1565, 1566, 1567, 1568, 1569, 1570, 1571, 1572, 1573, 1574, 1575, 1576, 1577, 1578, 1579, 1580, 1581, 1582, 1583, 1584, 1585, 1586, 1587, 1588, 1589, 1590, 1591, 1592, 1593, 1594, 1595, 1596, 1597, 1598, 1599, 1600, 1601, 1602, 1603, 1604, 1605, 1606, 1607, 1608, 1609, 1610, 1611, 1612, 1613, 1614, 1615, 1616, 1617, 1618, 1619, 1620, 1621, 1622, 1623, 1624, 1625, 1626, 1627, 1628, 1629, 1630, 1631, 1632, 1633, 1634, 1635, 1636, 1637, 1638, 1639, 1640, 1641, 1642, 1643, 1644, 1645, 1646, 1647, 1648, 1649, 1650, 1651, 1652, 1653, 1654, 1655, 1656, 1657, 1658, 1659, 1660, 1661, 1662, 1663, 1664, 1665, 1666, 1667, 1668, 1669, 1670, 1671, 1672, 1673, 1674, 1675, 1676, 1677, 1678, 1679, 1680, 1681, 1682, 1683, 1684, 1685, 1686, 1687, 1688, 1689, 1690, 1691, 1692, 1693, 1694, 1695, 1696, 1697, 1698, 1699, 1700, 1701, 1702, 1703, 1704, 1705, 1706, 1707, 1708, 1709, 1710, 1711, 1712, 1713, 1714, 1715, 1716, 1717, 1718, 1719, 1720, 1721, 1722, 1723, 1724, 1725, 1726, 1727, 1728, 1729, 1730, 1731, 1732, 1733, 1734, 1735, 1736, 1737, 1738, 1739, 1740, 1741, 1742, 1743, 1744, 1745, 1746, 1747, 1748, 1749, 1750, 1751, 1752, 1753, 1754, 1755, 1756, 1757, 1758, 1759, 1760, 1761, 1762, 1763, 1764, 1765, 1766, 1767, 1768, 1769, 1770, 1771, 1772, 1773, 1774, 1775, 1776, 1777, 1778, 1779, 1780, 1781, 1782, 1783, 1784, 1785, 1786, 1787, 1788, 1789, 1790, 1791, 1792, 1793, 1794, 1795, 1796, 1797, 1798, 1799, 1800, 1801, 1802, 1803, 1804, 1805, 1806, 1807, 1808, 1809, 1810, 1811, 1812, 1813, 1814, 1815, 1816, 1817, 1818, 1819, 1820, 1821, 1822, 1823, 1824, 1825, 1826, 1827, 1828, 1829, 1830, 1831, 1832, 1833, 1834, 1835, 1836, 1837, 1838, 1839, 1840, 1841, 1842, 1843, 1844, 1845, 1846, 1847, 1848, 1849, 1850, 1851, 1852, 1853, 1854, 1855, 1856, 1857, 1858,



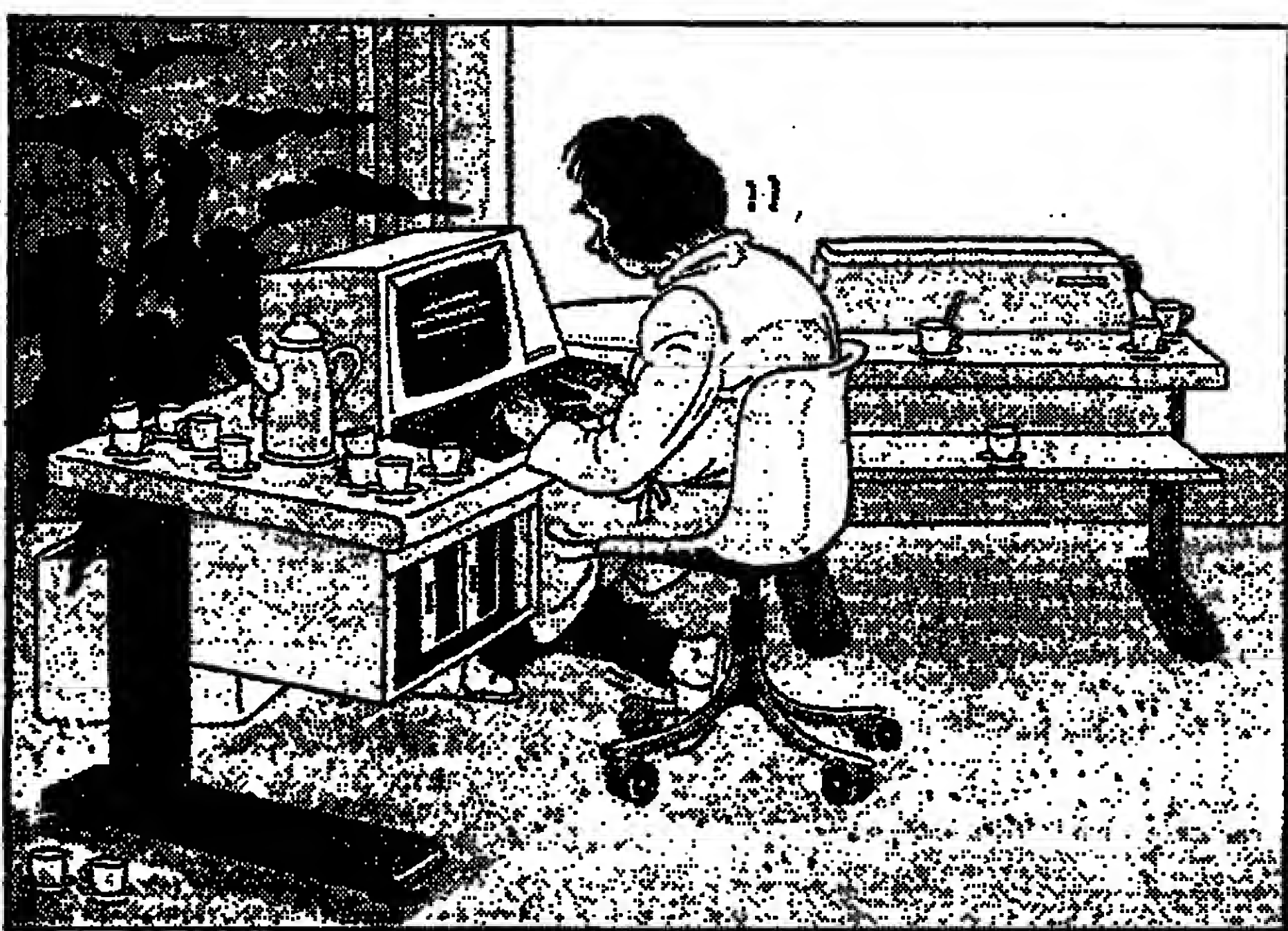
# VOICI LA SMO WPI LA RÉDACTION N'EST PLUS CE QU'ELLE ÉTAIT.



1. SMO WP 1 visualise les textes sur écran.



2. L'écran de la SMO WP 1 sert de brouillon.



3. La SMO WP 1 possède une mémoire sélective.



4. La SMO WP 1 édite à raison de 540 mots minute.

1. SMO WP 1 visualise les textes sur écran. La SMO WP 1 est équipée d'un clavier. Au fur et à mesure que l'on frappe, le texte se visualise sur l'écran.

2. L'écran de la SMO WP 1 sert de brouillon. Avec la SMO WP 1, quand on fait des fautes, plus besoin de taper et retaper. On peut ajouter une phrase, la retirer, remplacer un signe par un autre, une phrase entière par une autre. Chaque élément corrigé reprend automatiquement sa place au sein du texte. Gain de temps et économie appréciable : les textes ne sont édités que lorsque vous estimez qu'ils peuvent l'être.

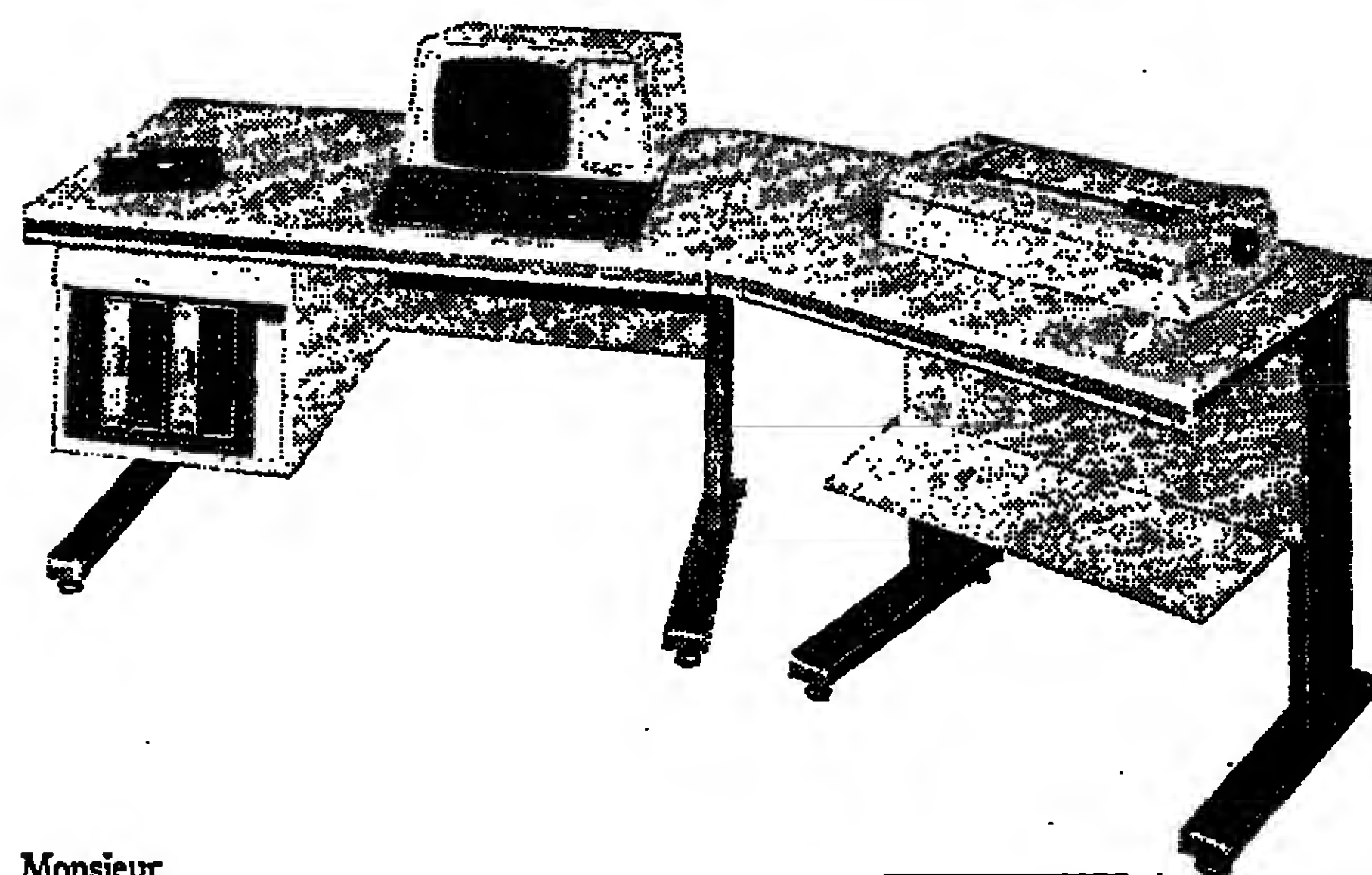
3. La SMO WP 1 possède une mémoire sélective. Tout texte tapé peut être archivé dans la mémoire de l'appareil. Cette mémoire se compose de plusieurs disques capables de stocker 100 pages de texte chacun. Tout ce que la machine a tapé peut réapparaître instantanément à l'écran, en fonction des critères de votre choix. Par exemple, si vous avez un fichier, vous pouvez le faire réapparaître en fonction de plusieurs critères à la fois (âge, sexe, ville...). En cas de lettre standard, vous pouvez éditer la lettre type en y injectant à chaque fois les variables qui vous intéressent (adresse, nom, sexe, etc.). Vous pouvez mettre à jour votre fichier à tout moment en le faisant réapparaître, en le corrigeant à l'écran et en le reclassant dans la mémoire. Et tout cela sans place perdue en armoires, sans risque de perte.

4. La SMO WP 1 édite à raison de 540 mots minute. Elle édite tous vos textes automatiquement (soit sur feuilles d'ordinateurs en continu, soit sur papier ordinaire en feuille à feuille). Simultanément vous pouvez créer un nouveau texte sur l'écran. Là encore, le gain de temps est appréciable.

Correction de textes, rapports financiers, budgets, correspondance programmée, assemblage de textes, lettre répétitive, mise à jour de fichier, etc. Il n'est pratiquement pas de domaine où la SMO WP 1 n'apporte de progrès dans la rapidité, le classement, l'économie de temps et de papier. Dernier point important pour l'avenir : la SMO WP 1 possède une réserve de mémoire qui la rend capable d'absorber de nouvelles applications susceptibles de répondre à vos besoins futurs.

**SMO WPI. MACHINE A MEMOIRE POUR LE TRAITEMENT DES TEXTES.**

Ne laissez pas votre entreprise prendre du retard dans le domaine du matériel de bureau. Découpez ce bon.



Monsieur \_\_\_\_\_  
Société \_\_\_\_\_  
Fonction \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Tél. : \_\_\_\_\_

Désirerait en savoir plus sur la SMO WPI.

Renvoyez ce bon à : Division SMO  
2 et 4 avenue de l'Europe. B.P. 93 - 78140 Vélizy. Tél. 946.96.38

**SMO SFR SAM**

Premier groupe français de matériel de gestion et de communication.



\*Photocopy: Steve Smith-Correa-Merchand

مكتبة ابن الأثير

## Retraites pour les SALARIÉS FRANÇAIS EXPATRIÉS

LA CAISSE DE RETRAITE  
DES EXPATRIÉS CEE

Association de retraite  
des salariés et ex-salariés de l'étranger  
et de l'industrie FRANÇAISE

Association de retraite  
des salariés et ex-salariés de l'étranger  
et de l'industrie FRANÇAISE

Association de retraite  
des salariés et ex-salariés de l'étranger  
et de l'industrie FRANÇAISE

Association de retraite  
des salariés et ex-salariés de l'étranger  
et de l'industrie FRANÇAISE

Association de retraite  
des salariés et ex-salariés de l'étranger  
et de l'industrie FRANÇAISE

Association de retraite  
des salariés et ex-salariés de l'étranger  
et de l'industrie FRANÇAISE

Association de retraite  
des salariés et ex-salariés de l'étranger  
et de l'industrie FRANÇAISE

Association de retraite  
des salariés et ex-salariés de l'étranger  
et de l'industrie FRANÇAISE

Association de retraite  
des salariés et ex-salariés de l'étranger  
et de l'industrie FRANÇAISE

Association de retraite  
des salariés et ex-salariés de l'étranger  
et de l'industrie FRANÇAISE

Association de retraite  
des salariés et ex-salariés de l'étranger  
et de l'industrie FRANÇAISE

Association de retraite  
des salariés et ex-salariés de l'étranger  
et de l'industrie FRANÇAISE

Association de retraite  
des salariés et ex-salariés de l'étranger  
et de l'industrie FRANÇAISE



## POLITIQUE

### POINT DE VUE

## Les sénateurs de Paris sont-ils déjà élus ?

par J.-L. VIGIER (\*)

TRES peu de Parisiens savent comment leurs sénateurs seront élus. Les sénateurs sont élus au deuxième degré, c'est-à-dire qu'ils ne sont pas élus au suffrage universel.

L'ensemble du collège électoral parisien comprend :

— les députés de droit : 31 députés de Paris et 109 conseillers de Paris ;

— des députés suppléentaires. L'article L. 285 des dispositions du code électoral relatives à l'élection des sénateurs dans les départements de la métropole précise :

« Dans les communes de plus de 30 000 habitants, les conseillers municipaux élisent des députés suppléentaires à raison de 1 pour 1 000 habitants en sus de 30 000. »

Le recensement de référence est le dernier, c'est-à-dire, celui de 1975. La population de Paris était alors de 2 292 204 habitants.

Le calcul des députés suppléentaires s'effectue donc de la façon suivante :

$2\ 292\ 204 - 30\ 000 = 2\ 262\ 204$ , dont on retient le nombre de milliers, soit : 2 262.

Le nombre total des grands électeurs serait de :

$31 + 109 + 2\ 262$ , mais il convient d'en retrancher 3, car Bernard Lafay (décédé), Mme Missoffe et Jacques Dominati (nommés secrétaires d'Etat), n'ont pas été remplacés.

Le collège électoral est ainsi ramené à :

$28 + 109 + 2\ 262 = 2\ 399$ .

Depuis le dimanche 11 septembre, nous connaissons la répartition des députés, tout à fait conforme aux prévisions. Trois listes se trouvent en présence pour le scrutin de dimanche prochain 25 septembre.

niste, elle devient  $392 : 2 + 1 = 196$ . La liste de la majorité obtient le douzième siège.

Si la gauche n'avait fait qu'une seule liste, elle n'aurait pas obtenu un cinquième siège. Sa moyenne, pour le douzième siège, aurait été de 175,50, celle de la majorité étant de 190,1.

Dans l'état actuel des candidatures, pour que la majorité perde un siège au profit de la liste communiste, il faudrait que soixante-deux électeurs de la majorité votent pour cette dernière liste. Cette hypothèse n'est évidemment pas à retenir.

Enfin, il faudrait un déplacement de quarante et une voix des électeurs de la gauche non communiste (socialistes, radicaux de gauche, gaullistes de gauche) pour que la liste communiste enlève le deuxième siège à la gauche non communiste. Cette hypothèse est peu vraisemblable, car elle résulterait d'une manœuvre qui ne pourrait passer inaperçue.

La conclusion est donc la suivante : sauf machination interne, improbable à cause de l'ampleur qu'elle devrait avoir pour être efficace, la liste de la majorité aura 8 élus ; les deux listes de gauche, deux chacune. Les résultats sont donc déjà connus avant même que le scrutin ait eu lieu !

(\*) Sénateur de Paris (appart. au groupe R.P.R.).

#### Composition du collège électoral pour chacune des trois listes :

	MAJORITE	R.P.R.	R.I.	CENTRISTES
— Députés	18	2	1	
— Conseillers	55	7	7	
— Députés suppl. désignés :				
— Par le R.P.R.	1 141			
— Par les R.I.		145		
— Par les centristes			145	
soit 1 521 électeurs.	1 214	154	153	

#### COMMUNISTE :

	Electeurs
— Députés	7
— Conseillers	22
— Députés suppl.	456
soit 485	

#### GAUCHE NON COMMUNISTE :

	Electeurs
— Radicaux de gauche	45
— Parti socialiste	325
— Gaullistes de gauche	22
soit 392	

Ainsi, les listes des candidats de la majorité disposent de 1 521 voix ; celles du parti communiste de 485 et celles de la gauche non communiste de 392. Soit 2 399 voix au total.

Il convient de calculer d'abord le nombre des sénateurs élus au quotient sur chaque liste.

Ce quotient, dit quotient électoral, est celui du nombre total des électeurs par le nombre de sièges à pourvoir :

$2\ 399 : 12 = 199,91$ , ou en arrondissant sans aucun risque d'inexactitude = 200.

La liste majorité aura donc 1 521 : 200 = 7 sièges ; la liste communiste 485 : 200 = 2 sièges ; la liste G.N.C. communiste 392 : 200 = 1 siège.

Deux sièges sont donc à répartir au reste, la règle à appliquer étant celle de la plus forte moyenne et non celle du plus fort reste.

Règle de la plus forte moyenne. — Il s'agit de répartir le onzième et le douzième siège.

Contrairement à la règle du plus fort reste, qui exige la totalité du quotient électoral pour tous les sièges obtenus au quotient, la règle de la plus forte moyenne exige seulement, pour chaque siège, un nombre de voix inférieur au quotient électoral.

Cette moyenne est obtenue en divisant le nombre de voix par le total des sièges de chaque liste.

Pour savoir si les listes ont droit à 1 siège de plus, après la répartition des sièges obtenus au quotient, il faut donc diviser le nombre de voix obtenues par chacune d'elles par le nombre de sièges obtenus au quotient + 1 siège pour le premier à obtenir au reste, + 2 pour le second, etc. Contrairement à la règle du plus fort reste, il est possible pour une liste d'en obtenir plusieurs.

Pour 1 521 voix, la liste majorité a obtenu 7 sièges. Il convient donc de diviser par 8 soit :

$1\ 521 : 8 = 190,1$ .

Pour 485 voix, la liste communiste a obtenu 2 sièges. Il convient donc de diviser par 3, soit :

$485 : 3 = 161,6$ .

Pour 392 voix, la liste gauche non communiste a obtenu 1 siège. Il convient donc de diviser par 2, soit :

$392 : 2 = 196$ .

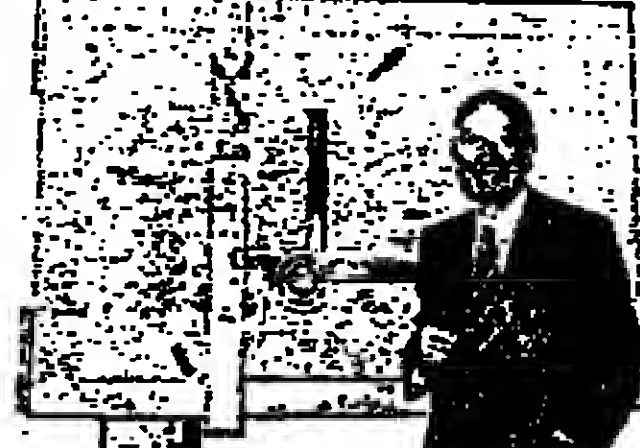
La liste gauche non communiste obtient le onzième siège.

Attribution du douzième siège : Pour la liste de la majorité et la liste communiste qui n'ont pas obtenu le onzième siège, la moyenne est inchangée.

Pour la liste gauche non commu-

## CS-2000 APPAREIL A DESSINER

(Brevets L. SAUTEREAU 1976)



### Thèse de fin d'études ECOLE D'ARTS ET METIERS

« Dans les locaux de notre école nous attestons avoir réalisé avec une extrême précision les plans de ce turboréacteur en utilisant le nouvel appareil à dessiner CS-2000. Peu encombrant, cet appareil nous a permis de couvrir utilement l'intégralité de la surface de la planche ».

COUZ - DUCASSE - SIVOCORA - YALICE Ingénieurs A.M. (promotion 1973)

LETIS concessionnaire de vente

Maison des Contrats

8, rue Jean Goujon, 75008 PARIS

DOCUMENTATION SUR DEMANDE

## CELIBATAIRES ENFIN DES RENCONTRES QUE VOUS PRENDREZ AU SERIEUX!

Désormais, rencontrez - grâce à une étude psychologique préalable - des partenaires dont le caractère, l'affectivité et même la sexualité sont compatibles avec les vôtres. C'est la chance fantastique que vous offre ION.

Le monde change, changez aussi votre façon de



découvrir celle que vous cherchez pour la vie.

On parle beaucoup de ION : depuis 1950, 315 articles, plus de 100 émissions (radio et T.V.), 10 livres, 1 film ont traité de ce progrès scientifique, le plus extraordinaire de notre temps dans le domaine du mariage. Lire notamment : "Vers une civilisation du couple" de L.M. Jentel. Préface de Louis Armand, de l'Académie française (toutes librairies).

## ION INTERNATIONAL

Institut de Psychologie PARIS - BRUXELLES - GENEVE - MONTREAL

Pour une 1<sup>re</sup> rencontre sous 15 jours, envoyez-moi gratuitement votre documentation en couleurs, sous pli neutre et cacheté :

M. Mme Mlle Prénom \_\_\_\_\_ Age \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

ION FRANCE (MO 26) 94, rue Saint-Lazare, 75009 PARIS - Tél. 522.70.85 - ION RHONE-ALPES (MOR 26) 35, avenue Rockefeller - 69003 LYON - Tél. 54.25.44 - et 56, cours Barlat - 38000 GRENOBLE - Tél. 44.19.61 - ION BELGIQUE (MOB 26) 105, rue du Marché-aux-Herbes, 1000 BRUXELLES - Tél. 511.74.30 - ION SUISSE (MOS 26) 75, rue de Lyon - 1203 GENEVE - Tél. 022.45.72.50

## EXPOSITION FOURRURES ET CUIRS



Jamais sans doute on n'aura vu un aussi grand choix de manteaux, de vestes, de sacs, de ceintures, de tout ce qu'il est possible de faire avec la fourrure ou le cuir ! Venez voir. Les fourrures. Les cuirs. Et les prix. Exemples : Veste lapin longs poils 850 F, veste flancs de renard bleu 3000 F, manteau opossum naturel 3800 F. Photo : vison allongé foncé, 9990 F. Exposition fourrures et cuirs. Haussmann, Maine-Montparnasse, du 23 septembre au 25 octobre. Belle-Epine du 7 au 22 octobre, crédit gratuit 9 mois à partir de 1000 F d'achat dès acceptation du dossier.

## Galerias Lafayette

Haussmann, Montparnasse, Belle-Epine.

## SYSTEME TOUT CE QUE VOUS VOULU SAVOIR ET QU'ON A JAI



« Dans les locaux de notre école nous attestons avoir réalisé avec une extrême précision les plans de ce turboréacteur en utilisant le nouvel appareil à dessiner CS-2000. Peu encombrant, cet appareil nous a permis de couvrir utilement l'intégralité de la surface de la planche ».

COUZ - DUCASSE - SIVOCORA - YALICE Ingénieurs A.M. (promotion 1973)

LETIS concessionnaire de vente Maison des Contrats 8, rue Jean Goujon, 75008 PARIS

DOCUMENTATION SUR DEMANDE

مكتبة من الأصول



## QUE VUE

### Paris sont-ils déjà élus

Le conseil municipal de Paris a élu hier soir son nouveau maire, Jean-Pierre Chevènement, à la tête d'une majorité de gauche. Le scrutin s'est déroulé dans une atmosphère de grande tension, les électeurs étant allés voter en nombre malgré le mauvais temps. Chevènement, ancien ministre de l'Intérieur, a obtenu 11.000 voix de plus que son adversaire principal, Jean-François Kolle, ancien maire de Paris. Les autres élus sont : Jean-Pierre Chevènement (Maire), Jean-François Kolle (1er adjoint), Jean-Pierre Chevènement (2e adjoint), Jean-Pierre Chevènement (3e adjoint), Jean-Pierre Chevènement (4e adjoint), Jean-Pierre Chevènement (5e adjoint), Jean-Pierre Chevènement (6e adjoint), Jean-Pierre Chevènement (7e adjoint), Jean-Pierre Chevènement (8e adjoint), Jean-Pierre Chevènement (9e adjoint), Jean-Pierre Chevènement (10e adjoint).

**CS-200**  
APPAREIL A DESSIN

**LETS**

## CELIBATAIRES

### FIN DES RENCONTRES

### VOUS PRENDREZ

### LES SERIEUX!

Le service de rencontres pour célibataires est ouvert. Vous pouvez maintenant trouver l'âme sœur sans attendre. Contactez-nous dès maintenant.

## ION INTERNATIONAL

Service de renseignements et de conseil. Nous vous aidons à prendre des décisions importantes. Contactez-nous dès maintenant.

# SYSTEME SMO 8000.

## TOUT CE QUE VOUS AVEZ TOUJOURS VOULU SAVOIR SUR VOS STOCKS ET QU'ON A JAMAIS PU VOUS DIRE.



Sitôt la commande passée, le système SMO 8000 ajuste automatiquement vos stocks.

La grande différence entre le système de gestion de stocks SMO 8000 et les systèmes actuels, c'est que le SMO 8000 agit à l'instant même de la commande. Et non pas 5 minutes, 3 jours ou 6 jours après. Ainsi, si 2 minutes après une première commande, il en survient une 2<sup>e</sup>, la 2<sup>e</sup> sera traitée sur un stock exact et quoi qu'il arrive, le client sera toujours fixé sur sa livraison. Cette information ultra-rapide est transmise soit par écran, soit peut être disponible sous forme d'état.

Ainsi tout le monde dans l'entreprise peut être au courant. Le système SMO 8000 se compose d'une console, d'un écran, d'un clavier, d'une imprimante et d'une mémoire. Le tout ne prend pas de place, peut être placé n'importe où (atelier, magasin, bureau, comptoir...) et manipulé par n'importe qui (il n'y a même pas besoin de codification). Il peut travailler en autonome ou en version terminale reliée à un gros ordinateur.

— des états des coûts d'achat des ventes, ce qui permet de calculer les marges brutes par familles.

Le système SMO 8000 permet à tout moment de prendre une décision en toute connaissance de cause.

Petit, le système SMO 8000 n'en a pas moins de grandes capacités. Brillant gestionnaire, il peut aussi remplir de multiples autres tâches à la demande.

### SYSTEME SMO 8000.

Le système SMO 8000 fait du diagnostic en profondeur de vos stocks.

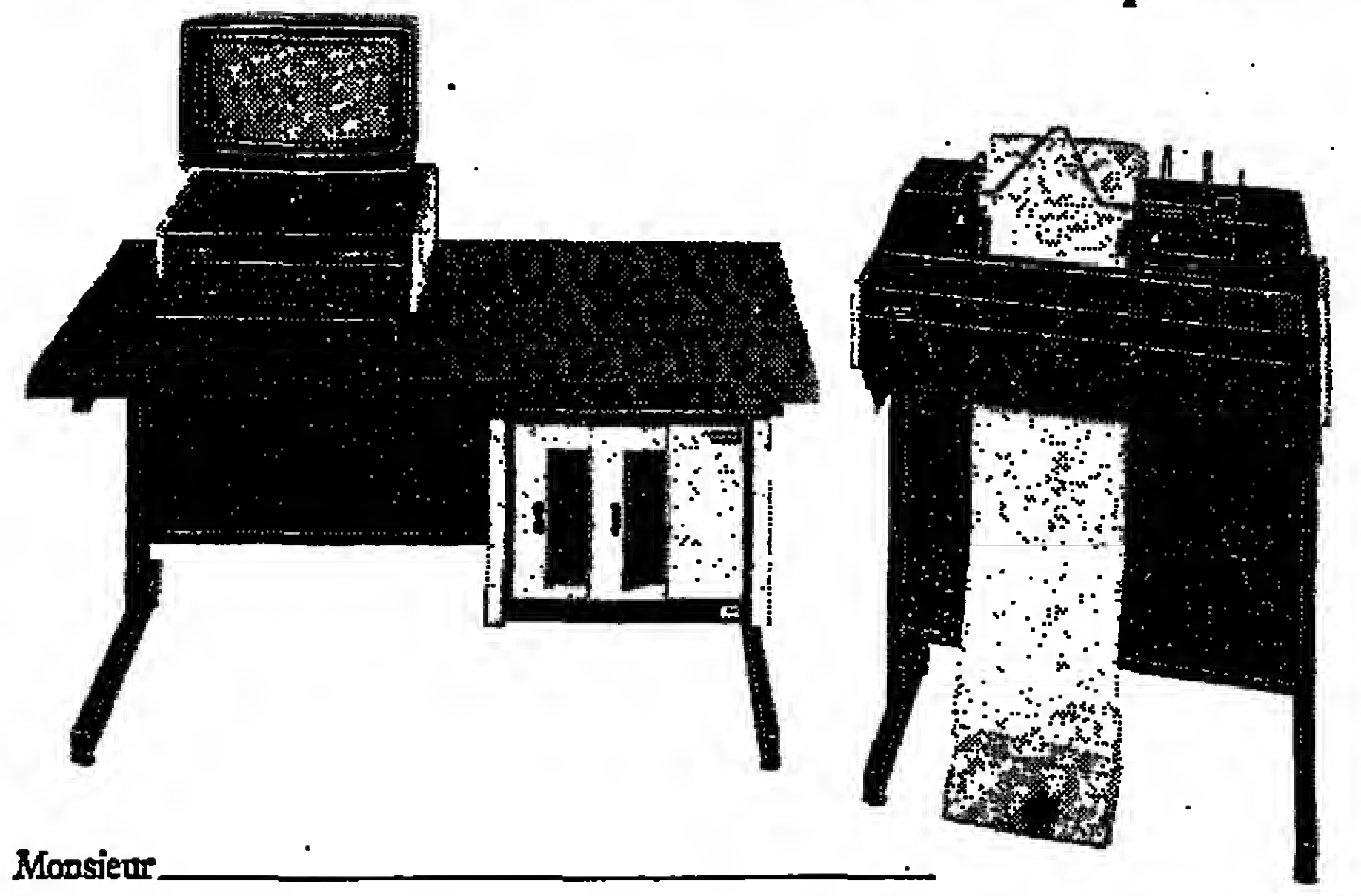
Quand on sait que les stocks peuvent coûter en immobilisation jusqu'à 25% de leur valeur, il faut exiger d'en savoir le plus possible sur ses stocks.

Pour réduire ses coûts, il faut agir sur le stock outil, les surstocks et les stocks morts. C'est ce que fait le système SMO 8000.

Il permet d'avoir:

- des états de stocks triés par familles, fournisseurs, calendrier de contrôle, etc., ce qui donne un inventaire permanent;
- des états sélectifs des articles ayant atteint le stock d'alerte, avec comparaison automatique stock/point de commande, ce qui permet un déclenchement automatique des approvisionnements et la surveillance des ruptures;
- des états statistiques de ventes, triés par familles, ce qui permet la prévision des approvisionnements et l'orientation des ventes;
- des états valorisés des stocks par familles, par fournisseurs, ce qui permet un contrôle financier permanent;

Ne laissez pas votre entreprise prendre du retard dans le domaine du matériel de bureau. Découpez ce bon.



Monsieur \_\_\_\_\_

Société \_\_\_\_\_

Fonction \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Tél. \_\_\_\_\_

Désirerait en savoir plus sur le système SMO 8000.

Renvoyez ce bon à: Division SMO  
2 et 4 avenue de l'Europe, B.P. 93 - 78140 Velizy. Tél. 946.96.38

**SMO SFR SAM**

Premier groupe français de matériel de gestion et de communication.



صكزا من الأهل



## OUTRE-MER

### En Guyane

#### Les socialistes demandent un nouveau statut pour leur département

Le parti socialiste a annoncé, jeudi 22 septembre, M. André Lecante, président de l'Union des maires de Guyane et membre du comité directeur du parti socialiste, que le parti socialiste, sous la direction de son secrétaire général M. Léopold Hédier, sénateur, M. Lecante a déposé la gravité de la situation économique dans ce département, notamment l'échec du plan de développement (dit plan « vert ») annoncé en 1975 par M. Olivier Sarr, secrétaire d'Etat à l'Outre-mer.

Il a aussi élevé une protestation solennelle contre le projet, en cours de réalisation d'installation de familles hongroises à l'intérieur du département. Il a déclaré à ce sujet : « Négligeant avec mépris les besoins de la population guyanaise, le gouvernement a imposé des décisions négligeables à des étrangers, alors que des Guyanais peinent sur de petites surfaces sans soutien financier. Le projet de développement de l'immigration reprend soudainement dans le secteur secondaire, alors que le chômage grandit, que le Sétic s'aggrave, que les besoins et que la jeunesse n'a pour ressource que l'exil ».

Le représentant du parti socialiste guyanais a souligné la nécessité d'un système politique et administratif nouveau. Il a précisé : « Il faut connaître la personnalité guyanaise, il faut que cette personnalité s'exerce par la maîtrise du développement harmonieux de notre société. Il faut rejeter l'habitude de la départementalisation et, pendant qu'il en est encore temps, engager le dialogue avec les véritables représentants du peuple guyanais, comme l'autorité la Constitution française ».

M. André Lecante a répondu : « Nous ne demandons pas l'indépendance immédiate, nous demandons un nouveau statut qui certains nomment autonomie, autonomie interne ou autonomie de gestion. Mais avant toutes choses et par-dessus tout, nous demandons l'élaboration d'un nouveau statut par une assemblée guyanaise élue dans cet objectif. »

Le programme commun de la gauche permet d'assurer la mise en place de ces nouvelles structures démocratiques réclamées par la très grande majorité du peuple guyanais. »

### En Nouvelle-Calédonie

#### MESURES D'EXPULSION CONTRE DEUX ENSEIGNANTS

Les mesures d'expulsion prises par le haut commissaire à l'encontre de M. Lucien Gau, inspecteur départemental de l'éducation nationale, qui a refusé une précédente mesure de mutation à l'intérieur du territoire et de M. Manuel Julbe, de nationalité espagnole, professeur dans un établissement d'enseignement privé, provoquent une certaine émotion chez les enseignants et les parents d'élèves. M. Gau, qui exerçait dans la circonscription de l'enseignement primaire (un secteur de Nouméa et les îles Loyauté), a, dans un premier temps, été muté d'office dans la deuxième circonscription (Nouméa) pour des raisons tenant, selon l'administration, à la réorganisation du service.

M. Gau et l'intersyndicale de l'enseignement public affirment qu'aucun changement n'était envisagé par la sixième circonscription, et dénoncent « le caractère arbitraire » de la mutation d'office. L'intersyndicale affirme qu'il a toujours respecté l'obligation de réserve politique. On lui aurait reproché, oralement, ses bons rapports avec les jeunes instituteurs mélanésiens, engagés dans le combat politique, ainsi que d'avoir manifesté sa sympathie à l'égard de l'ALP (Parti de libération kanak, indépendantiste), avec lequel il affirme n'avoir aucun rapport particulier. L'annonce de sa mutation avait provoqué une grave scolarité à Ouvéa (Loyauté) et des pétitions en faveur du maintien à son poste de M. Gau.

Si des reproches du même ordre sont faits à M. Julbe, qui ne cache pas ses idées de gauche, il semble que les critiques n'aient qu'un rapport lointain avec l'arrêt d'expulsion qui le frappe. Selon l'intersyndicale de l'enseignement public, le motif de la décision du haut commissaire est couvert par le « secret militaire », alors qu'il est officiellement reconnu que M. Julbe ne s'est, en aucune façon, rendu coupable d'espionnage. Les relations de M. Julbe avec la fille d'un officier supérieur de la Marine nationale paraissent être à l'origine de cette affaire.

Par deux fois déjà, en 1976, le haut commissaire avait usé, à l'encontre d'enseignants M. Lévi et M. Zilles, de pouvoirs discrétionnaires datant de l'époque coloniale et qui auraient, pour le moins, mérité de tomber en désuétude.

## DÉFENSE

### ÉVALUÉ A 170 MILLIONS DE FRANCS

#### Le projet de budget du SDECE pour 1978 est en hausse de 17 %

Le projet de budget pour 1978 du Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (SDECE) est en hausse d'un peu moins de 17 % par rapport aux dépenses de 1977, ce qui représente sensiblement l'augmentation moyenne du projet de budget pour 1978 du ministère de la Défense. L'administration de contre-espionnage de renseignements français — mais un fort accroissement par rapport à l'ensemble des dépenses publiques, limitées à 13 %.

Au total, le budget du SDECE devrait s'élever, l'année prochaine, à 170,7 millions de francs de crédits de paiement (au lieu de 147 millions en 1977) et à 36 millions de francs en autorisations de programme (au lieu de 33,8 millions). Mais ces évaluations, soumises à l'approbation des parlementaires, ne traduisent pas le budget réel des services français, puisqu'il est admis que le SDECE dispose, en réalité, de l'équivalent de deux à trois budgets annuels supplémentaires pour des opérations non reconnues officiellement.

Cartes, comme tous les budgets

de l'Etat, celui du SDECE est soumis à des contrôles financiers plus ou moins tatillons a posteriori. Pourtant, les gouvernements ont toujours observé une politique identique, qui consiste à prévoir d'assurer le fonctionnement et la continuité des services de renseignements en toutes hypothèses et, en particulier, dans la clandestinité si, d'aventure, de telles éventualités devaient se produire sur le territoire national et hors de France.

En 1978, le budget de fonctionnement du SDECE devait totaliser 129,7 millions de francs en crédits de paiement, soit une augmentation de 11 % environ par rapport aux mêmes dépenses de 1977.

#### Mille huit cents agents environ

Les traitements des personnels — plus de 100 millions de francs — représentent la grande part de ce budget de fonctionnement, non compris le versement des charges sociales pour les personnels civils et l'attribution, depuis le début de l'année en cours, d'une indemnité spéciale, majorée, pour « travail intensif de nuit ».

Les effectifs du SDECE ne sont pas publiés, mais on les évalue généralement à mille huit cents agents, civils et militaires, dont une centaine de contractuels. Moins d'une vingtaine de postes — des titulaires civils — sont créés en 1978, principalement dans les services techniques et dans le renforcement des installations jugées « sensibles ». A la suite de son inspection, il y a plusieurs mois, de l'une des stations stratégiques du SDECE, M. Jean-Pierre Crassard, député R.P.R. d'Ille-et-Vilaine et rapporteur du budget militaire à la commission des finances de l'Assemblée nationale, avait déploré l'insuffisance du dispositif de protection et obtenu la création d'un corps de surveillants.

En revanche, le budget d'équipement du SDECE (soit 41 millions de francs en crédits de paiement et 36 millions en autorisations de programme) devrait être en augmentation de plus d'un tiers en 1978.

Il semble que les services français se soient lancés — grâce à l'information — dans la modernisation de leurs moyens radio-électroniques de renseignements et de leur équipement de transmissions. C'est le cas, principalement, pour la station de contrôle de Domme (Dordogne), qui recevra près de la moitié des crédits de paiement prévus pour l'équipement. Les spécialistes y achèveront l'installation — pour 4 millions de francs — d'une seconde antenne d'interception des communications. C'est aussi le cas des centres des Alluets-Fauchonelles (Yvelines) et de Valaine (Meurthe-et-Moselle) dont les installations électriques seront renouvelées.

Ces divers aménagements ont, de toute évidence, pour objet de permettre au SDECE comme le font la plupart des services étrangers, d'améliorer ses moyens de traitement de l'information et de renforcer son dispositif d'interception des liaisons gouvernementales par satellites.

MANUEL LUCBERT.

● Le rituel de consécration des Eglises a été simplifié. La durée de cette cérémonie a été ramenée de quatre à deux heures. Les oraisons d'exorcisme ont notamment été supprimées.

### LES 27 ET 28 SEPTEMBRE

#### Des avions de sept pays alliés simuleront des attaques « tous azimuts » du territoire français

Six pays membres de l'OTAN — dont les Etats-Unis — et l'Espagne fourniront des avions de combat qui simuleront des attaques aériennes du territoire français à l'occasion de l'exercice annuel de défense aérienne de l'armée de l'air française, les 27 et 28 septembre.

L'exercice Dater, que dirigera le général de division aérienne Grouiller, commandant la défense aérienne, doit réunir, au total, huit cent soixante-dix avions de combat qui feront deux mille quatre cents sorties en deux jours au-dessus du territoire national. Deux cents avions de la défense aérienne et de la marine nationale seront chargés d'intercepter, à haute et à basse altitude, à vitesse supersonique ou subsonique, de jour comme de nuit, des forces offensives composées d'avions français et d'appareils britanniques, belges, néerlandais, ouest-allemands, américains, italiens et espagnols. Ces raids simuleront des attaques « tous azimuts » destinées à saturer la défense aérienne et à tester les transmissions.

Pour la première fois depuis qu'une telle coopération entre la France et ses alliés est pratiquée,

les Etats-Unis — qui utiliseront des avions de leur XVII<sup>e</sup> armée aérienne en République fédérale d'Allemagne et des appareils de leur VII<sup>e</sup> flotte en Méditerranée — mettront en œuvre des F-15, c'est-à-dire le dernier modèle de leur puissant bi-réacteur de supériorité aérienne.

Lors de cette manœuvre, l'armée de l'air française a, toutefois, interdit les vols supersoniques de nuit et des évolutions à vitesse supersonique, le jour, au-dessus de 12 000 mètres. On estime généralement que 80 % des vols se feront à haute altitude et que 40 % auront lieu à basse altitude (200 mètres environ). Au total, ces raids français représenteront de deux mille trois cents à deux mille quatre cents heures de vol. Ces sorties sont attendues, en grande majorité, pour la journée du 28 septembre.

En 1978, l'exercice Dater avait duré trois jours et occasionné mille six cents soixante sorties et, l'année dernière, deux mille six cents sorties en trois jours également. En 1977, la durée de l'exercice a été réduite, mais l'activité aérienne sera plus intense du fait, en particulier, de la participation d'un nombre accru d'avions alliés.

## SPORTS

### TENNIS

#### LA COUPE PORÉE

#### L'atmosphère intime des tournois d'autrefois

Les Parisiens sont bizarres : ils se ruent pour une simple partie de critérium à Roland-Garros et ils boudent la coupe Porée que disputent les ténors de Forest-Hill ou bien la Coupe Davis dans le cadre fleuri du Racing Club de France à la Croix-Catelan, très facile d'accès dans le bois de Boulogne. Pourtant la coupe Porée recrée d'une manière si aimable l'atmosphère plus intime des tournois d'autrefois et son central improvisé, flanqué de tribunes pour trois mille personnes, est situé exactement au lieu où se jouaient après la première guerre les finales du championnat de France et où se produisaient Suzanne Lenglen, Gobert, Decugis, auxquels nous servions, alors « minimes », de ramasseurs de balles. C'est l'occasion de rencontrer les champions au hasard des pelouses et, au besoin, de bavarder familièrement avec eux sans qu'ils paraissent avoir avalé leur raquette.

En fait de raquette, c'est encore le fameux cadre à double cordage qui faisait, jeudi 22 septembre, les frais de la conversation entre court et jardin. Sur le terrain, reconnaissances que la raquette miracle qui permet grâce au fil de renvoyer toutes les balles avec une force démultipliée, et dont le son... monocorde est à lui seul exaspérant, fait des ravages. Goven, son champion en titre, ne fit qu'une bouchée, grâce à elle, de l'espoir Bodel, tandis que Roger Vasselin, possesseur de la même arme, laissait sur place son adversaire éberlué, l'Espagnol Soler. La démonstration inverse était administrée en revanche par Patrick Proisy, tenant de la raquette conventionnelle et vainqueur en trois sets de l'Australien Dick Crealy, vainqueur facile de Dominguez au tour précédent.

Quant à Vilas, qui dispute chacun de ses matches sans laisser tomber un point, son adversaire tournois de 17 m lui suffit si bien pour balayer tous ses adversaires qu'il pourrait aussi bien jouer à main nue. Très jolie partie en début d'après-midi entre François Jauffret et l'Espagnol José Higueras. Ce fut celui-ci qui gagna, mais d'extrême justesse, après plus de trois heures d'une lutte au cours de laquelle Jauffret avait réussi à annuler deux balles de match contre lui, à mi-parcours. Encore une performance plus qu'estimable pour notre joueur d'aujourd'hui.

#### OLIVIER MERLIN.

#### RESULTATS

DES HUITIÈMES DE FINALE  
Oldemaster (Chili) bat Zagarelli (It.), 6-2, 6-3; Bertolucci (It.) bat Piliot (Chili), 4-6, 6-2, 6-4; Higueras (Esp.) bat Jauffret (Fr.), 6-3, 6-7, 6-7; Barasutti (It.) bat Richardson (Et.U.), 6-3, 6-4; Roger Vasselin (Fr.) bat Bodel (Fr.), 6-1, 6-2; Vilas (Arg.) bat Velasco (Col.), 6-3, 6-0; Proisy (Fr.) bat Crealy (Austral.), 6-2, 6-4, 6-0.

BASKET-BALL. — L'Union Soviétique, vainqueur de la Tchecoslovaquie (91 à 76), et la Yougoslavie qui a battu l'Italie (88 à 85), disputeront, samedi 24 septembre à Ljubljana, la finale des championnats d'Europe.

HIPPISME. — Le Handicap de la Tamise, disputé le 22 septembre à Maisons-Laffitte, et réservé pour les paires complètes gagnantes de la dernière année par Fulgus, suivi de Glorieux et d'Edictus. La combinaison gagnante est 1-5-17.

# CHANGEZ VOS HABITUDES!

Mettez-vous à l'heure du Buy-Back ODIVOX. Avec l'ouverture le 22 septembre du nouvel ODIVOX Ternes, au 8 avenue des Ternes, à 100 mètres de la Place, vous pouvez maintenant acheter tout votre équipement TV, hi-fi, ménager avec l'exclusive garantie du Buy-Back. ODIVOX est le seul spécialiste à vous proposer plus de 250 grandes marques et 2 000 références garanties par le Buy-Back, la meilleure sécurité d'achat jamais inventée en TV, hi-fi, ménager.

Alors, à partir du 22 septembre, changez vos habitudes, mettez-vous à l'heure du Buy-Back ODIVOX. Pour l'ouverture et pendant 3 jours, il y a des TV couleur et des centaines de radio-réveils électroniques à gagner, simplement en vous rendant au nouveau magasin.



ODIOVOX EN TV, HI-FI, MÉNAGER. NOUS SOMMES FIERS DE CE QUE NOUS VENDONS. NOUS LE PROUVONS.

**BUY BACK**  
La garantie Buy-Back : Après votre achat, l'appareil vous plaît, vous le gardez, il ne vous plaît pas, vous le rendez et vous êtes remboursés. Sans conditions, sans délai, 15 jours après la livraison, moins 100 F de frais généraux.

**Service après-vente**  
Assuré par les techniciens ODIVOX, simple appel téléphonique : 665.21.21

**NOUVEAU**  
8, avenue des Ternes 75017 PARIS M<sup>e</sup> Ternes.

124, avenue du Général-Ledere, 75014 PARIS M<sup>e</sup> Porte d'Orléans.

272, rue de Valenciennes, 75015 PARIS M<sup>e</sup> Valenciennes.

**VELIZY II**  
Centre Commercial Régional (niveau bas), ROSNY II, Centre Commercial Régional (niveau bas).

**FRESNES**  
Cité de Fresnes, ZONE COMERCIAL 94260 FRESNES.

**ARGENTEUIL**  
146, rue Henri-Barbouse, 95100 ARGENTEUIL.



ODIOVOX

# Le Monde

## LES ILLUSIONS DE

### Automne en Allemagne

Le monde d'aujourd'hui est un monde d'illusions. Les illusions de la guerre, les illusions de la paix, les illusions de la liberté, les illusions de la justice. Les illusions de l'homme, les illusions de la nature, les illusions de l'univers. Les illusions de la vie, les illusions de la mort, les illusions de l'éternité. Les illusions de l'homme, les illusions de la nature, les illusions de l'univers. Les illusions de la vie, les illusions de la mort, les illusions de l'éternité.



# Le Monde

du tourisme  
et des loisirs

VINGT-TROIS PAYS D'EUROPE DÉCIDENT DE SÉDUIRE LES ÉTATS-UNIS

## Ne plus les « prendre pour des Américains »...

Les touristes américains sont de retour. Mais il ne faut plus les « prendre pour des Américains ».

À partir du 17 novembre 1977, la Commission européenne de tourisme (CET), qui groupe les organismes touristiques officiels de vingt-trois pays (1), lancera aux États-Unis une campagne de promotion des vacances en Europe. Une liste des actions a été arrêtée, le 19 septembre, à Paris, au cours de la réunion du comité de marketing de la CET : des « bourses de tourisme » réservées aux professionnels se tiendront dans douze villes de l'ouest, du centre et du sud des États-Unis, ainsi qu'à New-York, Boston et Chicago ; le grand public sera sensibilisé par des messages publicitaires imaginés autour de trois thèmes : « L'Europe, foyer de culture », « L'Europe, modes chères qu'on ne croit », « Adressez-vous à un professionnel pour visiter l'Europe ». 550 000 dollars (2,75 millions de francs)

seront dépensés pour populariser ces thèmes qui ont été élaborés à partir d'une enquête sur l'attitude des Américains à l'égard du tourisme en Europe (2). En effet, l'inflation mondiale, les fluctuations du dollar, la montée du chômage, la crise pétrolière et l'escalade des tarifs aériens ont profondément bouleversé le marché américain des voyages à destination de l'Europe. Le trafic dans le sens États-Unis - Europe a diminué de 10 % en 1974 et de 3 % en 1975. La situation s'est redressée en 1976 avec une hausse de 12 %. L'année 1977 se présente sous d'excellents auspices grâce au rétablissement de l'économie américaine et aux lancements de tarifs de transport promotionnels. Après quatre ans de crise, la commission européenne du tourisme a éprouvé le besoin d'actualiser l'enquête réalisée, en collaboration avec le magazine Time, en 1973, auprès d'un échantillon de deux mille Américains afin de connaître leurs motiva-

tions, leurs appréhensions et leurs critères pour choisir une destination européenne. Le nouveau sondage a porté sur un millier de personnes, dont la moitié avaient voyagé en Europe au cours des trois dernières années. Les motifs de séjour n'ont pas sensiblement changé. Les Américains continuent de rechercher sur le Vieux Continent un enrichissement culturel. En 1977 comme en 1973, ils souhaitent

« la confrontation avec un mode de vie différent et la fréquentation de paysages et de monuments chargés d'histoire ». Le soleil, la bonne chère et les achats sont relégués au dernier rang de leurs préoccupations. Les Américains qui ont déjà visité un pays d'Europe insistent plus que les autres sur le pouvoir d'attraction d'une société différente de la leur, et moins sur la détente procurée par le voyage.

### Curieux, aisé et économe

Les critères de choix du pays visité, eux non plus, n'ont pas été bouleversés. Les visiteurs d'outre-Atlantique sont séduits par des villes « intéressantes », des sites historiques et des paysages. Toutefois, la crise économique les a rendus plus attentifs à leurs dépenses, et le choix de la destination est plus souvent orienté qu'autrefois par le désir d'en « avoir pour son argent ».

Mais il existe aussi chez les Américains des réticences à se rendre en Europe. La moitié des personnes interrogées appréhendent d'abord le coût trop élevé du voyage, et notamment celui du transport aérien. Cette attitude explique que la proportion des touristes américains en Europe disposant d'un revenu égal ou supérieur à 25 000 dollars se soit accrue au cours des trois dernières années. Enfin la commission européenne du tourisme constate que le marché américain est plus séduit par

les tarifs des compagnies de vol à la demande (système one stop charter ou advance booking charter) que par les tarifs économiques proposés sur les lignes aériennes régulières (taux d'excursion de vingt-deux-quarante-cinq jours ou advance purchase excursion).

Cultivé et curieux, aisé mais économe, le voyageur d'outre-Atlantique apparaît comme un hôte exigeant. Aux pays de la vieille Europe de lui offrir leurs trésors sous une forme nouvelle et à des prix compétitifs.

A. F.

(1) Autriche, Belgique, Chypre, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grande-Bretagne, Grèce, Irlande, Islande, Italie, Luxembourg, Malte, Monaco, Norvège, Pays-Bas, Portugal, République fédérale d'Allemagne, Suède, Suisse, Turquie, Yougoslavie.

(2) La CET lancera aussi, en 1978, un programme de promotion de l'Europe auprès des Japonais (coût : 80 000 dollars) et une étude sur le marché touristique canadien (50 000 dollars).

## LES ILLUSIONS DE L'ÉTALEMENT

### Septembre a oublié le Quercy

Le Lot est, en septembre, en mal de visiteurs. C'est dommage. Pour tout le monde.

« S'AVEZ-VOUS combien le département lotais en septembre et octobre ne goudronne ? » M. Jean de Chablain, délégué départemental au tourisme du Lot, venait de mettre la voiture cap au casse, sur l'une de ces voies — royalement rustiques — qui font fi du bitume, lui préférant l'art de s'insérer entre les buissons et les bois, de filer, le temps d'un virage, avec les ruisseaux, de caresser les vignes et les épis et de passer toujours par les plus surprenants points de vue... Et quand chacun eut donné sa langue au chat, il

livra la réponse, avec un rien de fierté dans l'œil et dans la voix : « Douze mille kilomètres ! Dont six cent soixante de sentiers de grande randonnée, à peu près autant de pistes équestres, le tout à 8 m/s, balisé, entretenu et, croyez-moi, fort goûté des touristes... »

Comment aurait-on pu ne pas le croire, douter un seul instant des succès que, très naturellement (et le mot, ici, prend un sens particulièrement fort), le Quercy se

taille chaque été ? Pas seulement à cause de ses paysages, de ses vieilles pierres, de ses rivières vives où le poisson se plaît encore, de ses menus de fête — celles de sainte Truite et de saint Foie d'Oie qu'on déguste, en dînant, de son hospitalité traditionnelle et de sa bonhomie ; mais plutôt en raison d'une habileté qui tient du prodige à conjuguer tout cela ensemble et à la fois, à faire du pays un véritable « art de vivre » à la française, sans un

hiatus. Les étrangers, d'ailleurs, ne s'y sont pas trompés, qui inscrivent les trois lettres de Lot à l'or fin sur leur carnet de vacances.

« Partez au printemps ou à l'automne, vous avez tout à y gagner : les avantages sont indéniables et le plaisir de vraies vacances vous est assuré... La brochure du service de l'État au tourisme Vacances en France, disait vrai. Et les sages, ceux qui ont bonifié leur sac début septembre, quand les mal-branchés d'un soir désastreux reprenaient le chemin du bureau, n'auraient rien à regretter.

Hélas ! Et c'est bien là que le bât blesse. Ils sont encore bien peu nombreux. M. Bonneval, promoteur de l'un des plus remarquables terrains de camping-caravaning de France, l'ensemble de la Paille-Basse (90 hectares classés quatre étoiles), près de Souillac, ne dissimule pas son amertume : « Regardez, avec ce ciel, avec ce soleil de septembre, et coloré, et tendre : six ou sept clients en tout et pour tout ! En août, on a fonctionné à bureaux fermés, mais en juillet on pouvait trouver de la place. Moi, je vais mettre la clef sous la por-

lasson jusqu'à l'année prochaine. L'étalement ? Laissez-moi rire ! Et si je vous disais que le plus clair des gens le fin et de septembre sont des étrangers ? »

Même son de cloche à Marciac-sur-Cé. Mme Lagarrigue, notre aubergiste surprise en posant sur la table ses jambons de pays, ses terrines, ses confits, ses « cabécous » (les délicieux petits chèvres du causse de Gramat) : « En arrière-saison, on aurait tellement mieux le temps de s'occuper de chaque client ! C'est dommage... »

En fait, c'est dommage ! Mais comment convaincre, comment persuader ? Comment faire comprendre que, passé la grande foire d'août, un département comme celui-ci tient encore grands ouverts, comme au plus fort de l'été (serait-il pluvieux ?), la soixantaine de terrains de camping (quelque neuf mille places au total), les trois cents gîtes ruraux (plus de mille cinq cents lits), les treize ou quatorze cents meublés à louer, la douzaine de gîtes d'étape à la ferme, les quatre mille chambres d'hôtels de toutes catégories, en un mot tout son « appareil » touristique.

### « Pas par les sentiments »

Comment leur dire que Rocamadour, Pech-Marie, Cougnac, L'Hospitalet, Lacave, Presque, Bellevue, Roland, montrent mieux leurs secrets entrelacs et leurs abîmes à des groupes de cinq ou six visiteurs qu'à des hordes pressées par des guides au bord de la dépression ? On qu'on voit mieux l'assise qui semble danser, les sept péchés capitaux du fameux trumeau et la légende du moine Théophile lorsqu'on est seul dans l'abbatiale de Souillac et que les caméras se sont enfuites ?

« On ne prend pas les touristes par les sentiments, disait dans un soupir navré M. de Chablain. Seul espoir, les toucher au portemonnaie ! Dès qu'on parle gros

sous, les oreilles se font attentives. « Tarifs préférentiels », « conditions avantageuses », « prix spéciaux », voilà des arguments qui ont leurs chances de peser dans la balance ! Mais, par-dessus tout, il faut leur faire sentir le caractère d'offrir aux gens, sinon la solitude, du moins la vraie tranquillité... En mettant son pied, cette année encore, l'opération « Nord-Sud » de l'an dernier, doublée d'une autre intitulée « Est-Ouest », le secrétariat d'État au tourisme visait juste. A la hauteur du portefeuille : « Moins cher et sans coque, mai, juin et septembre. »

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.  
(Lire la suite page 22.)

## Automne en Allemagne

LES relations entre la République fédérale et ses voisins ont été affectées, au cours de l'été, par une série d'événements politiques importants. Si les déclarations officielles de certaines autorités allemandes après les violences de la manifestation antinucléaire de Croy-Mühlvielle (Isère) n'ont pas été jugées trop sévèrement par l'opinion publique d'outre-Rhin, en revanche, celle-ci a été choquée par les réactions qu'on lui fait naître dans la presse française ce qui, selon certains, pouvait apparaître comme le renouveau d'un sentiment néo-nazi. L'achèvement de M. Hans-Martin Schleyer, le « patron des patrons » allemands, devait encore aggraver le climat. Quels ont été les effets de cette conjoncture politique sur les échanges touristiques entre la République fédérale et la France ?

« Nous ne constatons aucune retombée sur la fréquentation des Français en Allemagne. Bien au contraire », indique M. Wilhelm-H. Braun, directeur

de l'office allemand du tourisme à Paris.

En 1976, 963 millions de deutschmarks (2 milliards de francs) avaient été dépensés en Allemagne par nos concitoyens. En R.F.A., la France se place au cinquième rang des pays fournisseurs de devises touristiques derrière les Pays-Bas, les États-Unis, la Grande-Bretagne et le Benelux (les trois régions les plus fréquentées sont la Forêt noire, la Haute-Saône et la vallée du Rhin). Cette année l'office allemand du tourisme a enregistré 13,2 % de demandes de renseignements supplémentaires au cours du premier semestre 1977. Les vingt-cinq agences de voyage qui proposent des forfaits à l'occasion des fêtes de la bière, ouvertes le 17 septembre, enregistrent un net accroissement de la clientèle. Plus de quatre cents Français ont choisi, cet été, de passer des vacances dans une ferme allemande. Une seule personne âgée s'est inquiétée auprès de l'office allemand de savoir si elle ne risquait pas sa vie en se rendant à Cologne !

### La clientèle d'outre-Rhin en France

Avec 6,5 millions de séjours et 2 milliards de deutschmarks (plus de 4 milliards de francs) de dépenses en France au cours de l'année 1976, les touristes allemands occupent une place importante dans les recettes touristiques nationales. Et les premiers bilans de la saison estivale prouvent qu'ils n'ont pas boudé l'hexagone.

« La clientèle allemande évolue, note M. Horst Holthoff, conseiller auprès de l'ambassade de la République fédérale d'Allemagne à Paris. Elle est plus aisée et plus cultivée qu'autrefois. Elle redécouvre une France qui offre à des prix très raisonnables ses richesses culturelles. »

Nulle part en France ne se sont manifestées des réactions anti-allemandes. Une délégation conduite par M. von Bauveiss, directeur général chargé du tou-

risme au ministère de l'économie de la R.F.A., a rencontré un excellent accueil de la part des élus venus de tous les horizons politiques au cours d'un voyage d'étude en Languedoc-Roussillon du 5 au 9 septembre.

« Le développement du tourisme allemand en France connaît un essor prometteur, conclut M. Holthoff. Il devrait permettre une meilleure compréhension entre nos deux peuples, car nous avons intérêt à ce que les images qu'ils se renvoient mutuellement correspondent l'une à l'autre. C'est pourquoi nous souhaitons que la France vante mieux encore ses paysages et son accueil auprès de la clientèle d'outre-Rhin. Nous pouvons faire beaucoup mieux que 2 milliards de deutschmarks de dépenses touristiques. »

ALAIN FAUJAS.

A bas le tourisme  
vive le voyage  
avec nouvelles  
frontières

CIRCUITS AVENTURE

TREKKING AU NEPAL

KachenJunga

8 octobre - 6 novembre

Helambu

15 octobre - 13 novembre

Mukthinath

17 octobre - 14 novembre

2 novembre - 27 novembre

Everest

22 octobre - 20 novembre

30 octobre - 27 novembre

4 200 F

CIRCUITS ORGANISÉS

Découverte de l'Égypte

2 octobre - 15 octobre

30 octobre - 12 novembre

4 décembre - 17 décembre

8 janvier - 21 janvier

12 février - 25 février

12 mars - 26 mars

2 950 F

Reservations et inscriptions

NOUVELLES FRONTIÈRES

TOURAVENTURE

63, avenue Beaufort-Rochereau,

75014 PARIS.

Tél. 329.12.14

34, rue Franklin, 69002 LYON,

Tél. 37.16.47

5, rue Millery

33000 GRENOBLE

Tél. 87.16.53

L.C. 783A

## Des bicyclettes sur l'Ourcq

### Le vélo qui passe

On pourra bientôt descendre ou remonter le canal de l'Ourcq. A bicyclette.

À l'été 1978, une nouvelle piste cyclable s'ouvrira sous les roues des pédaleurs de l'Ile-de-France : 8 kilomètres de voies seront en effet mis en service le long du canal de l'Ourcq (Seine-Saint-Denis) entre Pavillons-sous-Bois et Tremblay-lès-Gonesse.

Le canal de l'Ourcq est l'un des bras banlieusards du canal Saint-Martin qui sort de Paris entre les portes de Pantin et de La Villette. Il traverse le (futur) parc qui sera aménagé sur le terrain des abattoirs de la Villette et poursuit son chemin à travers la Seine-Saint-Denis jusqu'à Meaux (Seine-et-Marne). Ouvert à la navigation entre Paris et Pavillons-sous-Bois, il n'est plus utilisé au-delà.

À la fin des années 70, les techniciens de la direction départementale (D.D.E.) de Seine-Saint-Denis eurent l'idée d'aménager des itinéraires de promenades pédestres et des pistes cyclables sur les berges du canal. Il fallait d'abord convaincre la Ville de Paris, propriétaire du canal et de ses berges. Ce fut chose faite le 18 mars 1977, date à laquelle une convention fut signée entre la préfecture de la Seine-Saint-Denis et la capitale. Aux termes de cette convention, la Ville de Paris conserve la propriété des terrains, le département, quant à lui, est autorisé à y construire des pistes cyclables et des itinéraires de promenade, il prend en outre à sa charge l'entretien des berges.

### La passerelle

Une première tranche du projet fut aussitôt mise en chantier. Les techniciens de la D.D.E. n'ont pas retenu la proposition du mouvement de défense de la bicyclette, qui se serait contenté d'utiliser le chemin de halage. En effet, les berges du canal ne sont pas seulement aménagés pour les cyclistes, mais aussi pour les pêcheurs et les promeneurs. Les deux-roues des uns, les landaus et les cannes à pêche des autres risqueraient de ne pas toujours faire bon ménage. Aussi a-t-il été décidé de réserver le chemin de halage aux promeneurs et de construire une piste cyclable de 2,50 mètres de large sur les remblais de la berge sud du canal.

Les 4 premiers kilomètres de la voie traverseront une zone urbanisée : les villages d'Aninay-sous-Bois et de Sevran. La piste cyclable sera construite sur un remblai entre deux rangées d'arbres. Quatre passerelles (en bois) permettront aux promeneurs de passer d'une berge à l'autre et, enfin, un certain nombre de rues qui mènent aux berges seront aménagées en voies piétonnes.

Dans la traversée de Sevran, le canal longe une large voie : le boulevard de la République qui sera désormais aménagé en voie piétonne. Une partie seulement de la chaussée, qui sera entièrement refaite, sera réservée aux cyclistes. Le canal débouche ensuite dans l'ancienne poudrière de Sevran progressivement aménagée en parc et livrée aux promeneurs. Il est prévu de construire une passerelle qui permettrait le passage de la piste sur la berge nord, dans cette zone, puis son retour sur la berge sud à Tremblay-lès-Gonesse. Il faudra pour cela attendre la seconde tranche des travaux et des crédits. La piste s'arrêterait enfin à Villepinte, limite du département.

Coût de l'opération : 5,6 millions de francs. Le ministère de l'environnement finance 10 % du projet, la région d'Ile-de-France a pris en charge 75 % du reliquat, le département complètera cette somme. Un projet de prolongement en Seine-et-Marne devrait être proposé au conseil régional à l'occasion de son prochain budget. Mais les techniciens de la D.D.E. ne cachent pas qu'ils ont un autre projet, plus difficile à réaliser : la création d'une piste cyclable ouverte cette fois aux motocyclistes, entre la porte de Pantin et Pavillons-sous-Bois.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

محکمات الامم



WEEK-ENDS CULTURELS

Les Grandes Marées au MONT-SAINT-MICHEL du 12 au 13 novembre 1977

Une Journée à PROVINS Le samedi 10 décembre 1977

Avec Madame M. LAJEUNESSE, Conférencière des Musées Nationaux

Renseignements et inscriptions : CIVISATIONS DU MONDE 7, rue Aubert, 75009 Paris Tél. 742.63.69

TOURISME HOTELS RECOMMANDÉS

Mer

ILES DE JERSEY (Des Anglo-Normandes)

L'automne et l'hiver sont des périodes tout à fait favorables pour profiter pleinement de cette belle et toute petite île (20 km sur 10 km) au climat d'une grande douceur (Gulf Stream). Les 75 000 habitants de cet archipel sont très accueillants et très attachés à la Couronne d'Angleterre — seront heureux de vous faire partager leur joie de vivre. Les petites pensions voisinent avec les hôtels confortables et les palais de très grand luxe (dîner dansant habillé).

Vous apprécierez le calme, la nature, la mer, la campagne, mais aussi les multiples distractions, les pubs, et dans la capitale Saint-Hélier, un shopping délectable à faire rêver.

A 70 minutes de Paris-Orly Sud. (B.I.A. Réservations Tél. : 684-90-90). Jersey vous attend dès demain. C'est la bonne idée pour un long week-end.

Pour documentation en cours de service, en libre accès à 140 F, à l'Office National du Tourisme, Service France LM 1 Jersey (Des Anglo-Normandes).

Paris

INVALIDES HOTEL DE LONDRES 22 N.N. 1, rue Angoulême (Champ-de-Mars, près Terminal Invalides). Confort, tout neuf. Toutes ch. av. bain ou douche et w.c., calme et tranquillité. 705-35-40

Angleterre

KENSINGTON LONDON

Une situation exceptionnelle près du Metro South Kensington. P 70 break-fast, luxe inclus. CROFTWELL HOTEL, Cromwell Place, London, SW7 2LA. Dir. E. Thom. 01-888-8288

Suisse

AROSA (Grisons) HOTEL VALSANA. 1<sup>re</sup> catégorie. Une semaine forfaitaire de 1200 F. 420 Pcs. Placettes couvertes. Tél. 74233

Allemagne

FRANKFURT

PARKHOTEL 1<sup>re</sup> classe, centre, près gare centrale. Wiesbadenplatz 23. P. 199 011.23571 TX 95-12588

IRAQ

DECOUVERTE DE LA MESOPOTAMIE

Du 11 au 26 novembre 1977 VOYAGES CULTURELS

Avec Madame Claudine LAMOR, Conférencière des Musées Nationaux, Ancienne Elève de l'Ecole du Louvre.

Renseignements et inscriptions : CIVISATIONS DU MONDE 7, rue Aubert, 75009 Paris Tél. 742.63.69

Tourisme

L'Oisans et les randonneurs

PORTES CLOSES DANS LES REFUGES

ET été on s'est bousculé, pressé, pour trouver une place la nuit dans un refuge de montagne. Il y en a cent trente en France, répartis dans les Pyrénées et les Alpes. La grande majorité sont gérés par le Club alpin français. Une soixantaine seulement sont gérés par les autres, sommairement aménagés, sont ouverts librement aux alpinistes.

C'est évidemment sur les voies les plus fréquentées qu'on rencontre les refuges les plus « spacieux », les « refuges-hôtels » : « des immeubles de rapport, objet de statistiques triomphantes dans les publications du CAF », comme dit un alpiniste. Il est vrai qu'on s'y bouscule. Par beau temps, deux cent cinquante personnes en moyenne couchent chaque soir au refuge du Goûter (étape obligatoire pour ceux qui entreprennent l'ascension du mont Blanc). L'ensemble ne dispose pourtant que de cent « palissades ». Même problème dans l'Oisans, où le refuge des Ecrins reçoit souvent trois cents personnes par nuit, pour cent trente couchettes. Les dorsoirs sont pris d'assaut, on dort sous une table, dans la cuisine, dans les couloirs. En 1976, le CAF a mis en place à titre expérimental un système de réservation dans les refuges de certains massifs. Il semble aujourd'hui fonctionner efficacement, mais n'a pas empêché cet été, dès que le beau temps s'installait en montagne, la « surpopulation des refuges ».

D'un côté les gardiens se lamentent, déplorent cet « entassement excessif », de l'autre les alpinistes dénoncent l'attitude de certains gardiens « plus commerçants que montagnards », les tarifs « à la tête du client » ; un autre retour d'une caravane dans le massif du Mont-Blanc, s'indigne : « Les gardiens se comportent comme des marchands de frites le long des routes, qui renissent leur camion- »

nette, une fois la grosse clientèle des aoûtens rentrée chez elle. » Alors qu'il fait très beau en montagne depuis le début du mois de septembre, que la plupart des itinéraires n'ont jamais été en aussi bonne condition, tous les refuges du massif du Mont-Blanc sont fermés depuis le 18 septembre. Dans l'Oisans, sur la trentaine de refuges que compte le massif, seul le glacier Blanc est encore gardé pendant les week-ends du mois de septembre. Les alpinistes français et étrangers, encore nombreux à cette époque dans cette région, sont étonnés de trouver presque partout porte close.

L'été seulement

Selon les renseignements donnés par le Centre d'information montagne et sentiers (CIMES), à Grenoble, dans la Vanoise seuls les refuges du col de la Vanoise à Palagnan, de l'Arpont, du Plan du Lac, de l'Orgère et du Fond d'Aussols en Maurienne, seront gardés jusqu'à la fin du mois.

Les Alpes du Sud semblent mieux servies : le refuge des Dryades dans la Vallée Eclaircie et les deux refuges du Queyras sont encore gardés, ainsi que ceux de l'Ubaye. Dans les Alpes-Maritimes, tous les refuges gardés le seront jusqu'au 15 octobre, « sauf grosses chutes de neige », précise le Club alpin français à Nice. « Paradoxalement, ce sont dans les régions les moins fréquentées par les alpinistes que les refuges assurent leur rôle de service public », déclare l'un des responsables du CIMES. Il faut enfin noter que les gîtes d'étape, situés dans des villages, gérés par les montagnards du pays qui y habitent, sont naturellement ouverts et gardés toute l'année.

L'ouverture pendant quelques semaines seulement des grands

refuges pose sans aucun doute la question de l'aménagement coûteux de ces installations d'altitude. Plus de 2 millions de francs ont été nécessaires pour la construction du Carro en Haute-Maurienne, ouvert cette année et financé à 80 % par des fonds publics. Il en est de même du Centre alpin de la Bérarde, dont le coût s'est élevé à 2 millions de francs et qui restera fermé jusqu'à l'été prochain. Il devait être l'un des centres d'animation de la haute vallée du Vénon et de la Bérarde. Il n'a assuré ce rôle que pendant les deux mois d'été.

La chaîne du Mont-Blanc et le massif des Ecrins possèdent actuellement des installations parmi les plus modernes des montagnes européennes. Certains se demandent cependant s'il ne serait pas préférable aujourd'hui de privilégier le petit refuge ou le chalet d'alpage aménagé plutôt que le « refuge-hôtel » avec douche, c'est-à-dire, en définitive, redonner au refuge sa vocation d'abri.

« Ne faudrait-il pas mieux aménager — sans confondre rustique et « mal foutu » — de petites unités de refuge de vingt à trente places maximum, non pas gardées mais surveillées, et faire porter tous les efforts et les crédits d'aménagement vers les villages où l'on trouvera l'accueil des montagnards ? » se demande M. François Gros, directeur de la Grande Traversée des Alpes.

CLAUDE FRANCILLON.

MAISONS D'Auvergne

L'ENGOUEMENT des citadins pour les fermettes à restaurer et les maisons de campagne a au moins une retombée favorable. Il oblige les architectes, les entrepreneurs, les artisans du bâtiment à s'intéresser enfin à l'extraordinaire patrimoine que constitue notre patrimoine rural. D'où la parution de nombreux ouvrages consacrés aux maisons de pays. Celui-ci, premier d'une collection lancée par le Centre d'études et d'éditions régionales (1), s'attache, en 66 pages et 118 croquis, à décrire les mystères de « La maison rurale en Auvergne ».

L'auteur, M. Jean-Pierre Marty, connaît dans le moindre recoin les dix-huit terroirs différents qui composent le département du Puy-de-Dôme.

Il est impossible de comprendre une demeure ancienne et par conséquent de la rénover avec intelligence sans se référer à l'histoire, à la géologie, aux sources et aux vents dominants, aux spéculations agricoles d'antan, bref à la vie de ceux qui, pendant des siècles, l'ont habitée. Jean-Pierre Marty nous convie à ces retrouvailles. Acheter une maison de campagne, ce n'est pas seulement offrir un peu de chlorophylle ou se lancer dans le « do it yourself » de la rénovation, c'est aussi, et surtout, plonger ses racines dans un terroir.

M. A. Ru, (1) CRÉER, 63040 Nozay, la Maison rurale en Auvergne, prix 39,50 F.

Le Quercy oublié

(Suite de la page 21.)

Si le « moins cher » était habile, le « sans cohue » est, à la limite, une argumentation malheureuse, susceptible de faire hésiter les champions du coude-à-coude et du tente-à-tente, qui fuient les lieux déserts et se jettent dans la chaude mêlée des plus redoutables promiscuités, que ce soit à table, sur la plage, au camping, et même à la pêche, où il est désormais d'usage de faire brûler son transistor.

Avec un budget plus que modeste (134 000 F en 1977, dont 428 000 F réservées à l'aménagement, le reste, soit 216 000 F, devant être utilisé à la propagande touristique du département), le comité départemental du Lot multiplie ses efforts. D'une étude réalisée par ses soins voici quatre ans, on a tiré bien des enseignements, notamment sur les goûts de la clientèle. On a appris aussi que 49 % des personnes interrogées à l'époque ont répondu par « oui » à la question « Pensez-vous séjourner ici hors saison ? ».

Mais que, à cette autre question : « Quand prévoyez-vous vos vacances d'été ? », 34 % ont déclaré choisir la première quinzaine de juillet, 34 % la première

quinzaine d'août, 35 % la seconde quinzaine de juillet, 35 % encore la deuxième moitié d'août. Avant le 1<sup>er</sup> juillet ? 8 % seulement. Et après le 1<sup>er</sup> septembre ? Rien que 10 %. Des chiffres qui en disent long sur nos funestes habitudes...

S'il est encore un peu tôt pour établir un bilan précis de l'établissement 1977, tout laisse cependant supposer que ce ne sera pas — pas encore — un millésime qui fera date, d'autant que le ciel n'a rien fait pour faciliter les choses. Quoi qu'il en soit, reste à savoir si, dans l'avenir, les Français se décideront enfin à aller voir la France en bourgeois et la France couleur d'automne, que des voisins plus astucieux qu'eux ont depuis longtemps découvertes.

Les voitures rencontrées durant le dernier week-end au détour des causses, devant les auberges, au long du Lot, de la Dordogne et du Célé, arboraient plus volontiers un « B », un « D » ou un « NL » sur leur arrière-train que les numéros de nos départements. C'est bien dommage...

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

\* Comité départemental de tourisme du Lot, tél. (13) 85-35-07-08.

Clin d'œil

LE GÊNEUR

AUTREFOIS les hôtels étaient faits pour les voyageurs, les vrais... « ceux-là seuls qui partent pour partir ; cours légers semblaient aux bellons », comme dit Baudelaire. Qu'ils se soient mis en route pour affaires de cœur ou d'argent, pour raisons familiales ou sans raison, pour le plaisir ou par nécessité, les nomades d'occasion ou d'habitude justifiaient la fonction sociale et économique de l'hôtel.

A l'enseigne des Trois Canards ou du Relais Royal, pourvus ou non d'étoiles lombées des guides, ces établissements se voulaient substitut provisoire des foyers, jalons des errances bourgeoises, nids discrets des amours sans malice, ports d'attache pour vacanciers au mois ou colporteurs à la nuit. Bref, l'hôtel avait pour chacun une apparence de « chez soi », de confort.

De nos jours, les choses ont bien changé. Les hôteliers n'attendent plus les clients au seuil de leur maison. Ils vont en morte saison les recruter dans les grandes villes, dans les capitales étrangères, les centres industriels, les cités où fleurissent les grandes entreprises ou les associations. On en voit qui, de Grenoble ou de Bordeaux, s'en vont jusqu'en Amérique, jusqu'au Japon, leurs tarifs préférentiels sous le bras, pour assurer au mieux le remplissage de leurs établissements. On se dispute les séminaires, on s'arrache les colloques, on se rue sur les « tables rondes ». Parfois les municipalités des villes dites « de congrès » s'en mêlent pour peu qu'elles disposent d'un palais capable d'héberger quelques centaines de stomatologistes ou quelques milliers d'agents d'assurances.

La compétition est sévère, les prix serrés. Vichy est-il moins cher que Nice ou Arcachon, plus ouvert que Royan ? Les organisateurs de rencontres régionales, nationales ou internationales le savent bien. A confort et tarifs égaux, ils préféreront bien sûr Cannes à Maubeuge, et Concarnau à Saint-Etienne, mais on peut être certain que la moderne propension sociologique à la palabre qui affecte même les sœurs-muets, laquelle hennit comme tout le monde, laissera d'une saison l'autre peu de bons hôtels sans congressistes.

Peu à peu, ces conventions et autres rassemblements deviennent la nouvelle justification de l'hôtellerie, influencent son architecture, ses structures et même le recrutement du personnel. On ne trouve pas d'hôtel neuf qui ne possède ses salles de commissions avec système de traduction simultanée, ses salles pour réunions plénières, ses salles de conseil « à plat on en gradins », son auditorium avec appareil de projection, son point de rencontres, ses halls d'exposition, son foyer, son service de presse, son service de reprographie, son téléx, son pool de secrétaires bilingues et ses boutiques à cadeaux pour minéralogistes sans imagination.

Qu'un dilettante qui estime, comme Kipling, qu'on ne voyage bien que seul, obtienne une des chambres miraculeusement libre d'un hôtel à congrès et il comprendra ce qu'est la solitude dans la foule. Il est vraisemblable qu'il devra porter lui-même son bagage, le personnel étant, au moment des arrivées et des départs de groupes, mobilisé pour compter, décompter, recompter les valises alignées dans le hall, et le reste du temps trop heureux de se reposer.

Il est probable qu'à l'heure des repas le maître d'hôtel verra d'un assez mauvais œil qu'un quidam, seul à sa table, exige soudain la brouillade aux truffes prévue par la carte, alors qu'on a deux cent cinquante hors-d'œuvre variés à servir aux congressistes, et que le chef n'attend pas cuire un plat d'entrée aux pruneaux quand cent vingt-cinq convives courent le risque de devenir charbon parce que le roast, du président d'honneur se prolonge.

De la même façon, demander Paris à la standardiste quand elle a sur ses tablettes une demi-douzaine d'appels pour Toronto et deux P.C.V. pour Sydney, paraîtra une incongruité, voire une impolitesse manifeste à l'égard de nos hôtes étrangers. Quant au petit déjeuner, mieux vaudra le prendre au buffet de la gare si l'on tient à ne pas rater son train.

Isolé, oublié (sauf pour la note, car l'individu paie plein tarif), facilement considéré comme un gêneur, le voyageur, le vrai, n'aura qu'une solution pour obtenir confort et considération : se joindre au congrès ou au groupe ou à la convention, en parfait pique-assiette, après avoir dérobé un badge et s'être documenté sur le sujet de la rencontre. Il devra prendre soin, toutefois, d'éviter de se retrouver seul à parler la langue de Voltaire et d'Antoine Blondin, dans une assemblée qui n'entendrait que le norvégien ou le japonais.

MAURICE DENUZIERE.

● **Septembre ou le rendez-vous de Senlis.** — Pour la quatrième fois, Senlis (Oise) se mettra, les samedi 24 et dimanche 25 septembre, à l'heure de son grand rendez-vous annuel. Avec tous ceux qui veulent découvrir la petite ville d'art sans automobiles, voir enfin les demeures privées ouvrir leurs portes sur des trésors cachés, admirer une exposition de sculpture gothique, assister à l'inauguration de l'Auditorium Cézanne ou au concert qui donnera, le 21, l'Orchestre philharmonique de Lyon.

Une innovation cette année : le rendez-vous des jeunes, où ils pourront tater de l'initiation au théâtre, à la télévision, aux marionnettes, etc.

\* Syndicat d'initiative, tél. : 455-06-40.

● **Bellême, capitale mycologique.** — Depuis plus de vingt ans, Bellême, joli bourg du Par-

che, organise des rencontres mycologiques que connaissent désormais tous ceux qu'intéressent les champignons. Exposition, excursions, conférences seront au programme des 24, 25 et 26 septembre.

\* Mairie de Bellême (Orne) : tél. : (13) 33-35-02-21.

● **Les bonnes truites de Bernay.** — Le samedi 1<sup>er</sup> octobre, un grand concours culinaire rassemblera à Bernay (Eure), qui ne compte plus ses truites, trois catégories de cordons-bleus : les caractéristiques-truitiers, les restaurateurs et les ménagères. Objet de la compétition, réaliser le meilleur pâté de truites. Le 9 octobre, une épreuve moins raffinée permettra de proclamer le « plus gros mangeur de truites de l'année ».

\* Inscriptions au concours du P.A.M. : M. A. Lefebvre, 6 rue du Général-de-Gaulle, 27300 Bernay.

L'événement musical de la rentrée: l'ouverture de Pan-disques boulevard St Germain.

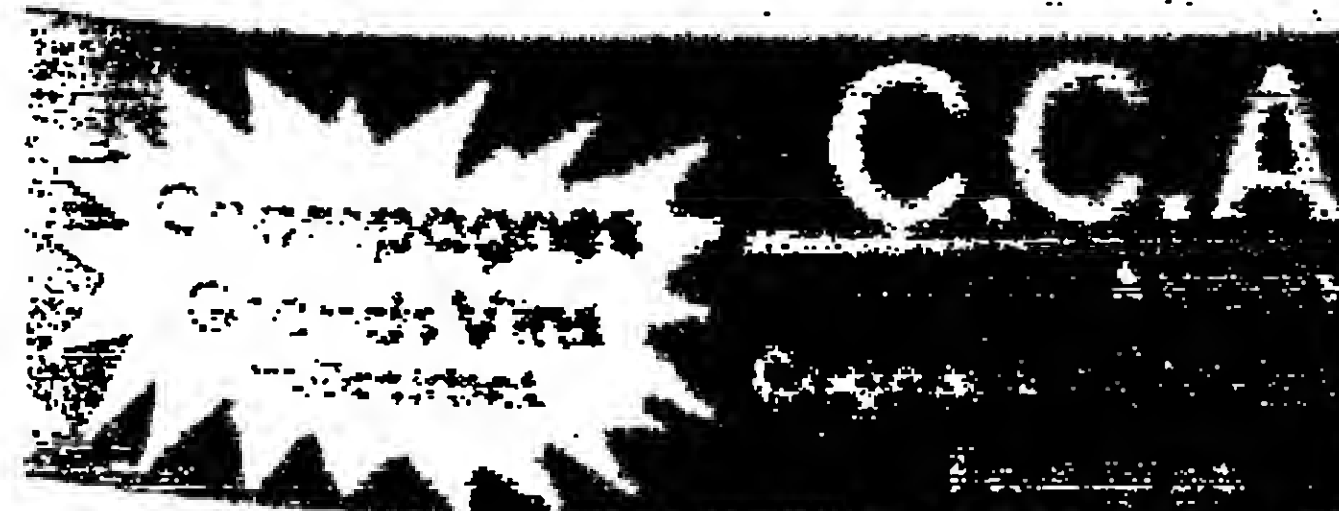
Pan s'agrandit. Toujours à St-Germain-des-Prés, le nouveau Pan sera prés de trois fois plus grand. Pan rue Jacob se consacre désormais à la haute-fidélité, tandis que Pan-disques, boulevard Saint-Germain, sera

le spécialiste de tous les genres de musique : classique, chanson française, folk, pop music, jazz... Ne ratez pas cet événement. Le cœur de l'actualité musicale se trouve maintenant 176 boulevard St-Germain.

Pan haute-fidélité 11, rue Jacob 75006 Paris

Pan-disques 176, bd St-Germain 75006 Paris

PAN DISQUES Le carrefour de la musique



سكوا من الأصل



# LE GENEUR

## Photo-cinéma

### Monter en souplesse

Ces dernières années, les fabricants de matériel de cinéma ont entrepris de réduire les difficultés de montage qui résultent, en super-8, des 18 images séparées sur la pellicule une image du son qui lui appartient (décalage qui, rappelez-le, est indispensable pour transformer le déplacement saccadé de la pellicule au niveau de la grille d'enregistrement en déplacement constant sur la tête magnétique). Si l'on ne prend aucune précaution particulière, ce décalage interdit notamment d'intervenir les plans d'un film ou de les raccourcir, car chaque coup de ciseaux sur une image coupe le son appartenant à une autre image située dix-huit perforations en avant.

En l'espace d'un an, une vingtaine d'appareils permettant des montages faciles ont été conçus. Les tout derniers (Beaulieu double piste, Eumig Sonomatic 324, Noris Nordson 322, Sankyo Sound 800) permettent de voir le jour ou sont annoncés. La plupart d'entre eux, seront présentés au prochain Salon de la photo et du cinéma de Paris (5-13 novembre).

Ces appareils n'ont pas tous les mêmes possibilités. Ils peuvent être classés en quatre groupes :  
● **Modèles deux pistes** : Ils utilisent, outre la piste principale (obté par perforation de la pellicule), la piste de compensation située le long des perforations. Le son enregistré à la piste de vues au moyen d'une caméra se trouvant sur la piste principale, on utilise la piste de compensation pour les compléments de son ou les trucs sonores. Parmi ces projecteurs, mentionnons le Beaulieu T 520 Duo, l'Eumig Sonomatic 324, le Noris Nordson 322, le Sankyo Sound 800 et le Beaulieu super-8 (qui ne sera disponible qu'en fin d'année).

● **Modèles stéréophoniques** : Ils offrent exactement les mêmes possibilités que les projecteurs précédents, permettant en outre le son stéréophonique. Ce sont les Beaulieu T 600 Stéréo, Braun Visacoustic 1000 Stéréo, Eumig GS 1200 Stéréo, Eumig Stéréovox, Sankyo Sound 800 F.

● **Modèles double bande** : En plus des pistes du film, ils utilisent une ou deux pistes sur un magnétophone, en synchronisme total avec la bande sonore sur la pellicule. Tel est le cas des Braun Visacoustic 1000 Stéréo et Noris Nordson Studio 3000.

● **Modèles monospistes** : effectuant des trucs sonores automatiquement sur la piste principale (Agfa Sonector LS).

#### A une image près

Sur ces appareils, quelles modifications un amateur peut-il apporter à la bande originale enregistrée sur la piste du film ? Avec l'Agfa Sonector LS, tout d'abord, le recours à quatre têtes pour explorer la bande magnétique, effacer et enregistrer le son, et une automatisation poussée de la réalisation de trucs sonores, permettent d'obtenir sans risque d'erreur : l'effacement d'un son médian ou inutile, même sur quelques millimètres de piste ; le remplacement de ce son par un nouvel enregistrement ; l'enregistrement automatique de musique ou de bruit dans les blancs sonores (silences) de la bande originale ; l'atténuation de l'intensité du son d'origine en même temps que s'y inscrit, en surimpression, de la parole ou de la musique ; l'enregistrement d'un fond sonore (musique, bruit) sur la bande originale dont l'intensité n'est pas modifiée.

La plupart de ces opérations sont préalablement programmées sur le projecteur, afin que l'opérateur soit certain qu'elles seront réalisées correctement. Après quoi, l'appareil exécute le programme automatiquement. Une fausse manœuvre est donc exclue. Toutefois, le système a ses limites : absence de dosage de l'intensité sonore des surimpressions et absence de fondus sonores simples et enchaînés. De ce point de vue, les appareils utilisant deux pistes ont plus de possibilités.

Les compléments de son (commentaire ou musique par exemple) sont enregistrés sur la tête de compensation en couplant le son d'origine de la piste principale. Lorsque la position des enregistrements de la piste secondaire par rapport au son original est correcte, que l'intensité sonore est satisfaisante, les deux enregistrements sont écoutés en mixage. On obtient ainsi une bande sonore complète sans toucher au son original. Il est également possible de transférer d'une piste sur l'autre le son ainsi enregistré afin d'obtenir définitivement une seule bande sonore. Le film peut alors être projeté

sur n'importe quel appareil magnétique monospiste.

Lors des opérations d'enregistrement de la piste secondaire, des fondus et fondus enchaînés peuvent être ménagés. Les appareils les plus sophistiqués permettent la programmation préalable de ces trucs afin qu'ils soient ensuite exécutés automatiquement.

Les appareils double piste

apparaissent ainsi d'une grande souplesse d'utilisation. Jusqu'ici, toutefois, nous ne sommes pas encore en présence d'un montage véritable puisque les mauvais plans n'ont pas été éliminés, que la longueur et l'ordre des séquences n'ont pas été modifiées. Pour franchir ce nouveau pas et obtenir facilement un montage complet de l'image et du son, il faut soit disposer d'un projecteur double bande comme le Braun Visacoustic, soit d'un projecteur à une ou deux pistes et d'une visionneuse sonore.

#### Un top sonore

Le système Braun Visacoustic permet le transfert du son du film sur magnétophone. Les deux bandes restent alors synchrones mais le décalage de dix-huit images est supprimé. A chaque perforation du film correspond simplement un top sonore sur la bande magnétique. Le montage image et son devient possible puisque, en supprimant un nombre déterminé d'images, le synchronisme est maintenu si l'on supprime la longueur correspondante de bande magnétique contenant le même nombre de tops. Après ce montage, le projecteur peut à nouveau transférer le son de la bande sur la piste du film, sans perte du synchronisme et en rétablissant automatiquement le décalage de dix-huit images entre le son et l'image.

Avec les autres projecteurs, il faut employer une visionneuse sonore. Si celle-ci n'assure que la lecture (modèles les plus courants), elle est utilisée pour le montage image et du son, repérage nécessaire pour pouvoir couper la pellicule et procéder à un montage. Le décalage image et son n'est pas un obstacle à cette façon de procéder. Pour les plans utilisés entièrement, il suffit d'avoir prévu, à la prise de vues, une seconde de silence avant chaque enregistrement pour qu'un montage on puisse couper sur la dernière image d'une scène sans couper le son correspondant à un autre plan. Lorsqu'un plan n'est pas utilisé entièrement, un son inutile d'une seconde (dix-huit images) subsiste à la fin de chaque plan image. Il peut être effacé sur le projecteur. Après avoir achevé le montage, il reste encore possible de compléter ou modifier la bande sonore sur ce projecteur dans les conditions que nous avons déjà indiquées.

Si, outre la lecture, la visionneuse permet l'enregistrement avec surimpressions sonores (deux modèles actuellement : Goko RM 3 et Erno E 703), elle peut être employée à la place du projecteur pour modifier la bande sonore. Elle autorise plus facilement que lui certains trucs sonores : les fondus sonores, l'effacement des sons inutiles sur dix-huit images ou des sons parasites ne couvrant qu'une ou deux images. Dans ces derniers cas, en effet, la piste peut être guidée manuellement sur la tête d'effacement pour n'éliminer que les quelques millimètres de piste sonore inutile.

ROGER BELLONE.

## QUESTIONS SUR LE MILLÉSIME 77

Le millésime 77 ? Il ne sera point glorieux, sans doute. Mais, n'en déplaise à certains, il est encore trop tôt pour en juger sereinement, puisque les vendanges n'auront pas lieu avant le 10 octobre, et il convient de se méfier des jeux du hasard ou des doléances intéressées. Combien d'années du siècle à annoncer à grand fracas et qui n'ont plus fait parler d'elles ?

Tous les vigneron ne sont pas pessimistes. A Vignolles, M. Remy n'attendait le 2 septembre : « Pour le moment, je parle seulement de la région où je ne trouve, — tout va bien. Nous aurons une récolte que l'on peut chiffrer à 40 hectolitres à l'hectare. Le cabernet sauvignon est splendide, le grenache est beau malgré un peu de coulure, du côté de la syrah tout va bien. » Mais, de reste, le grenache n'est pas décevant, dont les grains très serrés, on l'a vu, ne crève pas, favorisant la pourriture grise, nullement noble celle-là ?

La récolte ne sera pas ce qu'elle devrait être à Saint-Pourçain-sur-Sionne, mais y passant

leurs pinots, leurs aligotés pour ne pas voir mourir « pour de bon » ce village qu'ils aiment ».

L'autre lettre est signée du président du Syndicat des producteurs de Bandol. M. Peyraud ne prie de préciser que ses vins, comme ceux de Bellet, ont été classés A.O.C. en 1941 (ceux de Cassis l'étaient depuis 1935). « Il ne faut pas les confondre, estime-t-il, avec des vins d'appellation Côtes de Provence ». Par là, il est exactement, moins les dates, ce que j'avais écrit en ces termes : « On a créé des sous-délimitations officielles, les A.D.C., les autres V.D.Q.S. ». Car, quel qu'en dise M. Peyraud, dans l'esprit du grand public, Bandol, Bellet, Cassis, ne sont qu'une variété des vins de Provence. Sans doute, le terroir géologique particulier, soigneusement délimité, à l'enlèvement typique et contrôlé font de ces vins des vins supérieurs aux côtes de provenance ordinaires. Mais si le public avait tendance à les confondre, alors que les uns sont A.O.C. et les autres V.D.Q.S., que sera-ce lorsqu'ils seront tous A.O.C. ?

#### La chaptalisation

En tout cas, tous les vignerons ne sont pas pessimistes. On l'a vu, par intérêt. On réclame la chaptalisation à outrance. M. Baral, producteur du domaine de Saint-Croix (dans l'Aude), en un rapport que m'adresse le groupe Vignes et Vergers (7, boulevard Victor, téléphone :

## Plaisirs de la table

332-35-85, à Paris), stigmatise ainsi qu'il convient la pratique déplorable du sucrage. Parce que le sucre a pour unique effet d'apporter de l'alcool et de donner un caractère normal à des vins défectueux, d'où tromperie. Parce que ce sucre transforme le vin en dilution alcoolique, aux néfastes effets pour la santé. Parce qu'enfin il est responsable des excédents du marché français (dont la réexportation coûte aux contribuables). Curieusement, les associations de défense du consommateur ne protestent pas contre cette chaptalisation. On estime que le vignoble français utilise, pour ce crime qu'est la chaptalisation, quelque 250 000 tonnes de sucre annuelles, ce qui représente, en alcool, l'équivalent de 13 millions d'hectolitres de vin.

Les travaux des chercheurs de l'Institut national de la recherche agronomique, d'après Vignes et Vergers, ont démontré qu'il existe une différence fondamentale entre l'action physiologique du vin et celle des dilutions alcooliques. Un individu consommant 1 litre de vin chaptalisé à 2° (dose légale) absorbe, en plus de ce vin, 20 centimètres cubes d'alcool de sucrerie, c'est-à-dire l'équivalent de 44 centimètres cubes d'alcool à 50 degrés. Comme s'il buvait deux verres de fine ou de marc par jour.

La chaptalisation, on ne le répète jamais assez, c'est l'encouragement officiel à l'alcoolisme.

LA REYNIÈRE.

#### Vente chez Christie's

### LES « CANONS » DE WATERLOO

Ce fut une grande année : 1799 : à Paris on rédigeait la Déclaration des droits de l'homme, à Mafra, on vendait Christie's, à Londres, à côté des madras, parmi lesquels on comptait sept bouteilles de Boal 1815, une bonne année encore, selon les Anglais, qui la baptisèrent « millésime Waterloo ».

Il y aura aussi de très vieux port, et surtout un ensemble étonnant de vins de Bordeaux des plus grandes années, de dix-neuf et vingt-neuf siècles. La plus remarquable bouteille, mais non, sans doute la meilleure, sera un Chateau Lafite 1808, année « de la Quatrième Symphonie de Beethoven et de la mort de Franz Liszt ». Voilà qui doit donner du bouquet à cette survivante d'une génération maintenant plus qu'éloignée ! D'après le catalogue, il n'y aurait plus dans le monde, aux mains d'un particulier, qu'une autre bouteille de ce cru, vendue 14 200 francs. Les prix, donc, ne sont pas égaux, mais non indécents de 1789 jusqu'à 1811.

Mais ne regrettons rien et admettons ce médecin anglais auquel doit le plus grand des maîtres de la vente, qui mourut à quatre-vingt-dix-huit ans, pas assez vieux pour jouer le moment venu de la boîte ! Ainsi plante-t-on des chènes. A ceux qui n'ont pas eu de courage, conseillons donc des bouteilles vides de dix-septième, dix-huitième et dix-neuvième siècles ou, plutôt, l'arme même du crime, le dix-huitième, de plus en plus recherché par les collectionneurs.

JEAN-MARIE GUILLAUME.

#### Rive gauche

**LE PETIT ZINC**  
FRUITES DE MER, POISSONS, VINS DE FRANCE  
**LE FÜRSTENBERG**  
Avec Pilsener et une Vite à l'usage Pilsener  
A la bouteille et à l'unité (LITRE) à 10 francs  
**Le Mûche**  
BOISSONS COGNAC, VINS  
25, rue de Valenciennes - Paris 6

**RESTAURANT**  
Les spécialités  
de la cuisine  
de « DONA VANDA »  
(de midi à 11 heures)  
**Wabral**  
BOITE-COQUE PRIVE  
Recette-cuisine Cuisine Traditionnelle  
10, rue du Départ - 75015 Paris  
Tél. : 538.68.01  
Café de Brazil - Café de Bras

#### Rive droite

**TERMINUS NORD**  
824.48.72  
Son banc d'huîtres  
23, rue de Dunkerque  
Face Gare du Nord  
tous les jours

**Julien**  
16, rue de la Fontaine-Saint-Denis Paris 10<sup>e</sup>  
Réservation 77 12 06  
tous les jours jusqu'à 11 h 30, fermé le dimanche

**VINS DE BORDEAUX**  
« Jeunes sociétés » groupées  
des vigneron, sélectionnant les  
petits vins en veillant au rapport  
qualité-prix.  
« Ainsy, M. Henri Arès, conseiller  
notamment par M. Peyraud, l'œno-  
logue que l'on sait, diffuse-t-il  
quelques bonnes bouteilles de crus  
modestes mais de qualité ».  
(« Le Monde » du 15-12-75.)  
Je tiens à votre disposition la  
liste des châteaux que j'ai sélectionnés pour vous.  
HENRI ARÈS - 33550 LA BREDE  
Tél. : (15-56) 28-81-56

**BRASSERIE DE L'EST (FACE GARE DE L'EST)**  
Sa FABULEUSE CHOUCROUTE  
Le DÉLICIEUX JARRET DE PORC - CONFIT D'OIE POMMES SAUTÉES  
CHARCUTERIES FAITES PAR LA MAISON - VINS D'ALSACE  
**KANTERBRAU**  
7 rue du 8 Mai 1945 - 10<sup>e</sup> - 607.00.94 - DE 9 H AU MATIN A 2 H DU MATIN

**Dessirier**  
MAÎTRE-ÉCAILLER RESTAURATEUR  
9, place Perceval, Paris 17<sup>e</sup> - 754-74-14

**MARIUS et JANETTE**  
TOUS LES FRUITS DE MER  
et toutes les spécialités  
à 4, av. George V - Tél. 71-70, 84, 94-97

**BOUCHARD PÈRE & FILS**  
Depuis 1731  
80 Hectares  
dont 68 hectares de  
premiers crus et  
grands crus

**La Bretonnière**  
SES SPÉCIALITÉS  
Viandes et Poissons grillés  
et préparés  
Dîners sur chandeliers  
Salle pour banquets  
120 Avenue J.-B. Clément  
92160 Boulogne-sur-Seine - 465-75-34

**LA FOURCHETTE EN HABIT**  
75, rue du Commerce-Midi, P. dim. et  
lun. 10 h - 11 h 30 - Tél. : 546-82-74  
Un nouveau restaurant ouvert  
uniquement le soir  
Service jusqu'à 1 heure du matin  
POISSONS DÉLICATS  
COQUILLAGES - CRUSTACÉS  
50 F NET et CÂPTE

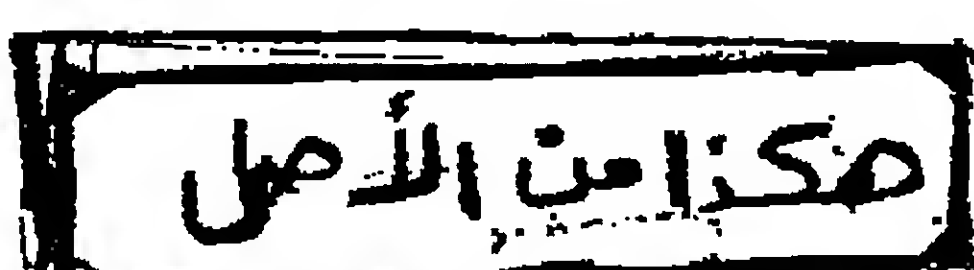
**« La côte de bœuf »**  
Cuisine du Patron  
Spécialités françaises  
Cadeau intime  
Nouvelle DIRECTION  
**SIMON DELMOND**  
227-73-50  
6, rue Sanseverino-Leroy, Paris (17<sup>e</sup>)  
Fermé le dim. - Ouvert tout l'été

**YILDIZLAR**  
2, rue du Colisée (9<sup>e</sup>) - 225-04-52  
DANS UN CADRE SOMPTUEUX  
OU LE CRISTALLIN DES  
FONTAINES RÉPOND À UNE  
DOUCE MUSIQUE ORIENTALE...  
**le LIBAN à Paris**  
SA GRANDE CARTE  
Prix moyen du repas : 90 F

**BOUCHARD PÈRE & FILS**  
sur demande à Maison  
au Chateau Boite Postale 70  
21202 BEAUNE CEDEX  
Tél. (80) 22.14.41  
Tél. Bouchard 350 830 F

Environs de Paris

**Quincangrogne**  
M. Keller, propriétaire  
sur les pittoresques bords de Marne  
77 DAMPIERRE, près LAGNY  
35<sup>e</sup> de Paris par A-4 sortie Lagay.  
Tél. : 430-08-32





# Modes du temps

## Chauffage d'automne

### Faites l'appoint

**A**VANT la mise en route du chauffage central, un appoint de chaleur est nécessaire, en cette saison, pour réchauffer l'atmosphère de la maison, au réveil et en soirée. Les radiateurs électriques se prêtent bien à ce type de chauffage saisonnier : transportables d'une pièce à l'autre, ils serviront aussi à renforcer un chauffage continu au cœur de l'hiver.

● **LES RADIATEURS DITS « LUMINEUX »** (car leurs résistances rougissent) chauffent par rayonnement, comme un projecteur. Les petits « paraboliques » procurent une sensation de chaleur immédiate, mais leur faisceau très concentré peut, à la longue, causer une gêne. Ils sont maintenant en forme de bûche, d'une puissance de 1 000 watts, et coûtent entre 80 et 120 F (Calor ; Philips ; Thermor). Les radiateurs soufflants associent au rayonnement un brassage de l'air qui diffuse mieux la chaleur dans la pièce : leur ventilateur est parfois un peu bruyant. Ces radiateurs soufflants ont la forme d'un parallélépipède, posé soit horizontalement

(Cadillac ; Sunbeam), soit verticalement (Calor ; Thermor). Leurs prix vont de 200 à 300 F pour une puissance de 2 000 watts. Un nouveau radiateur soufflant, à résistance obscure (ne rougissant pas), a une forme trapézoïdale et une esthétique moderne (Calor, 2 000 watts, 190 F).

● **LES RADIATEURS A CIRCULATION D'HUILE** s'échauffent assez lentement et conviennent à un chauffage d'appoint continu. A recommander pour une chambre d'enfants, car les risques de brûlures sont éliminés. Ces radiateurs ressemblent à ceux de chauffage central, mais ils sont montés sur roulettes : la gamme des puissances s'étend de 1 200 à 3 000 watts et celle des prix de 440 à 630 F (Calor ; Faure ; Philips). Mieux encastrables, d'autres radiateurs à circulation d'huile sont des panneaux à façade plane rehaussée de « cheminée » encastrée : ils sont montés sur pieds ou à fixation murale (Arthur-Martin ; Sunbeam). Tous ces radiateurs sont dotés d'un thermostat.

● **DES CONVECTEURS** électriques, conçus

pour la chauffage d'appoint, sont mobiles et montés sur pieds. En 2 000 watts, ils coûtent entre 300 et 400 F. La convection de la chaleur se fait soit verticalement, au sommet de l'appareil (« Antibes » Alrlec ; « Miami » Calor), soit horizontalement, en haut de la façade (Cadillac ; Noiro ; Philips ; Thermor).

**Pour la salle d'eau**

L'électricité et l'eau ne font pas bon ménage, et l'installation d'un radiateur, dans une salle de bains, est soumise à une réglementation précise pour éviter tout danger. Un radiateur électrique doit être placé hors du « volume de protection », défini par une norme de l'Union technique de l'électricité (UTE). Ce volume est délimité par : les plans verticaux situés à un mètre du bord de la baignoire (ou du receveur de douche), le sol et un plan horizontal situé à 2,25 mètres au-dessus du fond de la baignoire ou du receveur de douche. Une distance d'un mètre au moins doit être laissée entre le sommet

du pommeau de douche en extension et un radiateur mural. En dehors donc de ce volume de protection, on peut installer deux types de chauffage. Soit à infra-rouge, par un tube à quartz monté sur support mural, de 1 000 à 1 500 watts, qui coûte entre 165 et 270 F (Calor ; Noiro ; Philips). Soit par un radiateur soufflant mural protégé par une carrosserie, d'une puissance de 2 000 watts, avec thermostat : de 370 à 420 F (Alrlec ; Arthur-Martin ; Noiro ; Philips).

Des convecteurs étagés, à double isolement (dits de « classe II »), peuvent s'installer dans le volume de protection. Mais ils doivent être mis hors du « volume enveloppe » situé à l'aplomb des bords extérieurs de la baignoire. Ces convecteurs muraux ont des puissances allant de 500 à 1 000 watts et sont dotés d'un thermostat (Alrlec ; Arthur-Martin ; Calor ; Noiro ; Philips). Ces radiateurs, qui valent entre 350 et 550 F selon leur puissance, sont destinés au chauffage permanent de la salle de bains.

**JANY AUJAME.**

## TROUVAILLES

### Maison

#### Graffiti en chambre

Un nouveau revêtement en vinyle va permettre aux enfants d'écrire à loisir sur le mur de leur chambre. On peut, en effet, y tracer à la craie — et même au stylo-feutre — tous les dessins et lettres que l'on veut et les effacer avec un chiffon humide ou une brosse et du savon.

Ce revêtement souple se pose en encaissant le mur avec une colle vinyle. D'une largeur de 1,30 m on peut en faire un « tableau noir », en l'encadrant de baguettes, ou en tapissant tout un pan de mur. Il existe dans une dizaine de coloris (du vert tendre au vert forêt, bleu turquoise au bleu nuit, beige sable, rouge grenat, etc.), ce qui permet d'harmoniser ce revêtement à l'écriture ou papier peint ou à la peinture de la chambre. Comme la plupart des produits vinyles, il dégage, à l'état neuf, une légère odeur qui se dissipe rapidement en aérant la pièce.

★ « Anotab », 118 F le m<sup>2</sup>. Annot, 254-256, rue Marcadet, 75018 Paris.

#### Sus aux capricornes !

La seule solution, pour traiter efficacement une charpente menacée par ces insectes voraces du bois, est d'injecter un liquide spécial au cœur du bois puis de le pulvériser, en surface, pour infiltrer les pontes intérieures. Ces traitements, assez onéreux, sont pratiqués par des entreprises spécialisées.

L'une d'entre elles a eu l'idée de proposer aux particuliers la possibilité de réaliser eux-mêmes ce travail. Ils peuvent acquérir une mallette contenant le matériel de traitement (pistolet exerçant 100 kilos de pression par cm<sup>2</sup>, buses à injection et pulvérisation, chevilles spéciales, etc.), le matériel de protection (combinaison, masque, gants, lunettes), et 20 litres de produit, convenant au traitement de la charpente d'un pavillon de surface moyenne. L'ensemble est vendu 1 700 francs, ce qui représente une économie d'environ 80 % sur un traitement effectué par des spécialistes.

Mais ce « faites-le vous-même » n'est pas à la portée de tout le monde ! Si le matériel de protection est suffisant, la manipulation de ce produit hautement toxique n'est pas sans danger. Et il faut être un bricoleur très soigneux, et très patient, pour pratiquer les multiples trous qui permettront d'introduire dans la charpente les chevilles à injection : une fois les 25 cm, enfoncées aux deux tiers de l'épaisseur des pièces de bois, il faut ensuite injecter le produit dans chaque cheville puis faire une pulvérisation sur toute la surface de la charpente. En revanche, l'économie réalisée est substantielle, surtout si le matériel de base est utilisé par plusieurs propriétaires de charpentes infestées de capricornes.

★ « Xylinjector », Ets S.I.A.M., 34, Champs-Élysées, 75008 Paris.

**Un canapé sous le bras**

La Redoute, l'un des leaders de la vente par correspondance, prend un virage en ouvrant un magasin de meubles et accessoires dans la banlieue parisienne. Cette Maison de La Redoute représente une formule nouvelle de distribution : tout y est vendu en libre-service, du canapé à la petite cuillère, et tout est à emporter. Ce qui permet de proposer des prix très intéressants.

Présents dans l'ambiance décorative de pièces réelles (salon, douze chambres, salons, séjours...), les meubles ont des étiquettes dont la couleur diffère selon leur mode de stockage : ceux qui sont entièrement démontables sont à prendre, par le client lui-même, dans des casiers numérotés. Les plus encombrants sont remis à la sortie et emportés soit sur le toit de l'auto, soit dans une camionnette louée sur place, ou encore livrés à domicile moyennant un supplément.

Tous les accessoires pour la table et la cuisine sont disposés sur des étagères reproduisant un marché en plein air. Au rayon décoration, les tissus sont vendus au mètre (coupés sur place par une préparatrice) et comportent un grand choix de cotonnades imprimées, de 17 F à 30 F le mètre ; un stand est dédié aux tapis et tapisseries finlandaises de Mariméko, vendus ici 55 F le mètre. Les papiers peints sont millimétrés, ce qui permet une facile harmonisation. Les luminaires (suspensions, lampes de table et lampadaires) sont de formes simples mais modernes et de prix très intéressants.

★ La Maison de La Redoute, 100, rue de la République, Thiais, 91120, du lundi au jeudi, de 10 heures à 19 heures ; le vendredi jusqu'à 20 heures ; le samedi, de 9 heures à 20 heures ; fermé le dimanche.

## Tweed et velours

### SOUPLE...



**AUTEUIL**  
Paris

Modèle sélectionné dans la collection exclusive d'Auteuil

**PRET A PORTER DE LUXE**  
**GRANDES TAILLES**  
DU 44 AU 58  
AUTOMNE-HIVER 77

41, RUE LAFAYETTE, PARIS 9<sup>e</sup>  
99, RUE DE PASSY, PARIS 16<sup>e</sup>  
ARCADE DU LIDO, PARIS 8<sup>e</sup>



(Craquelé de MARCO.)

RENOMA : veste sport en tweed et pantalon en velours côtelé, en camouflage de marron ou de vert, portée avec une chemise prince-de-galles, un gros chandail de laine naturelle et une écharpe. 830 F (du 38 au 48), 215 F et 250 F, 19, avenue Marmont, 129 bis, rue de la Pompe ; Bordeaux, Harvard Square, 18, cours Clemenceau ; Lyon, Week-End Style, 63, rue du Président-Berliot.

## TRAVAIL AU CORPS

**V**OUS avez envie de maigrir, mais l'idée de commencer — encore — un régime, de compter les calories du triste steak-épinards à la table familiale, vous rebute. Peut-être la méthode « Weight Watchers » (1) (contrôle du poids) vous permettra-t-elle de gonfler vos excédents, sans que cela devienne une obsession.

### HABITER AU GRAND-PALAIS

Jusqu'au 9 octobre, la Société des artistes décorateurs (SAD) présente au Grand Palais son exposition biennale. Sur le thème « Habiter c'est vivre », ce 40<sup>e</sup> Salon (qui s'est ouvert le jeudi 15 septembre) propose des solutions concrètes pour améliorer le cadre de vie.

C'est en grandeur réelle que sont implantées, sous la verrière du Grand Palais, diverses maisons isolées pour un habitat de loisirs : la « hutte écologique » de Michel Roux et Gérard Sammut, la maison à géométrie variable de Charly et Marly, la maison sous-marine de Jacques Rougerie. La « maison de famille », conçue par l'Abaque, Berthe-Godet et J.-P. Khalifa, apporte des propositions nouvelles à l'éternel objet de désir qu'est la maison individuelle.

Le mobilier contemporain est présenté, cette année, sous l'angle original de l'équipement de logements H.L.M. Cinq équipes de concepteurs (architectes et créateurs de mobiliers) et cinq industriels du meuble ont mis au point des aménagements mobiliers adaptés à ces catégories d'H.L.M. La réaction du public déterminera le succès de leur coopération. Les parents peuvent laisser leurs enfants à l'atelier de création, ouvert à leur intention, le temps de visiter ce salon qui apparaît comme une utile plate-forme de rencontre entre concepteurs, industriels et utilisateurs. — J. A.

★ Au Grand Palais, tous les jours, de 11 h à 22 h, le dimanche de 10 h à 20 h. Entrée : 10 F.

**● MISE EN BOUTEILLES.** — Pour compléter les indications sur la mise en bouteilles de vin reçu chez soi, en jouteau (le Monde du 17 septembre 1977), nous signalons à ceux qui manquent de temps, ou de patience, qu'un spécialiste peut s'en occuper à leur place. M. Morel, tonnelier à Neuilly, effectue, à domicile, cette opération, comprenant le lavage des bouteilles, le tirage du vin, le bouchage, le rangement dans les casiers et le séchage et le bouchage du fût vide. Pour une demi-pièce de vin, soit 110 litres (représentant cent cinquante bouteilles environ), il faut compter 200 francs. Ce tonnelier s'occupe également d'aménagement de cave et il propose, dans sa boutique, des casiers, accessoires divers, bonbonnes, capsules et aussi des petits fûts de chêne destinés au vieillissement des alcools.

★ M. Morel, tonnelier, 13 bis, rue de Chartres, 92200 Neuilly.

C'est pour mieux faire connaître cette association d'origine américaine, implantée dans toute l'Europe et en France depuis quatre ans, que le Basar de l'Hôtel-de-Ville a installé, au rayon culinaire du troisième étage, un stand d'information dans le cadre d'une grande campagne sur l'alimentation et la nutrition.

De quoi s'agit-il ? La méthode « Weight Watchers » lutte contre l'obésité un peu comme « Alco-liquides anonymes », par l'exemple. Ainsi les animatrices suppriment-elles toutes d'anciennes adhésions qui ont perdu les 10, 20, voire 50 kilos d'excédent de poids par une rééducation alimentaire mise au point par des diététiciens et des nutritionnistes de réputation internationale. Vous maîtrisez en douceur, à raison de 3 à 4 kilos par mois, puis vous suivez un cours de réadaptation alimentaire qui, comme à ces animatrices, vous donnera cette stabilité et cet équilibre de maintien, sans exclure les plaisirs d'une gourmandise mesurée.

« Weight Watchers » compte actuellement trois mille cinq cents adhérents, dont 10 % d'hommes en cours de rééducation, qui se réunissent toutes les semaines pour échanger leur point de vue sur les difficultés d'atteindre

cette perte de kilos superflus. Et cet effort de groupe, cette émulation et ces plats bien conçus et savoureux, vous feront maigrir, tout en vous sortant de l'isolement qui, en soi, peut se révéler une cause d'excès alimentaires. La participation aux frais se monte à 20 F par semaine et 30 F d'inscription et de documentation.

« L'objet de soins constants », disait le manuel du fanatisme : les pieds. « Dévor-Odor » est une fine semelle de latex imprégnée de charbon de bois activé, mise au point par Combe International, un laboratoire pharmaceutique américain. Ce charbon de bois filtre les odeurs et aère à la fois le pied et la chaussure ou la botte et prévient donc l'échauffement.

Très astucieusement présenté, « Dévor-Odor » n'existe qu'en une seule taille (44 masculin) avec le schéma imprimé des décalques à suivre, selon les pointures désirées. (Jusqu'à 38). La durée d'efficacité est de trois mois. En vente dans les grands magasins, en grandes et en moyennes surfaces, ainsi que chez certains chaussures à 11, 50 F environ.

**NATHALIE MONT-SERVAN.**

(1) Siège social : 18, avenue Parmentier, 75011 Paris. Vingt centres à travers la France.

## SPORTS SUR GRANDE SURFACE

**D**ERNIER-NE des magasins de sports, Mi-Temps regroupe, sur 900 mètres carrés au centre commercial Galt (80, avenue du Maine, ou 19, rue du Commandant-Mouchotte, Paris-14<sup>e</sup>) tous les équipements en libre-service.

L'idée est d'Yves Portrat, ancien pilier de mêlée, skieur et tenniste, qui, à trente-deux ans, cumule une expérience de publicitaire et de gestionnaire de grandes surfaces, et se lance maintenant dans le consumérisme des sports et des loisirs.

Il a choisi comme créneau celui de l'amateur moyen, citadin au bureau pendant la semaine, à la recherche de détente en plein air durant les week-ends et les vacances. Il s'attache donc aux équipements abordables, et ce aussi bien pour le ski, la randonnée, l'équitation, le football, le patinage artistique et le hockey, le tir à l'arc, le golf, le tennis, le volley-ball, le cyclisme, que naturellement, le

skate. En tout, vingt-quatre activités.

Chaque rayon regroupe les produits de marques différentes, sur un fond de photos ou de posters de championnats de chaque sport proposé, ce qui attirera à ses clients de se faire vendre, comme dans certaines boutiques de luxe, des chaussures ou des équipements totalement inadaptés à l'activité choisie.

Enfin, pour la « troisième mi-temps », Yves Portrat a pensé aux longues soirées d'hiver et aux jours de pluie, en alignant toutes sortes de jeux de société, et en proposant les rayons d'une librairie sportive.

Les vêtements exposés suivent les tendances de la mode, quand ils ne sont pas spécialisés, avec des gammes de tricot, des masses de cabans, des jupes-culottes, des jeans et d'innombrables accessoires pour toute la famille. — N. M.-S.

Les vêtements exposés suivent les tendances de la mode, quand ils ne sont pas spécialisés, avec des gammes de tricot, des masses de cabans, des jupes-culottes, des jeans et d'innombrables accessoires pour toute la famille. — N. M.-S.

### CHEMINÉES TOUS STYLES

Réalisation et création de TOUS MODÈLES SUR MESURES

**BRICHER Maurice**

1, boulevard de Champigny  
SAINT-MAUR - 886-22-06

R.M. 838 73.75.94

véritable

## Loden

autrichien  
coloris mode

**FORSHO**

LA MAISON DU LODEN

145 rue de Rivoli Paris 1<sup>er</sup>  
tél. 260.13.51 métro Louvre  
Rivoli Place du Louvre

## vincara

Les montres  
cadrons Pavé Brillant

PARIS 63, Champs-Élysées  
LYON 131, La Part-Dieu  
MARSEILLE Centre Bourse  
CLP, Porte Maillot  
53, rue de Sévres

## NE PAYEZ PAS A LA GRiffe

**CHICHE : DEGRiffeur SPECIALISTE**

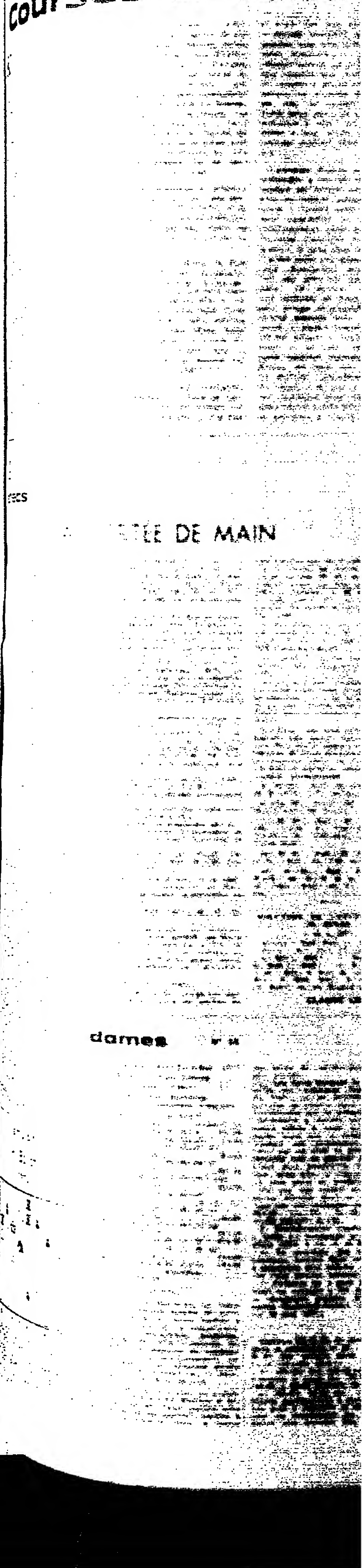
35, rue du Clémenceau 209, rue de Paris 58, rue de Bercy  
75010 Paris, 2US, 2.26S 93100 Montreuil, 588.31.71 75009 Paris, 223.49.50

### A TOUS PROBLÈMES D'ÉCLAIRAGE

**SPOTS LAMPES**  
**ABAT-JOUR**  
**ÉCLAIRAGE POUR**  
**TABLAUX, ETC.**  
**une solution**

**ready-made electric**

# Courses en réhal





## TROUVAILLE

Gratuit en France

## Hippisme

## Courses en réhabilitation

**K**AMICIA, Carrière, Jazzeiro, Canadian Bound émergent de l'actualité hippique, laquelle commence à retentir sur la scène de l'Arc de triomphe.

Excellente l'automne passé, où elle avait remporté le Critérium des pouliches, Kamicia n'avait, cette année, causé que des déceptions. On lui avait accordé une première réhabilitation lorsque, au début du mois, elle avait gagné le prix de la Naxos.

« Je retrouve ma pouliche de l'an dernier, nous avait dit, au soir de cette victoire, son entraîneur, Jean Lemaire. Depuis le début de l'année, quand on l'emmenait sur un hippodrome, elle était nerveuse, inquiète. Pour la première fois, ce matin, elle est revenue à Longchamp de gaieté de cœur. C'est une pouliche de l'automne. Vous allez voir : elle va progresser. Jusqu'à l'Arc de triomphe ».

Le chemin de l'escalade compta, dimanche passé, le prix Vermelle. Kamicia a brillamment gravi le pas. D'abord maintenue assez loin dans le peloton par un Alain Badel qui, lui, a déjà un pied sur le plus haut échelon de sa profession (n'est-ce pas François Michet qui, confirmant les rumeurs dont nous avons émis l'écho à Desaulvilliers, lui a proposé un contrat), elle en a jallé en grande pouliche.

pour arbitrer le combat — quel que soit le regard de son entraîneur — que se livraient, depuis le début de la ligne droite, Busaco, Royal Htes, Patia et d'autres. A noter la mauvaise course de Trullion, grande favorite, qui, montée peut-être précipitamment, a eu à mi-ligne droite un mouvement d'immense inquiétude, ne justifiant pas, cependant, celui de son entraîneur à l'égard de son jockey, quelques minutes plus tard. A noter également, en sens opposé, l'excellente fin de parcours de Fabuleux Jane.

L'Arc de triomphe a souvent été un terrain de jeu pour les jockeys, notamment avec Sam Sny, Htes France et Jazzeiro. Kamicia et Fabuleux Jane ne sont pas indignes de suivre la voie.

Un nouveau candidat va être Carrière, vainqueur, dimanche, du prix du prince d'Orange. Sa victoire n'a pas été réhaussée par le lot sur lequel elle a été acquiescée, ni par l'intervalle d'une tête (sur Gouffier) qu'il a attaché la juge à l'arrivée. Mais, dans l'Arc de triomphe, la forme du moment compte autant que la qualité vraie, et la sienne est maintenant démontrée.

Jazzeiro avait été véritablement « massacrée » dans sa dernière course, par son jockey, qui l'avait d'abord maintenu trop loin

et avait viré trop en large dans le dernier tournant, pour se rapprocher trop vite. C'était, décidément, dimanche, la journée des réhabilitations. Le jockey a, cette fois, montré une course parfaite, et Jazzeiro a gagné avec autorité, devant un Pyramus Hunt qui, il est vrai, lui rendait 3 kilos 1/2.

Voilà deux pouliches qui, dans les semaines à venir, pourraient bien biter à leur profit la situation confuse existant chez les « deux ans ».

Canadian Bound ne peut plus prétendre à un tel rôle. On attendait ses débuts, lundi à Evry, avec un intérêt quelque peu ironique : l'ironie avec laquelle on peut considérer un milliardaire s'entraînant pour une course régionale. Canadian Bound est le poulain le plus cher du monde : il a été payé, l'an passé, à Keeneland (Kentucky), avant d'avoir fait ses premiers pas sur une piste, 1,5 million de dollars (7,5 millions de francs) par un petit groupe de propriétaires américains associés pour la circonstance. « Aucun poulain ne peut 200 000 dollars », écrivait récemment — et fort justement — notre confrère Raymond Verger. Annoncé, en tout cas, n'en vaut 1,5 million. Canadian Bound a été battu — de peu, il est vrai — par Capitaine West, dont la dernière performance était une place de septième à Clairfontaine, et

qui, lui, avait été payé l'an passé, en France... 38 000 F. Plus souvent glorieuse dans le dictionnaire des expressions reçues, l'incertitude du turf peut aussi être juteuse.

A Marseille, on sait mettre les certitudes du bon côté. Une fois encore vient de s'y dérouler une course manifestement suspecte. Après le triplet prix de Nîmes, le 10 septembre, on s'apercevait que, curieusement, 40 000 F de jeux avaient été établis sur des combinaisons analogues de sept chevaux, incluant, bien sûr, ceux qui avaient pris les trois premières places. Les tickets avaient, certes, été déposés à de nombreux guichets, mais — on allait de curiosité en curiosité — ils avaient été libellés par deux écritures seulement et provenaient pour la plupart des mêmes carnets.

Le P.M.U. décidait de ne pas payer que sur justification d'identité. Des lots, moins d'un quart étaient présentés. L'enquête, dit-on, n'est pas terminée. Mais depuis qu'elle continue d'être érudite, on se trouve devant le même scénario que dans le prix d'Entremens, le 21 février 1971 — et que l'enquête n'aboutit pas, il serait temps qu'une équipe de la brigade centrale des jeux allât planter sa tente au parloir Bordy.

Les galejades les plus courues... LOUIS DANIÉL

## Philatélie

N° 1503

GABON : « Traversée de l'Atlantique nord ».

L'administration des postes gabonaises a également consacré un timbre à cette année, sera dédiée à l'abbaye des Fraternités, à Pont-a-Mousson. Vente générale le 3 octobre.



500 F. C.F.A., polychrome. Imprimé en taille-douce, par l'atelier du timbre de France, d'après le dessin et la gravure de Jacques Gauthier.

## BUREAUX TEMPORAIRES

○ 14000 Caen, du 16 au 26 septembre. — Foire de Caen. — Cachet petit format.  
○ 9000 Amiens (musée de Picardie), les 17 et 18 octobre. — Journée de philatélie.  
○ 7500 Paris (hall du ministère des P.T.T., 20, avenue de Ségur), le 3 octobre. — Dix-neuvième congrès et vingt-cinquième anniversaire de la fondation de l'Union internationale des organisations philatéliques et culturelles d'Europe.

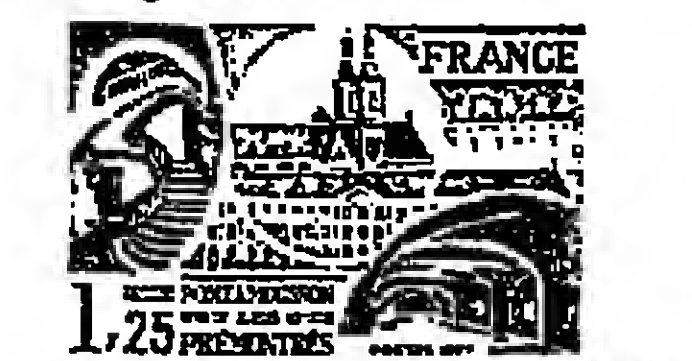
○ 31000 Toulouse (salle des conférences, 5, rue Camille), du 5 au 6 octobre. — Exposition organisée par les postiers philatéliques.  
○ 93300 Le Bourget, du 6 au 16 octobre. — Salon international de la caravane et de la résidence mobile.

○ 91015 Tremplens (salle des fêtes), les 8 et 9 octobre. — Exposition philatéliques.  
○ 91015 Tremplens (salle des fêtes), les 8 et 9 octobre. — Journées philatéliques.  
○ 91015 Tremplens (salle des fêtes), les 8 et 9 octobre. — Journées philatéliques.

○ 91015 Tremplens (salle des fêtes), les 8 et 9 octobre. — Journées philatéliques.

FRANCE : « L'abbaye des Fraternités ».

La dernière valeur de la série touristique, de six timbres pour cette année, sera dédiée à l'abbaye des Fraternités, à Pont-a-Mousson. Vente générale le 3 octobre.



125 F. bien hirsute, bistre-rouge et brun Van Dyck. Gravé par Pierre Biquet d'après une maquette de Marcel Daviers. Imprimé en taille douce dans les Ateliers du timbre de France. La mise en vente anticipée aura lieu : Les 1er et 2 octobre, de 9 h. à 18 h., par le bureau de poste temporaire ouvert au centre culturel de l'abbaye des Fraternités, à Pont-a-Mousson. Obliteration « premier jour ».

— Le 1er octobre, de 8 h. à 12 h., au bureau de Pont-a-Mousson principal. Bourses aux lettres spéciales pour l'obliteration du « premier jour ».

○ A MONTLUZON, à la chambre de commerce, les 8 et 9 octobre, exposition « Arts et Philatélie ».

○ A LYON, les 8 et 9 octobre, dans les locaux de l'Hotel de ville, place des Terreaux, à l'occasion de la mise en vente anticipée de timbres « Edouard Bellet » : une exposition sera organisée.

○ A GONNESSE, au Centre culturel municipal, pour l'occasion de la mise en vente anticipée de timbres « Edouard Bellet » : une exposition sera organisée.

ADALBERT VITALIYOS.

## Jeux

échecs N° 723

## A PORTÉE DE MAIN

(Tournoi international de Montilla, 1977)

Blancs : M. SERAN

Noirs : R. CALVO

Début catalan.

1. e4 e5 2. Cf3 Cf6 3. Fc4 Fc7 4. d4 exd4 5. Fxd4 Fd7 6. Fc3 Fc6 7. e5 d6 8. Fxd6 Dxd6 9. Dd2 Dc7 10. Dc3 Dc6 11. Dd2 Dc7 12. Dc3 Dc6 13. Dd2 Dc7 14. Dc3 Dc6 15. Dd2 Dc7 16. Dc3 Dc6 17. Dd2 Dc7 18. Dc3 Dc6 19. Dd2 Dc7 20. Dc3 Dc6 21. Dd2 Dc7 22. Dc3 Dc6 23. Dd2 Dc7 24. Dc3 Dc6 25. Dd2 Dc7 26. Dc3 Dc6 27. Dd2 Dc7 28. Dc3 Dc6 29. Dd2 Dc7 30. Dc3 Dc6 31. Dd2 Dc7 32. Dc3 Dc6 33. Dd2 Dc7 34. Dc3 Dc6 35. Dd2 Dc7 36. Dc3 Dc6 37. Dd2 Dc7 38. Dc3 Dc6 39. Dd2 Dc7 40. Dc3 Dc6 41. Dd2 Dc7 42. Dc3 Dc6 43. Dd2 Dc7 44. Dc3 Dc6 45. Dd2 Dc7 46. Dc3 Dc6 47. Dd2 Dc7 48. Dc3 Dc6 49. Dd2 Dc7 50. Dc3 Dc6 51. Dd2 Dc7 52. Dc3 Dc6 53. Dd2 Dc7 54. Dc3 Dc6 55. Dd2 Dc7 56. Dc3 Dc6 57. Dd2 Dc7 58. Dc3 Dc6 59. Dd2 Dc7 60. Dc3 Dc6 61. Dd2 Dc7 62. Dc3 Dc6 63. Dd2 Dc7 64. Dc3 Dc6 65. Dd2 Dc7 66. Dc3 Dc6 67. Dd2 Dc7 68. Dc3 Dc6 69. Dd2 Dc7 70. Dc3 Dc6 71. Dd2 Dc7 72. Dc3 Dc6 73. Dd2 Dc7 74. Dc3 Dc6 75. Dd2 Dc7 76. Dc3 Dc6 77. Dd2 Dc7 78. Dc3 Dc6 79. Dd2 Dc7 80. Dc3 Dc6 81. Dd2 Dc7 82. Dc3 Dc6 83. Dd2 Dc7 84. Dc3 Dc6 85. Dd2 Dc7 86. Dc3 Dc6 87. Dd2 Dc7 88. Dc3 Dc6 89. Dd2 Dc7 90. Dc3 Dc6 91. Dd2 Dc7 92. Dc3 Dc6 93. Dd2 Dc7 94. Dc3 Dc6 95. Dd2 Dc7 96. Dc3 Dc6 97. Dd2 Dc7 98. Dc3 Dc6 99. Dd2 Dc7 100. Dc3 Dc6

NOTES

a) Après 6... Cf-d7 les Noirs transfèrent complètement le début catalan : par exemple, 7. Cf-d2, Cf6 8. Dc3, Cf6 9. Fc4, Fc7 10. Dd2, Fc7 11. Dd1, Dc7 12. Fd2, Fc7 13. Dd1, Dc7 14. Dd2, Fc7 15. Dd1, Dc7 16. Dd2, Fc7 17. Dd1, Dc7 18. Dd2, Fc7 19. Dd1, Dc7 20. Dd2, Fc7 21. Dd1, Dc7 22. Dd2, Fc7 23. Dd1, Dc7 24. Dd2, Fc7 25. Dd1, Dc7 26. Dd2, Fc7 27. Dd1, Dc7 28. Dd2, Fc7 29. Dd1, Dc7 30. Dd2, Fc7 31. Dd1, Dc7 32. Dd2, Fc7 33. Dd1, Dc7 34. Dd2, Fc7 35. Dd1, Dc7 36. Dd2, Fc7 37. Dd1, Dc7 38. Dd2, Fc7 39. Dd1, Dc7 40. Dd2, Fc7 41. Dd1, Dc7 42. Dd2, Fc7 43. Dd1, Dc7 44. Dd2, Fc7 45. Dd1, Dc7 46. Dd2, Fc7 47. Dd1, Dc7 48. Dd2, Fc7 49. Dd1, Dc7 50. Dd2, Fc7 51. Dd1, Dc7 52. Dd2, Fc7 53. Dd1, Dc7 54. Dd2, Fc7 55. Dd1, Dc7 56. Dd2, Fc7 57. Dd1, Dc7 58. Dd2, Fc7 59. Dd1, Dc7 60. Dd2, Fc7 61. Dd1, Dc7 62. Dd2, Fc7 63. Dd1, Dc7 64. Dd2, Fc7 65. Dd1, Dc7 66. Dd2, Fc7 67. Dd1, Dc7 68. Dd2, Fc7 69. Dd1, Dc7 70. Dd2, Fc7 71. Dd1, Dc7 72. Dd2, Fc7 73. Dd1, Dc7 74. Dd2, Fc7 75. Dd1, Dc7 76. Dd2, Fc7 77. Dd1, Dc7 78. Dd2, Fc7 79. Dd1, Dc7 80. Dd2, Fc7 81. Dd1, Dc7 82. Dd2, Fc7 83. Dd1, Dc7 84. Dd2, Fc7 85. Dd1, Dc7 86. Dd2, Fc7 87. Dd1, Dc7 88. Dd2, Fc7 89. Dd1, Dc7 90. Dd2, Fc7 91. Dd1, Dc7 92. Dd2, Fc7 93. Dd1, Dc7 94. Dd2, Fc7 95. Dd1, Dc7 96. Dd2, Fc7 97. Dd1, Dc7 98. Dd2, Fc7 99. Dd1, Dc7 100. Dd2, Fc7

b) 7... Cf6 8. Dc3, Cf6 9. Fc4, Fc7 10. Dd2, Fc7 11. Dd1, Dc7 12. Fd2, Fc7 13. Dd1, Dc7 14. Dd2, Fc7 15. Dd1, Dc7 16. Dd2, Fc7 17. Dd1, Dc7 18. Dd2, Fc7 19. Dd1, Dc7 20. Dd2, Fc7 21. Dd1, Dc7 22. Dd2, Fc7 23. Dd1, Dc7 24. Dd2, Fc7 25. Dd1, Dc7 26. Dd2, Fc7 27. Dd1, Dc7 28. Dd2, Fc7 29. Dd1, Dc7 30. Dd2, Fc7 31. Dd1, Dc7 32. Dd2, Fc7 33. Dd1, Dc7 34. Dd2, Fc7 35. Dd1, Dc7 36. Dd2, Fc7 37. Dd1, Dc7 38. Dd2, Fc7 39. Dd1, Dc7 40. Dd2, Fc7 41. Dd1, Dc7 42. Dd2, Fc7 43. Dd1, Dc7 44. Dd2, Fc7 45. Dd1, Dc7 46. Dd2, Fc7 47. Dd1, Dc7 48. Dd2, Fc7 49. Dd1, Dc7 50. Dd2, Fc7 51. Dd1, Dc7 52. Dd2, Fc7 53. Dd1, Dc7 54. Dd2, Fc7 55. Dd1, Dc7 56. Dd2, Fc7 57. Dd1, Dc7 58. Dd2, Fc7 59. Dd1, Dc7 60. Dd2, Fc7 61. Dd1, Dc7 62. Dd2, Fc7 63. Dd1, Dc7 64. Dd2, Fc7 65. Dd1, Dc7 66. Dd2, Fc7 67. Dd1, Dc7 68. Dd2, Fc7 69. Dd1, Dc7 70. Dd2, Fc7 71. Dd1, Dc7 72. Dd2, Fc7 73. Dd1, Dc7 74. Dd2, Fc7 75. Dd1, Dc7 76. Dd2, Fc7 77. Dd1, Dc7 78. Dd2, Fc7 79. Dd1, Dc7 80. Dd2, Fc7 81. Dd1, Dc7 82. Dd2, Fc7 83. Dd1, Dc7 84. Dd2, Fc7 85. Dd1, Dc7 86. Dd2, Fc7 87. Dd1, Dc7 88. Dd2, Fc7 89. Dd1, Dc7 90. Dd2, Fc7 91. Dd1, Dc7 92. Dd2, Fc7 93. Dd1, Dc7 94. Dd2, Fc7 95. Dd1, Dc7 96. Dd2, Fc7 97. Dd1, Dc7 98. Dd2, Fc7 99. Dd1, Dc7 100. Dd2, Fc7

c) 7... Cf6 8. Dc3, Cf6 9. Fc4, Fc7 10. Dd2, Fc7 11. Dd1, Dc7 12. Fd2, Fc7 13. Dd1, Dc7 14. Dd2, Fc7 15. Dd1, Dc7 16. Dd2, Fc7 17. Dd1, Dc7 18. Dd2, Fc7 19. Dd1, Dc7 20. Dd2, Fc7 21. Dd1, Dc7 22. Dd2, Fc7 23. Dd1, Dc7 24. Dd2, Fc7 25. Dd1, Dc7 26. Dd2, Fc7 27. Dd1, Dc7 28. Dd2, Fc7 29. Dd1, Dc7 30. Dd2, Fc7 31. Dd1, Dc7 32. Dd2, Fc7 33. Dd1, Dc7 34. Dd2, Fc7 35. Dd1, Dc7 36. Dd2, Fc7 37. Dd1, Dc7 38. Dd2, Fc7 39. Dd1, Dc7 40. Dd2, Fc7 41. Dd1, Dc7 42. Dd2, Fc7 43. Dd1, Dc7 44. Dd2, Fc7 45. Dd1, Dc7 46. Dd2, Fc7 47. Dd1, Dc7 48. Dd2, Fc7 49. Dd1, Dc7 50. Dd2, Fc7 51. Dd1, Dc7 52. Dd2, Fc7 53. Dd1, Dc7 54. Dd2, Fc7 55. Dd1, Dc7 56. Dd2, Fc7 57. Dd1, Dc7 58. Dd2, Fc7 59. Dd1, Dc7 60. Dd2, Fc7 61. Dd1, Dc7 62. Dd2, Fc7 63. Dd1, Dc7 64. Dd2, Fc7 65. Dd1, Dc7 66. Dd2, Fc7 67. Dd1, Dc7 68. Dd2, Fc7 69. Dd1, Dc7 70. Dd2, Fc7 71. Dd1, Dc7 72. Dd2, Fc7 73. Dd1, Dc7 74. Dd2, Fc7 75. Dd1, Dc7 76. Dd2, Fc7 77. Dd1, Dc7 78. Dd2, Fc7 79. Dd1, Dc7 80. Dd2, Fc7 81. Dd1, Dc7 82. Dd2, Fc7 83. Dd1, Dc7 84. Dd2, Fc7 85. Dd1, Dc7 86. Dd2, Fc7 87. Dd1, Dc7 88. Dd2, Fc7 89. Dd1, Dc7 90. Dd2, Fc7 91. Dd1, Dc7 92. Dd2, Fc7 93. Dd1, Dc7 94. Dd2, Fc7 95. Dd1, Dc7 96. Dd2, Fc7 97. Dd1, Dc7 98. Dd2, Fc7 99. Dd1, Dc7 100. Dd2, Fc7

d) 7... Cf6 8. Dc3, Cf6 9. Fc4, Fc7 10. Dd2, Fc7 11. Dd1, Dc7 12. Fd2, Fc7 13. Dd1, Dc7 14. Dd2, Fc7 15. Dd1, Dc7 16. Dd2, Fc7 17. Dd1, Dc7 18. Dd2, Fc7 19. Dd1, Dc7 20. Dd2, Fc7 21. Dd1, Dc7 22. Dd2, Fc7 23. Dd1, Dc7 24. Dd2, Fc7 25. Dd1, Dc7 26. Dd2, Fc7 27. Dd1, Dc7 28. Dd2, Fc7 29. Dd1, Dc7 30. Dd2, Fc7 31. Dd1, Dc7 32. Dd2, Fc7 33. Dd1, Dc7 34. Dd2, Fc7 35. Dd1, Dc7 36. Dd2, Fc7 37. Dd1, Dc7 38. Dd2, Fc7 39. Dd1, Dc7 40. Dd2, Fc7 41. Dd1, Dc7 42. Dd2, Fc7 43. Dd1, Dc7 44. Dd2, Fc7 45. Dd1, Dc7 46. Dd2, Fc7 47. Dd1, Dc7 48. Dd2, Fc7 49. Dd1, Dc7 50. Dd2, Fc7 51. Dd1, Dc7 52. Dd2, Fc7 53. Dd1, Dc7 54. Dd2, Fc7 55. Dd1, Dc7 56. Dd2, Fc7 57. Dd1, Dc7 58. Dd2, Fc7 59. Dd1, Dc7 60. Dd2, Fc7 61. Dd1, Dc7 62. Dd2, Fc7 63. Dd1, Dc7 64. Dd2, Fc7 65. Dd1, Dc7 66. Dd2, Fc7 67. Dd1, Dc7 68. Dd2, Fc7 69. Dd1, Dc7 70. Dd2, Fc7 71. Dd1, Dc7 72. Dd2, Fc7 73. Dd1, Dc7 74. Dd2, Fc7 75. Dd1, Dc7 76. Dd2, Fc7 77. Dd1, Dc7 78. Dd2, Fc7 79. Dd1, Dc7 80. Dd2, Fc7 81. Dd1, Dc7 82. Dd2, Fc7 83. Dd1, Dc7 84. Dd2, Fc7 85. Dd1, Dc7 86. Dd2, Fc7 87. Dd1, Dc7 88. Dd2, Fc7 89. Dd1, Dc7 90. Dd2, Fc7 91. Dd1, Dc7 92. Dd2, Fc7 93. Dd1, Dc7 94. Dd2, Fc7 95. Dd1, Dc7 96. Dd2, Fc7 97. Dd1, Dc7 98. Dd2, Fc7 99. Dd1, Dc7 100. Dd2, Fc7

e) 7... Cf6 8. Dc3, Cf6 9. Fc4, Fc7 10. Dd2, Fc7 11. Dd1, Dc7 12. Fd2, Fc7 13. Dd1, Dc7 14. Dd2, Fc7 15. Dd1, Dc7 16. Dd2, Fc7 17. Dd1, Dc7 18. Dd2, Fc7 19. Dd1, Dc7 20. Dd2, Fc7 21. Dd1, Dc7 22. Dd2, Fc7 23. Dd1, Dc7 24. Dd2, Fc7 25. Dd1, Dc7 26. Dd2, Fc7 27. Dd1, Dc7 28. Dd2, Fc7 29. Dd1, Dc7 30. Dd2, Fc7 31. Dd1, Dc7 32. Dd2, Fc7 33. Dd1, Dc7 34. Dd2, Fc7 35. Dd1, Dc7 36. Dd2, Fc7 37. Dd1, Dc7 38. Dd2, Fc7 39. Dd1, Dc7 40. Dd2, Fc7 41. Dd1, Dc7 42. Dd2, Fc7 43. Dd1, Dc7 44. Dd2, Fc7 45. Dd1, Dc7 46. Dd2, Fc7 47. Dd1, Dc7 48. Dd2, Fc7 49. Dd1, Dc7 50. Dd2, Fc7 51. Dd1, Dc7 52. Dd2, Fc7 53. Dd1, Dc7 54. Dd2, Fc7 55. Dd1, Dc7 56. Dd2, Fc7 57. Dd1, Dc7 58. Dd2, Fc7 59. Dd1, Dc7 60. Dd2, Fc7 61. Dd1, Dc7 62. Dd2, Fc7 63. Dd1, Dc7 64. Dd2, Fc7 65. Dd1, Dc7 66. Dd2, Fc7 67. Dd1, Dc7 68. Dd2, Fc7 69. Dd1, Dc7 70. Dd2, Fc7 71. Dd1, Dc7 72. Dd2, Fc7 73. Dd1, Dc7 74. Dd2, Fc7 75. Dd1, Dc7 76. Dd2, Fc7 77. Dd1, Dc7 78. Dd2, Fc7 79. Dd1, Dc7 80. Dd2, Fc7 81. Dd1, Dc7 82. Dd2, Fc7 83. Dd1, Dc7 84. Dd2, Fc7 85. Dd1, Dc7 86. Dd2, Fc7 87. Dd1, Dc7 88. Dd2, Fc7 89. Dd1, Dc7 90. Dd2, Fc7 91. Dd1, Dc7 92. Dd2, Fc7 93. Dd1, Dc7 94. Dd2, Fc7 95. Dd1, Dc7 96. Dd2, Fc7 97. Dd1, Dc7 98. Dd2, Fc7 99. Dd1, Dc7 100. Dd2, Fc7

f) 7... Cf6 8. Dc3, Cf6 9. Fc4, Fc7 10. Dd2, Fc7 11. Dd1, Dc7 12. Fd2, Fc7 13. Dd1, Dc7 14. Dd2, Fc7 15. Dd1, Dc7 16. Dd2, Fc7 17. Dd1, Dc7 18. Dd2, Fc7 19. Dd1, Dc7 20. Dd2, Fc7 21. Dd1, Dc7 22. Dd2, Fc7 23. Dd1, Dc7 24. Dd2, Fc7 25. Dd1, Dc7 26. Dd2, Fc7 27. Dd1, Dc7 28. Dd2, Fc7 29. Dd1, Dc7 30. Dd2, Fc7 31. Dd1, Dc7 32. Dd2, Fc7 33. Dd1, Dc7 34. Dd2, Fc7 35. Dd1, Dc7 36. Dd2, Fc7 37. Dd1, Dc7 38. Dd2, Fc7 39. Dd1, Dc7 40. Dd2, Fc7 41. Dd1, Dc7 42. Dd2, Fc7 43. Dd1, Dc7 44. Dd2, Fc7 45. Dd1, Dc7 46. Dd2, Fc7 47. Dd1, Dc7 48. Dd2, Fc7 49. Dd1, Dc7 50. Dd2, Fc7 51. Dd1, Dc7 52. Dd2, Fc7 53. Dd1, Dc7 54. Dd2, Fc7 55. Dd1, Dc7 56. Dd2, Fc7 57. Dd1, Dc7 58. Dd2, Fc7 59. Dd1, Dc7 60. Dd2, Fc7 61. Dd1, Dc7 62. Dd2, Fc7 63. Dd1, Dc7 64. Dd2, Fc7 65. Dd1, Dc7 66. Dd2, Fc7 67. Dd1, Dc7 68. Dd2, Fc7 69. Dd1, Dc7 70. Dd2, Fc7 71. Dd1, Dc7 72. Dd2, Fc7 73. Dd1, Dc7 74. Dd2, Fc7 75. Dd1, Dc7 76. Dd2, Fc7 77. Dd1, Dc7 78. Dd2, Fc7 79. Dd1, Dc7 80. Dd2, Fc7 81. Dd1, Dc7 82. Dd2, Fc7 83. Dd1, Dc7 84. Dd2, Fc7 85. Dd1, Dc7 86. Dd2, Fc7 87. Dd1, Dc7 88. Dd2, Fc7 89. Dd1, Dc7 90. Dd2, Fc7 91. Dd1, Dc7 92. Dd2, Fc7 93. Dd1, Dc7 94. Dd2, Fc7 95. Dd1, Dc7 96. Dd2, Fc7 97. Dd1, Dc7 98. Dd2, Fc7 99. Dd1, Dc7 100. Dd2, Fc7

g) 7... Cf6 8. Dc3, Cf6 9. Fc4, Fc7 10. Dd2, Fc7 11. Dd1, Dc7 12. Fd2, Fc7 13. Dd1, Dc7 14. Dd2, Fc7 15. Dd1, Dc7 16. Dd2, Fc7 17. Dd1, Dc7 18. Dd2, Fc7 19. Dd1, Dc7 20. Dd2, Fc7 21. Dd1, Dc7 22. Dd2, Fc7 23. Dd1, Dc7 24. Dd2, Fc7 25. Dd1, Dc7 26. Dd2, Fc7 27. Dd1, Dc7 28. Dd2, Fc7 29. Dd1, Dc7 30. Dd2, Fc7 31. Dd1, Dc7 32. Dd2, Fc7 33. Dd1, Dc7 34. Dd2, Fc7 35. Dd1, Dc7 36. Dd2, Fc7 37. Dd1, Dc7 38. Dd2, Fc7 39. Dd1, Dc7 40. Dd2, Fc7 41. Dd1, Dc7 42. Dd2, Fc7 43. Dd1, Dc7 44. Dd2, Fc7 45. Dd1, Dc7 46. Dd2, Fc7 47. Dd1, Dc7 48. Dd2, Fc7 49. Dd1, Dc7 50. Dd2, Fc7 51. Dd1, Dc7 52. Dd2, Fc7 53. Dd1, Dc7 54. Dd2, Fc7 55. Dd1, Dc7 56. Dd2, Fc7 57. Dd1, Dc7 58. Dd2, Fc7 59. Dd1, Dc7 60. Dd2, Fc7 61. Dd1, Dc7 62. Dd2, Fc7 63. Dd1, Dc7 64. Dd2, Fc7 65. Dd1, Dc7 66. Dd2, Fc7 67. Dd1, Dc7 68. Dd2, Fc7 69. Dd1, Dc7 70. Dd2, Fc7 71. Dd1, Dc7 72. Dd2, Fc7 73. Dd1, Dc7 74. Dd2, Fc7 75. Dd1, Dc7 76. Dd2, Fc7 77. Dd1, Dc7 78. Dd2, Fc7 79. Dd1, Dc7 80. Dd2, Fc7 81. Dd1, Dc7 82. Dd2, Fc7 83. Dd1, Dc7 84. Dd2, Fc7 85. Dd1, Dc7 86. Dd2, Fc7 87. Dd1, Dc7 88. Dd2, Fc7 89. Dd1, Dc7 90. Dd2, Fc7 91. Dd1, Dc7 92. Dd2, Fc7 93. Dd1, Dc7 94. Dd2, Fc7 95. Dd1, Dc7 96. Dd2, Fc7 97. Dd1, Dc7 98. Dd2, Fc7 99. Dd1, Dc7 100. Dd2, Fc7



— M. et Mme Gilbert Lesaing, M. et Mme Paul Collin, sont heureux de vous faire part du mariage de leurs enfants  
Agnès et François  
La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité familiale en l'église Saint-Idoux de Saint-Malo le 10 septembre.

— On nous prie d'annoncer le mariage de  
Mlle Isabelle Derreumaux,  
fille de M. Antoine Derreumaux et  
de Mme, née Colette Hugues,  
avec M. Frédéric Gaeury,  
fils de M. Jean Gaeury et de Mme,  
née Françoise Meunier.  
La cérémonie nuptiale aura lieu le  
vendredi 30 septembre 1977, à 16 h. 30,  
en l'église Notre-Dame-de-l'Assomption  
de Pussy, 68, rue de l'Assomption,  
75016 Paris.  
19, boulevard de Beauséjour,  
75016 Paris.  
Villa Bianca, 76550 Pourville.

— Mme Georges Appia.  
Claude et Francis Rodern et leurs enfants.  
Catherine et Carlos Garcia et leurs enfants.  
Florence et Daniel Appia et leurs enfants.  
Brigitte Appia  
Véronique et Jean-Pierre Appia-Pardreau et leurs enfants.  
Ses frères, sœur, parents et amis ont la douleur de faire part du décès du  
pasteur Georges APPIA  
survenu brutalement le 20 septembre 1977.  
Les services de louange et d'adoration se célébreront le lundi 3 octobre, à 14 h. 30, en l'église réformée du

Saint-Esprit, 8, rue Roquépine, Paris, 8<sup>e</sup>.  
 « Soit que nous vivions, soit que nous mourions, nous sommes au Seigneur. » (Romains 14. v. 8.)  
 Ni fleurs, ni couronnes. Les personnes qui désirent faire un don peuvent l'adresser à la CMADE (C.C.P. 40 88 87 Paris) ou à S.O.S. Amitié (C.C.P. 48 63 62).  
 Cet avis tient lieu de faire-part.  
 34, rue des Cordeliers, Paris, 75013.

(«Le Monde» du 23 septembre.  
— M. et Mme Georges Cogeval,  
M. et Mme Louis-Marie Lagoutte,  
M. et Mme Robert Cogeval.  
Et toute la famille.  
ont la douleur de faire part du décès  
de  
**M. Louis COGEVAL**  
survenu le 21 septembre 1977, dans  
sa soixante-dixième année.  
La cérémonie religieuse aura lieu  
en l'église de la Sainte-Trinité, à  
Paris (9<sup>e</sup>), le lundi 28 septembre 1977,  
à 18 heures.  
10, cité Condorcet, 75009 Paris.  
En vue de Jeanne d'Arc 78100.  
Saint-Martin des Champs.  
Cet avis tient lieu de faire-part.

LISTE DE  
MARIAGE

JOAILLIER  
ORFÈVRE  
HORLOGER



LOISEAU AYCARDI

3 Rue de Valenciennes - PARIS 6e  
549.69.68

— On nous prie d'annoncer le décès, survenu le 10 septembre 1877, dans sa quatre-vingt-quatrième année, de  
Mme Françoise FAUVERTALX.  
De la part des familles Fauvertalx et Vailla.  
Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.  
Cet avis tient lieu de faire-part.

— Nous apprenons le décès du chef-amiral Robert LEVET, dont les obsèques auront lieu le samedi 24 septembre 1977, à 10 h 30, en l'église Saint-Paul de Toulon.

(Né le 24 janvier 1906 à Calais et ancien ingénieur des Arts et Métiers, Robert Levet a notamment servi, pendant la Seconde Guerre mondiale, comme ingénieur mécanicien à bord des sous-marins "Turquoise", "Souffrier" et "Fresnel". Il a appartenu, de 1950 à 1955, comme officier de mission, à la mission militaire française auprès des forces armées allemandes. Après plusieurs postes à Brest et à Toulon, il a commandé de 1958 à 1961 l'Ecole des apprentis mécaniciens de la flotte.)

— Mme Roger Loubry et sa famille ont la douleur de faire part du décès de

**ROGER LOUBRY,**  
président de la SCSTRAF,  
vice-président d'AIR AFRIQUE,  
ancien directeur général  
de la compagnie aérienne U.T.A.,  
officier de la Légion d'honneur,  
survenu subitement le jeudi 8 sep-  
tembre 1968 à 4 heures.

L'inhumation a eu lieu dans la  
plus stricte intimité familiale.

Une cérémonie religieuse a eu  
lieu, le samedi 10 septembre, à 11 heures,  
en l'église de la Madeleine à Paris.

(« Le Monde » date 11-12 septembre.

— Le président, le conseil d'administration.  
La direction, le personnel de la compagnie aérienne U.T.A.,  
Tous ses amis et collaborateurs,  
ont la profonde tristesse de faire  
part du décès de **LOUBRY**,  
ancien directeur général de l'U.T.A.,  
président de la SODETRAF,  
vice-président d'Air Afrique,  
officier de la Légion d'honneur,  
survenu subitement le jeudi 8 septembre 1977 à Athènes.  
Les obsèques auront lieu à sa  
maison 8 rue de la République à sa  
maison 8 rue de la République le mercredi  
13 septembre, à 11 heures, à l'église  
de la Madeleine à Paris.

— M. Jean-Claude Martin, son  
époux,  
MM. Olivier, Philippe et Thierry  
Marin, ses fils.  
ont la douleur de faire part du décès  
de

Mme Jean-Claude MARTIN  
née Marie-Agnès Courtols

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 24 septembre, à 10 h. 30, en l'église Saint-Pierre du Gros-Cailhou (82, rue Saint-Dominique), sa paroisse, où l'on se réunira.

25, avenue Bosquet. 75007.  
37, avenue Rapp. 75007.  
28, rue de Picpus. 75012.

— On nous prie d'annoncer la mort de **Mme MICHAU**, née Anne-Marie Jallienqes de Labeau, survenue le 21 septembre. Les obèques ont eu lieu dans l'intimité familiale le 23 septembre. De la part de ses enfants : M. et Mme Bernard Michau, Mlle Solange Michau, Mme Nicole Michau. Et de ses six petits-enfants. 130, avenue Victor-Hugo, 75116 Paris. Priée pour elle.

— Mme Jean Ribbo, son épouse,  
Mlle Marie-Françoise Ribbo, sa fille,  
M. et Mme Maurice Ribbo, ses  
parents,  
— Pierre-Marie Le Cam, sa  
belle-mère,  
— M. et Mme Maurice Ribbo et leurs  
enfants,  
— M. et Mme Marcel Ribbo et leurs  
enfants,  
— Le docteur et Mme René Rollin  
et leurs enfants,  
— M. et Mme Louis Le Cam et leurs  
enfants,  
— M. et Mme Jean Le Cam, ses frères,  
— ses beaux-frères, belles-sœurs,  
— ses neveux et nièces,  
— et tous ceux qui ont le plaisir et le  
devoir de faire part du décès.

M. Jean RIBO,  
conseiller des affaires étrangères,  
chef de service  
des affaires consulaires  
au ministère des affaires étrangères,  
ancien ambassadeur de France  
auprès de la République du Gabon,  
ancien élève de l'Ecole nationale  
de la France d'outre-mer,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
officier  
de l'ordre national du Mérite,  
survécu subitement le 11 septembre  
1977 dans sa cinquantaine - troisième  
année.

Les obsèques, suivies de l'inhumation  
dans le caveau de famille, à  
Capestang (Mérault), ont eu lieu

Et prie d'assister à la messe de Requiem qui sera célébrée en l'église Saint-Honoré-d'Eylau (66 bis, avenue Raymond-Poincaré, 75016 Paris), le Jeudi 29 septembre, à 9 heures précises.

80, rue Lauriston, 75116 Paris.

— L'Association des anciens Elèves de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer a le regret de faire part du décès de  
M. Jean BIERO

conseiller des affaires étrangères,  
chef de service  
des affaires consulaires  
au ministère des affaires étrangères,  
ancien ambassadeur de France  
auprès de la République du Gabon,  
ancien élève de l'Ecole nationale  
de la France d'outre-mer,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
officier de l'ordre national du Mérite,  
survenu subitement le 11 septembre  
1977, dans sa cinquante-troisième  
année.

Les obsèques, suivies de l'inhumation dans le caveau de famille, à Capestang (Hérault), ont eu lieu dans la stricte intimité familiale. Et prie d'assister à la messe de Requiem qui sera célébrée en l'église Saint-Honoré d'Eylau (66 bis, avenue Raymond-Poincaré, 75016 Paris), le jeudi 29 septembre, à 9 heures précises.

37, rue Oudinot, 75007 Paris.  
(«Le Monde» du 13 septembre.)

— M. et Mme Alfred Schnell et leurs enfants ont la douleur de faire part du décès de  
M. Pierre SCHNELL,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
ancien combattant de la Résistance,  
survenu le 20 septembre 1977.

Le service religieux sera célébré au temple du Foyer-de-l'Âme, 7 bis, rue du Partout-Wagner, 75011 Paris, le samedi 22 septembre à 12 heures.

### Remerciements

— DANS l'impossibilité de répondre individuellement, M. Georges MORENO, M. et Mme Jacques Yacobi, ainsi que toute la famille, profondément touchés de la sympathie qui leur a été témoignée lors du décès de  
Mme veuve Léon MORENO,  
née Esther Naar,  
expriment leur sincère gratitude à tous ceux qui se sont associés à leur deuil.

— Mme Hubert de la Brosse et ses enfants, très touchés par toutes les marques de sympathie que leur ont témoigné famille et amis, les prient de trouver ici l'expression de leurs vifs remerciements.  
140, rue Saint-Charles, 75016 Paris.

-- Mme Clément Hania,  
Ses enfants et toute la famille,  
remercient bien sincèrement toutes  
les personnes qui se sont associées  
à leur douleur lors du décès de  
M. Clément HANIA.  
La drache des huit jours et du  
mois aura lieu le samedi 24 sep-  
tembre à partir de 11 heures, à  
l'Oratoire tunisien, 17, rue Saint-  
Georges, 75009 Paris.

— Une fête de soutien à l'Atelier populaire de mécanique aura lieu le vendredi 23 septembre, à 20 h. 30, et le samedi 24, à 17 h. 30, 28, rue Dumois, 75013 Paris. Tél. : 584-72-00.

### Visites et conférences

**SAMEDI 24 SEPTEMBRE**  
VISITES GUIDÉES ET BROUË

NADES. — 15 h., 2, rue du Dragon,  
Mlle Lemarchand : « La rue du  
Dragon et ses abords ».  
15 h., 52, rue Saint-Antoine,  
Mme Fuchs : « Hôtel de Sully ».  
15 h., parvis de l'église Saint-  
Germain-des-Prés : « Autour de  
Saint-Sulpice (d'at pour tous)

15 h, 15, 46, rue du Bac : « De l'hôtel de Jacques-Samuel Bernard à la demeure de Chateaubriand » (Mme Barbier).

15 h., 4, place du Palais-Bourbon : « Le Palais Bourbon, aujourd'hui Assemblée nationale ».

16 h., 4, place du Palais-Bourbon : « L'hôtel de Lassay, demeure du président de l'Assemblée nationale ».

15 h, métro Saint-Sulpice : « Chez Gertrude Stein » (Connaissance de Paris).

13 h., 19, place Vendôme : « Les hôtels d'Evreux et de Castanier » (Histoire et archéologie).  
15 h., face au théâtre du Gymnase : « Maisons historiques des faubourgs Poissonnière et Saint-Denis » (Paris Inconnu).  
15 h., métro Cardinal-Lemoine, côté rue des Boulangers : « Rites secrets du culte de sainte Geneviève »

CONFÉRENCES. — 13 h., 15 h. 30 et 18 h., 12, rue de la Tour-des-Dames : « États de conscience supérieurs et méditation transcendante » (Centre de méditation transcendante).

**Indian Tonic » de SCHWEPPE**  
à l'orange amère :  
un monde de saveur.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

  
**Burberrys**  
8, bd Malesherbes  
*Costume*  
*velours côtelé*  
950<sup>F</sup>



**La vie au bureau c'est aussi la vie.**

Choisir les équipements, améliorer l'agencement, faciliter la communication, c'est œuvrer pour la qualité de la vie. Au dernier Sicob, les exposants de 29 pays y ont contribué, 291 919 visiteurs de 110 pays en ont bénéficié.

**SICOB®**

SALON INTERNATIONAL DE L'INFORMATIQUE,  
DE LA COMMUNICATION ET DE L'ORGANISATION DU BUREAU

**24.30 SEPTEMBRE 1977**  
(sauf le dimanche 25 septembre)

CNIT - PARIS LA DÉFENSE de 9 h 30 à 18 h.  
Convention Informatique: 19-23 Sept. 77

PUBLICIS 1743 B

هكذا من الأصل

[illegible]



# LE SICOB

XXVIII<sup>e</sup> SALON INTERNATIONAL DE L'INFORMATIQUE, DE LA COMMUNICATION ET DE L'ORGANISATION DE BUREAU

## Fécondité et croissance de la recherche française

par ANDRÉ DANZIN (\*)

ÉVALUER la recherche en informatique est difficile car, pour la plupart des sujets de haut niveau, la spécificité du langage restreint la communication à un petit noyau de spécialistes. En dépit de leurs insuffisances, le jugement des pairs et la mesure des retombées économiques permettent d'asseoir une opinion.

Le jugement des pairs acquiert une grande validité lorsqu'il est fondé sur la compétition internationale. En août dernier s'est tenu à Toronto le congrès organisé par l'IFIP (International Federation for Information Processing). Cette grande manifestation mondiale de la recherche en informatique constitue, en quelque sorte, ses Olympiades; elle a lieu tous les trois ans. Devant plusieurs milliers d'experts, Ouest et Est présentent leurs progrès. L'admission comme conférencier procède d'une élimination qui ne se fait pas de cadeaux: cent soixante-quatre communications sont retenues à partir de plusieurs centaines de papiers présentés. Dans la mesure où ils font acte de candidature, les instruments de recherche de tous les pays sont mis au concours. A Toronto, confirmant leurs résultats de Stockholm 1974, nos chercheurs ont remporté la médaille d'argent avec 17 % des conférences, derrière les États-Unis (25 %), mais à bonne distance de la Grande-Bretagne (10 %), du Canada, du Japon, de l'U.R.S.S. et de l'Allemagne, et nous étions présents dans les huit grands thèmes qui couvrent tout le spectre de la recherche depuis les fondements théoriques jusqu'aux applications aux grands problèmes sociaux.

La mode, cette année, était aux microprocesseurs, à la conception assistée et à l'informatique répartie où nos représentants jouaient le premier rôle. L'équipe française présentait, en effet, une sélection P.T.T.-IRIA une dans une démonstration ambitieuse des possibilités des prototypes de réseaux à partage de ressources Cyclades et de transmission Transpac. Visiteurs et presse nord-américaine ont apporté un succès remarqué à cette grande première européenne — à base française. La qualité des services immédiatement disponibles était mise en évidence par l'accès à diverses banques de données françaises dans des domaines variés tels que la chimie, la métallurgie, le médical, les normes, la documentation scientifique.

La notoriété de notre recherche à l'étranger, dont Toronto vient d'être une éclatante confirmation, rassure sur la qualité de ses orientations et de ses résultats. Un constat aussi satisfaisant peut-il être porté sur l'impact industriel et commercial et, aussi, socio-économique de nos efforts? La question n'est pas exempte de passions et les instruments de mesure sont discutables. Si l'on considère l'humus intellectuel, le Directeur de l'IRIA, Institut de recherche d'informatique et d'automatique,

l'accumulation des connaissances et la compétence des spécialistes, dont la formation est l'une des missions de la recherche, nous sommes assurés de sa bonne qualité. Sinon, comment expliquer le développement préférentiel, dans notre pays, des filiales des grandes multinationales d'informatique et leurs ambitions, souvent reconnues par leurs maisons mères, de participer à l'effort d'innovation? Comment justifier le pari CII-Honeywell-Bull qui ne peut être gagné que si l'apport scientifique et technique français équilibre ou dépasse l'apport américain? Comment expliquer le cortège des sociétés de service françaises, petites, grandes et moyennes qui occupent en Europe la première place? D'où viendraient les succès à l'exportation, y compris aux États-Unis, de certaines entreprises de la péri-informatique?

En revanche, si l'on considère avec quelle efficacité et quelle rapidité les résultats de la recherche sont valorisés par les entreprises françaises, le bilan est plus négatif: les problèmes propres aux utilisateurs ou ceux qui concernent l'impact des nouvelles technologies sur la vie sociale sont malaisément pris en compte par nos laboratoires et nos services d'études. Ces difficultés ne nous sont pas propres; elles sont communes à tous les pays européens.

Ce constat, raisonnablement optimiste, de la situation de la recherche française et de la capacité innovatrice de l'industrie, s'explique par l'efficacité des systèmes de catalyse, de coordination et de décentralisation mis en place. Quant aux acteurs, ce sont les chercheurs et les ingénieurs français qui trouvent dans l'informatique un champ d'activité particulièrement adapté à leurs dons naturels et à leurs traditions intellectuelles.

Il ne faudrait, toutefois, pas perdre de vue les handicaps d'échelle. Pour la recherche-développement en informatique, la part de la France dans l'effort mondial est voisine de 4 %; c'est moins que notre contribution au chiffre d'affaires global de la profession (environ 7 % si l'on prend en compte les filiales étrangères installées sur le territoire). Comme le prévoit le VII<sup>e</sup> Plan, au titre des programmes d'actions prioritaires, il sera donc nécessaire d'accroître la dimension des moyens, notamment en matière de valorisation des résultats, en même temps que sera poursuivie l'affinement qualitatif.

Au cours des trois dernières années, les structures de la recherche publique ont été réduites et renforcées: elles sont heureusement distribuées sur des bases régionales; l'industrie achève sa restructuration et se trouve disponible pour un nouveau bond en avant; en dépit de la crise actuelle, le marché reste demandeur. Toutes les conditions sont donc réunies pour une croissance efficace et utile.

## LE TRAITEMENT DE TEXTES

Une technologie mal accueillie

Le traitement de texte, qui inclut tous les matériels automatisant les travaux dactylographiques, bénéficie d'une technologie avancée, empruntée le plus souvent à l'électronique et à l'informatique. Mais le contraste est grand entre les performances des matériels proposés par les constructeurs et le manque d'intérêt des responsables d'entreprise et des utilisatrices potentielles, secrétaires et dactylos.

L'introduction de ces machines se fait au coup par coup, alors que leur rentabilisation exigeait une relente des structures de travail. Et c'est là, semble-t-il, que le bât blesse.

Pourtant, les fabricants estiment que 1978 devrait être, en France, une année d'éveil, une année charnière. La clientèle semble plus réceptive, les milieux professionnels s'intéressant à ces questions par le biais de journées, de séminaires — il s'en tiendra un à Londres en novembre prochain; la convention informatique a abordé le traitement de textes dans le cadre d'une journée consacrée à la « bureautique », le 20 septembre — et plusieurs nouveaux constructeurs entrent sur un marché potentiel important, puisqu'il y a encore très peu de machines installées.

Les pouvoirs publics, ayant constaté l'écrasante présence

étrangère dans ce secteur économique, et ne voulant pas que la France en reste absente, ont décidé d'accorder aux industriels nationaux intéressés, après étude de leur dossier, une aide financière. Cette aide peut être attribuée soit dans le cadre des contrats de croissance de la péri-informatique, soit dans le cadre d'actions sectorielles. Mais il n'est pas question d'un « plan bureautique ». Les pouvoirs publics partent du principe que bien des éléments du traitement de textes existent déjà en informatique (imprimantes, écrans, supports magnétiques, semi-conducteurs) et en constituent les « briques ». Aussi, sont-ils disposés à aider, mais sans qu'il y ait de marché préalable, les industriels de la petite informatique qui pensent avoir en main la majorité des briques, même si elles ne sont pas à cent pour cent françaises. Des firmes françaises présentent déjà des matériels au prochain SICOB. En 1978, il devrait y en avoir d'autres... Mais les fabricants français arriveront-ils à s'emparer d'une part significative du marché du traitement de textes français ou européen, face à une quarantaine de concurrents, dont quelques géants?

(Lire pages 28 et 29.)

## Le « bureau du futur » n'est pas pour demain

PERSONNE ne sait vraiment à quoi ressemblera le bureau du futur, comment il fonctionnera, quels équipements il utilisera, comment ces équipements seront associés les uns aux autres... David McKinney, vice-président d'IBM, ajoutait en septembre 1976: « Notre responsabilité dépasse largement la simple fourniture d'outils et de techniques. Elle implique que nous comprenions les gens dans leur environnement... »

Cette révélation montre combien il est aujourd'hui difficile d'imaginer les véritables besoins des effectifs du secteur tertiaire, qui représentent dans la plupart des pays industrialisés quelque 50 % de la population active.

Pourtant, les nations qui disposent d'un réseau téléphonique efficace, et dont les entreprises s'appuient sur des parcs de machines de bureau les plus perfectionnées, sont aussi celles dont l'économie est la plus prospère. La corrélation est évidente, même si l'on ne sait pas très bien si ce sont un bon réseau téléphonique et de bonnes machines de gestion qui amènent la prospérité, ou le contraire. Un fait est certain: le quart de siècle écoulé a vu croître, souvent spectaculairement, des parcs de machines de bureau, des effectifs du secteur tertiaire, les phénomènes de concentration et de croissance de l'économie, qui ont donné naissance à un nombre important

de très grandes unités administratives et à de vastes réseaux, stimulant du même coup un développement sans précédent de l'activité tertiaire en général et de la communication.

Ainsi, de même que la maîtrise de l'énergie (et des moteurs) fut la grande affaire du dix-neuvième siècle, la communication serait l'une de celles de notre fin de siècle et introduirait dans ses processus des machines de plus en plus perfectionnées aboutissant à une mécanisation totale de la production, de la multiplication, du transport (ou circulation), puis enfin du stockage des messages écrits.

## L'innovation refusée

par RÉMY GENTON (\*)

L'EFFICACITÉ économique impliquant une bonne gestion de la production administrative peut-elle heureusement s'associer à des aspirations qualitatives individuelles en même temps qu'à une recherche de dépersonnalisation d'un bon nombre de tâches subalternes exécutées quotidiennement dans toutes les unités administratives par un personnel souvent qualifié « O.S. du bureau »? Les machines de

tons volontiers réserves quant aux dates.

En effet, le processus de mécanisation n'est guère avancé dans les bureaux. Malgré le grand nombre des outils: il y a deux millions de machines à écrire dans les entreprises françaises, quelques centaines de milliers de photocopieurs, etc. Il s'agit d'outils d'écriture, simples prolongements de la main, d'outils monofonction, par opposition à ce que serait véritablement la machine multifonctions de demain, capable de remplir simultanément ou en chaîne plusieurs tâches: par exemple, photocopier, réduire, assembler, relier; ou bien encore: écrire, transmettre, stocker, restituer.

Cela dit, certains nous semblent essentiels, car de l'outil individuel en grand nombre, comme le téléphone ou l'outil d'écriture, doit être distinguée la « machine-système » qui, parce qu'elle est apte à assumer de multiples

tâches administratives, est susceptible de modifier de nombreuses habitudes de travail et les schémas organisationnels traditionnels.

L'outil individuel sophistiqué, réduisant les tâches médiocres, dévoreuses de temps, d'argent et d'énergie (par exemple chercher un dossier introuvable dans une armoire pleine à craquer), aurait bien des aspects sympathiques, parce que libérateurs. A l'encontre de cet outil de commodité, la machine-système, autour de laquelle la collectivité administrative organiserait sa journée de bureau, pourrait poser le problème de l'aliénation douce: des agents restant en place.

D'une certaine manière, en opposant à l'outil flexible, mais à usage individuel, le principe de la machine-système à l'usage collectif, l'on est renvoyé à faire valoir des idées relatives à la recherche de la productivité du travail administratif, et l'on sait ce que cette notion de productivité véhicule d'idéologie, d'inquiétude et de

malaise dans l'histoire économique.

Peut-on concevoir l'organisation des tâches administratives avec la production pour seul objectif, transposant ainsi au bureau l'esprit de l'organisation scientifique du travail qui règne dans l'univers industriel? Aujourd'hui, beaucoup n'osent trancher ni même se poser la question, comme s'il était incongru de se préoccuper d'organiser l'activité de quelques millions de « cols blancs ».

Renonçant à véritablement s'interroger, les directions générales, sans se détourner totalement de ces problèmes, entretiennent des habitudes de travail et des modèles organisationnels vétustes qui se sont imposés à la façon d'une histoire naturelle. Ainsi, curieusement, alors que les investissements sont volontiers élevés pour les machines qui régissent dans les usines, ceux concernant le bureau restent négligeables.

Faut-il penser que la machine de bureau (improductive en termes de plus-value), parce qu'elle altère une partie du profit généré par la « machine d'usine » (concomitant, elle, à la plus-value), susciterait la défiance des managers?

(Lire la suite page 30.)



demain seront-elles contraignantes comme le furent les outils de l'informaticien d'hier qui ont dû surmonter des résistances et modifier bien des modes opératoires archaïques, ou bien séduisantes? Les scénarios comme peut-être l'immatriculation, en 1975, George Pake, directeur du Centre de recherche Xerox de Palo-Alto (Californie), qui déclarait: « Ce que nous sommes en train de faire va changer le bureau de la même façon que l'avion a changé la télévision a modifié la vie de famille ».

Pour l'instant, l'on peut encore réfléchir tranquillement aux machines qui seront véritablement nécessaires à un nouveau profil de conditions de travail auquel, l'on souhaiterait se référer. Mais celui-ci reste à expliciter, sinon à définir.

Du côté des « futurologues », on dispute sur le terme de l'avènement du « bureau du futur ». Selon la proximité de la date « retenue », un micro-climat de surchauffe intellectuelle s'observe tant chez les responsables de la « Recherche et développement » que chez certains porte-parole spécialisés dans la transmission de l'information. Les mirages technologiques sont souvent séduisants et permettent d'élaborer des perspectives saugrenues où n'ont guère prises en compte que d'idées confuses, de machines et de rationalisantes évolutions des organisations. Pour notre part, nous res-

## SYSMO SICOB 77 SYSMO SICOB 77

**SYSMO**  
AVEC SES MICRO-ORDINATEURS EN APL  
avec ses micro-systèmes et sa sysmothèque



PERMET A DES NON INFORMATIENS DES TRAITEMENTS AUSSI VARIÉS QUE:  
Facturation, Comptabilité clients, Comptabilité générale, Paie, Gestion de stock, Traitement de texte, Etudes statistiques et financières.

ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES, BUREAUX D'ETUDES, NOTAIRES, EXPERTS COMPTABLES, COURTIERS D'ASSURANCES, LABORATOIRES D'ANALYSES, INGENIEURS, COMPTABLES, COMMERCIAUX, ET VOUS.

SICOB - STAND 4100 - NIVEAU 4 - ZONE A

VOUS OBTIENDREZ TOUS RENSEIGNEMENTS EN RETOURNANT CE BULLETIN

Entreprise \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Nom \_\_\_\_\_  
Activité \_\_\_\_\_  
Fonction \_\_\_\_\_ Téléphone \_\_\_\_\_



telesystèmes SOCIÉTÉ DE SERVICES en INFORMATIQUE

TÉLÉINFORMATIQUE ET TRANSMISSIONS DE DONNÉES

CYCLES DE FORMATION renseignements et inscriptions à: telesystèmes

115-117, rue du Bac 75007 Paris - Tél : 544.38.98 - Téléc : 200515

Stand N° 2309 - Niveau 2 - Zone C de 4 à 2.000 postes...

Réseau d'interphone en duplex électronique

**STENTOFON PAMEX**

Société ESSE - 9, rue Ernest-Cognacca, 92300 Levallois-Perret

eau c'est aussi la vie.

la meilleure façon de  
travailler pour la qualité  
nouveau de 29 pays y  
de 10 pays en ce début

**COB**

FOUR DE L'INFORMATIQUE  
ET DE L'ORGANISATION

SEPTEMBRE 1977

A COTÉ DE VOS 300 000

مركز البحث العلمي



# L'informatique et les P.M.E.

APRES avoir été presque exclusivement au service des entreprises grandes puis moyennes, seut par le recours au travail à façon, l'informatique, grâce à ses progrès technologiques et à l'abaissement de ses coûts, est désormais accessible, sous une forme ou sous une autre, à la plupart des entreprises, qu'elle qu'en soit la taille. C'est ainsi qu'à l'intérieur d'un accroissement du parc français d'ordinateurs passé de deux mille à vingt mille machines en dix ans, la part des « très petits » ordinateurs est passée de cent à neuf mille machines. Le marché qui s'est ainsi ouvert à l'industrie informatique est donc considérable. Les constructeurs ne s'y sont pas trompés puisque, par exemple, C.I.I.-Honeywell-Bull, qui n'avait pas repris, lors de la fusion « historique », l'activité mini-ordinateurs de la C.I.I., se refuse à être cantonné dans la « grande » informatique. De même I.B.M., après avoir longtemps mis sur la centralisation autour de machines moyennes et grosses, s'est finalement lancé à tout-va dans la bataille, au point de créer spécialement une division autonome « grande diffusion ».

## Des précautions à prendre

De la même façon, les pouvoirs publics français ont mis sur pied un « plan péri-informatique » dont un large volet est destiné à soutenir l'industrie nationale des petits ordinateurs, dont le représentant le plus significatif est Logabax, qui a su passer brillamment de la machine à facturer à l'ordinateur le plus complet. Enfin, les banques et quelques groupes industriels se sont installés sur une part significative de ce marché par l'intermédiaire de leurs filiales de services en informatique capables soit de traiter à façon les travaux des P.M.E., soit de les aider à choisir et à installer leur propre ordinateur.

Cette « démocratisation » en cours est une réelle révolution économique qui participera largement à la réalisation de la prévision qu'un jour l'industrie de l'informatique ravira le premier rang mondial de celle de l'automobile.

Il est également réconfortant de constater que, en raison d'investissements et donc de taille critique

considérablement plus faible dans ces secteurs, les fabricants français de mini-ordinateurs ou les sociétés françaises de services en informatique peuvent prétendre à des ambitions qu'il a fallu abandonner pour la France en ce qui concerne les ordinateurs moyens et gros. Mais examinons également comment se présente la situation du côté des utilisateurs.

Aujourd'hui, non seulement l'accès complet à l'informatique est économiquement possible aux P.M.E., mais le fait d'avoir été obligées d'attendre, loin d'avoir été un handicap, car leur taille et leur complexité structurelle s'accommodaient assez bien d'un système administratif relativement simple et peu mécanisé, leur est devenu favorable : les principaux problèmes ont été résolus par d'autres et elles peuvent directement bénéficier des mêmes techniques que les plus grandes. Cela est particulièrement important dans le cas des solutions dites « transactionnelles » réalisables désormais sur bon nombre de petits ordinateurs ou par utilisation de services extérieurs de télégestion. En effet, lorsqu'on sait combien le côté artificiel des traitements purement séquentiels et périodiques des débuts avait perturbé les organisations, on conçoit combien la possibilité d'enregistrer et de traiter les transactions au fur et à mesure de leur apparition peut faciliter dans les P.M.E. l'introduction de l'informatique en leur permettant de conserver l'esprit de leur organisation. Toutefois, ces aspects favorables ne doivent pas laisser croire que l'introduction de l'informatique dans les P.M.E. est devenue une opération triviale : un certain nombre de précautions doivent être prises par la P.M.E. candidate à l'informatisation.

## Quelles tâches ?

Le premier problème à résoudre est la détermination des tâches que l'on confiera à l'informatique, une décision qui n'est pas l'automatisation des tâches administratives classiques est généralement aisée. Mais l'informatique n'est pas faite simplement pour établir des bulletins de paie ou des factures. Or, pour les travaux dits de gestion destinés à améliorer les prévisions, à accroître la productivité,

à préparer les décisions, les choix des applications, et surtout la conception de leurs solutions, sont beaucoup plus délicats et nécessitent des études soignées. Et ces études sont indispensables, car c'est dans ce domaine que l'ordinateur trouve sa finalité, permettant seul d'employer des solutions évoluées dépassant les possibilités du traitement manuel.

## Le « sur mesure »

La diversité des modes d'accès à l'informatique est aussi un problème pour les P.M.E., qui se trouvent ainsi confrontées à un choix qui n'est pas toujours facile. En restant forcément très schématisée, on peut distinguer trois grandes catégories, elles-mêmes largement subdivisées, de solutions : l'installation d'un petit ordinateur, soit employé de façon centralisée, soit accessible en temps réel grâce à des terminaux installés aux postes de travail ; la sous-traitance, soit en mode classique, soit en télé-informatique, c'est-à-dire avec des terminaux permettant le temps réel ; enfin, une combinaison de ces deux approches conduisant à répartir les traitements entre la P.M.E. équipée de mini ou micro-ordinateurs pouvant aussi jouer le rôle de terminaux intelligents et la société de services pour les travaux dont le volume ou la complexité dépasse les possibilités des moyens propres.

Cette dernière possibilité, à savoir la coexistence d'une pluralité de méthodes pour l'accomplissement d'une même fonction dans une même entreprise, n'a rien d'exceptionnel : n'en est-il pas ainsi, par exemple, pour les transports où une société peut posséder ses propres véhicules et utiliser simultanément des sous-traitants pour certaines livraisons ? Quoi qu'il en soit, si les choix relatifs aux applications et aux moyens restent délicats, les P.M.E. peuvent recourir à l'aide de conseils extérieurs spécialisés, qui les orientent et les assistent dans leurs premiers pas informatiques.

Mais les P.M.E. auront, en tout état de cause, à assumer les problèmes financiers. Si les coûts des matériels ont considérablement baissé, il n'en est pas de même, bien au contraire, des frais de personnel, donc des dépenses de logiciel (programmes). Dans ces conditions, le « sur

mesure » n'est pas à la portée de toutes les P.M.E., et c'est pourquoi sont aujourd'hui disponibles, soit auprès des constructeurs, soit auprès de certaines sociétés de services, des programmes standards plus économiques et adaptés, soit aux fonctions de l'entreprise (paie, comptabilité...), soit, mieux encore, à l'ensemble des problèmes d'une profession (concessionnaires automobiles, cliniques, gérants d'immeubles, négociants...), et disponibles, selon les cas, soit en traitement à façon, soit pour un ordinateur donné.

Outre leur prix, l'intérêt de telles solutions préprogrammées réside dans le fait qu'elles ont été étudiées, testées et améliorées avec l'aide de professionnels compétents et qu'elles sont portées de méthodes fiables et bien adaptées à la profession concernée. Cela représente un investissement qu'une entreprise « isolée » ne peut en général supporter seule, à supposer qu'elle ait les hommes pour le faire. En contre-partie, leur adoption peut nécessiter des changements de méthode de travail, mais serait-il nécessaire de s'embarrasser d'un système informatique si on était, a priori, hostile à toute modification ?

Sous ces réserves, les P.M.E. ont, aujourd'hui, accès, elles aussi, aux possibilités majeures de l'informatique, notamment grâce au mini et micro-ordinateurs et au temps réel. Un bouleversement complet des moyens et des solutions actuelles n'est pas prévisible à court terme, et les prix, tout en continuant à baisser, prendront une allure asymptotique. Dans cet environnement relativement stable, le moment est venu pour les P.M.E. de maîtriser à leur tour le phénomène informatique car, plus que jamais, la qualité de leur gestion sera l'un des deux ou trois moyens (notamment avec la créativité sur les produits) de creuser le fossé entre l'entreprise performante et l'entreprise moyenne. Mais le principal goulet d'étranglement reste celui des hommes, et il est nécessaire que les dirigeants de P.M.E. fassent l'effort indispensable de formation interne, car le marché du travail est encore insuffisamment fourni en hommes ayant la pratique concrète de la gestion des P.M.E. allée à un bagage informatique minimum.

GÉRARD BAUVIN.

(\*) Président de Sigeos, société de conseil en informatique.

## LE TRAITEMENT

## LE MARCHÉ :

LE principe de l'automatisation des tâches dactylographiques n'est pas nouveau. Dès les années 40, des machines à écrire permettaient la frappe automatique de textes enregistrés sur des bandes ou des cartes perforées. En 1964 I.B.M. présentait la première machine à écrire pouvant stocker des textes sur un support magnétique, et, depuis, plusieurs innovations ont eu lieu, bénéficiant surtout des techniques électroniques. Mais, alors que ces machines sont connues et utilisées aux Etats-Unis et en République fédérale d'Allemagne, elles le sont très peu dans notre pays, où d'ailleurs, pour la moitié du parc, les machines à écrire sont encore mécaniques, modèles qui, du reste, sont en voie de disparition outre-Atlantique. En Europe, au contraire, les ventes annuelles de machines électroniques viennent seulement de dépasser celles des machines mécaniques.

Dans l'industrie, les calculs de

rentabilité ont été effectués et sont appliqués depuis longtemps. Dans le « bureau », si l'on excepte l'informatique, on continue, en France, à travailler comme à la fin du siècle dernier, sans grand souci apparent des coûts et des rendements. Dans le budget d'un poste de dactyle, une part de 5 % est consacrée à la machine, 95 % au salaire. En informatique, l'investissement en matériel représente 35 % du budget ; dans le traitement de texte, ce pourcentage est de 3 %. Si quelques grandes sociétés ont le vent de l'organisation en poupe, elles ne se sont pas laissées envahir par les machines à écrire automatiques.


Des évaluations en provenance des Etats-Unis indiquent que, de 1960 à 1970, la productivité ouvrière s'est améliorée de 83 % et la production administrative de seulement 4 %. Or dans ce pays, le secteur tertiaire occupe déjà actuellement 60 % de la population active (50 % en France).

## Quelques prix

EN bas de gamme, le prix des machines de traitement de texte est environ de 30 000 francs. Le « Mémosphère » d'I.B.M. coûte 29 900 francs. Des matériels plus rudimentaires, d'un prix de 10 à 13 000 francs, devraient apparaître en 1978. Une machine de milieu de gamme, comme la TES 501 d'Olivetti, coûte 61 000 francs. En leasing, elle est louée 1 564 francs par mois sur cinq ans. La valeur résiduelle est de 6 % du prix d'achat. L'I.B.M. 855 CM, dont les livraisons sont prévues pour janvier 1978, est vendue au prix de 68 865 francs. La location mensuelle pour vingt-quatre mois est de 1 938 francs. Le dispositif de communication de cette machine, qui lui permet d'être reliée par téléphone à d'autres matériels I.B.M., coûte 21 445 F et est loué 542 francs par mois pendant deux ans. A cela, il faut ajouter le prix d'un modem.

Quand on arrive aux systèmes les plus puissants, on atteint et

on dépasse même les 200 000 F. Le système d'écriture I.B.M. 61450, qui comprend le système d'impression à projection d'encre 46140, et une unité de cartes magnétiques, est vendu 191 100 F, et loué 4 805 francs par mois pendant deux ans. Le système I.B.M. 61430, sans l'imprimante 46140, est vendu 96 600 francs et loué 2 490 francs par mois. Un I.B.M. 32 de configuration à l'option moyenne, doté des dispositifs de génération automatique de textes (GAT), représente 7 680 F de location mensuelle et est vendu 231 691 francs. Une même configuration de l'I.B.M. 32 GAT munie d'un lecteur-enregistreur de cartes magnétiques 5321 est louée 9 065 francs par mois, et vendue 318 590 francs. Dans les deux cas il faut compter en plus 880 francs de location pour le produit-programme. La plupart des constructeurs vendent ou louent leurs machines par mois ou suivant un plan de location d'un à deux ans. Mais tous ne proposent pas la location-vente.



**FRANCE FRAPPE COMME DIX**

les textes répétitifs avec variantes.  
Cadence: 1 page/minute.

**SECRE** traitement de textes.  
Au Sicob: niveau 3, zone B, stand 3200.



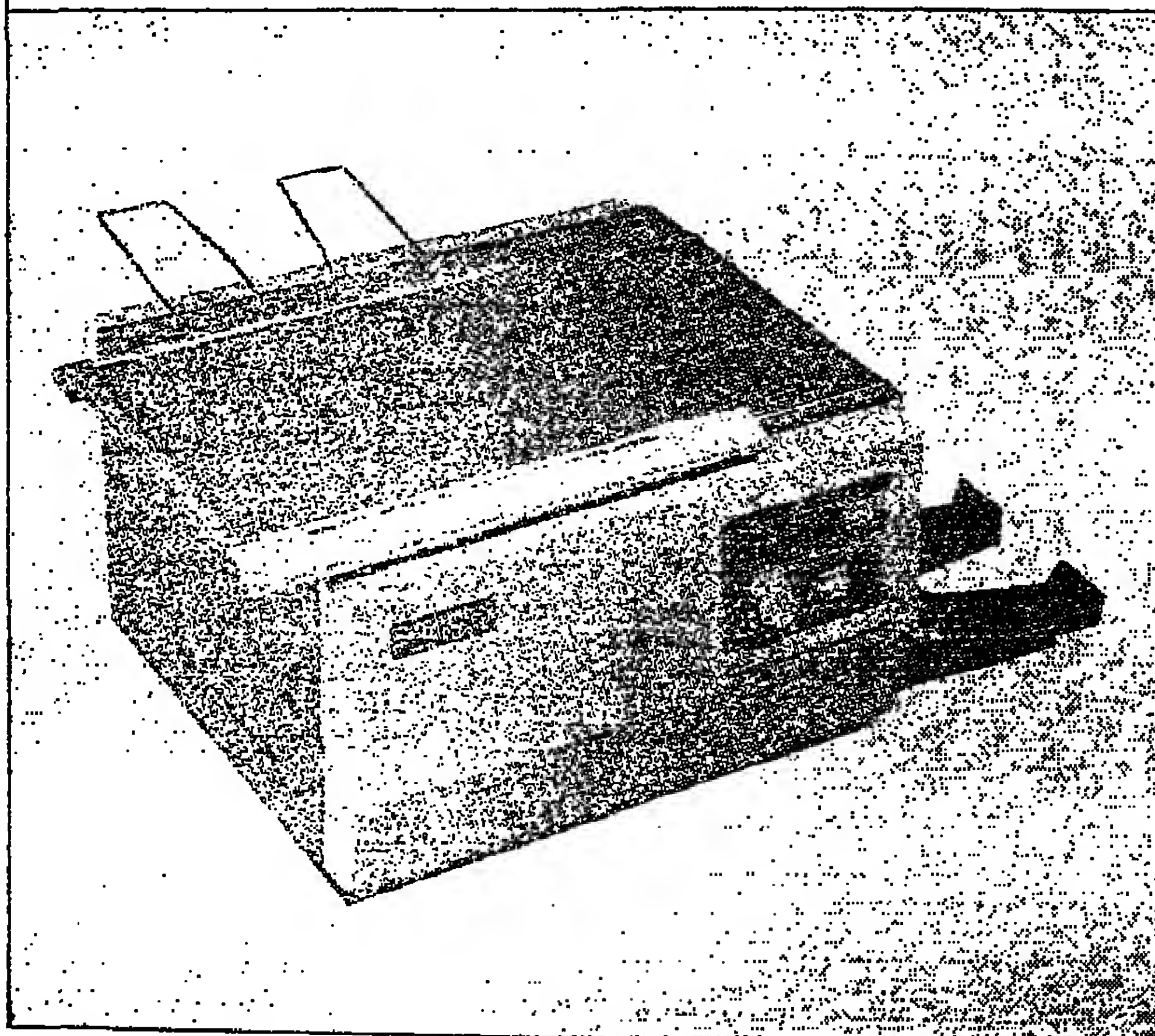
**FRANCE FRAPPE COMME DIX**

Elle travaille seule quand on lui a tout dit.  
Venez la voir au Sicob.

**SECRE** traitement de textes.  
Au Sicob: niveau 3, zone B, stand 3200.

## SECRETARY II

La photocopie sur papier ordinaire sort enfin de l'ordinaire.



Avant, la photocopie sur papier ordinaire voyait la vie en gris. Maintenant il y a le copieur "Secretary II". Il fait des copies nettes et contrastées de lettres, schémas, pages de livres, revues, photos et même objets.

Grâce au système d'alimentation en feuille la "Secretary II" peut reproduire sur papier pelure ou sur bristol, sur bloc-note ou sur papier millimétré, sur papier couleur ou sur étiquettes auto-adhésives, sur transparents, sur plaques offset, sur calques - tout cela sans même modifier l'alimentation automatique normale.

En recto seul, comme en recto-verso. Et tout cela avec un parfait respect des nuances, de toutes les nuances. Comme seul 3M pouvait le faire.

**3M**

Monsieur, Madame \_\_\_\_\_  
Fonction \_\_\_\_\_  
Société \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Téléphone \_\_\_\_\_  
désire recevoir de plus amples informations sur le copieur "Secretary II" 3M.  
3M FRANCE Bd de l'Oise 95000 CERGY. Tél. (1) 031 61 61.  
N° Stand SICOB 5304 et 5305. Niveau 5. Zone C.

هكذا من الأصل



# TRAITEMENT DE TEXTES

1. The first step in the process of the investigation is the identification of the subject. This is done by the use of the subject's name, address, and other identifying information. The subject is then located and interviewed. The interview is conducted in a confidential manner and the subject is assured that their information will be kept confidential. The subject is then asked to provide information about their activities and contacts. This information is then used to identify other individuals who may be involved in the investigation. The process continues until all individuals involved in the investigation have been identified and interviewed. The final step in the process is the preparation of a report. This report contains all the information gathered during the investigation and is used to inform the appropriate authorities.

# Quelques prix

**IL FRAPPE COMME**  
 une tonnelle seule  
 quand on lui a tout dit.  
 Pour le voir au Scob.

ONE YEAR

100

**de l'ordinaire.**

pour vos besoins voyez  
notre "Secretary II"  
combinaison de lettres.  
C'est un objet  
digne d'être à l'école.  
Il est pratique ou sur  
papier, sur papier cou-  
leur, transparent, sur pla-  
quette en métal. La

**3M**

Les machines « autonomes » sont schématiquement des machines à écrire auxquelles on a adjoint une

## La domination d'I.B.M.

Une quarantaine de firmes sont présentes sur le marché européen (environ autant sur le marché français). I.B.M. est en tête bien que sa domination européenne dans le domaine des machines à écrire électriques et automatiques soit moindre qu'aux Etats-Unis. Parmi ses concurrents, on peut citer des firmes allemandes (Olympia, Schreibers, Kalle Inblich (groupe Heideck), Diell), italiennes (Olivetti, Selenia, Selenia-Adco), américaines (Hewlett, racheté par Burroughs en 1978, Digital Equipment Corporation, Videsec, Wang, Rank Xerox). Rank Xerox a fait irruption sur le marché du traitement de texte en 1976 en présentant une machine équipée d'un système d'impression, « la Marguerite », plus rapide que ceux existants. El Frost et Sullivan considèrent qu'I.B.M. et Xerox tiendront probablement 70 % du marché mondial du traitement de texte dans la prochaine décennie, car ce sont les deux seules entreprises à avoir mis au point une puissance informatique, et de leur impact sur le marché, de promouvoir certains concepts et produits nouveaux et de les introduire en grande quantité. Dominant l'informatique et le traitement de texte, I.B.M. a pris pied sur le marché des satellites de télécommunications en prenant une participation de 42,5 % dans le capital du consortium S.B.S. (Satellite Business Systems). Or S.B.S. vient de recevoir l'autorisation de lancer deux satellites de télécommunications de l'Etat-Unis, et de leur impact sur le marché de télécommunications intérieures qui transmettra en 1981 des images, des données, des liaisons téléphoniques et, pourquoi pas, des textes.

**CHRISTIANE GALUS.**

(1) *Word Processing in Europe.*  
 Frost and Sullivan Inc., décembre  
 1976.

**T**ES derniers mois ont vu l

maximale atteinte par l'imprimante à boule est de 17,5 caractères/seconde sur une machine Olympia SGE 75.

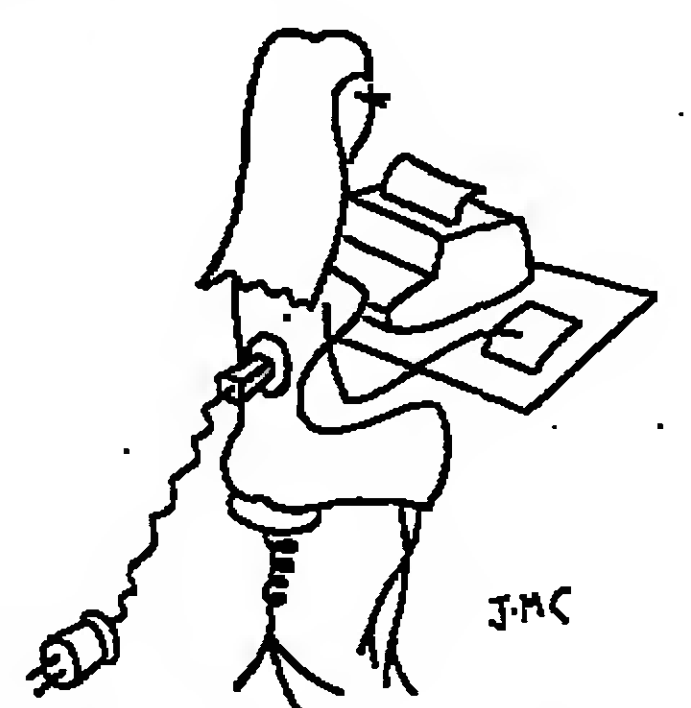
des matériels atteignant 30, 45, 55 caractères/seconde. Une firme japonaise, Ricoh, avec une technique identique, atteint 55 caractères/seconde.

Dans le domaine de l'impression sans impact, l'imprimante IBM-46/40, à projection d'encre, représente une petite révolution.

Le principe de la 48/40 est le suivant : de l'encore arrive dans un générateur de gouttelettes, et passe dans un injecteur où l'on fait vibrer l'encore à une fréquence ultra-sonore : 100 000 gouttelettes en sortent à la seconde, environ, d'une taille identique, et chargées électriquement. Les gouttelettes sont ensuite dirigées dans un champ électrostatique, formé par deux plaques défilées, d'un voltage évieré et fixe. Les gouttelettes, contrôlées individuellement, sont déviées verticalement dans le champ, suivant la hauteur désirée, et participent à la formation d'un caractère dans, l'ordre de la millième. Le principe est simple, mais la mise au point est longue, et le matériel coûteux. On ne peut pas fabriquer un caractère vertical de haut en bas, et de gauche à droite, d'une seule gouttelette.

Les images de caractères sont stockées sous forme binaire dans un générateur de caractères, qui, en fonction d'un signal donné, sélectionne l'un d'eux. Ce dernier, toujours sous forme binaire, engendre à son tour les signaux qui permettront de dévier les gouttelettes d'encre de la manière désirée. Quand on désire faire figurer sur une page des « blancs », un mécanisme laisse les gouttelettes sans charge électrique. Ces dernières, non déviées, ne participent pas à l'impression et retournent au réservoir d'encre.

Cette imprimante, pratiquement silencieuse, donne une impression de belle qualité, et atteint la vitesse de 77 à 82 caractères/seconde suivant le type de caractère choisi. L'appareil a en mémoire quatre-vingt-quatre alphabets différents et deux types d'écriture. Les caractères sont automatiquement enroulés et les textes enregistrés préalablement sur des cartes magnétiques de machines à écrire automatiques IBM. Une carte de commande contient les instructions nécessaires à la présentation du texte. La logique de la machine est assurée par une mémoire ROM (Read only Memory) mémoire morte où l'information est stockée de façon définitive; la bouteille d'encre alimentant la machine a une capacité d'impression de quatre millions de caractères. Le 4940 est une machine personnelle, économique, et une machine identique, ou être reliée à un ordinateur.



Le traitement de texte a bénéficié de technologies de pointe et de nombreuses innovations, mais on n'a pas encore réussi à établir un lien direct entre une machine à dicter et une machine à écrire automatique. Ces dernières impriment des bandes magnétiques, on tape sur une bande et on l'enregistre dans une mémoire. Il serait bien pratique que les mêmes machines puissent « lire » également des bandes magnétiques ayant enregistré un texte dicté, c'est-à-dire la parole. Ce n'est pas possible techniquement, car les supports magnétiques sont identiques, le principe d'enregistrement est différent : pour la parole, il est analogique ; pour l'écriture, il est numérique. Le transfert de l'un à l'autre n'est pas réalisable. On cherche depuis longtemps à contourner ce problème, on s'adresse à l'ordinateur. Il n'y a pas, pour l'instant, de succès significatifs.

C. G.

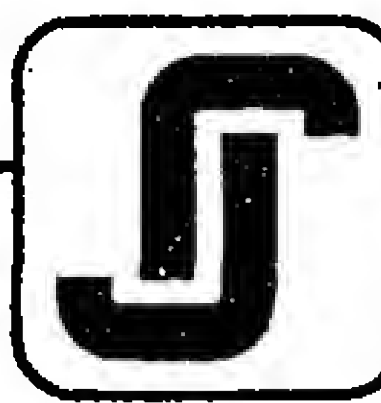
**T**ES machines à dicter prennent peu en Europe. En 1975, les enregistreurs de poche et les systèmes centralisés de grande capa-

**L**ES machines à dactylo prennent peu en Europe. En 1975, sur 108 millions de dollars de ventes d'appareils, 32 % (33 millions de dollars) étaient redevables à la République fédérale allemande, 19 % (21 millions de dollars) à la Grande-Bretagne, et 10 % (11 millions de dollars) à la France. On estime qu'en Europe 65 % des textes sont écrits à la

les entrepreneurs de poche et les systèmes centralisés de grande capacité qui, au moyen de microphones et de lignes téléphoniques, alimentent les pools traditionnels et les centres de traitement de texte. Un système comme le « Visualiser » de Lianier (Eaux-Usés), permet d'effectuer des opérations de gestion et de traitement de données. Équipé d'un microprocesseur, d'un procédé d'affichage et d'une imprimante, il stocke des informations concernant chaque dicte : le numéro de la cassette et de l'enregistrement, l'heure, le jour et la durée de la dicte, l'identité de l'auteur, le niveau de priorité. Sur l'écran apparaît l'heure de la dicte, la transcription en réalité, ou effectuée par une personne en particulier. Le « Visualiser » peut être relié à 799 lignes téléphoniques au maxi-

On prévoit une croissance du marché pour les matériels situés aux deux extrémités de la gamme :

num. Des machines de ce type devraient être associées dans l'avenir aux communications et au traitement de texte.

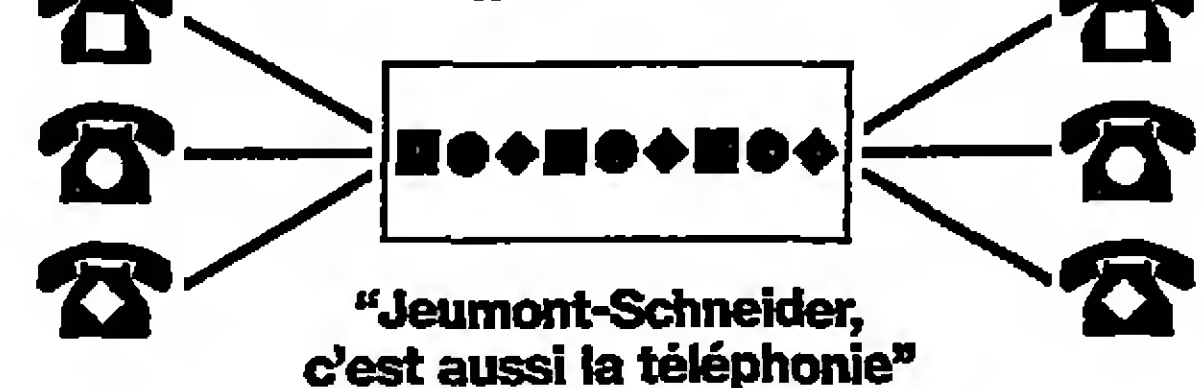


## POURQUOI ?

- Jeumont-Schneider a été le premier et demeure l'incontestable leader de la commutation temporelle dans le secteur privé,
  - Jeumont-Schneider offre une gamme complète d'autocommutateurs dans les familles JISTEL et TLC 10,
  - Jeumont-Schneider a réalisé tous ces types d'autocommutateurs dans un minimum d'encombrement,
    - Jeumont-Schneider, ayant opté pour l'électronique, confère à ses produits la plus grande fiabilité,
    - Jeumont-Schneider assure une technicité éprouvée et une expérience sans cesse confirmée,
  - Jeumont-Schneider a conçu des appareils d'une grande souplesse d'exploitation, avec de larges possibilités d'extensions,
- Jeumont-Schneider poursuit le développement des fonctions para-téléphoniques, Jeumont-Schneider allie la qualité supérieure de ses produits à des prix compétitifs.

# JEUMONT- SCHNEIDER

31-32, quai National - 92806 Puteaux  
tél. 776.43.23



**"Jeumont-Schneider,  
c'est aussi la téléphonie"**

**Les autocommutateurs JISTEL et TLC 10 seront en démonstration sur le stand Jeumont-Schneider  
n° 3510 niveau 3 E du SICOB, du 21 au 30 septembre 1977.**



# FRANCE FRAPPE COMME DIX

**et sa mémoire est prodigieuse.  
Venez la faire travailler  
au Sicob.**

**SÈCRÈ** traitement de textes.  
Au Sicob: niveau 3, zone B, stand 3200.



# FRANCE FRAPPE COMME DIX

**Une collaboratrice exceptionnelle  
qui multiplie l'efficacité  
de votre secrétariat.**

**SÈCRÈ** traitement de textes.  
Au Sicob : niveau 3, zone B, stand 3200.

هكذا عين الأمل



## Quand les programmeurs s'amusent...

L'INFORMATIQUE a été longtemps une aventure. Aujourd'hui, c'est un métier. Des centaines de milliers de personnes le pratiquent en France quotidiennement. Ces hommes, ces femmes, ne sont pas différents des autres. Mais le contact avec l'ordinateur et la programmation leur donne une tournure d'esprit originale, qui apparaît dans bien des circonstances. L'humour est un moyen de la révéler. Certaines histoires, certains faits, feront rire l'informaticien, mais laisseront les autres de glace. Par ailleurs, le public non averti tirera de certaines attitudes qu'il jugera anormales chez l'informaticien.

### Un véritable argot

L'informatique a, comme toute profession, un vocabulaire spécifique. Il est très fréquemment d'origine anglo-saxonne, et est le plus souvent utilisé tel quel. Ces mots sont officiels, mais ils prêtent parfois à rire car ce sont généralement des mots anglais normaux détournés de leur sens ordinaire.

BUG en anglais signifie une punaise (insecte), mais pour l'informaticien, c'est une erreur : on cherche les BUGS dans les programmes.

Une case de tri est un PIGEON HOLE (un trou de pigeon). Transférer d'une mémoire auxiliaire dans une mémoire centrale, et vice versa, se dira TO PING-PONG. L'ensemble des opérations de gestion interne ne faisant pas partie du traitement est le HOUSE KEEPING (le ménage). Le GRANDFATHER CYCLE (le cycle de grand-père) est la période de conservation portant sur trois générations de fichiers. MUNDANE (mondain) est un adjectif qui signifie banal (une ap-

plication « mondaine » est une application banale). L'emploi de ces mots officiels dans leur acception informatique fournit parfois des phrases étonnantes : « La mémoire virtuelle est transparente pour l'utilisateur ».

A côté de ces vocables jargonnants, mais acceptés, on trouve aussi un véritable argot (l'informagot selon certains) qui est, lui, spécifiquement français. Quelquefois, il vient de la langue verte courante. L'informaticien parlera des BREMES pour les cartes (perforées). L'ordinateur sera la BECANE, ou encore la BOUZINE. Mettre l'ordinateur en panne ce sera « planter la BECANE ». Les piles de disques seront les « GANELLES » (en raison de leur forme). Le codeur sera le « PISSEUR DE LIGNES » (de programme). Un écran de visualisation sera un « VISU ». Un programme que l'on n'arrive pas à mettre au point est « VEROLE ».

Les claviers d'informatique comportent des lettres et des chiffres. Mais en plus on y trouve un certain nombre de signes conventionnels auxquels le langage courant donne des noms imaginés : le DOMINO, le FAGOT, la PERLUETTE, l'AROBASE, l'AMPERSANDE, ou mieux encore, l'OREILLER FATIGUE.

D'une manière générale, l'informaticien a un grand respect pour le matériel. Il ne lui donne pas de surnom et continue de l'appeler par son sigle officiel, même et surtout s'il comporte des chiffres (qui ne lui font pas peur). Il y a quelques exceptions : une imprimante dénommée la « LESSIVEUSE » ou encore la « TRIEUSE LOUIS XV » (en raison de la forme de ses pieds).

L'humour interne à l'informati-

que se manifeste surtout au niveau de la programmation. Le programmeur ou l'analyste doit en effet donner un certain nombre de noms, d'abord au programme lui-même, ensuite à des emplacements de mémoire, des instructions particulières, etc. Il s'en donne à cœur joie. Le programme s'appellera SUPRÊME, PLACIDE, ou plus prosaïquement COCO. Des « astuces » du même genre interviennent à l'intérieur même du programme (et relèvent donc de la « private joke », la plaisanterie privée). En appelant HELL, un emplacement de mémoire, le programmeur se donnera le plaisir d'écrire GO TO HELL (va au diable), en combinant HELL à l'instruction classique GO TO. Pour dénommer des labels, le programmeur pourra choisir OTERO, FERRONNIERE, ELABETE.

### Pour information seulement...

Le processus peut être plus compliqué, et le programmeur peut s'arranger pour le faire apparaître dans le texte.

IF EMPLOY = PROGRAMMER GO TO AUGMENT (en cas d'emploi = le programmeur est augmenté).

Toutes ces plaisanteries sont gratuites (comme doit l'être toute véritable plaisanterie). Mais parfois l'astuce est plus intéressée. Certains mauvais plaisants s'ingénient à introduire dans l'ordinateur des programmes qui vont le mettre en panne. S'il est vraiment très doué, cet informaticien sera d'ailleurs bientôt engagé par les constructeurs. Il leur servira à mettre au point des systèmes difficiles à « faire tomber en quenouille ». Quelquefois, l'astuce relève de l'escroquerie. Tel le programmeur qui faisait virer à son compte les restes des

arrondis de pourcentage des sommes traitées par sa banque. Ou celui qui, dans le programme de paie de son entreprise, avait mis une instruction qui commandait la destruction du programme si par malheur son nom ne figurait plus parmi la liste des bénéficiaires.

Les péripéties industrielles qui ont accompagné le développement de l'informatique ont été le sujet de nombreuses plaisanteries. La série d'ordinateurs IRL de la CII (qui a bénéficié des largesses du plan-calcu) était la « pupille de la nation ». Et combien de fois n'a-t-on pas envisagé de colporter la Bull. Quant à IBM (International Business Machines), ce signe signifie pour certains International Brotherhood of Magicians (confrérie internationale des magiciens) ou encore It's Better Manually (c'est mieux à la main). L'ordinateur fou du film de Stanley Kubrick, 2001 Odyssée de l'espace, est appelé HAL. Or HAL se transforme en IBM si l'on remplace chacune des lettres par la suivante dans l'alphabet. Cet exemple est typique de la plaisanterie qui fera rire un informaticien, mais qui risque de laisser les autres indifférents. La rigueur logique, l'habitude de consulter des listes, conduisent à une (dé)formation d'esprit par-

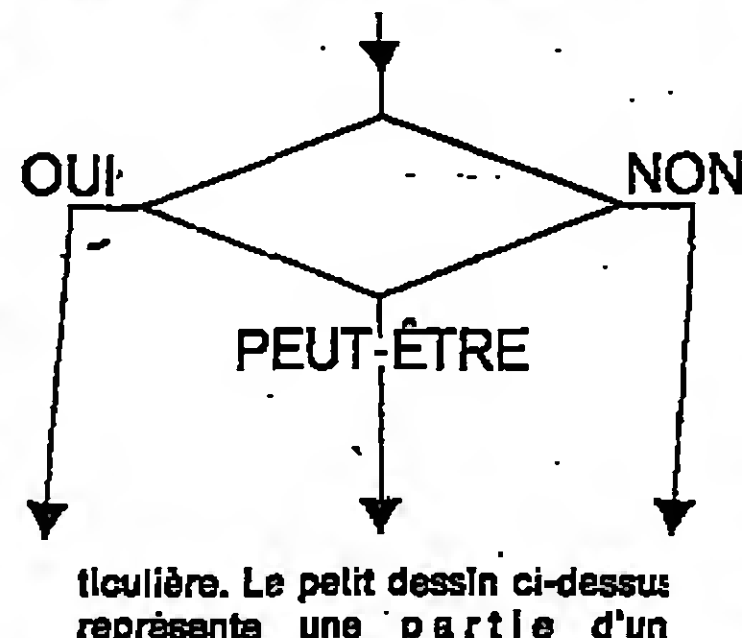


schéma d'algorithme. Il réjouira tout informaticien qui sait que sa logique est binaire (oui ou non) et qu'il n'existe pas de « peut-être » dans son monde. Le titre d'un ouvrage difficile sur les problèmes de programmation, la Pornographie en A.P.L. par Abrams, la présence de L'Air Liquide à côté d'Air Inter et d'Air France dans une liste de compagnies d'aviation fera sourire.

L'informaticien pourra exercer (volontairement ou non) son humour dans la vie courante. Certains informaticiens s'étaient passé une recette pour ne pas payer les procès-verbaux de la police à l'époque où la carte perforée était fournie directement au contrevenant. Il suffisait de percer un trou bien placé dans la carte : l'ordinateur ne savait plus la lire.

### et pour non-information

Cette forme d'esprit permet à l'informaticien de rire de l'absence de logique de certains formidables. On trouve sur un document de la Sécurité sociale les deux lignes suivantes, à la suite : « Renseignements sur le malade ».

« S'agit-il d'un accident ? » Pour l'informaticien, il n'y a pas de doute. Il faut répondre oui si le malade n'a pas été un enfant voulu par ses parents, non s'il a été désiré.

Cette déformation de l'esprit de l'informaticien peut se tourner contre lui. Tel ce jeune programmeur qui envoyait des lettres d'amour à sa fiancée en barrant les O (en programmation, pour distinguer 0 (zéro) de la lettre O, cette dernière lettre est toujours barrée). Ou cet autre qui ayant compris qu'il fallait se souvenir des cartes

qui avaient été jouées dans une partie avait décidé de les « garder en mémoire » (expression typiquement informatique).

D'une manière générale, l'informaticien tira plus qu'un autre des plaisanteries qui font intervenir des éléments de logique absurde. Lewis Carroll, Raymond Queneau, les travaux de POU-LIPO (Ouvroir de Littérature potentielle), feront ses délices. Comme des syllogismes classiques tels que : « Tout ce qui est rare est cher. Un cheval bon marché est rare. Donc un cheval bon marché est cher. » Ou encore : « L'homme descendant du singe, le singe descendant de l'arbre, donc l'homme descendant de l'arbre ».

L'informatique est aussi un sujet de plaisanterie pour le non-informaticien. Il y a le programmeur qui a trouvé sa femme grâce à l'ordinateur et qui cherche un programme pour l'aider à divorcer.

Il y a le borgne qui ne croit qu'à moitié à la lecture optique. L'informaticien qui, pour montrer sa supériorité sur la machine, la débarrasse et lui dit : « Sans moi, tu n'es qu'un zéro... compris ? »

L'ordinateur qui répond à une interrogation d'un client : « Faites ce calcul vous-même, le suis en congé payé jusqu'au 31 août. Electroniquement vôtre », signé « Le Carreau ».

Le P.D.G. qui flicte avec sa secrétaire et qui lui déclare : « Dis-moi la vérité, Mademoiselle » ne vous étonnera jamais, demandez pourquoi on ne vous a pas remplacé par un ordinateur ?

A l'inverse, le directeur du centre informatique qui injurie son ordinateur et qui lui dit : « Et n'oublie pas que je peux te remplacer par des employés ».

JEAN-LOUIS LAVALLARD.

## BIS cherchait une solution à ses besoins de copies. Océ lui a proposé un système adapté.



Quand vous jetez un coup d'œil à vos besoins en matière de photocopies, vous vous apercevez qu'ils ont changé avec le temps.

C'est maintenant le moment de vous intéresser à une solution rationnelle entièrement adaptée à vos besoins :

La gamme Océ : une gamme de photocopieurs, duplicateurs qui vous donne, jour après jour, des copies, toutes très nettes.

Océ va vous aider à analyser vos besoins, puis vous recommander l'équipement qui correspond à votre volume de copies, à la vitesse que vous demandez, aux formats dont vous vous servez et à votre budget, bien sûr.

BIS a fait un choix réfléchi. Il est satisfait d'Océ.

Copieurs, duplicateurs, tireuses de plans, microfilms.

Océ-Photosia S.A.  
27, rue Cuvier - 93107 Montreuil Cedex - Tél. 374.11.35.  
Asnières - Bordeaux - Grenoble - Lille - Lyon - Marseille - Montreuil  
Nancy - Nantes - Paris - Rouen - Strasbourg - Toulouse

Nos copieurs seront en démonstration au Sicob, niveau 5, zone E, stand 5500.

**Copieurs Océ : un choix réfléchi.**

**océ**

## LE « BUREAU DU FUTUR »

(Suite de la page 36.)

Aujourd'hui, il semble bien que les outils d'écriture mécaniques (encore très souvent mécaniques) fassent l'affaire ; et c'est le plus long terme possible... A vrai dire, l'approche globale procède le plus souvent d'une myopie organisationnelle : on se contente de dire : « nous avons besoin de plus de machines », et dans les faits, le registre sur lequel s'opèrent les choix (ou l'absence de choix) en matière d'organisation est celui de l'indifférence. On persiste le plus souvent à propager les idées reçues dans ce domaine : c'est-à-dire que les us et coutumes se voient consolidés.

### Des choix sociologiques

Tout concourt à ce qu'il en soit ainsi : l'indifférence de la plupart des responsables, qui confondent les principes de rangement (sûrement suffisants lorsque l'on « gère » chez soi son armoire à linge) avec ceux de classement, indispensables à la bonne gestion de milliers de dossiers quotidiennement alimentés de faits nouveaux fixés par écrit, l'absence de réflexion du personnel administratif, qui, répondant à l'indifférence des responsables, répète inlassablement ce qu'on lui a appris (ou qu'on ne lui a pas appris : l'important est que le travail se fasse, peu importe si les moyens sont bons), la faible imagination des constructeurs de mobilier et d'outils de bureau, qui offrent trop souvent des « matériels-sans-philosophie-organisationnelle », et dont la créativité s'est souvent bornée à repindre en blanc ce qui était gris hier... Non, malgré quelques apparences, « l'esprit de lustrine » n'a généralement pas quitté l'univers administratif.

Ces faits d'aujourd'hui gouvernent et ordonnent ceux attendus demain. Or, les faits n'incident pas à concevoir un moyen terme profondément différent de ce que chacun peut observer à l'heure actuelle. La faible intérêt que l'on porte aux outils dits sophistiqués (télécopieurs, machines à écrire à mémoire, etc.) montre bien qu'il n'y a pas de véritables intentions de laisser pénétrer tous ces outils dans les bureaux. Mais l'attitude de défiance à leur égard n'est sûrement pas le fruit d'une volonté délibérée et réfléchie de filtrer les outils. Elle résulte plutôt d'une absence de schéma organisationnel qui intègre aux outils normalement l'animal auxiliaire de l'homme ; en l'absence d'une attitude volontariste visant à apprécier justement les besoins, les choses se font au hasard dans trop de grandes unités tertiaires, où l'on voit ainsi fonctionner des outils d'aujourd'hui au service d'organisations imaginées au dix-neuvième siècle. Les tâches qui y

sont accomplies, autant par les uns que par les autres, ne sont pas toujours enthousiasmantes. Et, n'étant l'occasion de rencontrer ses collègues dans les couloirs du bureau, se précipitent-ils tant pour faire des copies ? De même, qu'y a-t-il d'agréable à dactylographier inlassablement quelques textes mineurs, qui, parce que plusieurs fois modifiés par leur auteur hésitant, entraînent l'obligation de plusieurs versions pour aboutir à un document peut-être inutile ou qui ne sera pas lu ?

### L'indifférence des responsables

Papier laborieusement noté, transporté dans de multiples directions, au pas du garçon d'étage ou par des voies postales bien encombrées et lentes, papier précieusement stocké, symbole de toute l'activité « des bureaux », tel est ce que chacun peut enregistrer quotidiennement. Or est la modernité dans cet univers aux conceptions de l'ordre du médiéval ?

Or est la thérapie, s'il en faut une ? De nouvelles races de machines, de nouvelles générations de moyens pourront-elles être introduites dans les bureaux des années 80 ? Lesquelles, pour faire quoi, dans quel dessein, et quelles en seraient les conséquences imaginables ? Voilà, nous semble-t-il, de bonnes questions. Elles ne concernent pas seulement quelques spécialistes attentifs, quelques technocrates avisés, quelques constructeurs qui réfléchissent. Elles nous concernent tous : les choix qui seront faits devront être sociologiquement pertinents.

En attendant, l'univers du tertiaire se déplace avec ses pesanteurs sociologiques et ses croyances en direction des années 80. L'immature face aux évolutions technologiques qui l'environnent, il porte parfois sur le monde des outils du bureau un regard indifférent d'enfant émerveillé, mais le plus souvent vaque à ses occupations, les yeux nimbés d'outils lui bornant anachroniquement son chemin.

REMY GENTON.

Prochain article :  
**DES MACHINES ALIBIS**

**TEXAS INSTRUMENTS FRANCE**



naux

musent...

Les musiciens de la scène française ont été les premiers à se rendre compte que le langage musical n'est pas un langage universel. Ils ont donc cherché à le rendre tel en utilisant des moyens techniques. C'est ainsi que sont nées les synthétiseurs, les séquenceurs, les ordinateurs... Ces outils ont permis de créer de nouvelles formes musicales, de nouvelles sonorités, de nouvelles émotions. Ils ont aussi permis de rendre plus accessible la musique à un plus grand nombre de personnes. C'est pourquoi ils sont devenus des outils indispensables pour les musiciens d'aujourd'hui.

#### formation

Une formation musicale de qualité est essentielle pour devenir un musicien professionnel. Elle doit couvrir tous les aspects de la musique : la théorie, la pratique instrumentale, l'histoire, l'analyse... Elle doit aussi être adaptée aux besoins de chaque élève. C'est pourquoi il est important de choisir une école ou un professeur qui propose une formation complète et personnalisée. Cela permettra à l'élève de développer ses talents et de devenir un véritable artiste.

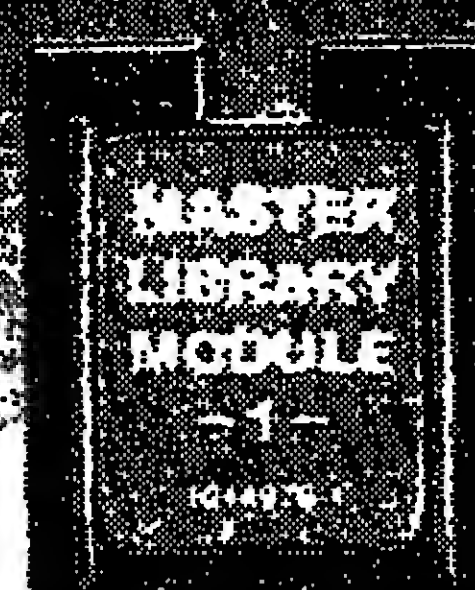
#### BUREAU DU FUT.

Le bureau du futur est un lieu où l'on peut se rendre compte de l'impact de la technologie sur notre société. On y trouve des modèles, des maquettes, des vidéos... On peut ainsi visualiser les avancées technologiques et leur application dans différents domaines. C'est un lieu idéal pour les étudiants, les chercheurs, les professionnels... C'est aussi un lieu où l'on peut échanger des idées, des expériences, des connaissances. C'est pourquoi le bureau du futur est un lieu incontournable pour tous ceux qui s'intéressent à l'avenir.

#### TI

TI est une entreprise leader dans le domaine des calculatrices. Elle propose des produits innovants, performants, fiables. Ses calculatrices sont utilisées par des millions de personnes dans le monde entier. Elles sont appréciées pour leur simplicité d'utilisation, leur précision, leur polyvalence. TI continue d'investir dans la recherche et le développement pour proposer toujours de meilleurs produits. C'est pourquoi elle reste la référence absolue en matière de calculatrices.

# La bibliothèque du futur



Une révolution de Texas Instruments : le module préprogrammé enfichable (5000 pas de programme).

L'événement est là. Signé Texas Instruments, le module préprogrammé enfichable. Une fois de plus, avec Texas Instruments, la technologie des calculatrices franchit une étape décisive.

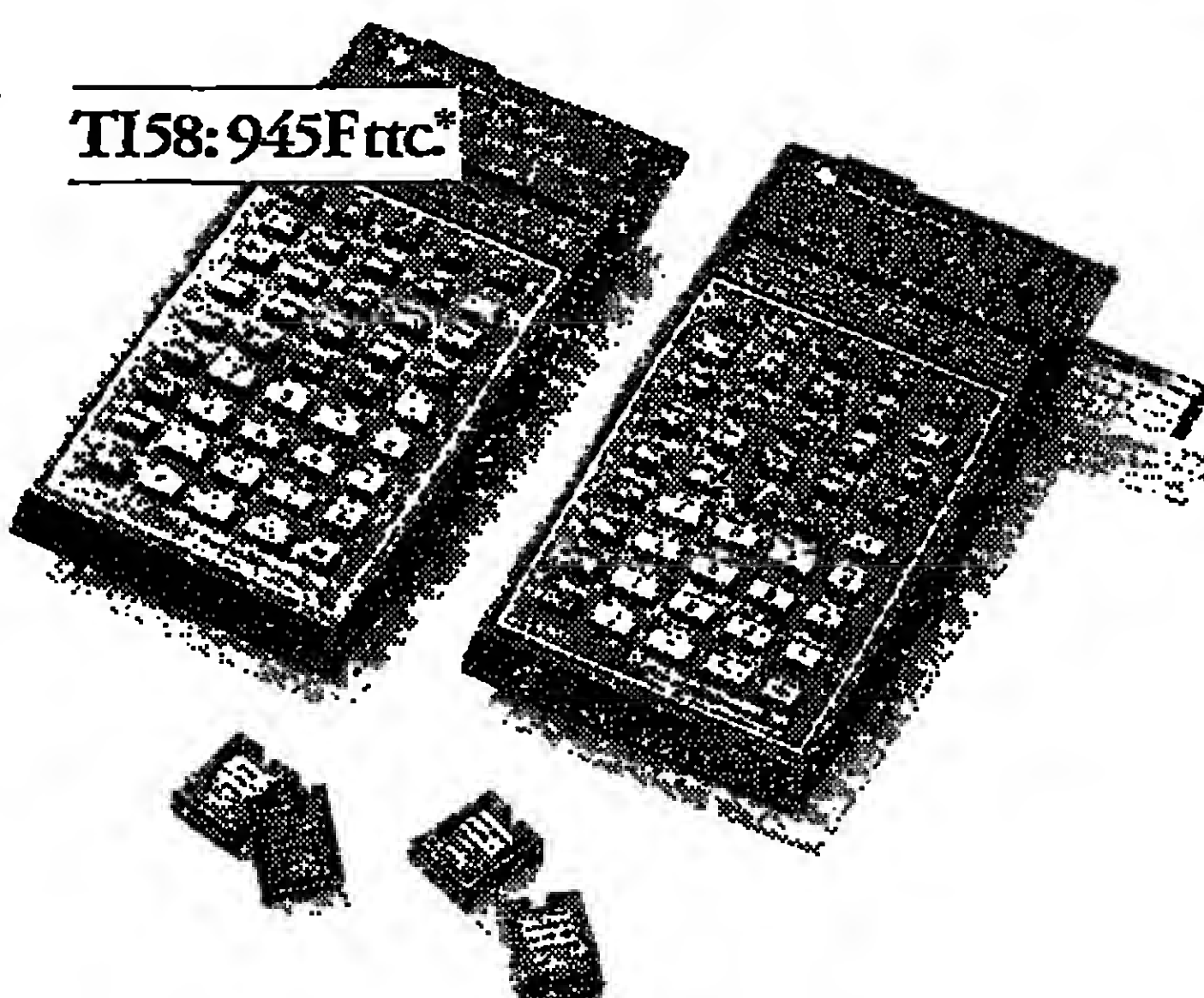
Le module. Sa taille : celle d'un morceau de sucre. Sa capacité : 5000 pas de programme. Le module : la solution la plus avancée au problème du stockage des programmes.

Chez Texas Instruments, la bibliothèque du futur est au présent. Pour la résolution des

problèmes de mathématiques, de finance, de navigation, d'aviation, etc. Déjà 90 programmes, prêts à être exploités.

La TI 58 et la TI 59, véritables ordinateurs de poche, utilisent le module préprogrammé enfichable. Avec elles, la programmation est à la portée de ceux qui ne sont pas forcément des programmeurs.

TI 58 et TI 59 : les plus puissantes calculatrices de poche existant actuellement au monde.



TI 59, encore plus puissante (module, cartes magnétiques, etc.): 1995 F TTC\*. En option, PC 100 A, imprimante, alphanumérique et traceur de courbes: 1750 F TTC\*. \* Prix public conseillé.



TEXAS INSTRUMENTS  
FRANCE

Sicob Stand 3105 Zone A Niveau 3

Pour tous renseignements: Division Calculatrices.  
La Boursière Bâtiment A - RN 186 - 93350 Le Plessis-Robinson - Tél. 630 23 43.

Nom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_

مكتبة المستقبل



## La calculatrice de poche : la fin du boom ?

**I**L y a cinq ans, en 1972, les calculatrices de poche étaient pratiquement inconnues. Une firme américaine, Hewlett-Packard, constructeur d'ordinateurs et d'instruments de mesures électroniques, mit sur le marché la première calculatrice scientifique : la HP-35, ainsi nommée parce qu'elle possédait trente-cinq touches. Du jour au lendemain, la règle à calcul, accessoire indispensable de générations d'ingénieurs, plongea dans le passé. Le succès était immédiat, les ventes allaient dépasser toutes les prévisions, ainsi que la chute des prix.

Aujourd'hui, les modèles se comptent par centaines, les ventes atteignent par millions. En haut de gamme, on trouve des calculatrices aux possibilités de programmation étendues, véritables ordinateurs personnels. Chacun peut ainsi tenir en main un outil bien plus puissant que les monstrueuses machines qui convernaient, autrefois, à l'usage de l'armée et de l'industrie de l'informatique. A l'autre extrémité de la gamme, la calculatrice « 4 opérations » coûte moins de 100 F; elle se vend presque en vrac dans les hypermarchés, dans les grands magasins, ou même dans des bureaux de tabac, sans parler des nombreux kiosques à journaux. Aux Etats-Unis, un message sur deux en possède une, et un message sur cinq dans notre pays.

Les fabricants ne savent plus  
quel gadget inventer pour singu-

lariser leur produit. Il y a la calculatrice pour monsieur, la calculatrice-poudrier pour madame, la montre-calculatrice pour tous — bien que sa taille la destine plutôt à des poignets vigoureux. Pour les enfants, on trouve de nombreuses calculatrices-jeux; les plus élémentaires se contentent de ne pas donner le résultat d'une opération et d'indiquer par un signal lumineux si la réponse que propose l'enfant est bonne.

## Beaucoup d'appelés peu d'élus

D'autres sont plus sophistiquées, certaines jouent même aux échecs — atrocement mal. Il y a la calculatrice pour aveugle, avec touches gravées en braille et réponse sonore. Et le plus stupéfiant : la calculatrice qui se trompe, et s'en vante. Il est vrai qu'un seul calcul

est erroné, que nul ne fera jamais tant son résultat est évident, et que l'acceptation de cette erreur, au dire du vendeur, diminuait le prix de 40 %.

Il est à remarquer d'ailleurs, et les vendeurs n'en ont jamais pu, que toutes ces calculatrices ne trompent dans certains cas, de même que tout ordinateur, si puissant soit-il. Le raisonnement est le même. Les calculatrices ne sont que des manipulateurs. En écriture décimale, un tiers s'écrit 0,333... avec en principe une infinité de chiffres. Comme il faut bien s'arrêter à un certain nombre de chiffres, on commet un erreur d'arrondi, et l'accumulation de ces erreurs dans un calcul un peu long conduit parfois à des résultats complètement faux. C'est la même chose pour les ordinateurs. Ils ne calculent que dans un système à base finie, et les erreurs d'arrondi se produisent et si l'on fait des calculs très complexes, accessibles seulement à des utilisateurs que leur formation scientifique leur permet de maîtriser, les erreurs s'accumulent et les résultats obtenus sont bien loin de l'erreur d'arrondi. Mais les modèles les plus simples ont

réserve des surprises à quelques commerçants qui virent apparaître des centimes superflus dans un résultat dont le bon sens disait qu'il était un « chiffre rond ».

Si les modèles se comptent par centaines, les constructeurs sont plusieurs dizaines à se disputer le marché, et à y laisser des plumes pour nombre d'entre eux. Des petites entreprises, nombreuses il y a trois ans à « attaquer » ce marché prometteur, beaucoup ont disparu, et souvent en catastrophe. Et quelques puissantes sociétés américaines d'électronique ont aussi dû baisser les bras.

## Un développement trop rapide

C'est le développement trop rapide du marché qui est la cause de ces déboires. Décupler la pro-

duction d'un modèle diminue son coût d'environ 30 %. Toute erreur de prévision est donc mortelle. Et un petit constructeur, que sa faible assise financière empêche d'investir au rythme de développement des ventes, est bientôt incapable de suivre la baisse des prix. A titre d'exemple, la SR-61 de Texas Instruments était vendue 1 350 francs au printemps 1975. Son prix actuel est de 395 F.

On observe cependant une relative stabilisation des prix, au moins un net ralentissement de leur dégringolade. Cela traduit entre autres une certaine saturation du marché. Il faut pourtant nuancer ce jugement.

Le tableau ci-contre répartit les calculatrices de poche en quatre classes et compare le marché européen en 1976 et des prévisions pour 1977. La plus importante est évidemment celle des machines « 4 opérations ». L'expression ne doit pas être prise au sens strict : il est fréquent que ces calculatrices aient quelques fonctions supplémentaires : changement de signe, pourcentage, racine carrée sont les plus usuelles.

La comparaison des ventes européennes pour 1978 et 1977 — le marché européen est en gros le quart du marché mondial — montre nettement une saturation. Les ventes ont diminué de 17 % d'une année sur l'autre, la baisse des prix n'est que de 8 %. C'est dans cette classe qu'on a vu apparaître les calculatrices-gadgets ; malgré un succès certain, elles n'ont pu enrayer la baisse des ventes. Et, de plus en plus, les acheteurs réclament des modèles plus puissants.

Il se trouvent donc vers la seconde classe, celle des «*autres* », des «*professionnelles*», à vocation scientifique, statistique, financière... Outre les opérations élémentaires, elles disposent d'un jeu de fonctions préprogrammées. Ce sont les fonctions classiques de l'analyse mathématique et de la trigonométrie pour les uns, les fonctions de régression pour le calcul d'un écart-type ou d'une droite de régression pour d'autres calculatrices, pour d'autres encore ou pour les mêmes, des calculs d'intérêts composés et d'annuités de remboursement. Il y a aussi des calculatrices spécialisées dans des domaines particuliers, comme les demandes d'unités, les calculs de la monnaie anglaise, le système métrique n'est pas d'usage courant. L'imagination des fabricants peut se donner libre cours, et ne s'en prive pas. Le marché, sans cesse en croissance, est le lieu de créations fondatrices de nouvelles précédentes, est encore en progrès soutenu.

### Garder une trace écrite

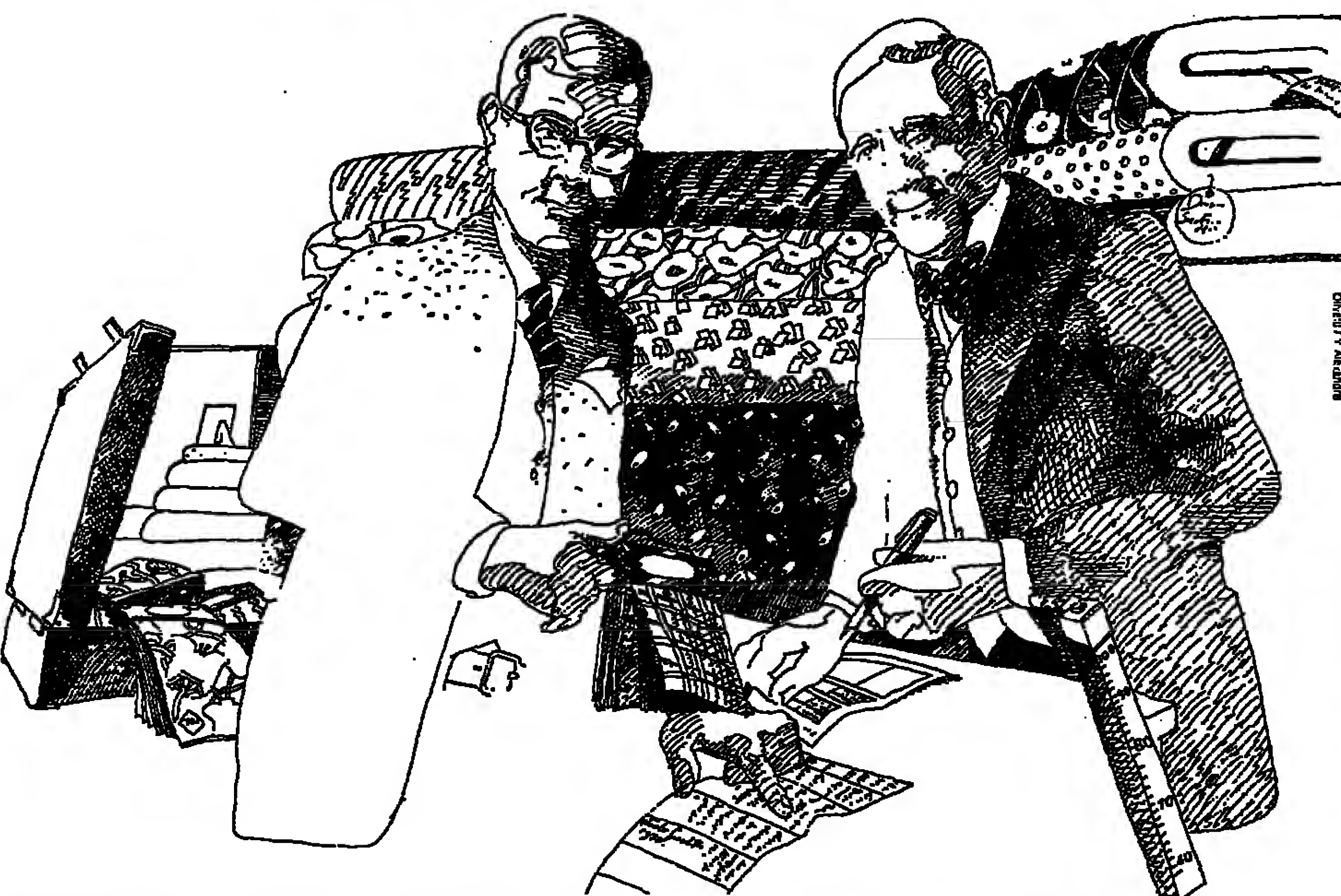
Dernières venues, les calculatrices imprimantes, au format de poche. Au début, il s'agissait de formats « double-poche », et des publicités les montraient tenant dans une main... grande ouverte. Elles ont maintenant trouvé une taille plus normale. Ces machines, qui permettent de garder une trace écrite des calculs faits, ce qui est souvent indispensable en comptabilité, les commerçants forains en sont particulièrement demandeurs : la machine, en effet, fonctionne sur piles.

La croissance du marché de ces calculatrices est moins rapide que pour les deux catégories précédentes, et la baisse des prix plus faible. Il faut dire qu'elles sont proposées à une clientèle déjà bien équipée de machines comptables, mais le seul inconvénient était d'être bien plus lourdes. Au contraire, les calculatrices professionnelles sont apparues sur un marché vierge. D'autre part, elles sont munies d'une imprimante, organe mécanique pour lequel les économies d'échelle sont bien inférieures à ce qu'elles sont en mécanique pour lequel les économies d'échelle sont bien inférieures à ce qu'elles sont en électronique.

Le boom des calculatrices de poche est-il fini ? Visiblement, non. Seuls les modèles simples sont en décline. Pour tous les autres types, la croissance reste soutenue, et la saturation du marché semble encore lointaine.

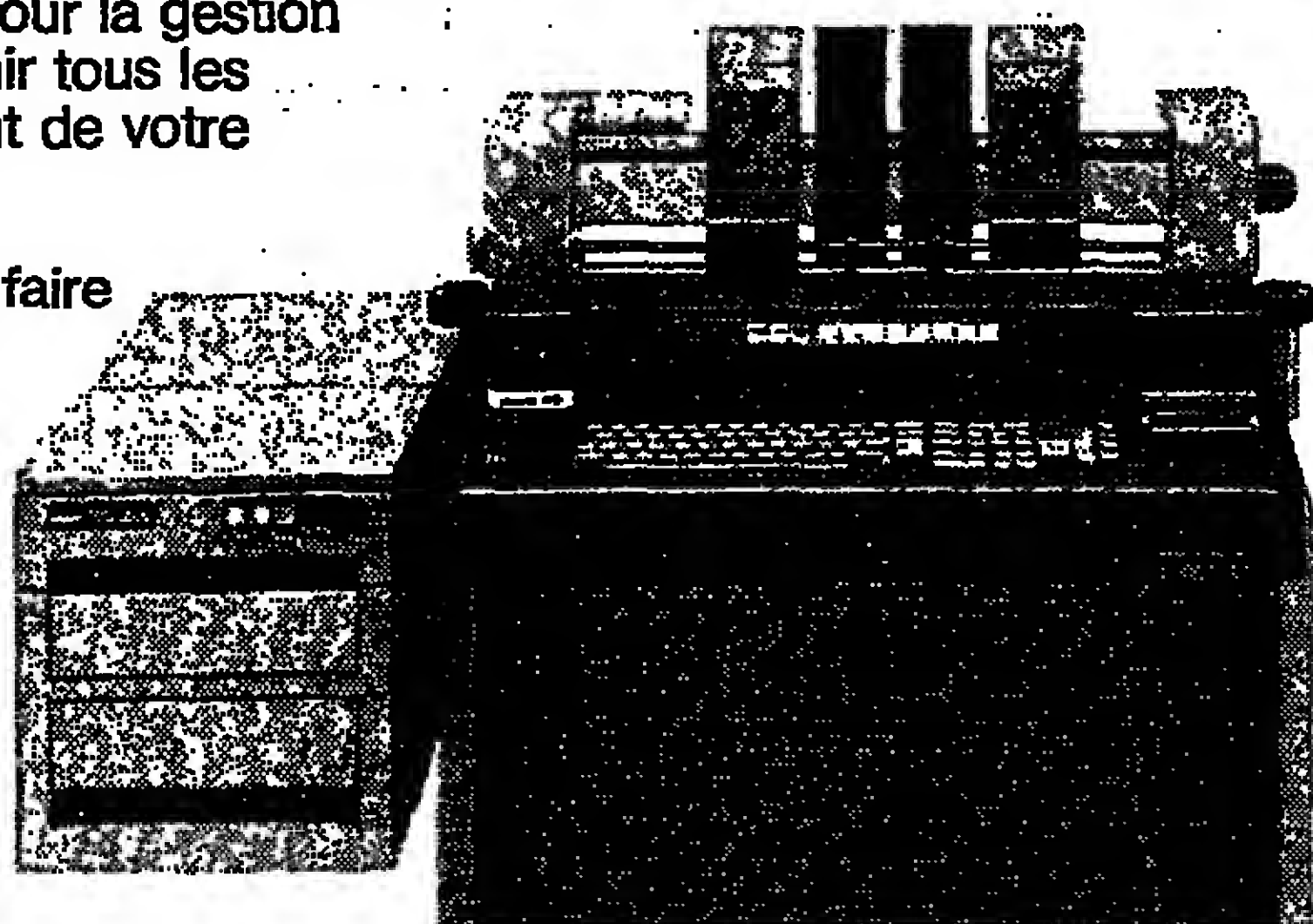
**MAURICE ARVONNY.**

# Des ventes chancelantes ou dynamiques?



Dynamiques, sans doute! Le dynamisme de la gestion des ventes est une des raisons de l'expansion de votre entreprise. C'est également le signe d'une saine gestion, ayant pour objectifs: efficacité, économie. Alors, les systèmes de gestion et ordinateurs de bureau Olivetti A5/A6 deviennent indispensables, non seulement pour la gestion commerciale, mais aussi pour traiter et fournir tous les éléments nécessaires au bon fonctionnement de votre entreprise et à son développement.

Traiter vos problèmes, nous pensons savoir le faire grâce aux: 330.000 systèmes de gestion; 140.000 ordinateurs de bureau et mini-ordinateurs; 65.000 terminaux; 150.000 télécopieurs et systèmes de télécommunication installés par Olivetti dans le monde.



## Olivetti A6

## A5/A6 VOTRE PROCHAIN SYSTEME DE GESTION

# olivetti

Édité par OBBO  
une initiation  
au décalque

**Analyse et Synthèse**

Ce document présente de façon claire et vivante les bases de la comptabilité OBBO :

- les renseignements analytiques et de synthèse que l'on peut en tirer;
- les différents documents et journaux ainsi que leur utilisation;
- enfin, il donne un aperçu de l'emploi de la comptabilité OBBO comme instrument de gestion, pour toutes les entreprises industrielles et commerciales.

Le 1<sup>er</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 2<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 3<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 4<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 5<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 6<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 7<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 8<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 9<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 10<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 11<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 12<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 13<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 14<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 15<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 16<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 17<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 18<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 19<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 20<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 21<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 22<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 23<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 24<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 25<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 26<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 27<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 28<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 29<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 30<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 31<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 32<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 33<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 34<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 35<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 36<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 37<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 38<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 39<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 40<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 41<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 42<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 43<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 44<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 45<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 46<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 47<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 48<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 49<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 50<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 51<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 52<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 53<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 54<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 55<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 56<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 57<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 58<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 59<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 60<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 61<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 62<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 63<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 64<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 65<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 66<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 67<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 68<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 69<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 70<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 71<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 72<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 73<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 74<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 75<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 76<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 77<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 78<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 79<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 80<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 81<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 82<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 83<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 84<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 85<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 86<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 87<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 88<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 89<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 90<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 91<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 92<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 93<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 94<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 95<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 96<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 97<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 98<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 99<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

Le 100<sup>e</sup> principe de la comptabilité OBBO

**Comptabilité pour  
une meilleure gestion.**

Sicob niveau 1 stand 1468

**Veillez me faire parvenir gratuitement "Analyse et Synthèse"**  
OBBO-9 rue de Maubeuge, 75009 Paris-tél. 260.68.78 et 878.25.50

réalisateur  
monteuse

هكذا من الأصل



## ÉDUCATION

### La conférence des présidents d'université porte à sa tête M. Paul Leroy

M. Paul Leroy a été élu, jeudi 22 septembre, premier vice-président de la conférence des présidents d'université par 69 voix sur 72. Il y a eu 3 abstentions.

En procédant au renouvellement de sa commission permanente, la conférence des présidents d'université a monté un double souci d'alternance. En premier lieu, parce qu'un Parisien succède à un universitaire de province : M. Paul Leroy, président de Grenoble-II (sciences sociales), remplace en effet M. Jean Drey, président de Paris-VI (Paris-Clairie), à la tête de cette assemblée. Mme Hélène Ahrweiler (Paris-I) et M. René Dabard (Rennes-II) ont été élus deuxième vice-présidents (1). Ce changement, conforme aux statuts de la conférence, permettra d'atténuer l'influence grandissante des établissements parisiens sur l'échiquier universitaire.

Les présidents ont également opté pour une alternance politique. Membre du SGEN-C.F.D.T., M. Paul Leroy est considéré comme un homme de gauche, alors que son prédécesseur passe pour être favorable à la majorité. L'an dernier, le secrétaire d'Etat aux universités avait soutenu la candidature de ce dernier. Pour surprendre qu'il puisse appartenir, le soutien des présidents « conservateurs » à M. Leroy est logique. Ceux-ci auraient fait obstacle à la candidature d'un membre du S.N.S.-Sup ou du parti communiste. Il apparaît également qu'après s'être aventurés, lors des grèves de 1976, sur un terrain plus directement politique, les présidents cherchent désormais à renforcer leur cohésion professionnelle. En éliminant M. Leroy, ils ont davantage tenu compte de son prestige universitaire et de sa réputation de défenseur inconditionnel de l'enseignement supérieur. Ils ont également été sensibles au fait que depuis qu'il a

## ANGLAIS

usuel ou commercial  
six niveaux avec disques  
ou cassettes

Egalement :

ALLEMAND  
et ESPAGNOL

CELEC

Formation par correspondance  
Organisme privé  
10300 La Rivière-de-Orpèdes  
(26) 79-16-88.

## MÉDECINE

### AU CONGRÈS DE CHIRURGIE

### Les examens préopératoires en accusation

L'Association française de chirurgie a réuni, du 19 au 22 septembre 1977, son soixante-dixième congrès à la nouvelle école de médecine de Paris. Cette réunion, qui est commune de nombreuses sociétés chirurgicales, attire un nombre croissant d'étrangers francophones. Elle aura groupé, cette année, huit cents participants, sous la présidence du professeur érhaeghe (Lille).

Cette manifestation est devenue l'événement chirurgical annuel, avec de nombreuses communications, présentation de films et de matériel, « tables rondes », que l'on vient compléter les rapports composant le bilan « officiel » des expériences dans un domaine particulier. Cette année, les thèmes retenus étaient les polyposés intestinaux et les arthropathies des membres inférieurs. A cette dernière présentation participait le chirurgien cardio-vasculaire

américain Denton Cooley, connu pour être le premier à avoir tenté l'implantation d'une pompe cardiaque implantée en 1971.

A côté des thèmes strictement scientifiques ou techniques, certains sujets d'intérêt plus général ont été abordés, témoignant de préoccupations nouvelles pour les chirurgiens : il y a quelques années, l'affaire Albertine Sarrazin, morte au cours d'une intervention chirurgicale anodine, avait sensibilisé le public aux risques de la chirurgie et de l'anesthésie. Parmi les charges retenues contre les médecins responsables, l'insuffisance du bilan préopératoire avait été soulignée. C'est en partie pour se prémunir contre des risques d'inculpation en cas d'accident, et aussi grâce au développement des techniques automatisées, que les bilans préopératoires sont entrés dans la routine, et que la liste des tests qui paraissent nécessaires avant une opération, s'allonge sans cesse. Les conséquences économiques de cette pratique sont maintenant préoccupantes, d'autant plus que l'on ne sait pas encore bien évaluer l'intérêt préventif de ces bilans.

Cet important thème de réflexion était l'objet d'une « table ronde » groupant des chirurgiens, des anesthésistes et des biologistes, et à laquelle participait le professeur J.-C. Sourin, médecin-chef à la Caisse nationale d'assurance-maladie. Le caractère excessif de la consommation de tests n'a été contesté par personne. Il se traduit, en particulier, par des écarts de coûts allant de 1 à 6 pour la même maladie, au même stade de gravité. Mais, surtout, à l'incidence strictement budgétaire, s'ajoute celle de la qualité des soins, car cette multiplication d'examen, qui n'est que l'illusion d'une « normalité », qui reste impossible à affirmer.

Tous les participants ont insisté sur le caractère inadmissible des prescriptions de tests à des fins de protection de la responsabilité des médecins, lorsque ces examens n'apportent pas de renseignements supplémentaires indispensables. C'est par exemple le cas de l'électrocardiogramme, de la radiographie pulmonaire, et de certains tests d'exploration de la coagulation sanguine qui figurent parmi les examens de consommation quasi systématique.

Ces examens, a affirmé le docteur Y. Guin (Marseille), sont la plupart du temps inutiles, et pourraient être avantageusement remplacés par un simple interrogatoire du sujet, et par quelques données cliniques et un nombre très réduit d'examens de laboratoire. Cet avis a été partagé par la totalité des participants à la « table ronde ». Le professeur Sourin a annoncé à cette occasion le lancement en collaboration avec l'Institut national de la santé et de la recherche médicale d'études concernant le rendement des examens de laboratoire, qui permettront au médecin de concilier en toute conscience des objectifs de qualité avec des impératifs d'économie.

Dr J.-F. L.

ne pas  
rater  
sa rentrée!



du secrétariat  
de direction  
à la direction  
de secrétariat

L'Ecole des Secrétaires de Direction en plus de vous faire obtenir le B.T.S.S. vous fait véritablement devenir en deux années ce que les employeurs appellent : « UNE SECRÉTAIRE DE DIRECTION » ce qui garantit la sécurité de votre première situation.

Si vous êtes titulaire d'une licence, vous pouvez acquiescer cette formation en un an.

Mais il se peut aussi que vous vouliez dépasser cette fonction et accéder à la direction d'un secrétariat. L'E.S.D. en une année optionnelle complémentaire vous y préparera :

- par une culture générale approfondie
- par des techniques de pointe
- par une formation de votre personnalité.

ÉCOLE  
DES SECRÉTAIRES  
DE DIRECTION  
15, rue Soufflot  
75004 PARIS CEDEX 05  
tél. : 326.44.40

## LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINÉMA FRANÇAIS

pour devenir  
assistant-réalisateur  
scripte  
monteur-monteuse

Cours directs (1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> années)  
Cours par correspondance (1<sup>re</sup> année théorique seulement)  
**CLCF**  
18, rue du Delta, 75009 Paris  
Tél. 874.65.94  
Documentation M sur demande

(PUBLICITE)

### UNIVERSITÉ DE PARIS - I

CENTRE D'ANALYSE COMPARATIVE DES SYSTÈMES POLITIQUES

Diplôme d'études approfondies de science politique

Le C.A.C.S.P. a pour objectif de faire collaborer des politologues et des historiens à l'analyse comparative des systèmes politiques. Son Conseil scientifique est composé de MM. et Mme Agulhon, Aron, Balandier, J.-C. Collard, Conac, Duby, Duverger, J. Guadet, Le Roy-Ladurie, Lesage.

Il est responsable d'un D.E.A. de Science politique articulé autour de trois séminaires hebdomadaires : deux de M. Maurice Duverger portant sur les régimes parlementaires. Ces séminaires pluridisciplinaires accueillent notamment des étudiants et des enseignants d'histoire, à côté de diplômés de sciences politiques, de droit, etc. L'admission est décidée par une commission avant le 15 octobre, salle 313, à la Sorbonne (U.E.R. de Science politique, 14, rue Gujard). Pour tous renseignements, s'adresser au :

CENTRE D'ANALYSE COMPARATIVE DES SYSTÈMES POLITIQUES  
Université de Paris-I, 14, rue de la Sorbonne, 75231 Paris Cedex 05.  
SECRÉT. : la Sorbonne, salle 504, 14, r. Gujard, T. 329-12-13, poste 39-12.

### Le conseil régional de Bretagne financera la construction d'un collège privé

De notre correspondant

Saint-Malo. — Le conseil régional de Bretagne a décidé, mercredi 21 septembre, la participation de l'établissement public régional (E.P.R.) au financement de la construction de deux collèges d'enseignement public et d'un collège privé. Les élus de l'Union de la gauche (qui ne représentent qu'un quart des conseillers régionaux) ont refusé de s'associer à cette décision. Ils estiment, en effet, qu'une aide de l'E.P.R. pour la construction de collèges d'enseignement public constitue un « transfert de charges » de l'Etat à la région.

Le Comité économique et social de Bretagne avait donné le 12 septembre un avis défavorable au financement régional des établissements scolaires (le Monde du 15 septembre).

La décision de financer un collège privé a provoqué de vifs débats au sein de l'assemblée régionale. M. Yves Dollo, adjoint au maire de Saint-Brieuc et porte-parole des socialistes au conseil régional, s'en est pris notamment à la manière dont M. Guy Guernier, député du Finistère (R.P.R.) et président de l'Association parlementaire pour la liberté de l'enseignement, avait proposé aux conseillers régionaux de financer un collège privé. « On aurait dit l'opération d'un commando lancé à l'assaut de consciences inquiètes. Puis le texte a été voté à la sauvette. C'était un

accord définitif à l'envoi en novembre prochain d'une mission de l'UNESCO chargée d'étudier la situation de l'éducation et de la culture dans les territoires arabes occupés, a annoncé le 22 septembre M. M. Bow, directeur général de l'UNESCO.

D'autre part, M. Sean McBride, prix Nobel de la paix et ancien haut-commissaire des Nations unies pour la Namibie, va diriger un groupe de travail international de seize membres chargé d'étudier la complexité des problèmes de communication dans le monde. Ce groupe devra remettre un rapport préliminaire à la conférence générale de 1978 et un rapport complet en 1979.

Stages d'anglais pour les enseignants. — L'Institut d'anglais Charles-V (université Paris-VII) organise, à partir du 18 octobre, et durant toute l'année scolaire, des stages de recyclage pour les enseignants d'anglais du second degré. Ces stages portent sur la grammaire anglaise et la linguistique (nomenclature, discours).

★ Renseignements et inscriptions : le mercredi de 14 h. à 17 h., Direction Charles-V, 10, rue Charles-V, 75004 Paris. Tél. : 897-94-32.

(PUBLICITE)

**Nouveau et moins cher !**  
**Vos lunettes « Grands Couturiers »**  
(Dior, Lanvin, Fath, Balmain, Givenchy, Cardin, etc.)  
**coûtent 350 F verres compris**  
**(chez Optical Forfait)**  
**PREMIER LABORATOIRE OPTIQUE FRANÇAIS**

Le premier laboratoire de montage optique français lance sur le marché de l'optique lunetterie une innovation qui va faire du bruit. C'est une collection de 180 montures « Grands Couturiers » (Dior, Lanvin, Fath, Givenchy, Cardin, Balmain, Cacharel, etc.).

Chaque monture de cette collection coûte, verres compris : 350 F.

Oui, quelle que soit la monture choisie par vous dans cette collection et quelle que soit la puissance de vos verres correcteurs simple foyer, vous paierez un seul prix forfaitaire et sans surprise de 350 F tout compris : monture « Grands Couturiers » et verres à votre vue, sans aucune limitation de puissance des verres. C'est un prix encore jamais vu en optique. Ce tour de force a été possible grâce à la puissance du Groupe Optical Forfait.

CHOISIR LIBREMENT :

Chez Optical Forfait il n'y a aucune contrainte.

Tous les verres sont accompagnés d'un certificat de qualité conforme aux normes de l'Institut d'Optique.

Sans supplément de prix, vous pouvez avoir des verres incassables Orma 1000.

VERRES SPÉCIAUX :

En option, Optical Forfait fournit également tous les Varilux, Photogray,

doubles foyers Modulor, Tital, antireflets, etc.

RELEVEZ BIEN CES TROIS ADRESSES OU DÉCOUPEZ CET ARTICLE :

En exclusivité à Paris : OPTICAL FORFAIT

• en étage : 48, rue de Miromesnil, PARIS (8<sup>e</sup>)

• 92, avenue des Ternes, PARIS (17<sup>e</sup>)

• en étage : 24, rue du 4-Septembre, PARIS-2<sup>e</sup>.

Ouvert de 10 h. à 19 h., fermé le lundi.

CENTRE DE RENSEIGNEMENTS TÉLÉPHONIQUES :

Trois lignes à votre disposition de 10 h. à 19 heures.

266-56-78

754-47-56

742-53-56

OPTICAL FORFAIT EST LE SEUL GRAND SPÉCIALISTE DU FORFAIT OPTIQUE A PARIS.

Il s'agit toujours de prix forfaitaires, monture et verres simple foyer compris, sans limitation de puissance. Ces trois collections représentent plus de cinq cents montures « mode ».

حكايا من الماضي



## RÉGIONS

## TÉMOIGNAGE

## Un industriel aux champs

Plusieurs dizaines de chefs d'entreprise décidés à créer des petites unités industrielles, dans le Massif Central, ont participé, les 20 et 21 septembre, à Vassivière, au Salon national de la création d'entreprise. M. Jacqué Sossi, trente-neuf ans, était parmi eux et ouvrit, le 1<sup>er</sup> mai 1978, à Malsat, une petite commune de huit cent cinquante habitants, dans la Creuse, un atelier d'outillage et de mécanique générale, employant dans un premier temps quinze personnes.

Il nous raconte son aventure :

« Comment a germé votre idée de créer une entreprise dans la Creuse ? »

— Je n'ai qu'un diplôme, le B.P.C. J'ai d'abord travaillé comme petit ouvrier dans la mécanique générale à Reims, puis, après plusieurs périodes d'apprentissage, je suis devenu quelque peu spécialiste de l'oxydécoupage. A vingt-deux ans, j'étais monteur dans cette discipline.

Mais vite, le changement d'orientation et enfin comme mécanicien chez Barlet. Puis je fonde à mon compte une entreprise artisanale de serrurerie, à Reims. Un beau jour, par chance, je décroche un gros marché. Il faut alors que j'achète une machine, sur mes économies. Auto-école et je m'engage d'abord au service de l'apprentissage sur le tas, je me remets à étudier dans un secteur nouveau : les installations de chauffage central. Mais, peu à peu, ayant toujours tout voulu faire seul, je me rends compte que lorsqu'il faut passer du stade artisanal au stade de la petite industrie, la valeur de l'encadrement technique, commercial, comptable, est essentielle. Je veux en tirer les conséquences dans mon affaire et prendre des collaborateurs. Malheureusement une grave maladie m'oblige à passer les pouvoirs à un gérant qui coulera l'entreprise. C'est en clinique, en janvier 1974, que j'apprends le dépôt de bilan de mon affaire. En deux ans, je parviendrai à la remettre sur pied, épongeant toutes les dettes. Ma première décision, c'est alors de m'entourer de collaborateurs solides.

« Pour me « refaire une santé », je cherche à aller vivre dans le Massif Central, loin de mon usine, qui tourne bien à nouveau. C'est ainsi que je trouve, près de Malsat, une maison à vendre. Mais je ne peux me résigner à vivre loin de mon usine. D'ailleurs, un arrêté du préfet de la Marne m'oblige à fermer mon atelier situé dans la banlieue de Reims car il est proche d'une école et les voisins font trop de bruit. Voilà comment j'ai décidé de transférer mon usine champenoise dans la Creuse.

— Pourquoi le Massif Central et pourquoi Malsat ?

— D'abord parce que ma maison c'est ici désormais. Et puis les avantages financiers offerts aux industriels qui choisissent le

Massif Central sont très importants. La commune m'apporte le terrain et construit le bâtiment. Je paie un loyer qui couvre les annuités d'emprunt de la commune. Mon objectif : ouvrir le 1<sup>er</sup> mai prochain, d'abord avec quinze personnes, dont une dizaine au moins recrutées dans la région. Nous espérons employer trente personnes dans trois ans.

— La commune va probablement voter une exonération de patente pour au moins trois ans. Nous touchons aussi des aides à la formation professionnelle. Quant à l'aide spéciale rurale, elle représente 25 000 francs par emploi du premier au dixième, 20 000 jusqu'au vingtième et 15 000 francs jusqu'au trentième.

— Mais le Massif Central, c'est une région éloignée de tout, peu industrialisée, sans autoroute ?

— Le fait de ne pas avoir beaucoup de main-d'œuvre qualifiée sur place n'est pas un obstacle. Je préfère former moi-même ma main-d'œuvre en lui expliquant mon propre organisation du travail selon nos propres critères de « codification de rentabilité » appliqués à chaque pièce.

— D'autre part, au cœur de la France, le Massif Central est très bien placé puisqu'on peut, par définition, s'approvisionner et expédier dans les quatre coins de la France.

— La population locale doit-elle être ravie ?

— Il est certain que l'intégration d'un foyer dans un village creusois demandera un peu de temps. Il y aura aussi des jalouses, surtout chez certains artisans. Mais, dans la balance, les avantages l'emportent. Ma femme va ouvrir un commerce en créant un emploi. Mes enfants et moi-même millions dans les associations diverses du village. L'usine versera 100 000 francs environ chaque mois en salaires. Je proposerai aux salariés de devenir actionnaires dans la capitale de la société anonyme. Et pour que les intérêts de la commune et les miens soient indissociables, mon entreprise sera amenée à cautionner l'emprunt de 750 000 francs que la commune lancera pour construire moi-même une usine.

— Pourquoi le Massif Central et pourquoi Malsat ?

— D'abord parce que ma maison c'est ici désormais. Et puis les avantages financiers offerts aux industriels qui choisissent le

Massif Central sont très importants. La commune m'apporte le terrain et construit le bâtiment. Je paie un loyer qui couvre les annuités d'emprunt de la commune. Mon objectif : ouvrir le 1<sup>er</sup> mai prochain, d'abord avec quinze personnes, dont une dizaine au moins recrutées dans la région. Nous espérons employer trente personnes dans trois ans.

— La commune va probablement voter une exonération de patente pour au moins trois ans. Nous touchons aussi des aides à la formation professionnelle. Quant à l'aide spéciale rurale, elle représente 25 000 francs par emploi du premier au dixième, 20 000 jusqu'au vingtième et 15 000 francs jusqu'au trentième.

— Mais le Massif Central, c'est une région éloignée de tout, peu industrialisée, sans autoroute ?

— Le fait de ne pas avoir beaucoup de main-d'œuvre qualifiée sur place n'est pas un obstacle. Je préfère former moi-même ma main-d'œuvre en lui expliquant mon propre organisation du travail selon nos propres critères de « codification de rentabilité » appliqués à chaque pièce.

— D'autre part, au cœur de la France, le Massif Central est très bien placé puisqu'on peut, par définition, s'approvisionner et expédier dans les quatre coins de la France.

— La population locale doit-elle être ravie ?

— Il est certain que l'intégration d'un foyer dans un village creusois demandera un peu de temps. Il y aura aussi des jalouses, surtout chez certains artisans. Mais, dans la balance, les avantages l'emportent. Ma femme va ouvrir un commerce en créant un emploi. Mes enfants et moi-même millions dans les associations diverses du village. L'usine versera 100 000 francs environ chaque mois en salaires. Je proposerai aux salariés de devenir actionnaires dans la capitale de la société anonyme. Et pour que les intérêts de la commune et les miens soient indissociables, mon entreprise sera amenée à cautionner l'emprunt de 750 000 francs que la commune lancera pour construire moi-même une usine.

— Pourquoi le Massif Central et pourquoi Malsat ?

— D'abord parce que ma maison c'est ici désormais. Et puis les avantages financiers offerts aux industriels qui choisissent le

Massif Central sont très importants. La commune m'apporte le terrain et construit le bâtiment. Je paie un loyer qui couvre les annuités d'emprunt de la commune. Mon objectif : ouvrir le 1<sup>er</sup> mai prochain, d'abord avec quinze personnes, dont une dizaine au moins recrutées dans la région. Nous espérons employer trente personnes dans trois ans.

— La commune va probablement voter une exonération de patente pour au moins trois ans. Nous touchons aussi des aides à la formation professionnelle. Quant à l'aide spéciale rurale, elle représente 25 000 francs par emploi du premier au dixième, 20 000 jusqu'au vingtième et 15 000 francs jusqu'au trentième.

— Mais le Massif Central, c'est une région éloignée de tout, peu industrialisée, sans autoroute ?

— Le fait de ne pas avoir beaucoup de main-d'œuvre qualifiée sur place n'est pas un obstacle. Je préfère former moi-même ma main-d'œuvre en lui expliquant mon propre organisation du travail selon nos propres critères de « codification de rentabilité » appliqués à chaque pièce.

— D'autre part, au cœur de la France, le Massif Central est très bien placé puisqu'on peut, par définition, s'approvisionner et expédier dans les quatre coins de la France.

— La population locale doit-elle être ravie ?

— Il est certain que l'intégration d'un foyer dans un village creusois demandera un peu de temps. Il y aura aussi des jalouses, surtout chez certains artisans. Mais, dans la balance, les avantages l'emportent. Ma femme va ouvrir un commerce en créant un emploi. Mes enfants et moi-même millions dans les associations diverses du village. L'usine versera 100 000 francs environ chaque mois en salaires. Je proposerai aux salariés de devenir actionnaires dans la capitale de la société anonyme. Et pour que les intérêts de la commune et les miens soient indissociables, mon entreprise sera amenée à cautionner l'emprunt de 750 000 francs que la commune lancera pour construire moi-même une usine.

— Pourquoi le Massif Central et pourquoi Malsat ?

— D'abord parce que ma maison c'est ici désormais. Et puis les avantages financiers offerts aux industriels qui choisissent le

Massif Central sont très importants. La commune m'apporte le terrain et construit le bâtiment. Je paie un loyer qui couvre les annuités d'emprunt de la commune. Mon objectif : ouvrir le 1<sup>er</sup> mai prochain, d'abord avec quinze personnes, dont une dizaine au moins recrutées dans la région. Nous espérons employer trente personnes dans trois ans.

— La commune va probablement voter une exonération de patente pour au moins trois ans. Nous touchons aussi des aides à la formation professionnelle. Quant à l'aide spéciale rurale, elle représente 25 000 francs par emploi du premier au dixième, 20 000 jusqu'au vingtième et 15 000 francs jusqu'au trentième.

— Mais le Massif Central, c'est une région éloignée de tout, peu industrialisée, sans autoroute ?

— Le fait de ne pas avoir beaucoup de main-d'œuvre qualifiée sur place n'est pas un obstacle. Je préfère former moi-même ma main-d'œuvre en lui expliquant mon propre organisation du travail selon nos propres critères de « codification de rentabilité » appliqués à chaque pièce.

— D'autre part, au cœur de la France, le Massif Central est très bien placé puisqu'on peut, par définition, s'approvisionner et expédier dans les quatre coins de la France.

## Alsace

## UN RAPPORT DE LA DIRECTION DES IMPOTS

## Les gravières sous la mainmise des sociétés allemandes

(De notre correspondant.)

Strasbourg. — « Bien pour le fisc, rien pour l'emploi, rien pour la technologie. » C'est ce que titre le *Nouvel Alsacien* vient de publier un dossier sur les gravières alsaciennes. Un dossier établi sur la foi d'un rapport de la direction régionale des impôts au préfet de région « Les Allemands font des trous de gruyère en Alsace pour ne pas en faire chez eux. Ils exploitent le gravier alsacien à bas prix pour conserver intactes leurs réserves. Plus tard, ils exporteront leur gravier en Alsace à prix élevé. En définitive, ils pratiquent en Alsace la politique des pays développés à l'époque coloniale. L'emprise des sociétés allemandes sur le sol alsacien est véritablement ressentie par une population qui se rend compte que, finalement, s'il n'y a pas eu l'Alsace et la Lorraine, actuellement, il n'y a rien servi d'ailleurs », commente M. R. Heisel, directeur régional des impôts à Strasbourg, dans une lettre qui accompagne le rapport.

## Quelque cinq cents cratières laissés à l'abandon

M. Adrien Zeller, député (non inscrit) et maire de Saverne, a demandé, le 22 septembre, une réunion d'urgence du conseil régional sur ce sujet et la création d'une taxe parafiscale de 2 F par mètre cube de gravier vendu. Le produit de cette taxe permettrait de financer un plan d'aménagement des gravières.

Sous l'appellation « gravières » sont évoquées les quelque cinq cents cratières profonds d'une dizaine de mètres et laissés à l'abandon, comme les quelque cinq mille étangs de pêche disséminés le long du Rhin et jusqu'à 15 kilomètres de l'Alsace des terres. L'Alsace ne compte cependant que quatre-vingt-neuf gravières en cours d'exploitation industrielle. Elles produisent 25 millions de tonnes de gravier par an, dont près des deux tiers sont exportés notamment en République fédérale d'Allemagne. A ce jour, les gravières alsaciennes déjà exploitées produisent la masse formidable de 50 millions de mètres cubes. Peu de choses, à vrai dire, en face des 200 milliards de mètres cubes annuels en estimer l'ensemble du gisement. Celui-ci s'étend sur 160 kilomètres de long et 15 kilomètres de large, un peu plus du tiers de la superficie de l'Alsace.

Malgré une législation datant de 1925 qui interdit l'ouverture de gravières sauvages, personne ne maîtrise l'exploitation du gisement. Ce qui entraîne une augmentation du prix de revient de 10 % soit 390 millions de francs français — la société aéronautique Fairley, installée à Charleville, est en difficulté.

La société Fairley, qui est une filiale de l'entreprise britannique du même nom, est responsable de l'assemblage de la cellule du F-16. Elle possède deux divisions en Belgique, l'une civile, l'autre militaire.

Le groupe français Short Brothers a pris le contrôle de la division civile de Fairley pour l'équivalent de 130 millions de francs français. Si l'opération ne se réalise pas, la société sera mise en faillite, ce qui entraînerait la disparition de mille six cents emplois.

De son côté, le Danemark compte soutenir l'action des gouvernements belge et néerlandais, qui s'opposent à l'intention de la commission de la C.E.E. d'imposer des droits de douane sur les chasseurs américains F-16 commandés par les trois pays, et dont certaines pièces sont importées des États-Unis.

Toutefois, le ministre danois de la Défense a soutenu que les mesures envisagées par la C.E.E. n'ont pas surpris son gouvernement, qui avait déjà prévu des droits de douane dans le prix d'achat des cinquante-huit appareils commandés par le Danemark.

PIERRE DE VOS.

Le projet de loi relatif à la loi de finances pour 1978, qui a été adopté par l'Assemblée nationale le 22 septembre, prévoit une augmentation de 10 % du prix de revient de 10 % soit 390 millions de francs français — la société aéronautique Fairley, installée à Charleville, est en difficulté.

La société Fairley, qui est une filiale de l'entreprise britannique du même nom, est responsable de l'assemblage de la cellule du F-16. Elle possède deux divisions en Belgique, l'une civile, l'autre militaire.

Le groupe français Short Brothers a pris le contrôle de la division civile de Fairley pour l'équivalent de 130 millions de francs français. Si l'opération ne se réalise pas, la société sera mise en faillite, ce qui entraînerait la disparition de mille six cents emplois.

De son côté, le Danemark compte soutenir l'action des gouvernements belge et néerlandais, qui s'opposent à l'intention de la commission de la C.E.E. d'imposer des droits de douane sur les chasseurs américains F-16 commandés par les trois pays, et dont certaines pièces sont importées des États-Unis.

Toutefois, le ministre danois de la Défense a soutenu que les mesures envisagées par la C.E.E. n'ont pas surpris son gouvernement, qui avait déjà prévu des droits de douane dans le prix d'achat des cinquante-huit appareils commandés par le Danemark.

PIERRE DE VOS.

Le projet de loi relatif à la loi de finances pour 1978, qui a été adopté par l'Assemblée nationale le 22 septembre, prévoit une augmentation de 10 % du prix de revient de 10 % soit 390 millions de francs français — la société aéronautique Fairley, installée à Charleville, est en difficulté.

La société Fairley, qui est une filiale de l'entreprise britannique du même nom, est responsable de l'assemblage de la cellule du F-16. Elle possède deux divisions en Belgique, l'une civile, l'autre militaire.

Le groupe français Short Brothers a pris le contrôle de la division civile de Fairley pour l'équivalent de 130 millions de francs français. Si l'opération ne se réalise pas, la société sera mise en faillite, ce qui entraînerait la disparition de mille six cents emplois.

De son côté, le Danemark compte soutenir l'action des gouvernements belge et néerlandais, qui s'opposent à l'intention de la commission de la C.E.E. d'imposer des droits de douane sur les chasseurs américains F-16 commandés par les trois pays, et dont certaines pièces sont importées des États-Unis.

Toutefois, le ministre danois de la Défense a soutenu que les mesures envisagées par la C.E.E. n'ont pas surpris son gouvernement, qui avait déjà prévu des droits de douane dans le prix d'achat des cinquante-huit appareils commandés par le Danemark.

PIERRE DE VOS.

Le projet de loi relatif à la loi de finances pour 1978, qui a été adopté par l'Assemblée nationale le 22 septembre, prévoit une augmentation de 10 % du prix de revient de 10 % soit 390 millions de francs français — la société aéronautique Fairley, installée à Charleville, est en difficulté.

## Bretagne

## Promesses d'achat... et de bombes

(De notre correspondant.)

Quimper. — Au mois de juillet dernier, le pavillon ténua et le bureau de réception de la résidence de Penfoul à Bénodet (Finistère) avaient été aménagés lors d'un attentat terroriste par le F.I.R. Ce mouvement s'accompagnait d'une menace contre la construction d'une résidence touristique par un promoteur parisien. Finalement, lettres de menaces, quatre à ce jour, viennent d'être reçues par des visiteurs de cette résidence qui avaient laissé leur adresse au bureau. Révisées et frappées du sigle « F.I.R. - Bureau politique », la lettre est ainsi libellée :

« Madame, monsieur, nous avons été informés par notre service de renseignements de votre intention d'investir dans le lotissement de Penfoul à Bénodet. Après la première intervention de nos commandos début juillet, nous réaffirmons notre totale opposition à ce projet et notre détermination à mettre un terme aux agissements des marchands de béton sur les côtes bretonnes. Nous sommes décidés à utiliser les moyens dont nous disposons pour empêcher la mainmise des pouvoirs financiers français sur le territoire national breton. Cette mainmise est en totale opposition avec les intérêts légitimes de notre peuple. Nous souhaitons que cette mise en garde suffise à vous dissuader d'effectuer cette opération. Dans le cas contraire, nos artificiers sauront utiliser des méthodes plus radicales qui vous ôteront définitivement l'envie de spéculer. Le territoire breton appartient à son peuple et non aux promoteurs. »

## Parmi les moins chers de France et d'Europe

Un schéma directeur des gravières est à l'étude. Il prévoit la concentration des exploitations sur quelques sites bien limités qui éparpillent les forêts et les terres agricoles. De plus, les exportations seraient bloquées à leur stade actuel. Mais ces propositions oublient les lots du marché. Le gravier alsacien reste parmi les moins chers de France et d'Europe : 7 F la tonne hors taxes, contre 15 F dans la région parisienne et 10 F dans la région Rhône-Alpes. Ces propositions ne paraissent pas non plus compatibles avec l'ouverture du canal Rhin-Rhône, dont les prévisions de trafic laissent pour les deux tiers sur les sables et graviers. Enfin, la limitation de l'exploitation compromettrait-elle l'équilibre financier du port autonome de Strasbourg, dont les exportations de gravières représentent près des deux tiers du trafic ?

JEAN-CLAUDE PHILIPP.

## Rhône-Alpes

## UN CONSTAT D'ÉCHEC

## Trois villes sans trait d'union

De notre correspondant régional

Lyons. — La région Rhône-Alpes n'existe pas. C'est sur cette constatation que le périodique lyonnais *Résonance* ouvre dans son dernier numéro (1) un dossier sur le thème de la régionalisation. « Le facitisme parisien (...) n'a pas accepté d'accorder que des pouvoirs aux gens des régions. Mais les provinciaux auraient pu se saisir de ce peu de chose pour y faire passer un grand souffle et prendre à leur tour l'initiative. Force est bien, après les premières années d'expérience des institutions régionales, de constater que le souffle est absent, les initiatives rares et que (presque) tout reste encore à faire pour que chacune des vingt et une régions françaises existe véritablement », écrit en préambule M. Régis Neyret, rédacteur en chef.

Le point d'application concret choisi pour ce dossier est la collaboration entre les trois capitales de la région formant la « métropole tripartite » : Lyon, bourgeoise, conservatrice et libérale ; Grenoble, intellectuelle ; Saint-Etienne industrielle et populaire (...). Nos hommes politiques n'ont pas compris que si leurs différences étaient mises en commun, si leurs initiatives étaient appuyées par une opinion publique régionale prompt à réagir face à Paris, ils se mettraient à exister collectivement alors qu'ils sont aujourd'hui seulement des

plans que le pouvoir central manipule à sa guise. »

Qu'en pensent les maires des trois grandes villes concernées, MM. Hubert Dubedout, député socialiste et maire de Grenoble, Francisque Colomb, sénateur non inscrit et maire de Lyon, et Joseph Sanguedolce, maire communiste de Saint-Etienne ? Tous trois reconnaissent qu'ils n'ont que très peu l'occasion de se rencontrer en dehors du conseil régional et du conseil d'administration de la société d'économie mixte leonaise, entreprise informelle au service de la gestion communale de sept villes importantes de la région. « Avant l'ère, je n'avais pas eu de rencontre avec MM. Durafor et Pradel », reconnaît M. Dubedout. « En dehors d'une ou deux expositions, les échanges culturels ont été à peu près nuls. Le maire de Lyon s'y déclare favorable, mais quand je parle tractations au niveau de la région, c'est bien sûr uniquement avec les villes importantes, Grenoble, Saint-Etienne, Villeurbanne, mais pas Annecy par exemple, où la mentalité est trop différente de celle de Lyon. On ne peut échanger qu'avec ceux qui possèdent, autrement ce serait tou-

jours à sens unique, à la charge des contribuables lyonnais. »

Les étiquettes politiques sont-elles un obstacle à la concertation ? « Elles ne posent pas de problèmes, croit pouvoir répondre M. Colomb, dans la mesure où notre concertation concerne des problèmes de gestion dans lesquels les choix politiques ne rentrent pas en ligne de compte. » Ce n'est pas l'avis de M. Dubedout qui estime qu'« à partir d'un certain niveau politique, la concertation n'est plus possible et on ne peut prendre de décisions communes. Il est évident que si Lyon et Saint-Etienne avaient des maires socialistes les échanges entre leurs maires et moi seraient beaucoup plus fréquents, profonds et profitables. »

Quant à M. Sanguedolce, il partage une position assez semblable, tout en renversant les facteurs, regretant que Lyon et Grenoble n'aient pas dans le même sens que lui. « Je suis prêt, conclut-il, à participer à des échanges d'expériences susceptibles de favoriser une gestion communale servant efficacement les intérêts de la population laborieuse de nos trois grandes cités. » — B.E.

(1) *Résonance*, 11, rue d'Alsace, 69001 Lyon. Bimensuel n° 100.

(2) M. Durafor a perdu le maire de Saint-Etienne en mars dernier et M. Pradel est décédé le 21 novembre 1976.

## Faits et projets

## BASSE-NORMANDIE

● *Fiamanville* : l'enquête publique est close. — L'enquête parcellaire recensant les propriétés qui devront être achetées à l'amiable ou par expropriation sur le site de la centrale de Fiamanville (Manche) s'est achevée vendredi 23 septembre. Sur les 89 hectares concernés, 25 appartenant à des propriétaires qui refusent de vendre à E.D.F. et qui ont constitué un groupement foncier agricole. La déclaration d'utilité publique du projet devrait suivre de peu la clôture de l'enquête.

● *L'autoroute de Sologne*. — M. J.-P. Fourcade, ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire, a déclaré à une délégation de parlementaires qu'il avait décidé de proposer au gouvernement d'approuver les deux décrets d'utilité publique concernant la construction des sections Orléans-Vierzon et Vierzon-Bourges de l'autoroute A-78 qui devraient être terminées en 1980 et prolongées jusqu'à Clermont-Ferrand en 1982.

● *Les transports en commun et la région*. — Le projet de loi rela-

tifs aux transports en commun dans l'Ile-de-France, qui vient d'être adopté en conseil des ministres est accueilli « avec satisfaction » par le président du conseil régional, M. Michel Giraud. « Il traduit, estime ce dernier, la volonté du gouvernement d'intégrer une coopération étroite avec les élus régionaux. » La période transitoire, prévue par le projet, pour la définition des pouvoirs du conseil régional « devra déboucher sur le plein exercice par la région des pouvoirs que lui donne la loi », ajoute M. Giraud.

● *Une déclaration d'Edmond Simonet*. — M. Edmond Simonet, le leader autonomiste, estime que le récent attentat contre la villa du procureur général à Bastia a servi de prétexte à une « vague de répression ». Il déclare notamment : « Malgré l'échec éclatant des manifestations du 9 septembre dernier, organisées à l'instigation des chefs de clan et de l'administration préfectorale, le pouvoir s'achemine vers une voie sans issue, en multipliant les perquisitions abusives, les contrôles nocturnes douteux et les provocations de ses polices parallèles. »

● *Les transports en commun et la région*. — Le projet de loi rela-

tifs aux transports en commun dans l'Ile-de-France, qui vient d'être adopté en conseil des ministres est accueilli « avec satisfaction » par le président du conseil régional, M. Michel Giraud. « Il traduit, estime ce dernier, la volonté du gouvernement d'intégrer une coopération étroite avec les élus régionaux. » La période transitoire, prévue par le projet, pour la définition des pouvoirs du conseil régional « devra déboucher sur le plein exercice par la région des pouvoirs que lui donne la loi », ajoute M. Giraud.

● *Une déclaration d'Edmond Simonet*. — M. Edmond Simonet, le leader autonomiste, estime que le récent attentat contre la villa du procureur général à Bastia a servi de prétexte à une « vague de répression ». Il déclare notamment : « Malgré l'échec éclatant des manifestations du 9 septembre dernier, organisées à l'instigation des chefs de clan et de l'administration préfectorale, le pouvoir s'achemine vers une voie sans issue, en multipliant les perquisitions abusives, les contrôles nocturnes douteux et les provocations de ses polices parallèles. »

● *Les transports en commun et la région*. — Le projet de loi rela-

tifs aux transports en commun dans l'Ile-de-France, qui vient d'être adopté en conseil des ministres est accueilli « avec satisfaction » par le président du conseil régional, M. Michel Giraud. « Il traduit, estime ce dernier, la volonté du gouvernement d'intégrer une coopération étroite avec les élus régionaux. » La période transitoire, prévue par le projet, pour la définition des pouvoirs du conseil régional « devra déboucher sur le plein exercice par la région des pouvoirs que lui donne la loi », ajoute M. Giraud.

● *Une déclaration d'Edmond Simonet*. — M. Edmond Simonet, le leader autonomiste, estime que le récent attentat contre la villa du procureur général à Bastia a servi de prétexte à une « vague de répression ». Il déclare notamment : « Malgré l'échec éclatant des manifestations du 9 septembre dernier, organisées à l'instigation des chefs de clan et de l'administration préfectorale, le pouvoir s'achemine vers une voie sans issue, en multipliant les perquisitions abusives, les contrôles nocturnes douteux et les provocations de ses polices parallèles. »

● *Les transports en commun et la région*. — Le projet de loi rela-

tifs aux transports en commun dans l'Ile-de-France, qui vient d'être adopté en conseil des ministres est accueilli « avec satisfaction » par le président du conseil régional, M. Michel Giraud. « Il traduit, estime ce dernier, la volonté du gouvernement d'intégrer une coopération étroite avec les élus régionaux. » La période transitoire, prévue par le projet, pour la définition des pouvoirs du conseil régional « devra déboucher sur le plein exercice par la région des pouvoirs que lui donne la loi », ajoute M. Giraud.

● *Une déclaration d'Edmond Simonet*. — M. Edmond Simonet, le leader autonomiste, estime que le récent attentat contre la villa du procureur général à Bastia a servi de prétexte à une « vague de répression ». Il déclare notamment : « Malgré l'échec éclatant des manifestations du 9 septembre dernier, organisées à l'instigation des chefs de clan et de l'administration préfectorale, le pouvoir s'achemine vers une voie sans issue, en multipliant les perquisitions abusives, les contrôles nocturnes douteux et les provocations de ses polices parallèles. »

● *Les transports en commun et la région*. — Le projet de loi rela-

tifs aux transports en commun dans l'Ile-de-France, qui vient d'être adopté en conseil des ministres est accueilli « avec satisfaction » par le président du conseil régional, M. Michel Giraud. « Il traduit, estime ce dernier, la volonté du gouvernement d'intégrer une coopération étroite avec les élus régionaux. » La période transitoire, prévue par le projet, pour la définition des pouvoirs du conseil régional « devra déboucher sur le plein exercice par la région des pouvoirs que lui donne la loi », ajoute M. Giraud.

## LANGUEDOC-ROUSSILLON

● *Un plan de sauvetage le 30 septembre*. — Au cours de la session du comité économique et social du Languedoc-Roussillon, que préside M. Philippe Lamour, le préfet de région, M. Maurice Lambert, a annoncé que les parlementaires des cinq départements de la région rencontreraient le 30 septembre à Paris, M. François Essig, délégué à l'aménagement du territoire pour élaborer une série de mesures économiques en faveur du Languedoc-Roussillon. — (Corresp.)

## AÉRONAUTIQUE

## Concorde pourra-t-il continuer à atterrir à Washington ?

Concorde pourra-t-il ou non continuer à atterrir à Washington ? L'autorisation lui avait été donnée de se poser sur l'aéroport de Dulles le 21 mai 1976 pour une période d'essai de seize mois. Le président Carter devrait autoriser vendredi en fin d'après-midi, d'annoncer la décision qu'il a prise à ce propos. Le secrétaire aux transports, M. Brock Adams, lui a proposé plusieurs solutions. De nombreux observateurs estiment que le président pourrait donner au superconcorde franco-britannique l'autorisation d'utiliser de façon permanente l'aéroport de Washington, ainsi qu'une douzaine d'autres aéroports américains, à condition que les autorités locales ne s'y opposent pas.

Cette dernière restriction est importante, car si l'administration fédérale a les mains libres à Washington, où l'aéroport lui appartient, elle ne peut, pour les autres villes, que faire des recommandations aux autorités locales. Si, parmi les villes citées, certaines, comme Dallas, ont toujours souhaité accueillir Concorde, d'autres, comme Boston ou San Francisco, ont déjà annoncé qu'elles le refusent quel qu'il arrive.

Cette nécessité de respecter l'autonomie des autorités locales explique d'ailleurs la situation où se trouve Concorde à New-York. Les autorités portuaires respectables de l'aéroport Kennedy refusent toujours, on le sait, d'autoriser l'atterrissage du superconcorde. Cela malgré les autorisations données à l'époque par le secrétaire aux transports et les condamnations prononcées récemment par la cour d'appel de New-York.

Sur place, la polémique continue entre partisans et adversaires du superconcorde. L'office général de la comptabilité, une agence du

## L'AVION D'AFFAIRES FALCON-50 A TRAVERSÉ L'ATLANTIQUE-NORD

Le prototype de l'avion d'affaires tri-réacteur Mystère Falcon-50 a effectué le jeudi 22 septembre sa première traversée de l'Atlantique-Nord. Le prototype a couvert la distance Londres-New-York, soit 5 800 kilomètres en sept heures et quarante-huit minutes, à la moyenne de 800 kilomètres à l'heure, transportant quatre pilotes et ingénieurs et 500 kilos d'instruments spéciaux d'essai et d'enregistrement.

Le Mystère Falcon-50, présenté pour la première fois au Salon de l'aéronautique d'Orléans-Bourges en juin dernier, sera mis en service au début de 1979. C'est un tri-réacteur d'affaires dont le rayon d'action, avec huit passagers à bord, atteint 6 900 kilomètres. Il complètera la série des Mystère Falcon-20 et 10, dont six cent huit exemplaires ont déjà été commandés. C'est le premier avion au monde lancé en série avec une aile de type « super-critique », qui lui assure — par un découpage spécial de la voilure — un gain de plus de 10 % sur la consommation de carburant et un rayon d'action sensiblement accru.

## LA SOCIÉTÉ BELGE FAIREY EST MENACÉE DE FAILLITE

(De notre correspondant.)



# Quand la technique est belle, la communication est meilleure.



SE 1070

T 77

Petites ou moyennes entreprises, succursales ou bien agences diverses, particuliers exerçant une profession libérale... La nécessité de s'équiper d'un poste téléphonique de petit gabarit, qui ne soit autre qu'un mini-standard, est de plus en plus fréquente.

Comme il s'agit néanmoins d'un investissement, il importe de savoir à qui l'on s'adresse en la circonstance. Et, de ne pas tomber sous le charme d'un gadget aussi séduisant que coûteux et... douteux.

Si l'on choisit un poste intercommunication Téléc (le T 77 ou le SE 1070, par exemple), on sait alors où l'on va et ce qu'on peut en attendre.

D'abord, on aime à le regarder... et à le montrer. Son habillage élégant souligne avec bonheur le goût de son propriétaire, mais surtout, il dissimule une technique résolument moderne et sûre, susceptible de rendre un nombre appréciable de services "à la carte".

- Comme, par exemple, à partir d'un poste quelconque :
- appeler un poste intérieur,
  - appeler un correspondant extérieur,
  - effectuer un double appel,
  - effectuer un transfert,
  - mettre "en garde" manuellement ou automatiquement.

- Ou encore, à partir d'un poste de dirigeant :
- faire filtrer vos communications par votre secrétaire,
  - être prioritaire sur des communications privées,
  - établir une conférence entre 7 ou 8 postes quelconques de l'installation.

Le cas du SE 1070 de Téléc est particulièrement éloquent. Outre, les capacités mentionnées ci-dessus, il offre une généreuse panoplie de possibilités et de potentialités. Ainsi, peut-on, à partir d'un poste éloigné extérieur :

- au cadran, obtenir n'importe lequel des postes intérieurs ou un autre

- poste éloigné extérieur,
- effectuer la prise directe d'une ligne extérieure dans les différents faisceaux,
- effectuer le double appel et le transfert vers un autre poste éloigné,
- être désigné comme poste de renvoi de nuit en conservant toutes vos facilités.

Une si vaste gamme de services ressemble fort à un palmarès... Mais, ça n'est pas tout : un certain nombre d'options vous sont également proposées.

De sorte que vous pouvez doter votre poste au choix ou en totalité :

- d'un récepteur supplémentaire,
- d'une réception amplifiée par l'adjonction d'un haut-parleur et d'un amplificateur transistorisé incorporés à votre poste,
- d'un clavier émetteur d'impulsion.

On le voit, la souplesse d'utilisation des postes SE 1070 et T 77 de Téléc témoigne, non seulement de l'élaboration supérieure de leur technique, mais aussi du souci constant manifesté par Téléc, de répondre point par point aux besoins spécifiques de sa clientèle.

Lorsqu'on sait la fiabilité d'un matériel de plus en plus largement perçu comme compétitif sur le marché de la téléphonie, lorsqu'on sait encore le sérieux et la compétence des distributeurs-installateurs Téléc répartis sur l'ensemble du pays, lesquels mettent autant de soin à "suivre" le matériel qu'à le présenter et à l'installer, on peut déclarer sans abus de langage, qu'en choisissant Téléc, on fait un excellent investissement.

En matière de communication, il vaut mieux savoir d'avance à qui l'on s'adresse.

Téléc est là pour le prouver.

## Téléc

TELIC, POUR UNE MEILLEURE COMMUNICATION.

LA TÉLÉPHONIE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE - 206, route de Colmar, 67023 STRASBOURG Cedex - Tél. (88) 39.99.60.

مركز أمن الاحمل



# RADIO-TÉLÉVISION

VENDREDI 23 SEPTEMBRE

## CHAÎNE I : TF 1

19 h. 5. Feuilleton : Recherche dans l'intérêt des familles ; 19 h. 33. Une minute pour les femmes ; 19 h. 45. Eh bien, raconte ; 20 h. Journal.  
20 h. 30. Au théâtre ce soir : « Azalea », de G. Bear et L. Verneuil, mise en scène J. Le Poulain, avec J. Poulain, J.-P. Daurès, M. Soudet, F. Lelouch, professeur de piano, a trop de chance dans l'existence ; 22 h. 50. Magazine : Football.  
23 h. 50. Journal.

## CHAÎNE II : A 2

18 h. Fenêtre sur... Vingt-deux numéros pour une impasse (deuxième partie) ; 18 h. 25. Dorothée et ses amis ; 18 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45. Souvenirs : La joie de vivre (Elvire Popesco) ; 20 h. Journal.  
20 h. 30. Série : La chasse aux hommes ; 21 h. 30. Littéraire : Apostrophes, de R. Pivrot (Des regards drôles et ironiques sur l'histoire). Avec M. R. Pivrot (Pays sage), A. Boudard (Combattants du petit bonheur), S. Lelouch (Schwarzenberg ou l'empire du parti), P. Bourgeois (L'Armée), J. Schmitt (Les Copains d'abord), et autres de F. de Commines (sous réserve), à propos de la 100 jours de Mitterrand ; 22 h. 40. Journal.  
22 h. 50. Film (Cinéma-club) : L'ATALANTE, de J. Vigo (1934) avec M. Simon, D. Parlo, J. Daste, L. Lefèvre, R. Dilligent, F. Clair, G. Marguerite (N. rediffusion).  
Un marinier espère une jeune personne, mais malgré sa tendresse elle s'enfuit à bord de sa péniche et fait une turlupine. Le film de ciné-club par excellence, Vigo.

**LIVRET D'ÉPARGNE MANUELLE :**  
**8,50% NET D'IMPOT\***  
**DANS TOUTES LES BANQUES POPULAIRES.**



SAMEDI 24 SEPTEMBRE

## CHAÎNE I : TF 1

12 h. Philatélie club ; 12 h. 30. Midi première ; 12 h. 45. Jeunes pratique ; 13 h. Journal ; 13 h. 35. Les musiciens du soir ; 14 h. 10. Restez donc avec nous ; 14 h. 15. Téléfilm : L'homme qui valait 3 milliards ; 15 h. 15. Série : Les secrets de la mer Rouge (rediffusion) ; 15 h. 55. Série : Les compagnons d'Eleusis (rediffusion) ; 17 h. 5. Série : Les compagnons d'Eleusis (rediffusion) ; 18 h. 5. Trente millions d'amis ; 18 h. 40. Magazine auto-moto ; 19 h. 15. Six minutes pour vous défendre ; 19 h. 45. Eh bien, raconte ; 20 h. 30. Variétés : Numéro un Serge Reggiani ; 21 h. 30. Série : Le riche et le pauvre ; 22 h. 20. Titre courant ; 22 h. 30. A-bout portant ; 23 h. Journal.

## CHAÎNE II : A 2

12 h. 15. Journal des sourds et des malentendants ; 12 h. 30. Samedi et dimanche ; 13 h. Journal ; 13 h. 30. H-b-d-o chansons hebdo musicales ; 14 h. 10. Les jeux du stade, prés. J. Lanzi ; 14 h. 10. Des animaux et des hommes ; 18 h. 5. Jeu : La course autour du monde ; 18 h. 40. C'est la vie ; 18 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45. Souvenirs : La joie de vivre (Elvire Popesco) ; 20 h. Journal.  
20 h. 30. Série : Les héritiers (première partie : La fête au village, de F. Pluot, réal. R. Pigaut, avec J.-C. Dauphin, B. Rouan, M. Robin. L'héritage comme catalyseur des tensions

DIMANCHE 25 SEPTEMBRE

## CHAÎNE I : TF 1

9 h. 15. Religieuses et philosophes ; 12 h. La séquence du spectacle ; 12 h. 30. Bon appétit ; 13 h. Journal ; 13 h. 20. C'est pas sérieux ; 14 h. 15. Les rendez-vous du dimanche ; 15 h. 30. Concert : « Don Juan », de R. Strauss ; « Six pièces pour orchestre op. 6 », de J.A. Weibers par l'Orchestre national de France, dir. M. Le Roux ; 16 h. 15. Tiroir ; 16 h. 5. Vive le cirque ! ; 16 h. 45. Sports première ; 17 h. 40. FILM : MONSIEUR GREGOIRE SEVADE, de J. Danie Norrmann (1941) avec B. Bluer, J. Berry, A. Clariand, Y. Lebon, E. Ruis. (N.).  
Un employé d'assurances bien tranquille est pris par un voleur ou voleur et entrainé dans une extraordinaire aventure.  
19 h. 25. Les animaux du monde ; 20 h. Journal.  
20 h. 30. FILM : DERNIER DOMICILE CONNU, de J. Giovanni (1969), avec L. Ventura, M. Jobert, M. Constantin, J. Sobieski, B. Saury.  
Un détective de police et son assistant recherchent le témoin d'un meurtre à partir de sa dernière adresse. Deux heures sont sur la même piste pour supprimer la témoin.  
Suspense bien conduit et étude psychologique. D'après un roman américain de série noire habilement adapté.  
22 h. 15. Elections sénatoriales (résultats commentés) ; 23 h. Journal.

## CHAÎNE II : A 2

12 h. 10. Toujours sourire ; 13 h. Journal ; 13 h. 25. En direct de l'Empire : La torgette ; 14 h. 20. Ces messieurs nous disent ; 15 h. 55. Série : Sur la piste des Cheyennes ; 18 h. 40. Trois petits tours ; 17 h. 25. Les Muppets ; 18 h. 10. Contre ut ; 19 h. 10. Stade 2 ; 20 h. Journal.  
20 h. 30. Musique and Music ; 21 h. 40. Feuilleton : Bouquet de roses ; 22 h. 30. Les chemins de la musique - Friederich Gluck.  
Un pianiste qui pratique simultanément deux et classique, pour abandonner la scène sans coup férir, en 1975, en plein tournage de cette émission.  
23 h. 10. Journal.

## CHAÎNE III : FR 3

18 h. 55. Reprise : Les grands fleuves, reflets de l'histoire : la Volga (déjà diffusé le 23 septembre à 21 h. 30) ; 17 h. 50. Espace musical ;

## CHAÎNE III : FR 3

18 h. 45. Pour les jeunes ; 19 h. 5. Emissions régionales ; 19 h. 40. Scènes de la vie de province Les arpenteurs du ciel (prod. FR3-Bordeaux) ; 20 h. Les jours d'aujourd'hui ; 20 h. 30. Magazine vendredi : Ailleurs (Chili 1977, par Cl. Smadia et A. Gazut) ; Un reportage « en creux » sur les résultats acquis de quatre années de « décentralisation intellectuelle » ; 21 h. 30. Série documentaire : Les grands fleuves, reflets de l'histoire (première partie : la Volga), réal. G. Barsky ; 22 h. 25. Journal.

## FRANCE - CULTURE

20 h. 30. Valtourne ou Léon-Paul Fargue et nous, avec R. Thomas : Lectures par M. Bouquet, J. Negro, J. Popart, J. Mazouzi, S. Parabel, S. Salas, G. Roland-Manuel ; 21 h. 45. Musique de chambre : M. Philippot, P. Haegheghe, D. Milhaud ; 22 h. 30. Entrées avec... François Mitterrand, par J. Anzuino (rediffusion) ; 23 h. De la nuit

## FRANCE - MUSIQUE

20 h. 30. Le coin des collectionneurs : Concerto no 1 (Brahms), par l'Orchestre philharmonique de Vienne, direction H. Böhm, avec W. Böckh, piano ; 21 h. Cycle d'échanges franco-allemands. En direct du concours international de Munich 1977 : deuxième concert final des lauréats (programme identique en fonction des résultats du concours) ; 22 h. 15. Jazz ; 0 h. 5. Feuilleton musical : 0 h. 10 à 2 h. « Les Enfants du désert », par R. Koeberling

## LA REDEVANCE TV SERRAIT AUGMENTÉE ET LA TAXE RADIO SUPPRIMÉE

● Au titre du projet de loi de finances pour 1978, le taux de la redevance télévision sera porté, si le Parlement en est d'accord, à 176 F (+14 F) pour les postes en noir et blanc et à 264 F (+21 F) pour les postes couleur. Compte tenu de l'accroissement attendu du parc des récepteurs couleur, le montant des droits issus de la redevance à répartir entre les sociétés devrait s'établir en 1978 à 2 865,4 millions de francs, au lieu de 2 587,6 millions en 1977, ce qui représente une augmentation de 12,5 %.

La redevance radio serait supprimée. Cette taxe (30 F) a été créée par la loi de 1977, qui a autorisé le développement de la radio à ondes courtes, rapporte environ 5 millions de francs.

## LA DIRECTION DE FR3 SUPPRIME L'ENQUÊTE « L'HOMME ET L'ORDINATEUR »

● Carole Sandrel, auteur de l'enquête « L'Homme et l'Ordinateur », qui devait être projetée ce vendredi 23 septembre sur FR3, a protesté jeudi 22 septembre contre le remplacement de cette émission par un reportage sur le Chili (Le Monde du 22 septembre). La direction de la chaîne a estimé que l'émission n'était pas prête à être diffusée dans son état actuel. Selon Carole Sandrel, il s'agit d'un « acte déclaré de censure ». M. Maurice Caseneuve, directeur de FR3 et coproducteur de l'émission, ayant jugé celle-ci « scandaleuse, partielle et partialité ».

Carole Sandrel affirme, d'autre part, qu'une bobine son et image d'un interview de M. André Diligent, ancien sénateur, sur le vol du fichier de l'O.R.T.F. en 1972, a été confisquée par l'un des producteurs.

Le service de presse de FR3 confirme le jugement porté par M. Maurice Caseneuve sur l'émission et déclare tout ignorer de l'incident concernant l'interview de M. Diligent.

## NOUVELLE ÉMISSION SUR LA QUALITÉ DE LA VIE A ANTENNE 2

● La direction de l'information d'Antenne 2 se donne pour objet, depuis le mercredi 21 septembre, de continuer à l'amélioration de la qualité de la vie avec une nouvelle émission diffusée de 18 h. 40 à 19 h. 50, du lundi au vendredi.

C'est la vie, présentée par Noël Mamère, réalisée par Agnès Delarue, avec la participation de tous les services de la rédaction, se consacre à la vie pratique à la défense du consommateur. Chaque semaine, une campagne sera lancée, en liaison avec le courrier des téléspectateurs.

## TRIBUNES ET DÉBATS

VENDREDI 23 SEPTEMBRE  
M. J. Dominati, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, J. P. Rocard, délégué à l'information du mouvement « Récourt », et M. J. Trappe, président du Front national des rapatriés, participeront au débat au cours de l'émission de J.-P. Defrin, à 19 heures, sur Radio-Monte-Carlo.

SAMEDI 24 SEPTEMBRE  
Mgr Marty, archevêque de Paris, Mgr Fouquet, recteur de l'Institut catholique, M. J. Guillon, écrivain, Mgr Calmo, Mgr Jacquelin, le Père Moreau, le radio-Vatican et M. Montigny, participeront, à l'occasion du quarantième anniversaire du pape Paul VI, au journal d'inter-midi, en direct du Vatican, à 12 heures, sur France-Inter.

DIMANCHE 25 SEPTEMBRE  
R. Andrieu, rédacteur en chef de l'Humanité, F. Charpy, directeur de la Lettre de la nation, G. Claisse, chef du service politique du Matin, F. Coustau, rédacteur en chef de la Dépêche du Midi et C. Vincent, directeur du service politique de France-Soir seront les invités d'Inter-Presse pour débattre des problèmes de la gauche, à 12 heures, sur France-Inter.

M. G. Marchais, secrétaire général du parti communiste, est l'invité du Club de la presse sur Europe 1, à 19 heures.

Les élections sénatoriales seront commentées à 12 h. 30 sur France-Inter et à 20 heures sur Antenne 2, en direct du Sénat, et à 22 h. 15 sur TF 1.

SEUL A PARIS  
**STUDIO CUJAS**  
à 14 h - 18 h 25 - 20 h 50  
21 h 25  
L'HOMME QUI AIMAIT LES FEMMES  
de François Truffaut  
20, RUE CUJAS 50 - 033-89-22  
sous-titré anglais

# ARTS ET SPECTACLES

## Musique

### Un nouvel Opéra de Paris

(Suite de la première page.)  
En effet, la création d'un poste de secrétaire général, chargé des affaires techniques, administratives et financières, nommé par le ministre correspond-elle à la séparation des pouvoirs recommandée par le rapport Bloch-Lainé ? (Le Monde du 29 juillet). Tout dépendra sans doute de l'action du titulaire, M. Jean-Pierre Leclerc, qui restera placé sous l'autorité de l'administrateur, comme l'était en fait sinon en droit le directeur des services administratifs de la R.T.L.N. Il paraît cependant prématuré de voir dans cette mesure le triomphe des « administratifs » sur les « artistiques ». Sans doute faudra-t-il attendre la nomination du successeur de M. Liebermann pour en constater les effets.

Le seul point sûr, c'est que la réforme se fait aux dépens de M. Louis Erté, administrateur de l'Opéra-Studio, organisme qui est purement et simplement intégré à l'Opéra. Après lui avoir refusé les moyens de remplir sa tâche, on nie son existence. Le procédé paraît pour le moins inélégant à l'égard d'un des grands artisans de la rénovation de l'art lyrique en France. Le problème de l'enseigne-

## LES PRINCIPALES DISPOSITIONS DE LA RÉFORME

M. Michel d'Ornano, ministre de la culture et de l'environnement, a présenté jeudi 22 septembre au cours d'une conférence de presse la nouvelle organisation de l'Opéra. Il a estimé que l'organisation actuelle, caractérisée par la coexistence au sein de la Réunion des théâtres lyriques nationaux de deux organismes différents et inégaux, l'Opéra et l'Opéra-Studio, « favorisait l'incertitude et l'équivoque dans la gestion administrative ».

La réforme est fondée, selon le ministre, « sur la recherche de la simplicité et de l'efficacité ». Les principales dispositions sont les suivantes :

« Unité de l'établissement, c'est-à-dire suppression de la qualité Théâtre national de l'Opéra et Opéra-Studio. La R.T.L.N., désormais établissement unique, s'appellera Opéra de Paris. L'Opéra-Studio et son personnel sera intégré dans les structures de l'Opéra ».

« Cet établissement sera géré par un administrateur unique qui rendra compte de sa gestion au ministre de la culture et des affaires culturelles, en matière de production, dans les conditions normales pour un établissement public ».

« L'administrateur nommé par décret aura pour missions : la programmation et des choix artistiques, il engage le personnel artistique, administratif et technique ; il prépare et exécute les décisions du conseil d'administration, notamment le budget ».

« Il est créé un poste de secrétaire général placé sous l'autorité de l'administrateur. Nommé

## M. JACQUES DARMON SUCCEDE A JEAN SALUSSE

M. d'Ornano a annoncé la nomination de M. Jacques Darnon, inspecteur des finances au poste de président du conseil d'administration, en remplacement de Jean Salusse, qui s'est donné la mort le 23 juillet dernier, et celle de M. Jean-Pierre Leclerc, maître des requêtes au Conseil d'Etat, au poste de secrétaire général.

[Né le 12 août 1940 à Alger, M. Jacques Darnon est ancien élève de l'Ecole polytechnique et de l'Ecole nationale d'administration. Nommé inspecteur des finances en 1968 il a fait partie de 1969 à 1972 du cabinet de M. Michel Debré, ministre d'Etat chargé de la défense nationale, d'abord comme conseiller technique, puis comme adjoint au directeur du cabinet. Chargé de mission à la DATAR de 1972 à 1974, il a dirigé de 1974 à 1977, le cabinet de M. Michel d'Ornano, alors ministre de l'Industrie et de la recherche. Il a suivi M. d'Ornano au ministère de la culture et de l'environnement où il occupait depuis mai dernier le poste de chargé de mission auprès du ministre.]

[Né le 9 mars 1938 à Paris, M. Jean-Pierre Leclerc, licencié en droit, est

MERcredi  
**HARLAN COUNTY U.S.A.**  
une autre Amérique...  
un film de Barbara Kopple  
OSCAR HOLLYWOOD 1977  
DE QUEL COTÉ ÊTES-VOUS !

Alain Corneau

DE QUEL COTÉ ÊTES-VOUS !

OSCAR HOLLYWOOD 1977

DE QUEL COTÉ ÊTES-VOUS !

هكذا من الأصل



## Cinéma

## « Pas d'orchidées pour Miss Blandish », par Robert Hossein

Rueil, d'après Queneau. Candide Patou, Sophie Deschamps, Clément Barrat, Marie David, tous les acteurs sont sobres et justes, excellents. Robert Bossen joua un petit comme dans son si beau film *Le Vampire de Düsseldorf*, il exprime l'effarement et l'absence » du criminel.

Le prix des places est un peu élevé pour le public populaire (1 et 2) et les spectateurs jeunes qui sont d'habitude les premiers à venir aux spectacles d'Hossein.

Des pièces présentées jusqu'ici en ce début de saison, il est facile de prévoir que deux vont être « star » pour le bon public, comédie, et avoir longue vie : *Miss Glendish*, d'Hossein, et *le Bateau pour l'Irlande*, d'Alexei Arbouzov : deux pièces envoiées et de haute qualité. C'est l'un des mérites du théâtre : il trouve un terrain d'entente avec la meilleure part des gens.

MICHEL CURNOUT.

(1) 15 F. 35 F. 45 F et 60 F ; étudiants : 20 F.

★ Fort-Saint-Martin, 21 heures.

« LA BELLE VIE »  
au Lucernaire

Le bruit hésitant d'une ma-

La voix de l'auteur, enregistrée sur une bande sonore à S.E. Fania musicale... — précise qu'il fallait bien trouver, l'autre une fin, mais que celle-ci n'est pas la meilleure. L'histoire de la musique est si riche, si fortement d'avoir mis l'importance avant l'honneur et l'aisance derrière la belle vie, celle d'une fille de joie le matin, le soir, avec dans sa poche un diplôme usurpé d'intitulteur, le souvenir de sa province.

Dehors, est seule sur scène, vêtue de rouge, avec une jupe un peu naïve, plus un short sur des collants noirs. Toujours au milieu de la main, le visage avec une loquace fidélité la banalité des considérations parfois cruelles de ces gens sans histoire, qui ont des idées, mais pas de vie, qui doivent se faire une raison. C'est la vie. Pas drôle, la vie.

M.-L. B.

**STUDIO MÉDICIS - 633-25-97**  
**STUDIO de l'ÉTOILE 380-19-93**

to.  
ner  
La  
na  
eur  
no-  
is-  
cept

LA SOUTEAU CINEMA ESPAGNOL

Une jeune critique et poète... L'Enjeux

**FURTIVOS**  
de  
Jose Luis Borau

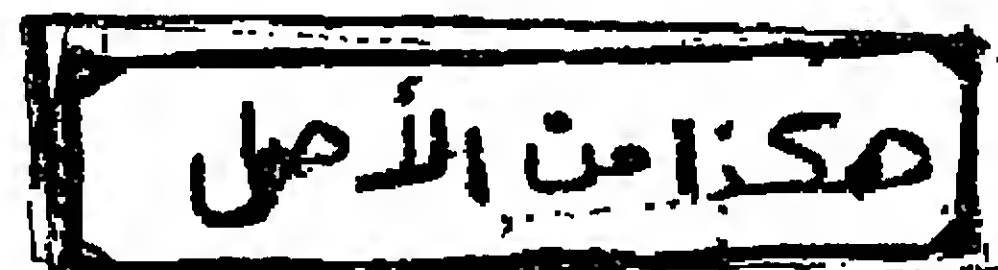
Avec  
Jesús Gago,  
Ovidi Montllor,  
Alicia Sanchez

Incendiaire, espion, voleur, assassin, le héros de Borau est un véritable tour de force. Une œuvre d'art, un chef-d'œuvre.

En première partie:  
L'AGRESSION de Frank Capra

# FESTIVAL DE CANNES 77

Périmétrie VF : TRICYCLE Asnières - BELLE-ÉPINE PATHÉ Thiais - GAUMONT Evry - MULTICINÉ PATHÉ Champigny - VÉLIZY II - FRANÇAIS Enghien - PARLY II









SPECTACLES

**L'AMI AMERICAIN**  
A partir du 28 septembre  
DENNIS HOPPER GERARD BLAIN BRUNO LISA  
WIM WENDEAS GANZ KREUZER

PARAMOUNT ELYSÉES - GEORGE V - BALZAC ELYSÉES  
PARAMOUNT MARIVAUX - PARAMOUNT OPERA - PARAMOUNT MARLOT  
CHAMPAIGN BOULEVARD LES IMAGES - PARAMOUNT BASTILLE  
PARAMOUNT MONTMARTRE - U.G.C. GOSNOL - PARAMOUNT GALAXIE  
PARAMOUNT GAITÉ - CLONY ECOLES PARAMOUNT GODELINS - 3 SECRETAN

**YVES MONTAND LA MENACE**  
VILLAGE Mouton - PARAMOUNT La Varenne - PARAMOUNT Orly  
PARAMOUNT Elysée 2 - BUXY St-Antoine - GYRANO Versailles  
ALPHA Argenteuil - CARNEFON Paris - MEJES Montreuil  
ARTEL Nogent - FLAMADES Sarcelles - VELIZY 2 - G2L St-Germain  
ARTEL Bussy - ARTEL Villeneuve St-Georges

Ce soir, au GEORGE V, séance à minuit

ELYSÉES LINCOLN - RICHELIEU - LE STYX ST-GERMAIN  
STUDIO RASPAIL - CAMBRONNE

**KUNG-FU WU-SU**  
après "URU" le nouveau  
film de  
Jean-Luc Magnanon  
LE PREMIER FILM SUR  
LES SECRETS  
DES ARTS MARTIAUX

**LE MOINE RECONNAISSANCE SPECTACLES**  
100 11 heures à 21 heures  
sur les chaudières et jours de la

l'indivisibilité 23 septembre

**LES FILMS**  
L'AMERIQUE SANS ILLUSION (v.o.) : Olympia, 14 (542-61-43), mar.: De l'influence des rayons Gamma...; jeu.: Permission d'atterrir...; Hail! Hail! Macadam cow-boy; dim.: Welcome to Los Angeles; mar.: Les Visiteurs.  
LOSEY (v.o.) : Olympia, 14 (542-61-43), mar.: Accident; ven.: Passage à Marseille; dim.: Standard; mar.: Les Visiteurs.  
BOGAERT (v.o.) : Action-La Fayette, 9 (878-80-50), mar.: African Queen; jeu.: Roy Largo; ven.: Passage à Marseille; dim.: Standard; mar.: Les Visiteurs.  
EL GAY (v.o.) : Action-Christiane, 6 (325-35-78), mar.: D. : Pink Narcissus; J. : A Bigas Splash; V. : Carver of the Circle; S. : Mar.; Une chose très naturelle; L. : Sébastien.  
ACTION ESPIONNIQUE (v.o.) : (808-51-53), mar.: Sunday too far away; J. : Quelle était votre maîtresse; V. : Vraie sur commande; S. : Le Sol de la terre; D. : Les Temps modernes; L. : Adrien 31; mar.: Sur le quel (v.o.).  
FRAN COCTEAU : La Pégase, 7 (705-12-25), mar.: L'Extrême; Revoir; D. : J. : La Belle et la Bête; V. : Les Enfants terribles; S. : L. : Orphée; mar.: Ruy Blas.  
On répète actuellement aux DEUX ANES : « AUX ANES CITOYENS » : nouvelle revue satirique de Christian Vebel et Jacques Bodoin qui en seront les principaux interprètes. Mise en scène de Jacques Ardouin. Chorégraphie de Claude Jourdan. Musique de Rob. Valentino. Première publique le 15 oct.

Rien n'est comparable à la terreur qui les attend.

**LES GRANDS FONDS**

**LES GRANDS FONDS**  
ROBERT SHAW - JACQUELINE BISSET - NICK NOITE  
LES GRANDS FONDS - LOUIS GOSSETT - ELI WALLACH  
d'après le roman de PETER BENEDICT  
Scénario de PETER BENEDICT et TRACY KEGAN WAIN  
Réalisé par PETER BENEDICT - Production de PETER BENEDICT - Musique de JOHN BARRY  
Distribution de VERMOREL FILMS

**LES GRANDS FONDS**  
ROBERT SHAW - JACQUELINE BISSET - NICK NOITE  
LES GRANDS FONDS - LOUIS GOSSETT - ELI WALLACH  
d'après le roman de PETER BENEDICT  
Scénario de PETER BENEDICT et TRACY KEGAN WAIN  
Réalisé par PETER BENEDICT - Production de PETER BENEDICT - Musique de JOHN BARRY  
Distribution de VERMOREL FILMS

**"Des enfants gâtés"**  
"Cocasse... Fantastique... Émouvant... Tavemier réussit son film le plus personnel".  
Michel FLACON - LE POINT  
"Voici, sans aucun doute, l'un des films français les plus intéressants de la rentrée. Un vrai spectacle à la manière des meilleures comédies italiennes".  
"Des enfants gâtés" est une réussite exemplaire."  
Robert CHAZAL - FRANCE SOIR  
avec Michel Piccoli et Christine Pascal.  
actuellement dans 16 salles Paris et Périphérie

**MERCREDI 28 SEPTEMBRE**  
GERARD DEPARDIEU MIOU MIOU  
**DITES LUI QUE JE L'AI ME**  
un film de CLAUDE MILLER  
CLAUDE PIEPLU JACQUES DENIS DOMINIQUE LAFFIN CHRISTIAN CLAVIER

حکایت الامل







OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	43,00	48,19
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

# ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La ligne col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOI	5,00	4,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

## La CNAN

recrute  
pour l'Institut Supérieur Maritime  
de BOU-ISMAIL :

- Des Capitaines au long cours.
- Des Officiers Mécaniciens 1<sup>re</sup> classe.
- Des Enseignants de Radio-Électricité.

— Logement assuré et vacances scolaires.

### CONDITIONS

- être titulaire du Baccalauréat et du Brevet de Capitaine au long cours ou d'officier mécanicien 1<sup>re</sup> classe,
- avoir navigué au moins 7 ans,
- expérience dans la formation appréciée,
- âge 35/48 ans.

Adresser candidature avec C.V. détaillé à :  
I. S. M. — B.P. 24  
BOU-ISMAIL — ALGERIE.

GRUPPE PHARMACEUTIQUE INTERNATIONAL  
recrute pour son Centre de Recherche  
PARIS

## UN RESPONSABLE DE BIOCHIMIE ANALYTIQUE

Expérience indispensable.  
Envoyer C.V. à EPEL 126, bd Auguste-Blanqui,  
75015 Paris, sous la référence N° 435.

171 456  
29 037  
1 3927  
403  
43

## emploi régional

LA BANQUE VERNES ET COMMERCIALE  
DE PARIS

désire compléter son équipe en vue de sa prochaine installation  
place des Cordeliers, à LYON, recherche :

- UN COLLABORATEUR (30 ans environ) qui aura à assurer la prospection et la gestion de la clientèle industrielle et commerciale. Une bonne connaissance des opérations à l'étranger sera appréciée.
  - UN COLLABORATEUR (30 ans environ) chargé du développement de la clientèle privée de standing.
- Ces deux postes exigent :
- une position cadre ;
  - une exp. bancaire confirmée dans la fonction ;
  - du dynamisme et une aptitude certaine aux contacts humains les plus élevés.

3) GUICHETIERS ET CAISSIERS  
EXPERIMENTES  
Discretion totale assurée.

Adr. lettre man. C.V. et photo, sous numéro 9187,  
à HAVAS LYON, qui transmettra.

Organisme de Crédit  
(Région Paris de Loire)  
recherche

## RESPONSABLE FORMATION ET INFORMATION

Importance de l'établissement : 700 personnes.  
Expérience formation permanente souhaitée.  
Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo et  
présentations au N° 1828, LE MONDE Publicité, 5, rue  
des Italiens, 75127 Paris, qui transmettra.

Groupe IMPRIMERIE et PUBLICITE  
de province

## pour son bureau parisien RESPONSABLE COMMERCIAL

connaissant parfaitement l'imprimerie  
et l'édition  
Ecrire sous N° 707233 M à REGIE-PRESSE,  
85 bis, rue Réaumur, 75001 Paris, qui transmettra.

La Ville de Lille recherche un  
ARCHIVISTE DE SERVICE de  
niveau 3<sup>e</sup> échelon (indice brut 30-  
785). Les titulaires du diplôme d'ar-  
chiviste-paleographe intéressés, par  
cet emploi pourront obtenir la  
rent, complet, en adressant une  
demande à M. le Maire de Lille.

## offres premier emploi

INSEGE propose à des  
DEBUTANTS (TES)  
— premier emploi (médiocrité)  
de 3 à 5 a. d'études supér.,  
entraînement régulier de 3  
à 12 h par semaine, en entreprise,  
nat. théorique, et personnelle  
entretien, recherche d'emploi,  
maison privée, en entreprise,  
tact. assurée av. « anciens »,  
1<sup>er</sup> mot. et C.V. d'orga-  
nisme, 2424, « le Monde », P.O.,  
des Italiens, 75127 Paris-P.

## ANNONCES CLASSEES TELEPHONEES

296-15-01

Dans le cadre du démarrage de son Service  
COKERIE D'EL-HADJAR - ANNABA, la S.N.S.  
recherche parmi les émigrés Algériens en  
FRANCE.

### ★ Secteur Batterie Four à Coke :

- Enfouisseurs.
- Défourneurs.
- Conducteurs wagon coke.
- Conducteur arrache-porte.
- Gaziers.
- Régisseurs cokerie (gaz chauffage).
- Opérateurs poste de commande.
- Contremaîtres exploitation.
- Chefs d'équipe exploitation.
- OPHQ exploitation.
- Maçons fumistes four à coke.
- OPHQ fumistes four à coke.

### ★ Secteur Préparation Manutention Charbon :

- Contremaîtres fabrication.
- Chefs d'équipe fabrication.

### ★ Secteur Production Traitement Gaz :

- Contremaîtres.
- Chefs d'équipe.

Pour tous ces postes il est exigé une solide expérience.  
Il sera offert une rémunération selon compétence et de nombreux avan-  
tages sociaux.

Les candidats intéressés peuvent écrire à :  
ONAMO - BMTAS - 9, RUE GUENOT 75011 PARIS REF/B/DU/SNS.  
ou à : SNS/Direction du Personnel Service Emploi - BP N° 25  
BIRMANDREIS - ALGER.

ECOLE TECHNIQUE  
PRIVEE SOUS CONTRAT.

## PROFESSEUR SUPPLÉANT

Bureau de secrétariat  
et Organisation administrative.  
Niveau : bachelier de S.T.S.  
Téléphone : 607-8233

Recherchons

BROUETTEURS (TRICES)  
Paris ou prov., qualifiés ou  
quant. début, ou modif. C.V.  
détail. F.S.D.V., 516 Marcelline,  
21, r. Armand-Philippe, 7200 Neuilly.

URGENT  
Etablissement Enseignement  
Supérieur Algérie

## PLUSIEURS PROFESSEURS PRINCIPAUX

Instituteurs diplômés, 50e min.  
28 a. exp. 3 a. cont. 1 an  
en congé. Physique, Technologie,  
Maintenance. Avantages divers.  
Env. C.V. + photo,  
n° 7 01501 M REGIE-PRESSE,  
85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

Recherche

Recherche

Recherche

Recherche

Recherche

Recherche

Recherche

Recherche

Recherche

Recherche

Recherche

Recherche

Recherche

Recherche

Recherche

Recherche

Recherche

Recherche

Recherche

Recherche

Recherche

Recherche

Recherche

Recherche

Recherche

Recherche

Recherche

Recherche

Recherche

Recherche

Recherche

Recherche

Recherche

Recherche

Recherche

Recherche

Recherche

Recherche

Recherche

Recherche

Recherche

Recherche

Société Industrielle  
filiale d'un important groupe américain  
recherche pour ses 2 USINES

## UN CADRE COMPTABILITE INDUSTRIELLE (MANUFACTURING ACCOUNTANT)

28 ans minimum. Expérience dans poste similaire  
appréciée par priorité. Possibilité avenir dans poste.  
Connaissances anglaises indispensables. Le candidat  
doit être ouvert aux problèmes des techniques de  
prix de revient.

Lieu de travail : proche limite Sud de Paris.

Env. C.V., photo et présentations à n° 28.882 à  
CONTEXTE Publ., 20, av. Opéra, Paris-1<sup>re</sup>, qui tr.

LEADER EUROPEEN DANS UN SECTEUR  
DE TECHNIQUES AVANCEES

recrute :

## DIRECTEUR DE DIVISION

RESPONSABILITES :

- responsabilité de la division ;
- définition des objectifs commerciaux France  
et export ;
- politique produits ;
- contrôle de la réalisation des objectifs dans  
les conditions de rentabilité prévues.

PROFIL :

- Ingénieur diplômé Arts et Métiers ou équivalent ;
- 30 ans minimum ;
- expérience dans poste à responsabilité ;
- synthétique ;
- personnalité, contact, animation ;
- anglais fortement souhaité.

Env. lettre man. avec C.V. à n° 29.025, CONTEXTE  
Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1<sup>re</sup>, qui transmettra.

IMPORTANT LABORATOIRE  
PHARMACEUTIQUE 13<sup>e</sup> arrondissement  
recherche pour son SIEGE SOCIAL

## CADRE

Attaché aux Services Généraux  
et du Personnel

Homme de 40 ans minimum ayant déjà exercé des  
fonctions de Gestion des Services Généraux d'une  
entreprise et ayant également de solides connais-  
sances de Gestion du Personnel.

- Avantages sociaux.
- Restaurant d'entreprise.

Envoyer C.V. aux Laboratoires WYETH-BEYLA,  
Boîte Postale 402 - 75635 PARIS Cedex 13.

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE

recherche

## ADJOINT du DIRECTEUR ADMINISTRATIF et FINANCIER

Il lui sera confié l'ensemble des activités com-  
ptables et financières, ainsi que les questions finan-  
cières et administratives.

Le candidat aura au moins 30 ans, une formation  
supérieure (B.S.C., D.E.C.S.), et une expérience  
d'au moins 5 ans dans un domaine similaire.

Env. C.V. manuscrit, photo et prêt. à n° 29.024,  
CONTEXTE Publ., 20, av. Opéra, Paris-1<sup>re</sup>, qui tr.

## secrétaires

de direction

MONTMARNASSE, Agce Imm.  
pl. exp. rech. SECRÉTAIRE  
capable de second direct. Libre  
rapidement. Fixe + intéressement.  
Ecrire avec C.V. photo sous  
n° 4.614 à L.T.P., 31, boulevard  
Bonne-Nouvelle, 75002 PARIS.

## Secrétaire

FONDACTION CURIE  
Section Hospitalier 75231 Paris  
Cedex 05, 12, rue Liémont  
recherche  
SECRÉTAIRE  
STENO-DACTYLO  
20 heures semaine. Ecrire avec  
C.V. ou se présenter. Surveil-  
lance générale pour rendez-vous.  
329-12-47, poste 401.

## EXCELLENTE SECRÉTAIRE BILINGUE

FRANÇAIS  
ANGLAIS  
Sérieuses références exigées.  
Env. C.V. et photo, à n° 5.441,  
PUBLIFOP, 106, rue de Richelieu,  
Paris 2<sup>e</sup>, qui transmettra.

LE MONDE s'efforce d'éliminer  
de ses Annonces Classées tout  
texte comportant allusion ou  
indication fautive ou de nature à  
induire en erreur ses lecteurs.  
Si, malgré ce contrôle, une  
petite annonce abusive était  
glissée dans nos colonnes,  
nous prions instamment nos  
lecteurs de nous la signaler  
en nous écrivant :

LE MONDE  
Direction de la Publicité  
5, rue des Italiens  
75003 PARIS

LE MONDE

Direction de la Publicité

5, rue des Italiens

75003 PARIS

75003 PARIS

75003 PARIS

75003 PARIS

75003 PARIS

75003 PARIS

75003 PARIS

75003 PARIS

75003 PARIS

75003 PARIS

75003 PARIS

75003 PARIS

75003 PARIS

75003 PARIS

75003 PARIS

75003 PARIS

75003 PARIS

75003 PARIS

75003 PARIS

75003 PARIS

75003 PARIS

75003 PARIS

75003 PARIS

75003 PARIS

75003 PARIS

75003 PARIS

75003 PARIS

75003 PARIS

75003 PARIS

75003 PARIS

75003 PARIS

75003 PARIS

75003 PARIS

75003 PARIS

75003 PARIS

75003 PARIS

75003 PARIS

75003 PARIS

75003 PARIS

75003 PARIS

75003 PARIS

75003 PARIS

75003 PARIS

75003 PARIS

75003 PARIS

75003 PARIS

75003 PARIS

75003 PARIS

75003 PARIS

75003 PARIS

75003 PARIS

75003 PARIS

75003 PARIS

75003 PARIS

75003 PARIS

75003 PARIS

75003 PARIS

75003 PARIS

## enseignement

L'Institut de Gestion des Entreprises Commerciales

## IGECO

RECRUTE SA 5<sup>e</sup> PROMOTION

CONDITIONS EXIGÉES : Agé, 21 à 35 ans. Niveau  
d'études : fin d'études secondaires. Expérience pro-  
fessionnelle obligatoire minimum un an. Pour les  
jeunes gens : être libérés des obligations militaires.  
Stage rémunéré : de 110 à 130 F. par semaine.  
Début des cours : janvier 1978. Durée : 10 mois

S'adresser à M. le Directeur IGECO,  
6, rue de Kerguelen 56100 LORIENT

## AMPHI V

— Cours de langues.  
— Méthode individuelle - bilingue.  
— Cours particuliers.  
— Cours intensifs.  
— Formations et stages professionnels.  
Inscription toute l'année

AMPHI V - 40, rue des Boulangers, 75005 PARIS.  
Tél. : 033-72-33.  
Métro : Cardinal-Lemoine - Jussieu.

75005 PARIS

75005 PARIS

75005 PARIS

75005 PARIS

75005 PARIS

75005 PARIS

75005 PARIS

75005 PARIS

75005 PARIS

75005 PARIS

75005 PARIS

75005 PARIS

75005 PARIS

75005 PARIS

75005 PARIS

75005 PARIS

75005 PARIS

75005 PARIS

75005 PARIS

75005 PARIS

75005 PARIS

75005 PARIS











## ÉCONOMIE - SOCIAL

## AFFAIRES

## Le Crédit agricole s'interroge sur son avenir

De notre envoyé spécial

La Baule. — Le ton était grave mercredi 22 septembre à La Baule au terme des trois journées de congrès annuel de la Fédération nationale du Crédit agricole. Dans son allocution finale, prononcée en présence de M. Méhaignerie, ministre de l'Agriculture, le président Piquet s'interrogeait sur l'avenir de la « banque verte », se hâtant de préciser que cette interrogation ne procédait pas d'une « inquiétude maladroite », mais voulait, au contraire, témoigner de la vitalité du premier établissement bancaire du pays.

Avec ses huit millions de comptes, ses trois millions de sociétaires, ses trois mille caisses, ses 250 milliards de francs de bilan, son esprit mutualiste, le Crédit agricole est fier de sa réussite et conscient de sa force. Mais quel que soient ces chiffres, ils ne suffisent pas à rassurer sur son avenir.

Si le volume de l'épargne qu'il collecte continue à augmenter rapidement, celui des prêts qu'il peut consentir est strictement limité par un encadrement de crédit sévère. Conséquence : les files d'attente s'allongent devant les guichets ; la rumeur et la rumeur croissent. Jusqu'à présent les pouvoirs publics, faisant la sourde oreille, ont refusé tout assouplissement au nom de la discipline générale. Pourrait-on leur longtemps sur ces positions, et est-ce souhaitable ?

Dans un rapport, M. Badi, président de la caisse régionale de Haute-Normandie, a montré quel point l'agriculture est une industrie lourde, avec une rotation des capitaux plus lente que celle de l'industrie et de l'énergie, qui implique d'énormes besoins de fonds. Ajoutons que la diminution du nombre des agriculteurs, l'augmentation des surfaces imposables et la nécessité de poursuivre la modernisation des exploitations impliquent une progression régulière des investissements : en dépit des aléas climatiques, l'agriculture est une industrie à cycle long.

Sans doute, comme le fait remarquer discrètement la Rue de Rivoli, le Crédit agricole bénéficie-t-il, cette année, de quelque « souplesse » : des prêts « calamités » non soumis à encadrement à hauteur de 9 milliards de francs ; et 1978 il aura la possibilité de distribuer des prêts aidés au logement à hauteur de 7 milliards de francs contre 11 milliards. Sans doute, également, le poids budgétaire des bonifications d'intérêt accordées aux agriculteurs aura-t-il doublé quatre fois, atteignant au moins 5 milliards de francs en 1978.

Tout pour l'agriculture ? De ces fameuses bonifications, tant enviées et tant décriées par ceux qui, dans le domaine du foncier, y voient des avantages exorbitants, on a beaucoup parlé dans ce congrès, concédant que depuis leur création en 1965, la situation a évolué et qu'il conviendrait peut-être de modifier leur attribution en fonction du développement des exploitations. Rapprochant, à cet égard, les conclusions du rapport qu'établissent MM. Lemaître et Velay, inspecteurs généraux, l'un des finances, l'autre de l'agriculture, seront prochainement portées à la connaissance des citoyens et des contribuables.

En fait, au travers de tous ces débats, s'est posé un problème de fond, celui du financement de l'agriculture.

Le Crédit agricole, non seulement croît, mais croît de façon remarquable. La banque mutualiste de la province, demandant même une extension de ses zones d'action, définites en 1976. Dans son sein, et également à gauche, se voient puissamment portées à la connaissance des citoyens et des contribuables.

En fait, au travers de tous ces débats, s'est posé un problème de fond, celui du financement de l'agriculture.

FRANÇOIS RENARD.

## L'inquiétude grandit à Saint-Etienne sur l'avenir de Manufrance

De notre correspondant

Saint-Etienne. — Alors que dans un peu plus d'une semaine le tribunal de commerce de Lyon doit rendre son jugement dans l'affaire Manufrance, l'inquiétude grandit à Saint-Etienne. La C.G.T. sténoise que depuis le 6 septembre aucune nouvelle réunion n'ait eu lieu entre les deux courants et les représentants du personnel « pour discuter de l'avenir de l'entreprise », et cela bien que des faits nouveaux soient intervenus ces deux derniers jours, notamment par M. Valentin, directeur du département des produits manufacturés, d'un nouveau plan de sauvetage de Manufrance, annonce d'une éventuelle intervention de la Société générale des coopératives de consommateurs.

En fait, dans l'après-midi du 21 septembre, un des courants a reçu les représentants de l'inter-syndicale. Mais cette rencontre n'a pas apaisé les syndicalistes, qui affirment que leur interlocuteur « a étudié toutes les questions », il a dit, dans une communication commune, qu'« un mauvais coup est soigneusement préparé » contre les salariés de la firme stéphanoise.

En outre, le maire de Saint-Etienne, M. Sanguedolce, s'est démis de n'avoir pas été invité à participer jeudi 22 septembre à une réunion au ministère des finances sur « les problèmes de Manufrance ». « Si l'on rapproche ce fait du refus signalé par le premier ministre de recevoir le maire de Saint-Etienne, on ne peut qu'être inquiet et se poser la question : que prépare le ministre contre les travailleurs ? »

de Manufrance ? », déclare la municipalité dans un communiqué.

Le jour même de cette réunion, l'ensemble du personnel de Manufrance a défilé une demi-heure, à l'appel des organisations syndicales, pour tenir un meeting. Dans une résolution adressée au président du tribunal de commerce de Lyon, au juge commissaire, aux créanciers, aux représentants des pouvoirs publics, aux actionnaires et aux créanciers, les salariés affirment qu'ils entreprendront toutes les actions qu'ils jugeront nécessaires pour que les intérêts de Manufrance soient sauvegardés, favorable à l'avenir de l'entreprise.

Enfin, le comité de défense des créanciers de Manufrance, réuni le 22 septembre, a décidé de demander des amendements au plan des créanciers au tribunal de commerce de Lyon en ce qui concerne le processus et les délais d'apurement du passif. Il a également décidé de poursuivre les livraisons à Manufrance sous la réserve d'un paiement sous cinq jours suivant cette livraison et jusqu'à la décision définitive du tribunal. A ce propos, le comité de défense des créanciers a précisé qu'il n'avait jamais été question de céder les Harcourts, quoique le montant des créances dues aux fournisseurs (18 milliards de centimes) devrait partiellement justifier une attitude prudente.

PAUL CHAPPEL.

## Pigier - année scolaire 77/78

Aux nombreux qualifications proposées C.A.P., B.E.P., Bac G2 - PIGIER ajoute cette année deux nouveaux programmes de formation comptable supérieure.

## B.T.S. D.E.C.S.

option comptabilité et gestion d'entreprise. diplôme d'études comptables supérieures.

Inscriptions :

École Pigier

Institution d'enseignement privé  
53, rue de Rivoli - 75001 Paris - Tél. 233.44.88  
5, rue Saint-Denis - 75001 Paris - Tél. 233.98.59.

## Thomson prend une participation importante dans le capital de la société allemande de T.V. Nordmende

Le groupe Thomson va prendre une participation importante — entre 40 et 51 % — dans le capital de Nordmende, quatrième fabricant allemand de TV-couleur (trois cent cinquante mille unités vendues annuellement) et de matériel « grand public » (radio, hi-fi). Dans un second temps, cette participation sera portée, de même que les activités dans l'électronique « grand public » de Thomson, à une société de coordination à directeur et conseil de surveillance qui restera à créer. Son capital sera réparti entre des actionnaires français (Thomson) et allemands (Nordmende) et peut-être une banque nationale et des porteurs allemands minoritaires. Son rôle serait multiple :

— Assurer une harmonisation des stratégies de la division « grand public » de Thomson-Brandt, de Nordmende et aussi de Videocolor, le

second fabricant européen de tubes téle-couleur, filiale à 51 % de Thomson (le groupe américain R.C.A. détient 49 %).

— Développer, à l'avenir, une gamme cohérente de matériel.

— Coordonner, voire répartir, les études entre les sociétés pour éviter les doubles emplois.

Par cette alliance européenne, le groupe Thomson semble sortir de son expectative dans le domaine de l'électronique grand public. Depuis quelques temps, il hésitait sur sa stratégie. Son « laisser-faire », son attitude purement défensive, s'étaient traduits par des importations massives de matériel étranger — surtout japonais — dans le domaine de la haute fidélité, et le risque était grand de voir le marché de la télévision couleur peu à peu grippé. Avec une production annuelle de quatre cent cinquante mille TV-couleur, Thomson n'avait pas l'envergure suffisante pour développer ses études, en amont dans les tubes, en aval dans les matériels.

Si l'accord avec Nordmende ne prévoit pas l'harmonisation des productions existantes ni une répartition des marchés dans l'industrie, il présente, cependant, un double avantage. D'une part, il offre à Videocolor un débouché non négligeable pour ses tubes TV-couleur puisque la société allemande s'approvisionnerait auparavant chez Philips et Toshiba. D'autre part, avec un marché total de huit cent mille télévisions couleur et des centaines de milliers de radios et chaînes hi-fi (donnant au nouvel ensemble la deuxième place en Europe derrière Philips), les études pourront être plus facilement financées. Cette alliance, ouverte à « d'autres partenaires européens indépendants », ne fait pas mystère de son objectif : s'opposer aux fabricants japonais et à la concurrence des activités de Thomson dans l'électronique grand public. Jusqu'à présent, contrôlée pratiquement toutes à 100 % par la maison mère, l'accord signé avec le fabricant allemand les fait « sortir » du champ des nationalisations tel qu'il a été défini par les socialistes.

J.-M. Q.

● La Fédération générale de la métallurgie C.F.D.T. a dénoncé l'attitude des groupes Thomson et Nordmende qui a conduit à cette opération. L'accord avec le fabricant allemand de TV-couleur (Nordmende), alors que les travailleurs et leurs représentants n'ont jamais été informés, considérés, et ont été mis une nouvelle fois devant le fait accompli. La F.G.M. appelle les travailleurs à reporter.

● Devant cette décision qui peut être lourde de conséquences pour les travailleurs français et allemands, notamment en matière de la propriété des brevets, les syndicats ont décidé d'analyser la situation en coopération avec le Syndicat allemand de la métallurgie (I.G.M.).

● PRÉ-INFORMATIQUE : le groupe Siemens signe, après la SEME (du groupe Thomson-C.S.P.), Sintra-Transac (du groupe C.I.T.-Alcatel) et Logabax, une quatrième société de pré-informatique vient à son tour, de signer un contrat de coopération avec les pouvoirs publics. En échange de quelques millions de francs de contrats d'étude, le groupe des Signaux (G.S.) qui comprend notamment la S.A.T. la SAGHEM et la Compagnie des signaux, s'engage à faire passer, en trois ans, à l'état d'industrialisation, dans la pré-informatique, de 150 à 500 millions de francs et à multiplier par cinq ses exportations. Le groupe, qui est le deuxième constructeur mondial de télé-imprimeurs (Hélex) derrière Siemens, fabrique des machines à écrire, des terminaux, des divers équipements de transmissions de données.

## ÉNERGIE

Le gaz de l'Alaska

EL PASO RENONCE A SON PROJET DE TRANSPORT PAR MÉTHANIER

La société américaine El Paso renonce à son projet de transport du gaz d'Alaska par méthanière. Selon le plan présenté par la firme, un gascoque aurait relié les gisements de Prudhoe-Bay à la côte sud de l'Alaska, puis le gaz liquéfié aurait été transporté par méthanières jusqu'à la côte californienne.

S'adressant à une commission parlementaire, le président du conseil d'administration d'El Paso, M. Howard Boyd, a déclaré que « la réalité politique » lui montrait que son projet ne bénéficiait pas d'un soutien suffisant au Congrès.

Le président Carter et le premier ministre canadien, M. Trudeau, ont annoncé, au début du mois de septembre, un accord pour la réalisation d'un projet, rival de celui d'El Paso, visant à construire un gascoque reliant Prudhoe-Bay aux centres de consommation américains à travers le Canada. — (A.F.P.)

## LE PLUS HAUT NIVEAU DE VOTRE CARRIÈRE

Pour le préparer en l'été, nous vous proposons le plus haut niveau de techniques d'expression et de communication.

INSTITUT D'EXPRESSION ORALE

30, cité Trévise, 75009 PARIS  
Tél. 7.79.38-33

Notes réductions exclusivement sur rendez-vous, de 20 h. à 21 h.

## FORMATION PROFESSIONNELLE

## Les crédits augmenteront de 24 % en 1978

Soixante mille stages d'ici au 15 octobre pour les jeunes sans emploi

Faisant le point, jeudi 22 septembre devant la presse, de l'activité de son département, M. Jacques Legendre, secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail, chargé de la formation professionnelle, a déclaré que la situation qui caractérisait son secteur était marquée par trois éléments : « une action conjoncturelle de grande ampleur en faveur de l'emploi des jeunes ; une stabilité remarquable de la participation des entreprises en matière de financement de la formation continue ; un budget ministériel en expansion rapide ».

● L'ACTION EN FAVEUR DES JEUNES. — Au 15 juillet, 42.902 stages de formation — qu'il ne faut pas confondre avec les stages pratiques en entreprise — étaient recensés. Il s'agit de stages offerts, dans le cadre de la loi du 5 juillet, à des jeunes sans emploi : les premiers stages ont démarré à la fin du 1<sup>er</sup> septembre, et le second, c'est-à-dire la formation professionnelle ne sera pas en mesure de donner un « taux de remplissage » avant plusieurs mois. Il s'agit donc de porter le nombre de ces stages, au 15 octobre, à 60.000.

● LA PARTICIPATION DES ENTREPRISES. — Malgré tous les incitations de la situation économique, les entreprises n'ont pas réduit leurs dépenses de formation. Alors qu'elles sont légèrement tombées de 1 % de la masse des salaires — du moins celles qui emploient au moins dix salariés — le taux de participation a été, en 1976, de 1,61 % (2). Pour M. Jacques Legendre, cela signifie que la formation continue « est entrée dans les mœurs », qu'elle correspond à une « année de l'époque » et que « les salariés sont très attentifs à ce que l'on ne leur retire pas en arrière, même si certaines entreprises ont la tentation de s'en tenir au seul taux légal de 1 % ».

● UN BUDGET EN EXPANSION. — Les moyens du secrétariat d'Etat à la formation continue (crédits de fonctionnement) augmenteront en 1978 de 24 %. Ils doivent, en effet, passer de 8.989 millions de francs en 1977 à 11.148 millions de francs l'an prochain. M. Legendre a fait remarquer que la progression du budget global de l'Etat pour 1978 était de 12 % et que son département était ainsi privilégié. Après avoir dressé ce bilan,

M. Jacques Legendre a indiqué qu'un de ses projets immédiats était de voir inscrire à la session du Parlement un projet de loi « global » relatif à la formation professionnelle. Une nouvelle réunion doit, de reste, avoir lieu le 4 octobre entre le secrétaire d'Etat et les partenaires sociaux pour affiner le texte. Outre les grands axes prescrits par la loi Saint-Dominique en matière de formation, ce projet de loi doit aussi proposer de simplifier les procédures administratives concernant les rémunérations des stagiaires.

Se plaçant ensuite sur le terrain « moral », le secrétaire d'Etat a assuré qu'il n'était pas question de « épier les jeunes en leur offrant une formation professionnelle qui ne corresponde pas à des débouchés ». Mais M. Jacques Legendre, reprenant et atténuant à la fois les vigoureux propos récemment tenus par M. Raymond Barre à Colmar, a précisé, qu'à son avis, les jeunes devaient d'abord commencer par s'insérer dans le monde du travail, afin de pouvoir y cheminer, quitte à changer d'orientation en cours de route, « selon leurs aspirations profondes ».

La formation continue, a conclu le secrétaire d'Etat, « se nourrit d'abord, d'après lui, la fin des exemples concrets de « stages-vacances », — et « se démocratise », parce qu'elle est de plus en plus au service des catégories les plus défavorisées, jeunes chômeurs, salariés sans grande qualification : en 1974, sur 1.050.000 stagiaires, 18 % étaient des ingénieurs et des cadres et 84 % des manœuvres, ouvriers et employés ; en 1976, sur les 1.740.000 stagiaires, ces deux catégories étaient respectivement de 15 % et de 85 %.

(1) Ces 42.902 stages de formation d'une durée de six à huit mois se composent ainsi : industrie : 14.221 ; gestion de l'entreprise et services administratifs (secteur tertiaire) : 11.684 ; préformation : 6.944 ; M.P.E. : 4.696 ; collectivités, associations et sociétés : 4.073 ; agriculture : 1.944 ; artisanat : 1.428.

(2) Ce taux de participation constant depuis trois ans, puisqu'il était de 1,63 % en 1974 et 1975 contre 1,49 % en 1973 et 1,51 % en 1972. Selon la taille des entreprises, ce pourcentage a varié, en 1976 entre 0,71 % pour les entreprises employant de 10 à 19 salariés et 2,47 % pour les entreprises employant 200 salariés et plus.

## SYNDICATS

Recevant les dirigeants de la C.G.C.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMET « DES RÉPONSES CLAIRES » AUX QUESTIONS DES CADRES

M. Yvan Charpentier, président de la C.G.C., repart à déjeuner à l'Élysée, le 22 septembre, avec le chef de l'Etat. Le chef de l'Etat a déclaré très satisfait de son entrevue avec M. Giscard d'Estaing. Les syndicalistes ont insisté sur quatre préoccupations essentielles à leurs yeux : le rôle de l'enseignement dans l'entreprise, l'emploi, l'évolution des rémunérations et l'avenir de leurs caisses de retraite complémentaire. « Ces questions doivent recevoir des réponses claires », indique le communiqué publié par la présidence de la République, selon lequel M. Giscard d'Estaing a souligné qu'« une société qui aspire au progrès économique et social a un besoin essentiel de ceux qui assument des responsabilités nécessaires pour le bénéfice de tous ».

L'un des proches collaborateurs du président, a dit M. Charpentier, pourrait être chargé de suivre les problèmes propres aux cadres, et, en particulier, celui de la participation et de la concertation dans l'entreprise. Le chef de l'Etat a ajouté que M. Charpentier, resté d'accord avec la C.G.C. quand elle estime « qu'il n'appartient pas aux hommes politiques, quels soient, de la surcharger de l'obligation de fixer un éventuel des rémunérations, qui doit tenir compte des revenus réels ».

Une importante délégation de la C.G.C. nous a indiquée l'autre par M. Charpentier, sera prochainement reçue par le premier ministre le 5 octobre (qui répondra aux questions, qui lui a posées la C.G.C. en juillet), puis le 10 octobre par le G.N.F.P.

## CONFLITS

La grève des pétroliers IMPOSSIBLE D'ACCROÎTRE NOS COÛTS déclarent les armateurs

La grève à bord des pétroliers de la Shell, continuée ce vendredi 23 septembre en dépit d'une motion adoptée la veille par cinq des sept membres du comité d'entreprise de la Shell maritime. Cette motion « recommande aux équipages de reprendre le travail ». Au Havre, siège du Syndicat national des marins C.F.D.T., on indique que les représentants C.F.D.T. au comité ne se sont pas associés à cette motion et qu'ils ont quitté la salle de réunion. On sait d'ailleurs que les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. d'officiers ont appelé à une grève de soixante-douze heures sur tous les pétroliers long-courriers.

Pour sa part, le comité central des armateurs de France (C.C.A.F.) déclare que la grève est « totalement impossible à la flotte pétrolière française d'« accroître le « surcoût » de pavillon national en maintenant l'emploi des marins ».

Le C.C.A.F. souligne qu'il avait été recommandé aux armateurs, le 1<sup>er</sup> juillet 1977, compte tenu de l'allongement de la durée des rotations sur certains parcours, de « rendre possible une relève des équipages après un aller et retour du golfe Persique via le Cap, dès lors que la durée du voyage ne soit pas jugée excessive ».

« Mais ces modalités ne sont pas applicables sur toutes les rotations et l'emploi de la flotte française impose que les navires français puissent être exploités dans des conditions normales d'autres nations, avec lesquelles des accords d'embargo sont limités à quatre-vingt-dix jours sans interruption », conclut le communiqué du C.C.A.F.

● Dans l'après-midi, le président du tribunal de Commerce a ordonné, jeudi 22 septembre, l'annulation de l'usine Alliquant de Mouton, occupée par des ouvriers de l'entreprise qui entendent ainsi protester contre le licenciement engagé à l'encontre d'un délégué C.F.D.T. Une entreprise devait avoir lieu de vendredi dernier les représentants du personnel et la direction d'Alliquant.

## CONJONCTURE

LES DIFFICULTÉS DES ENTREPRISES EMPLOYANT MOINS DE CENT CINQUANTE PERSONNES SERONT TRAITÉES AU NIVEAU LOCAL, assure M. Boulin.

Certaines petites et moyennes entreprises ont été particulièrement frappées par la crise que traverse l'économie française et se renouvellent depuis la fin 1973. Il s'agit d'un devoir national que d'aider les responsables de ces petites unités à préserver l'avenir de leur entreprise », a déclaré, jeudi matin, 22 septembre, M. Robert Boulin, au cours d'un entretien au ministère de l'Économie et des finances avec les trésoriers payeurs généraux.

« J'ai décidé », a poursuivi M. Boulin, en accord avec le premier ministre, de donner aux Comités départementaux pour le financement (CODEFI) les moyens et les responsabilités de ces petites unités à préserver l'avenir de leur entreprise », a déclaré, jeudi matin, 22 septembre, M. Robert Boulin, au cours d'un entretien au ministère de l'Économie et des finances avec les trésoriers payeurs généraux.

« J'ai décidé », a poursuivi M. Boulin, en accord avec le premier ministre, de donner aux Comités départementaux pour le financement (CODEFI) les moyens et les responsabilités de ces petites unités à préserver l'avenir de leur entreprise », a déclaré, jeudi matin, 22 septembre, M. Robert Boulin, au cours d'un entretien au ministère de l'Économie et des finances avec les trésoriers payeurs généraux.

(3) Des sommes importantes vont être versées au sein de dotations du F.D.E.S. en faveur de ces sections. On parle de millions de francs. Globalement, les dotations du F.D.E.S. ne sont, cependant pas augmentées.



# ÉCONOMIE - SOCIAL

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### GRUPE GENERALE OCCIDENTALE GÉNÉRALE ALIMENTAIRE

L'assemblée générale ordinaire, qui s'est tenue le 22 septembre 1977, a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 mars 1977. Le chiffre d'affaires consolidé de la Générale Alimentaire s'élevait à 1 336 135 767 F. Il s'agit de 1 336 135 767 F pour l'exercice précédent. Cette augmentation provient de la grande partie de l'acquisition du groupe Vellix dont la Générale Alimentaire détient le contrôle.

Le bénéfice d'exploitation consolidé avant impôts et pertes et profits exceptionnels, mais après amortissements, s'élevait à 28 908 571 F contre 22 083 209 F pour l'exercice clos le 31 mars 1976.

L'assemblée générale ordinaire, sur proposition du conseil d'administration, a décidé la distribution d'un dividende global de 3,50 F assorti d'un avoir fiscal de 1,20 F.

### LE NICKEL - S.N.L.

Pour le premier semestre 1977, le chiffre d'affaires de la Société nationale du Nickel-S.N.L. a été de 776 millions de francs.

Le bénéfice du semestre, après déduction d'une provision pour impôts de 25,6 millions de francs, s'élève à 14,3 millions de francs.

Ce résultat s'établit après des donations nettes aux comptes d'amortissement des provisions de 11,6 millions de francs.

Pour l'ensemble de l'exercice 1976 le chiffre d'affaires avait été de 1 248 millions de francs et le bénéfice après impôts de 31,4 millions de francs.

Le deuxième semestre 1977 sera moins favorable tant au niveau des ventes qu'à celui des résultats par suite de la situation du marché international du nickel.

### L'ORÉAL

Au cours du premier semestre, le groupe L'Oréal a renforcé ses positions sur ses différents marchés existants et sur l'ensemble des produits cosmétiques performants en France et à l'étranger, ce qui a conduit, au niveau du chiffre d'affaires consolidé, par une progression satisfaisante (+15,6 %) compte tenu de la conjoncture économique internationale.

Le bénéfice du premier semestre, avant impôts et participations, s'élève à 100,6 millions de francs contre 107,5 millions de francs au 30 juin 1976 et 105 millions de francs au 30 juin 1975.

La légère différence de résultats entre 1976 et 1977 est imputable à l'effet de la dépréciation des stocks, qui a été inférieure à fin juin de 13,5 millions de francs, malgré une augmentation des stocks de 10 millions de francs.

Après déduction des plus-values et l'élimination de l'incidence des provisions pour investissements, le bénéfice net s'élève à 75,8 millions de francs contre 86,7 millions pour la période correspondante de 1976.

Pour l'ensemble de l'année 1977, les résultats avant impôts devraient être du même ordre que ceux de l'année dernière.

### NADELLA

Depuis le début de 1977, l'activité est soutenue dans l'ensemble du groupe Nadella.

Les principales filiales, Rendements Nadella S.p.A., profitent de la croissance des ventes des principales filiales étrangères et de la hausse de la demande de l'industrie automobile. Ainsi, malgré la faiblesse persistante du secteur de la mécanique générale, le chiffre d'affaires E.T. du premier semestre 1977 s'est élevé à 68,8 millions de francs contre 68,2 millions de francs en 1976.

Le chiffre d'affaires du premier semestre 1977 est en progression de 16 % sur celui du premier semestre 1976. Etant donné que les commandes de 1977 ont été supérieures de 19 % par rapport à la moyenne de 1976 ; néanmoins le résultat d'exploitation a augmenté de 20 % par rapport à celui de l'année dernière du fait d'une augmentation très faible des prix de vente.

Le développement des ventes de joints de direction s'est poursuivi également. Le chiffre d'affaires E.T. de Nadella pour le premier semestre 1977 est en progression de 19 % par rapport à la moyenne de 1976 ; néanmoins le résultat d'exploitation a augmenté de 20 % par rapport à celui de l'année dernière du fait d'une augmentation très faible des prix de vente.

A l'étranger, les filiales industrielles du groupe ont enregistré une reprise sensible de leur activité, leurs chiffres d'affaires étant en augmentation respectivement de 20 % et 25 % par rapport à celui de la période correspondante de 1976. Pour la première fois depuis plusieurs années, le compte d'exploitation est légèrement bénéficiaire.

Les filiales commerciales implantées à l'étranger ont presque toutes développé leurs ventes, certaines de manière très notable, comme la filiale italienne qui a accru son chiffre d'affaires de 40 %.

Les perspectives des prochains mois ne peuvent être formulées qu'en prenant en considération un possible ralentissement de l'industrie automobile. Elles nous laissent prévoir dans l'ensemble une stabilisation de l'activité jusqu'à la fin de 1977.

Dans la plupart des pays où sont implantées les sociétés du groupe, l'inflation demeure préoccupante et entraîne presque partout une augmentation des coûts supérieurs à celle des prix de vente. Malgré cela, l'évolution de l'activité a permis à l'exploitation de nos filiales d'être équilibrée ou bénéficiaire pour le premier semestre 1977.

### DAMART-SERVIPOSTE

L'activité du groupe a été très soutenue en juillet et août. Le chiffre d'affaires consolidé au 31 août 1977 s'élève à 125 163 000 F E.T. contre 105 111 000 F au 31 août 1976, ce qui marque pour les huit premiers mois de l'exercice une progression de 21,3 % (elle était de 16,30 % pour le premier semestre).

Les bureaux de prise de commande d'Amiens et de Valenciennes ont été ouverts début septembre.

Le démarrage du nouveau centre de conseil, récemment installé dans le centre commercial de Rosny-II, est très encourageant.

### L'OUVERTURE DU MONDE XIV<sup>e</sup> - XVI<sup>e</sup> SIECLE

Ce livre fait partie de l'ensemble HISTOIRE ECONOMIQUE ET SOCIALE DU MONDE, en six volumes sous la direction de Pierre LEON.

En souscription jusqu'au 31 octobre 1977. Renseignez-vous chez votre libraire, ou à défaut chez : A. Colin, 103, bd St-Michel, 75005 Paris-tél. 3201219.

ARNAND COLIN

### A L'ETRANGER

## LE CACAO DE LA MALAISIE

Le prix du cacao comme celui du café a augmenté dans des proportions considérables, posant aux chocolatiers des problèmes analogues à ceux qu'ont connus les torréfacteurs. Aussi les fabricants, après avoir pendant un temps retiré de la vente les articles les plus riches en cacao, tel le chocolat en tablette, se lancent-ils aujourd'hui dans la fabrication de produits nouveaux incorporant très peu de cette matière première. Les projets de la Malaisie, qui envisage de développer la culture du cacao, pourraient — s'ils se réalisent rapidement — défendre les cours et soulager des industries qui ne se portent pas bien, comme en témoignent la disparition de Cémol et la malaisie étrangère sur Lanvin.

Le gouvernement malaisien mise sur le cacao. Déjà numéroté, un atout de la production d'étain, de caoutchouc naturel et d'huile de palme, la Malaisie entend bien le devenir également pour le cacao avant la fin du siècle. Avec des objectifs d'exportation de 30 000 tonnes en 1980 et de près de 500 000 tonnes dix ans plus tard, le cacao deviendrait, pour ce pays, le deuxième source de devises, après le caoutchouc naturel.

La Malaisie est encore loin du compte : sa production est inférieure à 1 % de la production mondiale (1,5 million de tonnes en 1976). Le marché est actuellement dominé par le Ghana (près de 400 000 tonnes produites en 1976), le Brésil (250 000 tonnes), et le Nigeria (220 000 tonnes). Cas « plants » n'entraînent cependant pas M. Paul Leong, le vice-ministre malais des industries primaires, dont l'optimisme s'appuie sur l'envoie des cours du cacao et les efforts déjà accomplis dans son pays.

L'augmentation du prix du cacao renforce bien sûr l'attrait de cette matière première pour les cultivateurs. Parle d'environ 5 francs le kilo à la fin de 1976, les cours ont grimpé jusqu'à 25 francs aujourd'hui. Bien qu'apparues en 1778, en Malaisie, les cultures de cacaoyers — à 25 kilomètres de Kuala-Lumpur, — ne se sont développées que vers les années 30.

A l'époque un rapport, commandé par le ministère de l'Agriculture, affirmait que le cacao à grande échelle de la Malaisie ne serait sans doute pas rentable. Les experts conseillaient au gouvernement de la limiter à de petites exploitations ajoutant tout de même qu'il fallait développer les expérimentations dans ce domaine.

La Malaisie n'a pas raté le coche : sa chance est d'avoir étendu cette culture au moment précis où les cours du cacao commencent leur vertigineuse ascension. Tout naturellement les investissements dans la culture du cacao sont aujourd'hui chiffrés plus rentables que ceux qui sont faits dans l'huile de palme. De quoi modifier radicalement bien des exploitations...

Le cacao va être au centre du programme du FELDA, le bureau national agricole malais qui est...

Co danger n'existe pas, assure-t-il : les principaux consommateurs, la C.E.E., les Etats-Unis et le Canada, vont augmenter leurs achats, et l'Union soviétique, comme d'ailleurs les pays de l'Est, suivront le mouvement.

Il y aura du chocolat malais pour tout le monde.

E.F.

### CANADA

Le coût de la vie a augmenté de 0,4 % en août, soit la hausse la plus faible depuis le début de 1977. En un an, par rapport à août 1976, les prix ont augmenté de 8,3 % (8,4 % en juillet), l'objectif gouvernemental étant de 6 % — (A.F.P.).

### ESPAGNE

Les prix de détail ont augmenté de 3,1 % en juillet. Pour les sept premiers mois de 1977, la hausse a été de 16,9 % — (A.F.P.).

### ETATS-UNIS

Le déficit de la balance des paiements courants s'est aggravé au cours du deuxième trimestre, atteignant \$,6 milliards de dollars.

### ITALIE

La production industrielle a diminué de 7,7 % en juillet par rapport à juillet 1976. Compte tenu des corrections saisonnières, la baisse réelle s'élevait à 4,8 %. Il s'agit du premier repli depuis novembre 1976. En un an, par rapport à août 1976, la hausse s'élevait à 6,6 % — (A.F.P., Agéfi.).

### JAPON

La balance commerciale a été excédentaire de 1 150 millions de dollars en août, les exportations ayant atteint 6 430 millions de dollars et les importations 5 280 millions de dollars. En juillet dernier, l'excédent de la balance commerciale avait été de 2 050 millions de dollars, mais de 587 millions en août 1976. La balance des paiements courants (beaucoup moins que les assurances, le transport, le tourisme, etc.) a été excédentaire de 660 millions de dollars en août contre 1 550 millions de dollars en juillet dernier, mais 43 millions de dollars en août 1976.

Le secrétaire général du cabinet nippon, M. Sumio Soma, vient d'annoncer que le gouvernement japonais avait décidé d'accroître les importations du pays afin de réduire les excédents.

### COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

## Les Etats-Unis acceptent une certaine harmonisation des tarifs douaniers

Bruxelles (Communautés européennes). — Les Etats-Unis et l'Union européenne se sont mis d'accord sur une hypothèse concernant les réductions tarifaires qui devront être décidées à l'issue des négociations commerciales multilatérales engagées à Genève dans le cadre du GATT. Tel est le résultat des nouvelles conversations qui ont eu lieu, mercredi 21 et jeudi 22 septembre à Bruxelles, entre M. Strauss, le représentant spécial du président Carter pour les négociations commerciales, et la Commission.

Il a été entendu que, conformément à ce que demandait la Commission, les réductions de tarifs de douane à opérer ne sont pas « linéaires », mais l'on procéderait à une certaine harmonisation. Autrement dit, pour un produit donné, les appliquant aujourd'hui un de douane élevé devraient subir une réduction plus importante que ceux appliquant un de douane bas. Ceci est important pour la C.E.E., dont le « douanier commun » est harmonisé, alors que celui des Etats-Unis présente un profil en dents de scie, les produits les plus sensibles continuant à être très sensiblement protégés.

Un second point retenu donne satisfaction aux Etats-Unis : celui sera de passer à une réduction moyenne de 30 %, chiffrée selon Strauss, à 44 %, il demeure en effet que les produits agricoles, régis par la politique agricole commune, resteront à l'extérieur cette démobilitation tarifaire (en ce qui concerne la réalisation des échanges devra rechercher par d'autres moyens).

PHILIPPE LEMAITRE.

### MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS	TROIS MOIS	SIX MOIS
+ Bas + Haut	Rep. + ou Dép. —	Rep. + ou Dép. —	Rep. + ou Dép. —
4,530 4,530	+ 89 + 95	+ 139 + 230	+ 358 + 580
4,530 4,530	+ 30 + 70	+ 120 + 150	+ 245 + 300
(100) 1,570 1,570	+ 30 + 100	+ 120 + 150	+ 245 + 300
2,117 2,128	+ 68 + 100	+ 210 + 280	+ 470 + 570
1,970 1,995	+ 59 + 80	+ 170 + 230	+ 358 + 428
(100) 13,740 13,750	+ 158 + 310	+ 618 + 780	+ 1130 + 1540
2,082 2,089	+ 100 + 150	+ 150 + 200	+ 250 + 350
(100) 5,570 5,570	+ 480 + 520	+ 100 + 330	+ 1900 + 2500
5,580 5,600	+ 130 + 230	+ 350 + 485	+ 750 + 950

### TAUX DES EURO-MONNAIES

	3/4	4/4	3/4	4/4	3/4	4/4	3/4	4/4
.....	6 1/4	6 1/4	6 1/4	6 1/4	6 1/4	6 1/4	6 1/4	6 1/4
.....	6 1/4	6 1/4	6 1/4	6 1/4	6 1/4	6 1/4	6 1/4	6 1/4
.....	6 1/4	6 1/4	6 1/4	6 1/4	6 1/4	6 1/4	6 1/4	6 1/4
.....	6 1/4	6 1/4	6 1/4	6 1/4	6 1/4	6 1/4	6 1/4	6 1/4
.....	6 1/4	6 1/4	6 1/4	6 1/4	6 1/4	6 1/4	6 1/4	6 1/4
.....	6 1/4	6 1/4	6 1/4	6 1/4	6 1/4	6 1/4	6 1/4	6 1/4
.....	6 1/4	6 1/4	6 1/4	6 1/4	6 1/4	6 1/4	6 1/4	6 1/4
.....	6 1/4	6 1/4	6 1/4	6 1/4	6 1/4	6 1/4	6 1/4	6 1/4

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande ligne de la page.

Pour vous faire une opinion sur l'éventail des salaires

## LE CAPITAL TEMPS POUVOIR RÉPARTITION ET INÉGALITÉS

YOLAND BRESSON

### PERSPECTIVES L'ÉCONOMIQUE

GALMANN LÉVY

## Vos affaires à Copenhague? Traitez-les dans la journée.

Part: Charles de Gaulle	9 h 30*	Retour: Copenhague	20 h 05
Copenhague	10 h 15	Charles de Gaulle	22 h 55*

Un vol spécial par DC 9.

Vous profitez du confort d'un avion moderne, rapide.

Des sièges profonds, de l'espace, du silence.

Un vol spécial par ses repas.

A l'aider, nous vous servirons un solide petit déjeuner.

Au retour, un vrai dîner chaud et soigné.

SAS  
742.06.14

A partir du 25 septembre, ces horaires sont avancés d'une heure.

حکومت الامم المتحدة



# ÉCONOMIE - SOCIAL

## BANQUE A PART

### III. — Le dernier banco... à Genève

De notre envoyé spécial MAURICE DENUZIERE

Parmi les banques qui poussent en Suisse comme des champignons, celle du Crédit suisse à Chiasso (Tessin) a fait parler d'elle parce que son directeur — aujourd'hui en prison — voulait la « faire tourner » trop vite (« le Monde » des 22 et 23 septembre).

Genève. — Dans la banque genevoise le désastre n'est encore, à une époque où les joueurs malchanceux et les spéculateurs sans scrupules paient plus volontiers leurs dettes d'un chèque sous provision que d'un suicide absolu, deux hommes ayant des responsabilités dans le krach de la banque Leclerc se sont donnés la mort.

Le 9 mai 1977 au matin, la banque Leclerc et Cie n'avait pas ouvert ses portes. Le banquier, on le sait rapidement, ne pouvait plus faire face à ses engagements. La veille de ce jour sombre, le dimanche 8 mai, M. Bertrand de Muralt, âgé de quarante-deux ans et l'un des cinq associés de M. Leclerc s'était tué d'une balle dans la tête. Colonel de l'armée helvétique — c'est le plus haut grade en temps de paix — cet homme dont on avait depuis quelques jours remarqué l'air soucieux n'avait pu supporter la ruine, qui a travers celle de la banque, atteignait sa famille. Car bien que n'étant pas le principal associé, il demeurait aux yeux de la loi et

de ses pairs, solidaire de M. Leclerc. Vingt-quatre heures après ce suicide de gentilhomme, on retirait du lac Léman le corps de Charles Bouchard, âgé de soixante-neuf ans. Ancien directeur de la banque Leclerc, ce retraité continuait à envoyer des clients à l'établissement qu'il avait servi. Apprenant qu'on pourrait lui reprocher d'avoir été, en toute bonne foi, un mauvais conseiller, il n'avait pas pu lui non plus survivre à la honte !

Dans le quartier des banques à Genève, entre la rue de la Corratierie et la Bourse, ces nouvelles provoquèrent indignation et tristesse. Elles suscitèrent aussi des commentaires. « Un banquier comme Robert Leclerc, dont la famille est dans la banque depuis bientôt un siècle, se soit mis en situation de faillite comme un vulgaire promoteur immobilier scandalisait les gens pour qui la banque genevoise est encore ce qu'il y a de plus sûr.

Associé à M. de Harpe, le père de Robert Leclerc avait laissé à son fils de quoi prendre la majorité de l'établissement et lui donner son nom.

Car il faut savoir ce qu'est une banque privée à la mode suisse (1). Contrairement aux banques ordinaires qui doivent obligatoirement revêtir une forme de société anonyme, les banques privées sont des

sociétés de personnes dans lesquelles un ou plusieurs associés sont à l'indivisiblement responsables. Ils répondent sur leurs propres biens des engagements pris en tant que banquiers. Si l'établissement revêt la forme d'une société en nom collectif, les associés sont eux aussi indéfiniment et solidairement responsables. La solidarité des banquiers associés va si loin qu'ils n'ont tous qu'une seule et même signature, celle du majoritaire chef de file qui a donné son nom à l'établissement. En cas de catastrophe, un banquier privé et ses associés puis leurs descendants — doivent donc rembourser leurs créanciers.

Dans ces établissements, aux façades plus sobres que celles des grandes banques ou des banques d'affaires mais aux intérieurs plus

cosus, le maniement de l'argent a quelque chose de sacré. C'est là que la liturgie capitaliste entourée de mystère trouve son expression la plus achevée. L'argent n'est pas reçu mais accueilli. On devine qu'il sera l'objet de toutes les sollicitudes comme une parole de la puissance qui mène le monde. Les échos vulgaires des jeux de la Bourse n'atteindront pas ces hautes où l'or et les bank-notes sont à l'abri du mépris moderne que les envieux affichent pour la fortune. Les banquiers privés, gens généralement austères et d'une excellente éducation, ne sont pas sans rappeler les calvinistes de stricte obédience qui affichaient une grande rigueur morale et une dévotion à Dieu. C'est d'ailleurs une opération immobilière qui lui a porté le coup fatal. Il s'agit de la station de sports d'hiver d'Aminona, près de Crans-sur-Sierre, dans le Valais. En d'autres termes, l'affaire eût été excellente et M. Leclerc n'eût reçu que des compliments. Malheureusement, entre le moment où les constructions furent lancées et celui où les chalets, villas et immeubles furent mis en vente, le gouvernement fédéral avait fait voter une loi limitant ou interdisant, dans certains cas, l'acquisition par des étrangers d'appartements ou d'immeubles en Suisse (loi Furgler). La mesure fut telle, car on comptait justement sur la clientèle étrangère avide de bons placements et seule capable d'accepter les tarifs pratiqués, que la banque laissa dans l'affaire trente-cinq millions. Ceux qui avaient confié leur argent à M. Leclerc savaient-ils ou ne savaient-ils pas à quoi se destinait l'opération ?

Ces façons de faire ne sont pas celles de la banque privée genevoise, m'a-t-on répété et un expert a ajouté que, lorsque tout serait en ordre, on constaterait que les clients de Leclerc retrouvaient leurs portefeuilles intacts, ils ne recevraient par

contre que 40 à 60 % des fonds au banquier. On sait aujourd'hui que Barclay's Bank, qui part même imminente que la Leclerc et compagnie, a dû reprendre une partie des a le personnel. Tous les ex-aminés individuellement dirigés de la Barclay's estimant peut-être que c clients de M. Leclerc e pas souhaités.

Quant aux éventuels pla français, ils sont d'une di exemplaire. Peut-être en lis que le fisc leur d'ex comment ils avaient g sommes que leur banques a si imprudemment dilap Certains verront dan; déconfiture une sentence a tous les niveaux.

A Chiasso, M. Kuhnne Crédit suisse, qui donnai de pourboire à son col distribuait des pièces d enfants de ses clients, m prison sur les caprices é A Genève, M. Leclerc, gra malade, éprouvé par les ; de deux collaborateurs, s dépourvu de tous ses bier payer. Les experts le comptes jonglent avec les tracent les millions dispe vent des affaires.

Mais après ces banco quelque part dans ces ter l'argent aux péripéties prêt ou aux entrées discrètes, démon malicieuse relance de la Fortune en susurrant risme de Lévi pour déi méditants à remettre la r gusseset : « L'argent resse jumer qui ne profite que répandu ? »

FIN

accorde à ceux qui ont été les artisans de leur malheur.

Car M. Robert Leclerc, banquier privé, a été victime de son ambition professionnelle. Alors que ses confrères savent se contenter d'une sage gestion des fortunes — ce qui rapporte à chacun, dit-on à Genève, un bon million de francs par année — lui, travaillait comme un banquier d'affaires. Il détenait 8 % du capital d'une société de charters, conduisant des opérations immobilières à Genève, et en France assumait la responsabilité d'une société de gérance d'immeubles.

C'est d'ailleurs une opération immobilière qui lui a porté le coup fatal. Il s'agit de la station de sports d'hiver d'Aminona, près de Crans-sur-Sierre, dans le Valais. En d'autres termes, l'affaire eût été excellente et M. Leclerc n'eût reçu que des compliments. Malheureusement, entre le moment où les constructions furent lancées et celui où les chalets, villas et immeubles furent mis en vente, le gouvernement fédéral avait fait voter une loi limitant ou interdisant, dans certains cas, l'acquisition par des étrangers d'appartements ou d'immeubles en Suisse (loi Furgler). La mesure fut telle, car on comptait justement sur la clientèle étrangère avide de bons placements et seule capable d'accepter les tarifs pratiqués, que la banque laissa dans l'affaire trente-cinq millions. Ceux qui avaient confié leur argent à M. Leclerc savaient-ils ou ne savaient-ils pas à quoi se destinait l'opération ?

Ces façons de faire ne sont pas celles de la banque privée genevoise, m'a-t-on répété et un expert a ajouté que, lorsque tout serait en ordre, on constaterait que les clients de Leclerc retrouvaient leurs portefeuilles intacts, ils ne recevraient par

contre que 40 à 60 % des fonds au banquier. On sait aujourd'hui que Barclay's Bank, qui part même imminente que la Leclerc et compagnie, a dû reprendre une partie des a le personnel. Tous les ex-aminés individuellement dirigés de la Barclay's estimant peut-être que c clients de M. Leclerc e pas souhaités.

Quant aux éventuels pla français, ils sont d'une di exemplaire. Peut-être en lis que le fisc leur d'ex comment ils avaient g sommes que leur banques a si imprudemment dilap Certains verront dan; déconfiture une sentence a tous les niveaux.

A Chiasso, M. Kuhnne Crédit suisse, qui donnai de pourboire à son col distribuait des pièces d enfants de ses clients, m prison sur les caprices é A Genève, M. Leclerc, gra malade, éprouvé par les ; de deux collaborateurs, s dépourvu de tous ses bier payer. Les experts le comptes jonglent avec les tracent les millions dispe vent des affaires.

Mais après ces banco quelque part dans ces ter l'argent aux péripéties prêt ou aux entrées discrètes, démon malicieuse relance de la Fortune en susurrant risme de Lévi pour déi méditants à remettre la r gusseset : « L'argent resse jumer qui ne profite que répandu ? »

FIN

(1) On compte aujourd'hui, après la fermeture banque Leclerc et Cie, sept privés. Il s'agit de MM. Lullin et Cie, MM. Barmet, MM. Lombard, Odier et C Pictet et Cie, MM. Durrer, MM. Mirabaud et Cie, MM. et Cie.

contre que 40 à 60 % des fonds au banquier.

On sait aujourd'hui que Barclay's Bank, qui part même imminente que la Leclerc et compagnie, a dû reprendre une partie des a le personnel. Tous les ex-aminés individuellement dirigés de la Barclay's estimant peut-être que c clients de M. Leclerc e pas souhaités.

Quant aux éventuels pla français, ils sont d'une di exemplaire. Peut-être en lis que le fisc leur d'ex comment ils avaient g sommes que leur banques a si imprudemment dilap Certains verront dan; déconfiture une sentence a tous les niveaux.

A Chiasso, M. Kuhnne Crédit suisse, qui donnai de pourboire à son col distribuait des pièces d enfants de ses clients, m prison sur les caprices é A Genève, M. Leclerc, gra malade, éprouvé par les ; de deux collaborateurs, s dépourvu de tous ses bier payer. Les experts le comptes jonglent avec les tracent les millions dispe vent des affaires.

Mais après ces banco quelque part dans ces ter l'argent aux péripéties prêt ou aux entrées discrètes, démon malicieuse relance de la Fortune en susurrant risme de Lévi pour déi méditants à remettre la r gusseset : « L'argent resse jumer qui ne profite que répandu ? »

FIN

(1) On compte aujourd'hui, après la fermeture banque Leclerc et Cie, sept privés. Il s'agit de MM. Lullin et Cie, MM. Barmet, MM. Lombard, Odier et C Pictet et Cie, MM. Durrer, MM. Mirabaud et Cie, MM. et Cie.

NOUVEAU dans tous les bureaux de poste

# BONS D'ÉPARGNE DTT

à intérêt progressif

BON D'ÉPARGNE  
BON D'ÉPARGNE

taux actuariel brut jusqu'à 9,75 %

Agité, le client du banquier privé bénéficiera de tous les services de la maison. Le secret absolu de ses comptes sera observé. Il pourra être certain qu'au jour où il demandera son avoir celui-ci sera restitué dans l'instant. On ne lui proposera pas d'investissements minifonds ni de dividendes farineux mais son bien engagé dans des opérations que ni la morale ni la loi ne peuvent révoquer. Une visite ne laisse nulle trace si elle n'est pas suivie d'effets.

Ces principes, M. Robert Leclerc

Victime de son ambition

Quand ils se retrouvaient entre eux, les confrères de Robert Leclerc, qui avaient longtemps apprécié son autorité, son entraînement, sa force de persuasion, hochaient la tête en dressant le catalogue des manquements à la règle. Ayant, comme au chapitre, décomptés les péchés du « Dynamique », ils supputaient la pénitence que ne manqueraient pas d'infliger à l'imprudent Dieu et Mammon pour une fois associés !

La sanction vint à l'heure prévue, inéluctablement. Néanmoins, quand Leclerc fut acculé à ses coffres, où manquait une partie des fonds que lui avaient confiés ses clients, les banquiers privés, dans un geste de solidarité, où le sentiment n'avait rien à voir, car il s'agissait seulement de sauvegarder la réputation de l'institution, offrirent 10 millions de

francs suisses au cas où l'établissement en de déficit atteindrait un suris bancaire. Ces millions graves étaient prêts à s'engager sans plaisir, comme les membres d'une famille régnant en soupirant les destins de jeu d'un neveu !

Ils n'eurent pas à s'exécuter. Le suris bancaire fut refusé, le commissaire provisoire n'ayant pu déterminer avec certitude si les actifs de la banque assuraient la couverture des passifs. La demande de suris bancaire fut donc transformée en demande de suris concordataire. Quoi qu'il arrive maintenant la banque Leclerc ne rouvrira jamais ses guichets. M. Robert Leclerc est ruiné, malade, rejeté de la sainte confrérie. « Pauvre Leclerc », murmurent ses confrères. Mais ils n'ont pour lui que la commisération que l'on

## RAPPEL

PREFECTURES DE L'ISERE ET DE LA SAVOIE

### Aménagement de la Chute de Grand'Maison sur l'Eau d'Oile

MM. les Préfets de l'ISERE et de la SAVOIE rappellent au l'avis paru dans la presse du 10 septembre 1977

Le dossier du projet, accompagné d'un registre d'enquête, a été déposé à la Préfecture de l'ISERE, à la sous-Préfecture de SAINT-JEAN-DE-MAURIENNE et dans les mairies d'ALLENFONT, VAL et OZ-EN-OISANS (Isère), et SAINT-COLOMBAN-DES-VILLES (Savoie), du 19 septembre au 4 novembre 1977 inclus.

Les intéressés pourront consulter ce dossier :

- à la Préfecture de l'ISERE tous les jours (sauf dimanche, dimanche jours fériés) de 9 h. à 12 h. et de 15 h. à 18 h.
- dans les communes d'ALLENFONT, VALANT et OZ-EN-OISANS (Isère), tous les jours ouvrables y compris le samedi, de 15 h. à 18 h.
- dans la commune de SAINT-COLOMBAN-DES-VILLES (Savoie) tous les jours ouvrables, de 15 h. à 18 h. et le samedi matin de 9 h. à 12 heures.

La Commission d'enquête est composée de :

- Président : M. GUESARD René, Directeur Général des Services Techniques de la Ville de Grenoble, en retraite.
- Membres : MM. BOUVIARD Christian, géomètre-expert, et GON Durrer, géomètre-expert.

Un des membres de la Commission d'enquête recevra les observations :

- à la Sous-Préfecture de SAINT-JEAN-DE-MAURIENNE, du 28 octobre 1977 de 9 h. à 12 h. et de 15 h. à 18 h. ;
- à la Préfecture de l'ISERE, les 3 et 4 novembre 1977 aux mêmes heures.

Orly Sud

# PARIS-NEW YORK

BOEING 747 SP : Lundi 13h30  
Vendredi 13h30

BOEING 707 : Jeudi 18h45  
Dimanche 18h45

# LA NEIGE, DESORMAIS PARTEZ DE PARIS L'APRES-MIDI ARRIVEZ LE SOIR MEME.

Paris-Savoie par les trains d'après-midi.

Paris	1315
Cluses	1959
Sallanches	2019
Saint-Gervais	2030
Paris	1315
Moutiers-Salins	1947
Aime-la-Plagne	2014
Bourg-St-Maurice	2035

Circule les 22, 23 et 30/12/77, ainsi que les vendredis et les samedis du 6/1 au 24/7.

Paris	1655
Lyon Perrache	2047
	2112
Moutiers-Salins	2335
Aime-La Plagne	2350
Bourg-St-Maurice	0005

Circule les vendredis du 6/1 au 14/7.

Sous réserve de modifications.

REDECouvrez LE TRAIN.

## MARCHÉ FINANCIER

NEW YORK

22 SEPTEMBRE 1977

Les marchés financiers ont été marqués par la continuation de la baisse des cours de la bourse de New York, malgré une certaine amélioration des cours de la bourse de Londres. Les investisseurs restent méfiants face aux perspectives économiques incertaines.

Les indices de New York ont terminé la séance à des niveaux inférieurs à ceux de la veille, avec une perte de plusieurs points. Les secteurs les plus touchés ont été ceux de l'électronique et de l'équipement.

En parallèle, les marchés européens ont connu une journée plus calme, avec des variations limitées. Les investisseurs attendent de voir si la baisse américaine sera temporaire ou s'agira d'un début de mouvement plus profond.

Les marchés à terme ont également reflété cette ambiance de prudence, avec des écarts de prime qui restent élevés. Les investisseurs privilégient les placements à court terme pour se protéger contre une éventuelle dévaluation du dollar.

En conclusion, le marché financier mondial reste sous tension, attendant des signes concrets de reprise économique et de stabilité monétaire.

هكذا من الأصل



# LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS  
22 SEPTEMBRE

## Nouvelle hausse

Une nouvelle hausse a été enregistrée ce jeudi à la Bourse de Paris, cette séance consacrée à la liquidation générale du mois se soldant par une progression moyenne de 0,70 %, selon l'indice-coteur de l'ensemble.

Bien que le nombre de titres en progrès soit resté nettement plus important que celui des baisses, une plus grande sélectivité paraît avoir présidé aux choix des opérateurs.

De nombreux compartiments se sont redressés plus irrégulièrement, seule la métallurgie demeurant orientée à la baisse. A l'inverse, le bâtiment et l'alimentation ont été très fermes. Hormis S.N.N., Gervais-Danone, L'Oréal, Semelroth, par l'annonce d'une émission d'obligations convertibles portant sur 400 millions de francs, et lancée le 1<sup>er</sup> mars 1978.

Les meilleurs performances sont allées à la stampe ont été le fait de P.L.M., Veolia Eclairage et A.D.G. (+ 5 à 7 %). Simultanément, Navigation mixte et Chiers ont enregistré les plus nets reculs (- 4 %).

Les achats venant de l'étranger se sont, selon toute vraisemblance, poursuivis, tandis que les opérateurs français se sont, à la fin de la séance, montrés plus ou moins long terme, une rupture de la gauche, semblait être plus nombreuse. Les dernières nouvelles en provenance du siège du P.C., où le secrétaire général, Michel Rocard, a été élu, ont été, à la fin de la séance, d'attente, il est vrai, de nature à les y encourager.

D'autre part, l'optimisme ambiant a également pu être favorisé par certaines informations selon lesquelles l'Assemblée nationale, à la fin de la séance, a voté la loi de finances pour 1978, contre 267,70 francs. Le volume des transactions a été réduit à 10,79 millions de francs, contre 10,79 millions de francs.

## LONDRES

Les valeurs industrielles ont de nouveau chuté à l'ouverture après la publication de comptes annuels pour plusieurs sociétés.

Le groupe de la Bourse de Londres a enregistré une baisse de 0,70 %, selon l'indice-coteur de l'ensemble.

Les valeurs industrielles ont de nouveau chuté à l'ouverture après la publication de comptes annuels pour plusieurs sociétés.

Le groupe de la Bourse de Londres a enregistré une baisse de 0,70 %, selon l'indice-coteur de l'ensemble.

Les valeurs industrielles ont de nouveau chuté à l'ouverture après la publication de comptes annuels pour plusieurs sociétés.

Le groupe de la Bourse de Londres a enregistré une baisse de 0,70 %, selon l'indice-coteur de l'ensemble.

Les valeurs industrielles ont de nouveau chuté à l'ouverture après la publication de comptes annuels pour plusieurs sociétés.

Le groupe de la Bourse de Londres a enregistré une baisse de 0,70 %, selon l'indice-coteur de l'ensemble.

Les valeurs industrielles ont de nouveau chuté à l'ouverture après la publication de comptes annuels pour plusieurs sociétés.

Le groupe de la Bourse de Londres a enregistré une baisse de 0,70 %, selon l'indice-coteur de l'ensemble.

Les valeurs industrielles ont de nouveau chuté à l'ouverture après la publication de comptes annuels pour plusieurs sociétés.

Le groupe de la Bourse de Londres a enregistré une baisse de 0,70 %, selon l'indice-coteur de l'ensemble.

Les valeurs industrielles ont de nouveau chuté à l'ouverture après la publication de comptes annuels pour plusieurs sociétés.

Le groupe de la Bourse de Londres a enregistré une baisse de 0,70 %, selon l'indice-coteur de l'ensemble.

Les valeurs industrielles ont de nouveau chuté à l'ouverture après la publication de comptes annuels pour plusieurs sociétés.

Le groupe de la Bourse de Londres a enregistré une baisse de 0,70 %, selon l'indice-coteur de l'ensemble.

Les valeurs industrielles ont de nouveau chuté à l'ouverture après la publication de comptes annuels pour plusieurs sociétés.

Le groupe de la Bourse de Londres a enregistré une baisse de 0,70 %, selon l'indice-coteur de l'ensemble.

Les valeurs industrielles ont de nouveau chuté à l'ouverture après la publication de comptes annuels pour plusieurs sociétés.

Le groupe de la Bourse de Londres a enregistré une baisse de 0,70 %, selon l'indice-coteur de l'ensemble.

Les valeurs industrielles ont de nouveau chuté à l'ouverture après la publication de comptes annuels pour plusieurs sociétés.

Le groupe de la Bourse de Londres a enregistré une baisse de 0,70 %, selon l'indice-coteur de l'ensemble.

Les valeurs industrielles ont de nouveau chuté à l'ouverture après la publication de comptes annuels pour plusieurs sociétés.

Le groupe de la Bourse de Londres a enregistré une baisse de 0,70 %, selon l'indice-coteur de l'ensemble.

Les valeurs industrielles ont de nouveau chuté à l'ouverture après la publication de comptes annuels pour plusieurs sociétés.

Le groupe de la Bourse de Londres a enregistré une baisse de 0,70 %, selon l'indice-coteur de l'ensemble.

Les valeurs industrielles ont de nouveau chuté à l'ouverture après la publication de comptes annuels pour plusieurs sociétés.

Le groupe de la Bourse de Londres a enregistré une baisse de 0,70 %, selon l'indice-coteur de l'ensemble.

Les valeurs industrielles ont de nouveau chuté à l'ouverture après la publication de comptes annuels pour plusieurs sociétés.

Le groupe de la Bourse de Londres a enregistré une baisse de 0,70 %, selon l'indice-coteur de l'ensemble.

Les valeurs industrielles ont de nouveau chuté à l'ouverture après la publication de comptes annuels pour plusieurs sociétés.

Le groupe de la Bourse de Londres a enregistré une baisse de 0,70 %, selon l'indice-coteur de l'ensemble.

Les valeurs industrielles ont de nouveau chuté à l'ouverture après la publication de comptes annuels pour plusieurs sociétés.

Le groupe de la Bourse de Londres a enregistré une baisse de 0,70 %, selon l'indice-coteur de l'ensemble.

Les valeurs industrielles ont de nouveau chuté à l'ouverture après la publication de comptes annuels pour plusieurs sociétés.

Le groupe de la Bourse de Londres a enregistré une baisse de 0,70 %, selon l'indice-coteur de l'ensemble.

Les valeurs industrielles ont de nouveau chuté à l'ouverture après la publication de comptes annuels pour plusieurs sociétés.

Le groupe de la Bourse de Londres a enregistré une baisse de 0,70 %, selon l'indice-coteur de l'ensemble.

Les valeurs industrielles ont de nouveau chuté à l'ouverture après la publication de comptes annuels pour plusieurs sociétés.

Le groupe de la Bourse de Londres a enregistré une baisse de 0,70 %, selon l'indice-coteur de l'ensemble.

## NEW-YORK

Calme et hésitant  
La tension est un peu retombée jeudi à Wall Street. Au lendemain d'une chute de près de 1 point, l'indice Dow Jones s'est encore effondré, passant à 1,32 point à 3,934, mais l'atmosphère était moins tendue.

Comme de coutume, la fête larvée du Yom Kippour a quelque peu déprimé la Bourse, le volume de transactions n'atteignant que 10,80 millions de titres contre 22,30 millions la veille.

Les opérateurs demeurent à l'évidence, préoccupés par la vacance d'un poste important du gouvernement, la direction du budget, après la démission de M. Bert Lance.

Autre motif d'inquiétude : les statistiques monétaires hebdomadaires, publiées jeudi soir, ont fait état d'une nouvelle augmentation de la masse monétaire, ce qui laisse craindre la poursuite de la hausse des taux d'intérêt.

Enfin, l'annonce d'un repli de 1,9 % du volume des ventes au sein du semaine dernière a également suscité quelque hésitation.

Les valeurs de la Bourse de New York ont enregistré une baisse de 0,70 %, selon l'indice-coteur de l'ensemble.

Les valeurs industrielles ont de nouveau chuté à l'ouverture après la publication de comptes annuels pour plusieurs sociétés.

Le groupe de la Bourse de New York a enregistré une baisse de 0,70 %, selon l'indice-coteur de l'ensemble.

Les valeurs industrielles ont de nouveau chuté à l'ouverture après la publication de comptes annuels pour plusieurs sociétés.

Le groupe de la Bourse de New York a enregistré une baisse de 0,70 %, selon l'indice-coteur de l'ensemble.

Les valeurs industrielles ont de nouveau chuté à l'ouverture après la publication de comptes annuels pour plusieurs sociétés.

Le groupe de la Bourse de New York a enregistré une baisse de 0,70 %, selon l'indice-coteur de l'ensemble.

Les valeurs industrielles ont de nouveau chuté à l'ouverture après la publication de comptes annuels pour plusieurs sociétés.

Le groupe de la Bourse de New York a enregistré une baisse de 0,70 %, selon l'indice-coteur de l'ensemble.

Les valeurs industrielles ont de nouveau chuté à l'ouverture après la publication de comptes annuels pour plusieurs sociétés.

Le groupe de la Bourse de New York a enregistré une baisse de 0,70 %, selon l'indice-coteur de l'ensemble.

Les valeurs industrielles ont de nouveau chuté à l'ouverture après la publication de comptes annuels pour plusieurs sociétés.

Le groupe de la Bourse de New York a enregistré une baisse de 0,70 %, selon l'indice-coteur de l'ensemble.

Les valeurs industrielles ont de nouveau chuté à l'ouverture après la publication de comptes annuels pour plusieurs sociétés.

Le groupe de la Bourse de New York a enregistré une baisse de 0,70 %, selon l'indice-coteur de l'ensemble.

Les valeurs industrielles ont de nouveau chuté à l'ouverture après la publication de comptes annuels pour plusieurs sociétés.

Le groupe de la Bourse de New York a enregistré une baisse de 0,70 %, selon l'indice-coteur de l'ensemble.

Les valeurs industrielles ont de nouveau chuté à l'ouverture après la publication de comptes annuels pour plusieurs sociétés.

Le groupe de la Bourse de New York a enregistré une baisse de 0,70 %, selon l'indice-coteur de l'ensemble.

Les valeurs industrielles ont de nouveau chuté à l'ouverture après la publication de comptes annuels pour plusieurs sociétés.

Le groupe de la Bourse de New York a enregistré une baisse de 0,70 %, selon l'indice-coteur de l'ensemble.

Les valeurs industrielles ont de nouveau chuté à l'ouverture après la publication de comptes annuels pour plusieurs sociétés.

Le groupe de la Bourse de New York a enregistré une baisse de 0,70 %, selon l'indice-coteur de l'ensemble.

Les valeurs industrielles ont de nouveau chuté à l'ouverture après la publication de comptes annuels pour plusieurs sociétés.

Le groupe de la Bourse de New York a enregistré une baisse de 0,70 %, selon l'indice-coteur de l'ensemble.

Les valeurs industrielles ont de nouveau chuté à l'ouverture après la publication de comptes annuels pour plusieurs sociétés.

Le groupe de la Bourse de New York a enregistré une baisse de 0,70 %, selon l'indice-coteur de l'ensemble.

Les valeurs industrielles ont de nouveau chuté à l'ouverture après la publication de comptes annuels pour plusieurs sociétés.

Le groupe de la Bourse de New York a enregistré une baisse de 0,70 %, selon l'indice-coteur de l'ensemble.

Les valeurs industrielles ont de nouveau chuté à l'ouverture après la publication de comptes annuels pour plusieurs sociétés.

Le groupe de la Bourse de New York a enregistré une baisse de 0,70 %, selon l'indice-coteur de l'ensemble.

Les valeurs industrielles ont de nouveau chuté à l'ouverture après la publication de comptes annuels pour plusieurs sociétés.

Le groupe de la Bourse de New York a enregistré une baisse de 0,70 %, selon l'indice-coteur de l'ensemble.

Les valeurs industrielles ont de nouveau chuté à l'ouverture après la publication de comptes annuels pour plusieurs sociétés.

Le groupe de la Bourse de New York a enregistré une baisse de 0,70 %, selon l'indice-coteur de l'ensemble.

## VALEURS

Cours précédents, Dernier cours

VALEURS

Cours précédents, Dernier cours

VALEURS

Cours précédents, Dernier cours

VALEURS

Cours précédents, Dernier cours

VALEURS

Cours précédents, Dernier cours

VALEURS

Cours précédents, Dernier cours

VALEURS

Cours précédents, Dernier cours

VALEURS

Cours précédents, Dernier cours

VALEURS

Cours précédents, Dernier cours

VALEURS

Cours précédents, Dernier cours

VALEURS

Cours précédents, Dernier cours

VALEURS

Cours précédents, Dernier cours

VALEURS

Cours précédents, Dernier cours

VALEURS

Cours précédents, Dernier cours

VALEURS

Cours précédents, Dernier cours

VALEURS

Cours précédents, Dernier cours

VALEURS

Cours précédents, Dernier cours

VALEURS

Cours précédents, Dernier cours

VALEURS

Cours précédents, Dernier cours

VALEURS

Cours précédents, Dernier cours

VALEURS

Cours précédents, Dernier cours

VALEURS

Cours précédents, Dernier cours

VALEURS

Cours précédents, Dernier cours

VALEURS

Cours précédents, Dernier cours

VALEURS

Cours précédents, Dernier cours

VALEURS

Cours précédents, Dernier cours

VALEURS

Cours précédents, Dernier cours

VALEURS

Cours précédents, Dernier cours

VALEURS

Cours précédents, Dernier cours

VALEURS

Cours précédents, Dernier cours

VALEURS

Cours précédents, Dernier cours

VALEURS

Cours précédents, Dernier cours

VALEURS

Cours précédents, Dernier cours

VALEURS

Cours précédents, Dernier cours

VALEURS

Cours précédents, Dernier cours

VALEURS

Cours précédents, Dernier cours

VALEURS

Cours précédents, Dernier cours

VALEURS

Cours précédents, Dernier cours

VALEURS

Cours précédents, Dernier cours

VALEURS

Cours précédents, Dernier cours

VALEURS

Cours précédents, Dernier cours

VALEURS

Cours précédents, Dernier cours

VALEURS

Cours précédents, Dernier cours

VALEURS

Cours précédents, Dernier cours

VALEURS

Cours précédents, Dernier cours

## RAPPEL

RECHERCHES DE L'ÉTAT ET DE LA

RECHERCHES DE LA COMTE DE

RECHERCHES DE LA COMTE DE

RECHERCHES DE LA COMTE DE

RECHERCHES DE LA COMTE DE

RECHERCHES DE LA COMTE DE

RECHERCHES DE LA COMTE DE

RECHERCHES DE LA COMTE DE

RECHERCHES DE LA COMTE DE

RECHERCHES DE LA COMTE DE

RECHERCHES DE LA COMTE DE

RECHERCHES DE LA COMTE DE

RECHERCHES DE LA COMTE DE

RECHERCHES DE LA COMTE DE

RECHERCHES DE LA COMTE DE

RECHERCHES DE LA COMTE DE

RECHERCHES DE LA COMTE DE

RECHERCHES DE LA COMTE DE

RECHERCHES DE LA COMTE DE

RECHERCHES DE LA COMTE DE

RECHERCHES DE LA COMTE DE

RECHERCHES DE LA COMTE DE

RECHERCHES DE LA COMTE DE

RECHERCHES DE LA COMTE DE

RECHERCHES DE LA COMTE DE

RECHERCHES DE LA COMTE DE

RECHERCHES DE LA COMTE DE

RECHERCHES DE LA COMTE DE

RECHERCHES DE LA COMTE DE

RECHERCHES DE LA COMTE DE

RECHERCHES DE LA COMTE DE

RECHERCHES DE LA COMTE DE

RECHERCHES DE LA COMTE DE

RECHERCHES DE LA COMTE DE

RECHERCHES DE LA COMTE DE

RECHERCHES DE LA COMTE DE

RECHERCHES DE LA COMTE DE

RECHERCHES DE LA COMTE DE

RECHERCHES DE LA COMTE DE

RECHERCHES DE LA COMTE DE

RECHERCHES DE LA COMTE DE

RECHERCHES DE LA COMTE DE

RECHERCHES DE LA COMTE DE

RECHERCHES DE LA COMTE DE

RECHERCHES DE LA COMTE DE

RECHERCHES DE LA COMTE DE

RECHERCHES DE LA COMTE DE

RECHERCHES DE LA COMTE DE

RECHERCHES DE LA COMTE DE

RECHERCHES DE LA COMTE DE

RECHERCHES DE LA COMTE DE

RECH



## UN JOUR DANS LE MONDE

2. **RUSSIE**  
— **TÉMOIGNAGE** : « Pour Jean Genet », par T. Ben Jelloun.  
— « Les chevaliers vaincus », par Gabriel Matzneff.  
— « Revue des revues », par Yves Florenne.

3. **ÉTRANGER**  
— Le conflit israélo-arabe et la tension au Sud-Liban.

4. **EUROPE**  
— **SUISSE** : les électeurs vont se prononcer sur la libéralisation de l'avortement.

5. **AMÉRIQUES**  
— **HAÏTI** : l'opposition au régime demeure irrédoublable mais divisée.

6. **ASIE**  
— Les problèmes de l'opium-guerre d'Indochine.

7. **DIPLOMATIE**  
— Bonne se félicite de la visite de M. Pomaranski.

8 à 18. **POLITIQUE**  
— Le nouvel échec du sommet « de la gauche ».  
— La préparation des élections sénatoriales.

20. **DÉFENSE**  
**RELIGION**  
**OUTRE-MER**

20. **SPORTS**  
— **TENNIS** : la coupe Forêt.

### LE MONDE DU TOURISME ET DES LOISIRS

PAGES 21 A 23  
— Vingt-trois pays d'Europe décident de séduire les États-Unis.  
— Les illusions de l'étallement.  
— **CLIN-D'ŒIL** : le gène.  
— **PLAISIRS DE LA TABLE** : questions sur le millésime 77.  
— Photo : cinéma : Modes du temps ; Épiphanie ; Philatélie ; Jeux.

27 à 32. **LE SICOB**

33. **ÉDUCATION**  
**MÉDECINE**

34. **RÉGIONS**  
— **ALSACE** : un rapport de la direction des impôts : les graviers sous la main-mise des sociétés allemandes.

34. **AÉRONAUTIQUE**  
— Le président Carter et Concorde.

36 à 38. **ARTS ET SPECTACLES**  
— **CINÉMA** : la Menace, d'Alain Corneau ; **BIBLIOGRAPHIE** : Yves Montand, par Alain Rémond.  
— **THÉÂTRE** : Pas d'archibots pour Miss Blandish, par Robert Hossein.

40. **JUSTICE**  
— **REGARDS** : une mauvaise idée.

43 à 46. **ÉCONOMIE-SOCIAL**  
— « Banque à part » (III), par Maurice Denize.

**LIRE ÉGALEMENT**  
**RADIO-TELEVISION** (36)  
Annonces classées (41 à 43) : Aujourd'hui (40) ; Carnet (28) ; « Journal officiel » (40) ; Loto (40) ; Météorologie (40) ; Mots croisés (40) ; Boule (47).

**L'ATREUILLE**  
LE SPÉCIALISTE DU TRÈS BEAU VÊTEMENT

**Costumes de Velours**  
Quinzaine spéciale du 23 sept. au 8 oct.

62, r. St-André-des-Arts 6<sup>e</sup>  
Parking attenant à nos magasins.

**Le numéro du « Monde »**  
daté 23 septembre 1977 a été tiré à 551 188 exemplaires.

**Le groupe sidérurgique CHIERS-CHÂTILLON MET EN PLACE SES NOUVELLES STRUCTURES**

Le groupe Chières-Châtillon, holding financier qui résulte de la fusion, à la fin de 1976, des Hauts Fourneaux de la Chières, de la Compagnie des forges de Châtillon, Commentry-Blache, et du Quérin, et Tréfileries de Neuves-Maisons-Châtillon, a constitué trois filiales industrielles. La Société sidérurgique Châtillon-Neuves-Maisons regroupe les activités « produits plats » et « produits longs » dans les usines d'Esbargues, de Blache, de Longwy, de Neuves-Maisons, de Blangy, d'Auzin. La Société des aciers supérieurs de la Chières reprend la branche « aciers spéciaux » (usines de Corbie notamment). La Société des tréfileries et câbleries Chières-Gorcy reçoit les usines de Bourgen-Bresse, du Havre, de Charleville-Mézières, de Gorcy, de Sainte-Colombe et de Viersen.

(PUBLICITE)  
**Dale Carnegie**

Sachez parler en public en 14 soirées

EXPRIMEZ VOS IDÉES. Développez assurance et facilité de contacts.

Votre vie personnelle, professionnelle et sociale sera dynamisée par la méthode Carnegie, 100 % pratique, enseignée dans 43 pays.

Des anciens du cours Dale Carnegie vous renseigneront à la conférence d'information gratuite.

**Mardi 27 Sept., 19 h.**  
MAISON DES CENTRAUX  
8, rue Jean-Goujon, 75008 PARIS (métro Franklin-D.-Roosevelt)  
Sessions dans 23 villes de France. Rens. : G. Weyne (1) 854-81-06.

**DÉCORATION, TROIS NOUVELLES TENDANCES**

**CHINTZ IMPRIMÉS AMÉRICAINS** depuis 25 F le mètre

**TOILES, PIQUÉS ET JACQUARDS** depuis 30 F le mètre

**TWEEDS blancs-beiges-écus** depuis 42,50 F le mètre

Tous nos tissus sont en stock  
**RODIN**  
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

**Le numéro du « Monde »**  
daté 23 septembre 1977 a été tiré à 551 188 exemplaires.

## La Fédération autonome des agents de la S.N.C.F. annule son ordre de grève sur le réseau Sud-Est

La Fédération générale autonome des agents de conduite (F.G.A.A.C.) a retiré, ce vendredi 23 septembre, le préavis de grève qu'elle avait déposé, du dimanche 25 septembre à 0 heure au mardi 27 septembre à 6 heures, pour les

dépôts de Dijon, Lyon, Chambéry, Marseille et Montpellier. Elle l'a maintenu pour les dépôts de tête de ligne Paris-Lyon, Villeneuve-Saint-Georges, Montargis et Laroche.

Cette décision, relative aux dépôts situés au sud de Lyon, est motivée par le fait que la direction du réseau sud-est de la S.N.C.F. a accepté d'ouvrir des négociations, le mercredi 28 septembre. Ces négociations doivent porter sur les conséquences de la modernisation de ce réseau, et notamment l'électrification de la rive droite du Rhône, qui selon les syndicats, risque d'entraîner la suppression de quatre cents emplois.

Pour ce qui concerne les dépôts situés au nord de Lyon, les revendications sont différentes : elles ont trait aux conditions de travail. La décision de la F.G.A.A.C., qui affirme représenter 30 % à 40 % des agents des dépôts du sud de Lyon, doit modifier sensiblement le « profil » de ce mouvement de grève, s'il est maintenu : les autres syndicats (C.G.T., C.F.D.T., C.F.T.C.) doivent faire connaître leur position dans la journée de vendredi.

En Cisjordanie  
**LE « BLOC DE LA FOI » VEUT CRÉER ONZE COLONIES NOUVELLES**

Tel-Aviv (A.F.P.). — Onze nouveaux points de peuplement seront créés par « Goush Emounim » (le Bloc de la foi), en Cisjordanie, la semaine prochaine, indique ce vendredi 23 septembre Yediot Aharonoth. Le journal ajoute : « Le premier ministre, qui a reçu les dirigeants de ce mouvement, les a assurés des difficultés politiques énormes qu'ils provoqueraient à son gouvernement, tout en indiquant qu'il « comprend » leurs motivations. »

« M. Menahem Begin se prépare à adresser un message au président Carter à ce sujet, afin que le président des États-Unis ne soit pas pris de court et ne se plaigne de ne pas avoir été prévenu », poursuit le journal.

Il ajoute qu'en vue de réaliser cette opération d'implantation massive les dirigeants de « Goush Emounim » ont mobilisé des centaines de leurs militants et réuni leurs stocks de matériel de campement, comprenant plusieurs tentes.

Folkerts serait recherché en R.F.A. pour les meurtres du procureur Buback et du banquier Pöhl.

Le ministre israélien des affaires étrangères, M. Moshe Dayan, avait indiqué à des membres du Congrès qu'Israël était prêt à accepter la construction d'une base à Haïfa pour la V.F. (force américaine).

Le porte-parole du département d'État a souligné que cette question n'avait pas été évoquée au cours des entretiens qu'a eus M. Dayan cette semaine à Washington avec le président Carter et le secrétaire d'État, M. Cyrus Vance. — (A.F.P.)

Les licenciements à Top-Télé. — Le syndicat des journalistes français C.F.D.T., dans une lettre que nous adresse son secrétaire général, conteste l'affirmation selon laquelle la majorité des employés de Top-Télé, hebdomadaire qui vient de disparaître, seraient « en majorité » réemployés par le groupe Les Parisiens (le Monde du 21 septembre) : seuls les cinq unités de cet hebdomadaire ont été réintégrés alors que les vingt-cinq autres membres du personnel — à deux exceptions près — n'auraient reçu que des propositions vagues ou ne correspondant pas à leurs aptitudes. C'est pourquoi les personnels ont décidé de former un recours auprès du ministère du travail.

Le S.J.F.-C.F.D.T. précise en outre que « ni le comité d'entreprise d'Europe 1 ni celui de Télé-7 jours n'ont été informés (de ce sabotage), ce qui constitue un fait délictueux ».

Le S.J.F.-C.F.D.T. précise en outre que « ni le comité d'entreprise d'Europe 1 ni celui de Télé-7 jours n'ont été informés (de ce sabotage), ce qui constitue un fait délictueux ».

Le S.J.F.-C.F.D.T. précise en outre que « ni le comité d'entreprise d'Europe 1 ni celui de Télé-7 jours n'ont été informés (de ce sabotage), ce qui constitue un fait délictueux ».

Le S.J.F.-C.F.D.T. précise en outre que « ni le comité d'entreprise d'Europe 1 ni celui de Télé-7 jours n'ont été informés (de ce sabotage), ce qui constitue un fait délictueux ».

Le S.J.F.-C.F.D.T. précise en outre que « ni le comité d'entreprise d'Europe 1 ni celui de Télé-7 jours n'ont été informés (de ce sabotage), ce qui constitue un fait délictueux ».

Le S.J.F.-C.F.D.T. précise en outre que « ni le comité d'entreprise d'Europe 1 ni celui de Télé-7 jours n'ont été informés (de ce sabotage), ce qui constitue un fait délictueux ».

Le S.J.F.-C.F.D.T. précise en outre que « ni le comité d'entreprise d'Europe 1 ni celui de Télé-7 jours n'ont été informés (de ce sabotage), ce qui constitue un fait délictueux ».

Le S.J.F.-C.F.D.T. précise en outre que « ni le comité d'entreprise d'Europe 1 ni celui de Télé-7 jours n'ont été informés (de ce sabotage), ce qui constitue un fait délictueux ».

Le S.J.F.-C.F.D.T. précise en outre que « ni le comité d'entreprise d'Europe 1 ni celui de Télé-7 jours n'ont été informés (de ce sabotage), ce qui constitue un fait délictueux ».

Le S.J.F.-C.F.D.T. précise en outre que « ni le comité d'entreprise d'Europe 1 ni celui de Télé-7 jours n'ont été informés (de ce sabotage), ce qui constitue un fait délictueux ».

Le S.J.F.-C.F.D.T. précise en outre que « ni le comité d'entreprise d'Europe 1 ni celui de Télé-7 jours n'ont été informés (de ce sabotage), ce qui constitue un fait délictueux ».

Le S.J.F.-C.F.D.T. précise en outre que « ni le comité d'entreprise d'Europe 1 ni celui de Télé-7 jours n'ont été informés (de ce sabotage), ce qui constitue un fait délictueux ».

Le S.J.F.-C.F.D.T. précise en outre que « ni le comité d'entreprise d'Europe 1 ni celui de Télé-7 jours n'ont été informés (de ce sabotage), ce qui constitue un fait délictueux ».

Le S.J.F.-C.F.D.T. précise en outre que « ni le comité d'entreprise d'Europe 1 ni celui de Télé-7 jours n'ont été informés (de ce sabotage), ce qui constitue un fait délictueux ».

Le S.J.F.-C.F.D.T. précise en outre que « ni le comité d'entreprise d'Europe 1 ni celui de Télé-7 jours n'ont été informés (de ce sabotage), ce qui constitue un fait délictueux ».

Le S.J.F.-C.F.D.T. précise en outre que « ni le comité d'entreprise d'Europe 1 ni celui de Télé-7 jours n'ont été informés (de ce sabotage), ce qui constitue un fait délictueux ».

Le S.J.F.-C.F.D.T. précise en outre que « ni le comité d'entreprise d'Europe 1 ni celui de Télé-7 jours n'ont été informés (de ce sabotage), ce qui constitue un fait délictueux ».

Le S.J.F.-C.F.D.T. précise en outre que « ni le comité d'entreprise d'Europe 1 ni celui de Télé-7 jours n'ont été informés (de ce sabotage), ce qui constitue un fait délictueux ».

Le S.J.F.-C.F.D.T. précise en outre que « ni le comité d'entreprise d'Europe 1 ni celui de Télé-7 jours n'ont été informés (de ce sabotage), ce qui constitue un fait délictueux ».

Le S.J.F.-C.F.D.T. précise en outre que « ni le comité d'entreprise d'Europe 1 ni celui de Télé-7 jours n'ont été informés (de ce sabotage), ce qui constitue un fait délictueux ».

Le S.J.F.-C.F.D.T. précise en outre que « ni le comité d'entreprise d'Europe 1 ni celui de Télé-7 jours n'ont été informés (de ce sabotage), ce qui constitue un fait délictueux ».

Le S.J.F.-C.F.D.T. précise en outre que « ni le comité d'entreprise d'Europe 1 ni celui de Télé-7 jours n'ont été informés (de ce sabotage), ce qui constitue un fait délictueux ».

Le S.J.F.-C.F.D.T. précise en outre que « ni le comité d'entreprise d'Europe 1 ni celui de Télé-7 jours n'ont été informés (de ce sabotage), ce qui constitue un fait délictueux ».

Le S.J.F.-C.F.D.T. précise en outre que « ni le comité d'entreprise d'Europe 1 ni celui de Télé-7 jours n'ont été informés (de ce sabotage), ce qui constitue un fait délictueux ».

Le S.J.F.-C.F.D.T. précise en outre que « ni le comité d'entreprise d'Europe 1 ni celui de Télé-7 jours n'ont été informés (de ce sabotage), ce qui constitue un fait délictueux ».

## LA CHINE POPULAIRE SOUHAITE DÉVELOPPER SES ÉCHANGES DE MILITAIRES AVEC LA FRANCE

Le général Yang Cheng-wu, chef d'état-major adjoint de l'armée chinoise, a été reçu ce vendredi matin 23 septembre à Paris par M. Yvon Bourges, ministre de la défense. Le général Yang Cheng-wu s'est félicité, selon un porte-parole du ministère de la défense, de la politique menée par la France pour mettre en œuvre une défense nationale indépendante fondée sur la dissuasion nucléaire. Le développement de la programmation militaire 1977-1982, a-t-il dit, renforce l'indépendance de la France.

Le gouvernement chinois, a indiqué le général Yang Cheng-wu, porte un intérêt tout particulier à la qualité de ces matériels qui lui ont été présentés. Le chef d'état-major adjoint de l'armée chinoise a demandé, en conclusion, un développement des échanges de militaires entre les deux pays. Il a été reçu dans la matinée par M. Raymond Barre à l'hôtel Mafignon.

Le général Yang Cheng-wu, chef d'état-major adjoint de l'armée chinoise, a été reçu ce vendredi matin 23 septembre à Paris par M. Yvon Bourges, ministre de la défense. Le général Yang Cheng-wu s'est félicité, selon un porte-parole du ministère de la défense, de la politique menée par la France pour mettre en œuvre une défense nationale indépendante fondée sur la dissuasion nucléaire. Le développement de la programmation militaire 1977-1982, a-t-il dit, renforce l'indépendance de la France.

Le gouvernement chinois, a indiqué le général Yang Cheng-wu, porte un intérêt tout particulier à la qualité de ces matériels qui lui ont été présentés. Le chef d'état-major adjoint de l'armée chinoise a demandé, en conclusion, un développement des échanges de militaires entre les deux pays. Il a été reçu dans la matinée par M. Raymond Barre à l'hôtel Mafignon.

Le général Yang Cheng-wu, chef d'état-major adjoint de l'armée chinoise, a été reçu ce vendredi matin 23 septembre à Paris par M. Yvon Bourges, ministre de la défense. Le général Yang Cheng-wu s'est félicité, selon un porte-parole du ministère de la défense, de la politique menée par la France pour mettre en œuvre une défense nationale indépendante fondée sur la dissuasion nucléaire. Le développement de la programmation militaire 1977-1982, a-t-il dit, renforce l'indépendance de la France.

Le gouvernement chinois, a indiqué le général Yang Cheng-wu, porte un intérêt tout particulier à la qualité de ces matériels qui lui ont été présentés. Le chef d'état-major adjoint de l'armée chinoise a demandé, en conclusion, un développement des échanges de militaires entre les deux pays. Il a été reçu dans la matinée par M. Raymond Barre à l'hôtel Mafignon.

Le général Yang Cheng-wu, chef d'état-major adjoint de l'armée chinoise, a été reçu ce vendredi matin 23 septembre à Paris par M. Yvon Bourges, ministre de la défense. Le général Yang Cheng-wu s'est félicité, selon un porte-parole du ministère de la défense, de la politique menée par la France pour mettre en œuvre une défense nationale indépendante fondée sur la dissuasion nucléaire. Le développement de la programmation militaire 1977-1982, a-t-il dit, renforce l'indépendance de la France.

Le gouvernement chinois, a indiqué le général Yang Cheng-wu, porte un intérêt tout particulier à la qualité de ces matériels qui lui ont été présentés. Le chef d'état-major adjoint de l'armée chinoise a demandé, en conclusion, un développement des échanges de militaires entre les deux pays. Il a été reçu dans la matinée par M. Raymond Barre à l'hôtel Mafignon.

Le général Yang Cheng-wu, chef d'état-major adjoint de l'armée chinoise, a été reçu ce vendredi matin 23 septembre à Paris par M. Yvon Bourges, ministre de la défense. Le général Yang Cheng-wu s'est félicité, selon un porte-parole du ministère de la défense, de la politique menée par la France pour mettre en œuvre une défense nationale indépendante fondée sur la dissuasion nucléaire. Le développement de la programmation militaire 1977-1982, a-t-il dit, renforce l'indépendance de la France.

Le gouvernement chinois, a indiqué le général Yang Cheng-wu, porte un intérêt tout particulier à la qualité de ces matériels qui lui ont été présentés. Le chef d'état-major adjoint de l'armée chinoise a demandé, en conclusion, un développement des échanges de militaires entre les deux pays. Il a été reçu dans la matinée par M. Raymond Barre à l'hôtel Mafignon.

Le général Yang Cheng-wu, chef d'état-major adjoint de l'armée chinoise, a été reçu ce vendredi matin 23 septembre à Paris par M. Yvon Bourges, ministre de la défense. Le général Yang Cheng-wu s'est félicité, selon un porte-parole du ministère de la défense, de la politique menée par la France pour mettre en œuvre une défense nationale indépendante fondée sur la dissuasion nucléaire. Le développement de la programmation militaire 1977-1982, a-t-il dit, renforce l'indépendance de la France.

Le gouvernement chinois, a indiqué le général Yang Cheng-wu, porte un intérêt tout particulier à la qualité de ces matériels qui lui ont été présentés. Le chef d'état-major adjoint de l'armée chinoise a demandé, en conclusion, un développement des échanges de militaires entre les deux pays. Il a été reçu dans la matinée par M. Raymond Barre à l'hôtel Mafignon.

Le général Yang Cheng-wu, chef d'état-major adjoint de l'armée chinoise, a été reçu ce vendredi matin 23 septembre à Paris par M. Yvon Bourges, ministre de la défense. Le général Yang Cheng-wu s'est félicité, selon un porte-parole du ministère de la défense, de la politique menée par la France pour mettre en œuvre une défense nationale indépendante fondée sur la dissuasion nucléaire. Le développement de la programmation militaire 1977-1982, a-t-il dit, renforce l'indépendance de la France.

Le gouvernement chinois, a indiqué le général Yang Cheng-wu, porte un intérêt tout particulier à la qualité de ces matériels qui lui ont été présentés. Le chef d'état-major adjoint de l'armée chinoise a demandé, en conclusion, un développement des échanges de militaires entre les deux pays. Il a été reçu dans la matinée par M. Raymond Barre à l'hôtel Mafignon.

Le général Yang Cheng-wu, chef d'état-major adjoint de l'armée chinoise, a été reçu ce vendredi matin 23 septembre à Paris par M. Yvon Bourges, ministre de la défense. Le général Yang Cheng-wu s'est félicité, selon un porte-parole du ministère de la défense, de la politique menée par la France pour mettre en œuvre une défense nationale indépendante fondée sur la dissuasion nucléaire. Le développement de la programmation militaire 1977-1982, a-t-il dit, renforce l'indépendance de la France.

Le gouvernement chinois, a indiqué le général Yang Cheng-wu, porte un intérêt tout particulier à la qualité de ces matériels qui lui ont été présentés. Le chef d'état-major adjoint de l'armée chinoise a demandé, en conclusion, un développement des échanges de militaires entre les deux pays. Il a été reçu dans la matinée par M. Raymond Barre à l'hôtel Mafignon.

Le général Yang Cheng-wu, chef d'état-major adjoint de l'armée chinoise, a été reçu ce vendredi matin 23 septembre à Paris par M. Yvon Bourges, ministre de la défense. Le général Yang Cheng-wu s'est félicité, selon un porte-parole du ministère de la défense, de la politique menée par la France pour mettre en œuvre une défense nationale indépendante fondée sur la dissuasion nucléaire. Le développement de la programmation militaire 1977-1982, a-t-il dit, renforce l'indépendance de la France.

Le gouvernement chinois, a indiqué le général Yang Cheng-wu, porte un intérêt tout particulier à la qualité de ces matériels qui lui ont été présentés. Le chef d'état-major adjoint de l'armée chinoise a demandé, en conclusion, un développement des échanges de militaires entre les deux pays. Il a été reçu dans la matinée par M. Raymond Barre à l'hôtel Mafignon.

Le général Yang Cheng-wu, chef d'état-major adjoint de l'armée chinoise, a été reçu ce vendredi matin 23 septembre à Paris par M. Yvon Bourges, ministre de la défense. Le général Yang Cheng-wu s'est félicité, selon un porte-parole du ministère de la défense, de la politique menée par la France pour mettre en œuvre une défense nationale indépendante fondée sur la dissuasion nucléaire. Le développement de la programmation militaire 1977-1982, a-t-il dit, renforce l'indépendance de la France.

Le gouvernement chinois, a indiqué le général Yang Cheng-wu, porte un intérêt tout particulier à la qualité de ces matériels qui lui ont été présentés. Le chef d'état-major adjoint de l'armée chinoise a demandé, en conclusion, un développement des échanges de militaires entre les deux pays. Il a été reçu dans la matinée par M. Raymond Barre à l'hôtel Mafignon.

Le général Yang Cheng-wu, chef d'état-major adjoint de l'armée chinoise, a été reçu ce vendredi matin 23 septembre à Paris par M. Yvon Bourges, ministre de la défense. Le général Yang Cheng-wu s'est félicité, selon un porte-parole du ministère de la défense, de la politique menée par la France pour mettre en œuvre une défense nationale indépendante fondée sur la dissuasion nucléaire. Le développement de la programmation militaire 1977-1982, a-t-il dit, renforce l'indépendance de la France.

Le gouvernement chinois, a indiqué le général Yang Cheng-wu, porte un intérêt tout particulier à la qualité de ces matériels qui lui ont été présentés. Le chef d'état-major adjoint de l'armée chinoise a demandé, en conclusion, un développement des échanges de militaires entre les deux pays. Il a été reçu dans la matinée par M. Raymond Barre à l'hôtel Mafignon.

Le général Yang Cheng-wu, chef d'état-major adjoint de l'armée chinoise, a été reçu ce vendredi matin 23 septembre à Paris par M. Yvon Bourges, ministre de la défense. Le général Yang Cheng-wu s'est félicité, selon un porte-parole du ministère de la défense, de la politique menée par la France pour mettre en œuvre une défense nationale indépendante fondée sur la dissuasion nucléaire. Le développement de la programmation militaire 1977-1982, a-t-il dit, renforce l'indépendance de la France.

Le gouvernement chinois, a indiqué le général Yang Cheng-wu, porte un intérêt tout particulier à la qualité de ces matériels qui lui ont été présentés. Le chef d'état-major adjoint de l'armée chinoise a demandé, en conclusion, un développement des échanges de militaires entre les deux pays. Il a été reçu dans la matinée par M. Raymond Barre à l'hôtel Mafignon.

Le général Yang Cheng-wu, chef d'état-major adjoint de l'armée chinoise, a été reçu ce vendredi matin 23 septembre à Paris par M. Yvon Bourges, ministre de la défense. Le général Yang Cheng-wu s'est félicité, selon un porte-parole du ministère de la défense, de la politique menée par la France pour mettre en œuvre une défense nationale indépendante fondée sur la dissuasion nucléaire. Le développement de la programmation militaire 1977-1982, a-t-il dit, renforce l'indépendance de la France.

Le gouvernement chinois, a indiqué le général Yang Cheng-wu, porte un intérêt tout particulier à la qualité de ces matériels qui lui ont été présentés. Le chef d'état-major adjoint de l'armée chinoise a demandé, en conclusion, un développement des échanges de militaires entre les deux pays. Il a été reçu dans la matinée par M. Raymond Barre à l'hôtel Mafignon.

Le général Yang Cheng-wu, chef d'état-major adjoint de l'armée chinoise, a été reçu ce vendredi matin 23 septembre à Paris par M. Yvon Bourges, ministre de la défense. Le général Yang Cheng-wu s'est félicité, selon un porte-parole du ministère de la défense, de la politique menée par la France pour mettre en œuvre une défense nationale indépendante fondée sur la dissuasion nucléaire. Le développement de la programmation militaire 1977-1982, a-t-il dit, renforce l'indépendance de la France.

Le gouvernement chinois, a indiqué le général Yang Cheng-wu, porte un intérêt tout particulier à la qualité de ces matériels qui lui ont été présentés. Le chef d'état-major adjoint de l'armée chinoise a demandé, en conclusion, un développement des échanges de militaires entre les deux pays. Il a été reçu dans la matinée par M. Raymond Barre à l'hôtel Mafignon.

Le général Yang Cheng-wu, chef d'état-major adjoint de l'armée chinoise, a été reçu ce vendredi matin 23 septembre à Paris par M. Yvon Bourges, ministre de la défense. Le général Yang Cheng-wu s'est félicité, selon un porte-parole du ministère de la défense, de la politique menée par la France pour mettre en œuvre une défense nationale indépendante fondée sur la dissuasion nucléaire. Le développement de la programmation militaire 1977-1982, a-t-il dit, renforce l'indépendance de la France.

Le gouvernement chinois, a indiqué le général Yang Cheng-wu, porte un intérêt tout particulier à la qualité de ces matériels qui lui ont été présentés. Le chef d'état-major adjoint de l'armée chinoise a demandé, en conclusion, un développement des échanges de militaires entre les deux pays. Il a été reçu dans la matinée par M. Raymond Barre à l'hôtel Mafignon.

Le général Yang Cheng-wu, chef d'état-major adjoint de l'armée chinoise, a été reçu ce vendredi matin 23 septembre à Paris par M. Yvon Bourges, ministre de la défense. Le général Yang Cheng-wu s'est félicité, selon un porte-parole du ministère de la défense, de la politique menée par la France pour mettre en œuvre une défense nationale indépendante fondée sur la dissuasion nucléaire. Le développement de la programmation militaire 1977-1982, a-t-il dit, renforce l'indépendance de la France.

Le gouvernement chinois, a indiqué le général Yang Cheng-wu, porte un intérêt tout particulier à la qualité de ces matériels qui lui ont été présentés. Le chef d'état-major adjoint de l'armée chinoise a demandé, en conclusion, un développement des échanges de militaires entre les deux pays. Il a été reçu dans la matinée par M. Raymond Barre à l'hôtel Mafignon.

Le général Yang Cheng-wu, chef d'état-major adjoint de l'armée chinoise, a été reçu ce vendredi matin 23 septembre à Paris par M. Yvon Bourges, ministre de la défense. Le général Yang Cheng-wu s'est félicité, selon un porte-parole du ministère de la défense, de la politique menée par la France pour mettre en œuvre une défense nationale indépendante fondée sur la dissuasion nucléaire. Le développement de la programmation militaire 1977-1982, a-t-il dit, renforce l'indépendance de la France.

Le gouvernement chinois, a indiqué le général Yang Cheng-wu, porte un intérêt tout particulier à la qualité de ces matériels qui lui ont été présentés. Le chef d'état-major adjoint de l'armée chinoise a demandé, en conclusion, un développement des échanges de militaires entre les deux pays. Il a été reçu dans la matinée par M. Raymond Barre à l'hôtel Mafignon.

Le général Yang Cheng-wu, chef d'état-major adjoint de l'armée chinoise, a été reçu ce vendredi matin 23 septembre à Paris par M. Yvon Bourges, ministre de la défense. Le général Yang Cheng-wu s'est félicité, selon un porte-parole du ministère de la défense, de la politique menée par la France pour mettre en œuvre une défense nationale indépendante fondée sur la dissuasion nucléaire. Le développement de la programmation militaire 1977-1982, a-t-il dit, renforce l'indépendance de la France.

Le gouvernement chinois, a indiqué le général Yang Cheng-wu, porte un intérêt tout particulier à la qualité de ces matériels qui lui ont été présentés. Le chef d'état-major adjoint de l'armée chinoise a demandé, en conclusion, un développement des échanges de militaires entre les deux pays. Il a été reçu dans la matinée par M. Raymond Barre à l'hôtel Mafignon.

Le général Yang Cheng-wu, chef d'état-major adjoint de l'armée chinoise, a été reçu ce vendredi matin 23 septembre à Paris par M. Yvon Bourges, ministre de la défense. Le général Yang Cheng-wu s'est félicité, selon un porte-parole du ministère de la défense, de la politique menée par la France pour mettre en œuvre une défense nationale indépendante fondée sur la dissuasion nucléaire. Le développement de la programmation militaire 1977-1982, a-t-il dit, renforce l'indépendance de la France.

Le gouvernement chinois, a indiqué le général Yang Cheng-wu, porte un intérêt tout particulier à la qualité de ces matériels qui lui ont été présentés. Le chef d'état-major adjoint de l'armée chinoise a demandé, en conclusion, un développement des échanges de militaires entre les deux pays. Il a été reçu dans la matinée par M. Raymond Barre à l'hôtel Mafignon.

Le général Yang Cheng-wu, chef d'état-major adjoint de l'armée chinoise, a été reçu ce vendredi matin 23 septembre à Paris par M. Yvon Bourges, ministre de la défense. Le général Yang Cheng-wu s'est félicité, selon un porte-parole du ministère de la défense, de la politique menée par la France pour mettre en œuvre une défense nationale indépendante fondée sur la dissuasion nucléaire. Le développement de la programmation militaire 1977-1982, a-t-il dit, renforce l'indépendance de la France.

Le gouvernement chinois, a indiqué le général Yang Cheng-wu, porte un intérêt tout particulier à la qualité de ces matériels qui lui ont été présentés. Le chef d'état-major adjoint de l'armée chinoise a demandé, en conclusion, un développement des échanges de militaires entre les deux pays. Il a été reçu dans la matinée par M. Raymond Barre à l'hôtel Mafignon.

Le général Yang Cheng-wu, chef d'état-major adjoint de l'armée chinoise, a été reçu ce vendredi matin 23 septembre à Paris par M. Y